

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 12 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1983 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 9

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1321

Κύρωση ἀπὸ τὴν Ἑλλάδα τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας τοῦ Καφὲ 1976.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυροῦμεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς ψηφισθέντα νόμον:

Ἄρθρο πρῶτο.

Κυροῦται καὶ ἔχει τὴν ἰσχὺ τοῦ ἄρθρου 28 παρ. 1 τοῦ Συντάγματος ἡ Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Καφὲ ποὺ συνάφθηκε τὸ 1976 καὶ τῆς ὁποίας τὸ κείμενο στὸ πρωτότυπο στὴ Γαλλικὴ καὶ σὲ μετάφραση στὴν Ἑλληνικὴ γλώσσα ἔχει ὡς ἑξῆς:

ACCORD INTERNATIONAL DE 1976 SUR LE CAFÉ

PRÉAMBULE

LES GOUVERNEMENTS PARTIES AU PRÉSENT ACCORD,

reconnaissant que le café revêt une importance exceptionnelle pour l'économie de nombreux pays qui dépendent dans une large mesure de ce produit pour leurs recettes d'exportation et par conséquent pour continuer leurs programmes de développement social et économique ;

considérant qu'une étroite coopération internationale dans le domaine des échanges de café permettra d'encourager la diversification et l'expansion de l'économie des pays producteurs de café, d'améliorer les relations politiques et économiques entre pays producteurs et pays consommateurs et de contribuer à l'accroissement de la consommation ;

reconnaissant qu'il est souhaitable d'éviter un déséquilibre entre la production et la consommation qui peut donner lieu à des fluctuations de prix accusées, préjudiciables aux producteurs comme aux consommateurs ;

convaincus que des mesures internationales peuvent aider à corriger les effets de ce déséquilibre et contribuer à assurer aux producteurs des recettes suffisantes au moyen de prix rémunérateurs ;

prenant note des avantages obtenus grâce à la coopération internationale suscitée par la mise en œuvre des accords internationaux de 1962 et 1968 sur le café,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

CHAPITRE PREMIER

OBJECTIFS

Article premier

Objectifs

Les objectifs de l'accord sont :

1. de réaliser un équilibre judicieux entre l'offre et la demande de café, dans des conditions qui assureront aux consommateurs un approvisionnement suffisant à des prix équitables et aux producteurs des débouchés à des prix rémunérateurs, et qui permettront d'équilibrer de façon durable la production et la consommation ;

2. d'éviter des fluctuations excessives de l'offre mondiale, des stocks et des prix, préjudiciables aux producteurs comme aux consommateurs ;

3. de contribuer à mettre en valeur les ressources productives, à élever et maintenir l'emploi et le revenu dans les pays membres, et d'aider ainsi à y réaliser des salaires équitables, un plus haut niveau de vie et de meilleures conditions de travail ;

4. d'accroître le pouvoir d'achat des pays exportateurs de café en maintenant les prix à un niveau conforme aux dispositions du paragraphe 1 du présent article et en augmentant la consommation ;

5. d'encourager la consommation du café de toutes les manières possibles ;

6. d'une façon générale, et compte tenu des liens qui existent entre le commerce du café et la stabilité économique des marchés ouverts aux produits industriels, de favoriser la coopération internationale dans le domaine des problèmes mondiaux du café.

Article 2

Engagements généraux des membres

1. Les membres s'engagent à conduire leur politique commerciale de façon à réaliser les objectifs énoncés à l'article 1er. Ils s'engagent en outre à atteindre ces objectifs en remplissant strictement les obligations du présent accord et en observant ses dispositions.

2. Les membres reconnaissent la nécessité d'adopter des politiques permettant de maintenir les prix du café à des niveaux qui assurent aux producteurs une rémunération suffisante tout en cherchant à assurer aux consommateurs des prix qui ne tassent pas obstacle à un accroissement souhaitable de la consommation.

3. Les membres exportateurs s'engagent à ne prendre ou à ne maintenir en vigueur aucune mesure gouvernementale qui permettrait de vendre du café à des pays non membres à des conditions commerciales plus favorables que celles qu'ils sont disposés à offrir au même moment à des membres importateurs, compte tenu des pratiques commerciales normales.

4. Le conseil passe en revue périodiquement la mise en œuvre des dispositions du paragraphe 3 du présent article et peut demander aux membres de transmettre les renseignements appropriés, conformément aux dispositions de l'article 53.

5. Les membres reconnaissent que les certificats d'origine constituent une source indispensable de renseignements sur les échanges de café. Pendant les périodes où les contingents sont suspendus, les membres exportateurs assument la responsabilité de veiller à ce que les certificats d'origine soient utilisés à bon escient. Toutefois, bien que les membres importateurs ne soient pas tenus d'exiger que des certificats accompagnent les lots de café lorsque les contingents ne sont pas en vigueur, ils coopéreront pleinement avec l'organisation pour le rassemblement et la vérification des certificats ayant trait à des expéditions en provenance de pays membres exportateurs, afin que le plus grand nombre possible de renseignements soit à la disposition de tous les pays membres.

CHAPITRE II

DÉFINITIONS

Article 3

Définitions

Aux fins du présent accord :

1. « Café » désigne le grain et la cerise du caféier qu'il s'agisse de café en parche, de café vert ou de café torréfié, et comprend le café moulu, le café décaféiné, le café liquide et le café soluble. Ces termes ont la signification suivante :

   a) « café vert » désigne tout café en grain, déparché, avant torréfaction ;

   b) « cerise de café séchée » désigne le fruit séché du caféier ; l'équivalent en café vert des cerises de café séchées s'obtient en multipliant par 0,50 le poids net des cerises séchées ;

   c) « café en parche » désigne le grain de café vert dans sa parche ; l'équivalent en café vert du café en parche s'obtient en multipliant par 0.80 le poids net du café en parche ;

   d) « café torréfié » désigne le café vert torréfié à un degré quelconque, et comprend le café moulu ; l'équivalent en café vert du café torréfié s'obtient en multipliant par 1,19 le poids net du café torréfié ;

   e) « café décaféiné » désigne le café vert, torréfié ou soluble, après extraction de caféine ; l'équivalent en café vert du café décaféiné s'obtient en multipliant par 1, 1,19 ou 3,00 ([1]), h respectivement, le poids net du café décaféiné vert, torréfié ou soluble ;

   f) « café liquide » désigne les solides solubles dans l'eau obtenus à partir du café torréfié et présentés sous forme liquide ; l'équivalent en café vert du café liquide s'obtient en multipliant par 3,00 ([1]) le poids net des solides de café déshydratés contenus dans le café liquide ;

(1) Le facteur de conversion de 3,00 est revu et peut être modifié par le conseil compte tenu des décisions prises à ce sujet par les autorités internationales compétentes.

g) « café soluble » désigne les solides, déshydratés et solubles dans l'eau, obtenus à partir du café torréfié ; l'équivalent en café vert du café soluble s'obtient en multipliant par 3,00 (1) le poids net du café soluble.

2. « Sac » désigne 60 kilogrammes, soit 132,276 livres de café vert ; « tonne » désigne la tonne métrique de 1 000 kilogrammes, soit 2 204,6 livres ; « livre » désigne 453,597 grammes.

3. « Année caféière » désigne la période de douze mois qui va du 1er octobre au 30 septembre.

4. « Organisation » signifie l'Organisation internationale du café ; « conseil » signifie le conseil international du café ; « comité » signifie le comité exécutif.

5. « Membre » signifie : une partie contractante, y compris une organisation intergouvernementale mentionnée au paragraphe 3 de l'article 4 ; un ou des territoires désignés qui ont été déclarés comme membre séparé en vertu de l'article 5 ; plusieurs parties contractantes, plusieurs territoires désignés, ou plusieurs parties contractantes et territoires désignés qui font partie de l'organisation en tant que groupe membre, en vertu des articles 6 et 7.

6. « Membre exportateur » ou « pays exportateur » désigne respectivement un membre ou un pays qui est exportateur net de café, c'est-à-dire un membre ou un pays dont les exportations dépassent les importations.

7. « Membre importateur » ou « pays importateur » désigne respectivement un membre ou un pays qui est importateur net de café, c'est-à-dire un membre ou un pays dont les importations dépassent les exportations.

8. « Membre producteur » ou « pays producteur » désigne respectivement un membre ou un pays qui produit du café en quantités suffisantes pour avoir une signification commerciale.

9. « Majorité répartie simple » signifie la majorité absolue des voix exprimées par les membres exportateurs présents votant, et la majorité absolue des voix exprimées par les membres importateurs présents votant.

10. « Majorité répartie des deux tiers » signifie les deux tiers des voix exprimées par les membres exportateurs présents votant, et les deux tiers des voix exprimées par les membres importateurs présents votant.

(1) Le facteur de conversion de 3,00 est revu et peut être modifié par le conseil compte tenu des décisions prises à ce sujet par les autorités internationales compétentes.

11. « Entrée en vigueur » signifie, sauf indication contraire, la date à laquelle l'accord entre en vigueur, provisoirement ou définitivement.

12. « Production exportable » désigne la production totale de café d'un pays exportateur pendant une année ou une campagne caféière donnée, diminuée de la quantité prévue pour les besoins de la consommation intérieure pendant la même année.

13. « Disponibilités à l'exportation » désigne la production exportable d'un pays exportateur au cours d'une année caféière donnée, augmentée des stocks reportés des années précédentes.

14. « Quantité à exporter sous contingent » désigne la quantité totale de café qu'un membre est autorisé à exporter aux termes des diverses dispositions de l'accord, à l'exclusion des exportations hors contingent effectuées conformément aux dispositions de l'article 44.

15. « Déficit » désigne la différence entre la quantité de café qu'un membre exportateur a le droit d'exporter sous contingent pendant une année caféière donnée et la quantité que ce membre a exportée à destination des marchés sous contingent pendant ladite année caféière.

CHAPITRE III

MEMBRES

Article 4

Membres de l'Organisation

1. Chaque partie contractante constitue, avec ceux des territoires auxquels l'accord s'applique en vertu du paragraphe 1 de l'article 64, un seul et même membre de l'organisation, sous réserve des dispositions prévues aux articles 5, 6 et 7.

2. Dans des conditions à convenir par le conseil, un membre peut changer de catégorie.

3. Toute mention du mot « gouvernement » dans le présent accord est réputée valoir pour la Communauté économique européenne ou une organisation intergouvernementale ayant des responsabilités comparables en ce qui concerne la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base.

4. Une telle organisation intergouvernementale n'a pas elle même de voix mais, en cas de vote sur des questions relevant de sa compétence, elle est autorisée à disposer des voix de ses pays membres, et elle les exprime en bloc. Dans ce cas, les pays membres de cette organisation intergouvernementale ne sont pas autorisés à exercer individuellement leurs droits de vote.

5. Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 16 ne sont pas applicables à une telle organisation intergouvernementale ; toutefois, celle-ci peut participer aux discussions du comité exécutif sur les questions relevant de sa compétence. En cas de vote sur des questions relevant de sa compétence et par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 19, les voix dont ses pays membres sont autorisés à disposer au comité exécutif sont exprimées en bloc par l'un quelconque de ces pays membres.

Article 5

Participation séparée de territoires désignés

Toute partie contractante qui est importatrice nette de café peut, à tout moment, par la notification prévue au paragraphe 2 de l'article 64, déclarer qu'elle participe à l'organisation indépendamment de tout territoire qu'elle désigne parmi ceux dont elle assure la représentation internationale qui sont exportateurs nets de café. Dans ce cas, le territoire métropolitain et les territoires non désignés constituent un seul et même membre, et les territoires désignés ont, individuellement ou collectivement selon les termes de la notification, la qualité de membre distinct.

Article 6

Participation initiale en groupe

1. Deux ou plusieurs parties contractantes qui sont exportatrices nettes de café peuvent, par notification adressée au conseil et au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies lors du dépôt de leurs instruments respectifs d'approbation, de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer qu'elles entrent dans l'Organisation en tant que groupe. Un territoire auquel l'accord s'applique en vertu du paragraphe 1 de l'article 64 peut faire partie d'un tel groupe si le gouvernement de l'État qui assure ses relations internationales a adressé la notification prévue au paragraphe 2 de l'article 64. Ces parties contractantes et ces territoires désignés doivent remplir les conditions suivantes :

a) se déclarer disposés à accepter la responsabilité, aussi bien individuelle que collective, du respect des obligations du groupe ;

b) ils doivent par la suite prouver à la satisfaction du conseil :

   i) que le groupe a l'organisation nécessaire à l'application d'une politique commune en matière de café, et qu'ils ont les moyens de s'acquitter, conjointement avec les autres membres du groupe, des obligations que leur impose le présent accord,

   et

   ii) soit qu'un précédent accord international sur le café les a reconnus comme un groupe,

   iii) soit qu'ils ont une politique commerciale et économique commune ou coordonnée en matière de café et une politique monétaire et financière coordonnée ainsi que les organes nécessaires à l'application de ces politiques, de façon que le conseil soit assuré que le groupe est en mesure de se conformer à toutes les obligations collectives qui en découlent.

2. Le groupe membre constitue un seul et même membre de l'organisation, étant toutefois entendu que chaque membre du groupe sera traité en membre distinct pour les questions qui relèvent des dispositions suivantes :

a) articles 11, 12 et 20 du chapitre IV ;

b) articles 50 et 51 du chapitre VIII ;

c) article 67 du chapitre X.

3. Les parties contractantes et les territoires désignés qui entrent en tant que groupe indiquent le gouvernement ou l'organisation qui les représentera au conseil pour les questions dont traite l'accord, à l'exception de celles qui sont énumérées au paragraphe 2 du présent article.

4. Le droit de vote du groupe s'exerce de la façon suivante :

a) le groupe membre a, pour chiffre de base, le même nombre de voix qu'un seul pays membre entré à titre individuel dans l'organisation. Le gouvernement ou l'organisation qui représente le groupe reçoit ces voix et en dispose ;

b) au cas où la question mise aux voix rentre dans le cadre des dispositions énoncées au paragraphe 2 du présent article, les divers membres du groupe peuvent disposer séparément des voix que leur attribuent les paragraphes 3 et 4 de l'article 13, comme si chacun d'eux était un membre individuel de l'Organisation, sauf que les voix du chiffre de base restent attribuées au gouvernement ou à l'organisation qui représente le groupe.

5. Toute partie contractante ou tout territoire désigné qui fait partie d'un groupe peut, par notification au conseil, se retirer de ce groupe et devenir membre distinct. Ce retrait prend effet lors de la réception de la notification par le conseil. Quand un des membres d'un groupe s'en retire ou cesse d'être un membre de l'Organisation, les autres membres du groupe peuvent demander au conseil de maintenir ce groupe ; le groupe conserve son existence à moins que le conseil ne rejette cette demande. En cas de dissolution du groupe, chacun de ses ex-membres devient un membre distinct. Un membre qui a cessé d'appartenir à un groupe ne peut pas redevenir membre d'un groupe quelconque tant que le présent accord reste en vigueur.

Article 7

Participation ultérieure en groupe

Deux membres exportateurs ou plus peuvent, une fois que l'accord est entré en vigueur, demander à tout moment au conseil l'autorisation de se constituer en groupe. Le conseil les y autorise s'il constate qu'ils lui ont adressé la déclaration et les preuves exigées au paragraphe 1 de l'article 6. Dès que le conseil a donné cette autorisation, les dispositions des paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 6 deviennent applicables au groupe.

CHAPITRE IV

CONSTITUTION ET ADMINISTRATION

Article 8

Siège et structure de l'Organisation internationale du café

1. L'Organisation internationale du café créée par l'accord de 1962 continue d'exister pour assurer la mise en œuvre du présent accord et en surveiller le fonctionnement.

2. L'Organisation a son siège à Londres, à moins que le conseil n'en décide autrement à la majorité répartie des deux tiers des voix.

3. L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire du conseil international du café, du comité exécutif, du directeur exécutif et du personnel.

Article 9

Composition du conseil international du café

1. L'autorité suprême de l'Organisation est le conseil international du café, qui se compose de tous les membres de l'organisation.

2. Chaque membre nomme un représentant au conseil et, s'il le désire, un ou plusieurs suppléants. En outre, chaque membre peut désigner un ou plusieurs conseillers pour accompagner son représentant ou ses suppléants.

Article 10

Pouvoirs et fonctions du conseil

1. Le conseil, investi de tous les pouvoirs que confère expressément l'accord, a les pouvoirs et exerce les fonctions nécessaires à l'exécution des dispositions de l'accord.

2. Le conseil arrête, à la majorité répartie des deux tiers, les règlements nécessaires à l'exécution de l'accord et conformes à ses dispositions, notamment son propre règlement intérieur et les règlements applicables à la gestion financière de l'organisation et à son personnel. Le conseil peut prévoir dans son règlement intérieur une procédure qui lui permette de prendre, sans se réunir, des décisions sur des points déterminés.

3. En outre, le conseil tient à jour la documentation nécessaire à l'accomplissement des fonctions que lui confère l'accord, et toute autre documentation qu'il juge souhaitable.

Article 11

Élection du président et des vice-présidents du conseil

1. Le conseil élit pour chaque année caféière un président de même qu'un premier, un deuxième et un troisième vice-président.

2. En règle générale, le président et le premier vice-président sont tous deux élus parmi les représentants des membres exportateurs ou parmi les représentants des membres importateurs, et les deuxième et troisième vice-présidents parmi les représentants de l'autre catégorie. Cette répartition alterne chaque année caféière.

3. Ni le président ni le vice-président qui fait fonction de président n'a le droit de vote. Dans ce cas, leur suppléant exerce le droit de vote du membre.

Article 12

Sessions du conseil

En règle générale, le conseil se réunit deux fois par an en session ordinaire. Il peut tenir des sessions extraordinaires s'il en décide ainsi. Des sessions extraordinaires se tiennent aussi à la demande du comité exécutif, ou de cinq membres, ou d'un ou plusieurs membres réunissant 200 voix au minimum. Les sessions du conseil sont annoncées au moins trente jours à l'avance, sauf en cas d'urgence. Les sessions ont lieu au siège de l'organisation, à moins que le conseil n'en décide autrement.

Article 13

Voix

1. Les membres exportateurs ont ensemble 1 000 voix et les membres importateurs également ; ces voix sont réparties à l'intérieur de chaque catégorie, celle des exportateurs et celle des importateurs, comme l'indiquent les paragraphes suivants.

2. Chaque membre a, comme chiffre de base, cinq voix, à condition que le total de ces voix ne dépasse pas 150 pour chaque catégorie de membres. S'il y avait plus de 30 membres exportateurs ou plus de 30 membres importateurs, le chiffre de base attribué à chaque membre de cette catégorie serait ajusté de façon que le total des chiffres de base ne dépasse pas 150 pour chaque catégorie.

3. Les membres exportateurs énumérés à l'annexe 1 et dont le contingent annuel d'exportation initial est égal ou supérieur à 100 000 sacs mais inférieur à 400 000 sacs auront, outre les voix correspondant au chiffre de base, le nombre de voix qui leur est attribué dans la colonne 2 de l'annexe 1. Si l'un des membres exportateurs auxquels s'appliquent les dispositions du présent paragraphe choisit d'avoir un contingent de base en vertu du paragraphe 5 de l'article 31, les dispositions du présent paragraphe cessent d'être applicables pour lui.

4. Sous réserve des dispositions de l'article 32, le restant des voix des membres exportateurs est réparti entre les membres ayant un contingent de base, au prorata du volume moyen de leurs exportations respectives de café à destination des membres importateurs pendant les années caféières 1968/1969 à 1971/1972 inclusivement. Ceci constitue la base pour le calcul des voix des membres exportateurs concernés jusqu'au 31 décembre 1977. A compter du 1er janvier 1978, le restant des voix des membres exportateurs ayant un contingent de base est calculé au prorata du volume moyen de leurs exportations respectives de café à destination des membres importateurs, de la manière indiquée ci-après :

Avec effet à compter du 1er janvier	Années caféières
1978	1969/1970, 1970/1971, 1971/1972, 1976/1977
1979	1970/1971, 1971/1972, 1976/1977, 1977/1978
1980	1971/1972, 1976/1977, 1977/1978, 1978/1979
1981	1976/1977, 1977/1978, 1978/1979, 1979/1980
1982	1977/1978, 1978/1979, 1979/1980, 1980/1981

5. Le restant des voix des membres importateurs est réparti entre eux au prorata du volume moyen de leurs importations de café des trois années civiles précédentes.

6. Le conseil répartit les voix au début de chaque année caféière en vertu du présent article, et cette répartition reste en vigueur pendant l'année en question, sauf dans les cas prévus aux paragraphes 4 et 7.

7. Quand un changement survient dans la participation à l'Organisation, ou si le droit de vote d'un membre est suspendu ou rétabli en vertu des articles 26, 42, 45 ou 58, le conseil procède à une nouvelle répartition des voix, qui obéit aux dispositions du présent article.

8. Aucun membre n'a plus de 400 voix.

9. Il ne peut y avoir de fraction de voix.

Article 14

Procédure de vote du conseil

1. Chaque membre dispose de toutes les voix qu'il détient et n'est pas autorisé à les diviser. Il peut cependant disposer différemment des voix qui lui sont données par procuration, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article.

2. Tout membre exportateur peut autoriser tout autre membre exportateur et tout membre importateur peut autoriser tout autre membre importateur à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs séances du conseil. La limitation prévue au paragraphe 8 de l'article 13 ne s'applique pas dans ce cas.

Article 15

Décisions du conseil

1. Le conseil prend toutes ses décisions et fait toutes ses recommandations à la majorité répartie simple, sauf disposition contraire du présent accord.

2. La procédure suivante s'applique à toute décision que le conseil doit, aux termes de l'accord, prendre à la majorité répartie des deux tiers :

a) si la proposition n'obtient pas la majorité répartie des deux tiers en raison du vote négatif d'un, deux ou trois membres exportateurs ou d'un, deux ou trois membres importateurs, elle est, si le conseil en décide ainsi à la majorité des membres présents et à la majorité répartie simple des voix, remise aux voix dans les quarante-huit heures ;

b) si, à ce deuxième scrutin, la proposition n'obtient pas encore la majorité répartie des deux tiers, en raison du vote négatif d'un ou deux membres exportateurs ou d'un ou deux membres importateurs, elle est, si le conseil en décide ainsi à la majorité des membres présents et à la majorité répartie simple des voix, remise aux voix dans les vingt-quatre heures ;

c) si, à ce troisième scrutin, la proposition n'obtient toujours pas la majorité répartie des deux tiers en raison du vote négatif d'un membre exportateur ou d'un membre importateur, elle est considérée comme adoptée ;

d) si le conseil ne remet pas une proposition aux voix, elle est considérée comme repoussée.

3. Les membres s'engagent à accepter comme obligatoires toutes des décisions que le conseil prend en vertu de l'accord.

Article 16

Composition du comité exécutif

1. Le comité exécutif se compose de huit membres exportateurs et de huit membres importateurs élus pour chaque année caféière conformément aux dispositions de l'article 17. Ils sont rééligibles.

2. Chaque membre du comité exécutif désigne un représentant et, s'il le désire, un ou plusieurs suppléants. En outre, chaque membre peut désigner un ou plusieurs conseillers pour accompagner son représentant ou ses suppléants.

3. Élus pour chaque année caféière par le conseil, le président et le vice-président du comité exécutif sont rééligibles. Ni le président ni le vice-président qui fait fonction de président n'a le droit de vote. Si un représentant est élu président ou si un vice-président fait fonction de président, leur suppléant exerce le droit de vote. En règle générale, le président et le vice-président sont tous deux élus parmi les représentants de la même catégorie de membres pour chaque année caféière.

4. Le comité exécutif se réunit normalement au siège de l'Organisation, mais peut se réunir ailleurs.

Article 17

Élection du comité exécutif

1. Les membres exportateurs de l'Organisation élisent les membres exportateurs du comité exécutif, et les membres importateurs de l'Organisation les membres importateurs du comité exécutif. Les élections de chaque catégorie ont lieu selon les dispositions suivantes.

2. Chaque membre vote pour un seul candidat, en lui accordant toutes les voix dont il dispose en vertu de l'article 13. Il peut accorder à un autre candidat les voix dont il disposerait par procuration conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 14.

3. Les huit candidats qui recueillent le plus grand nombre de voix sont élus ; toutefois, aucun candidat n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a pas obtenu 75 voix au moins.

4. Si moins de huit candidats sont élus au premier tour de scrutin selon les dispositions du paragraphe 3 du présent article, de nouveaux tours de scrutin ont lieu, auxquels seuls participent les membres qui n'ont voté pour aucun des candidats élus. À chaque nouveau tour de scrutin, le minimum de voix nécessaire pour être élu diminue successivement de cinq unités, jusqu'à ce que les huit candidats soient élus.

5. Un membre qui n'a pas voté pour un des membres élus confère à un d'entre eux les voix dont il dispose, sous réserve des dispositions des paragraphes 6 et 7 du présent article.

6. On considère qu'un membre a obtenu les voix qui lui ont été données lors de son élection, plus

les voix qui lui ont été conférées plus tard, à condition que le total des voix ne dépasse 499 pour aucun membre élu.

7. Au cas où les voix considérées comme obtenues par un membre élu dépasseraient 499, les membres qui ont voté pour ce membre élu ou qui lui ont conféré leurs voix s'entendront pour qu'un ou plusieurs d'entre eux retirent les voix qu'ils lui ont accordées et les confèrent ou les transfèrent à un autre membre élu, de façon que les voix obtenues par chaque membre élu ne dépassent pas le chiffre limite de 499.

Article 18

Compétence du comité exécutif

1. Le comité exécutif est responsable devant le conseil et travaille selon ses directives générales.

2. Le conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers des voix, déléguer au comité exécutif tout ou partie de ses pouvoirs à l'exclusion des suivants :

a) voter le budget administratif et fixer les cotisations, en vertu de l'article 25 ;

b) suspendre le droit de vote d'un membre, en vertu de l'article 45 ou de l'article 58 ;

c) dispenser un membre de ses obligations, en vertu de l'article 56 ;

d) se prononcer sur les différends, en vertu de l'article 58 ;

e) fixer des conditions d'adhésion, en vertu de l'article 62 ;

f) décider de demander l'exclusion d'un membre de l'organisation, en vertu de l'article 66 ;

g) prendre une décision sur la question de soumettre l'accord à de nouvelles négociations, de le proroger ou de le résilier, en vertu de l'article 68 ;

h) recommander un amendement aux membres, en vertu de l'article 69.

3. Le conseil peut à tout moment, à la majorité répartie simple, annuler les pouvoirs qu'il a délégués au comité.

Article 19

Procédure de vote du comité exécutif

1. Chaque membre du comité exécutif dispose des voix qu'il a obtenues en vertu des paragraphes 6 et 7 de l'article 17. Le vote par procuration n'est pas admis. Aucun membre du comité exécutif n'est autorisé à partager ses voix.

2. Les décisions du comité sont prises à la même majorité que les décisions analogues du conseil.

Article 20

Quorum aux réunions du conseil et du comité

1. Le quorum exigé pour toute réunion du conseil est constitué par la majorité des membres, si cette majorité représente la majorité répartie des deux tiers du total des voix. Si, à l'heure fixée pour le début d'une séance du conseil, le quorum n'est pas atteint, le président du conseil peut décider de retarder d'au moins trois heures l'ouverture de la séance. Si, à l'heure prévue pour la nouvelle réunion, le quorum n'est toujours pas atteint, le président peut encore différer d'au moins trois heures l'ouverture de la séance. Cette procédure peut être répétée jusqu'à ce que le quorum soit atteint au moment fixé pour le début de la séance. Les membres représentés par procuration en vertu du paragraphe 2 de l'article 14 sont considérés comme présents.

2. Le quorum exigé pour toute réunion du comité exécutif est constitué par la majorité des membres si cette majorité représente la majorité répartie des deux tiers du total des voix.

Article 21

Directeur exécutif et personnel

1. Le conseil nomme le directeur exécutif sur la recommandation du comité exécutif. Il fixe les conditions d'emploi du directeur exécutif ; elles sont comparables à celles des fonctionnaires homologues d'organisations intergouvernementales similaires.

2. Le directeur exécutif est le chef des services administratifs de l'Organisation ; il est responsable de l'exécution des tâches qui lui incombent dans l'administration du présent accord.

3. Le directeur exécutif nomme le personnel conformément au règlement arrêté par le conseil.

4. Le directeur exécutif et les autres fonctionnaires ne doivent avoir aucun intérêt financier ni dans l'in-

dustrie caféière ni dans le commerce ou le transport du café.

5. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le directeur exécutif et le personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun membre, ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables qu'envers l'Organisation. Chaque membre s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du directeur exécutif et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

Article 22

Collaboration avec d'autres organisations

Le conseil peut prendre toutes les dispositions voulues pour consulter l'Organisation des Nations unies et les institutions spécialisées, ainsi que d'autres organisations intergouvernementales appropriées, et pour collaborer avec elles. Le conseil peut inviter ces organisations, ainsi que toute organisation qui traite de questions caféières, à envoyer des observateurs à ses réunions.

CHAPITRE V

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Article 23

Privilèges et immunités

1. L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle a notamment la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens immobiliers et mobiliers, ainsi que d'ester en justice.

2. Le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, du directeur exécutif, des membres du personnel et des experts, ainsi que des représentants des pays membres pendant les séjours que l'exercice de leurs fonctions les amène à effectuer sur le territoire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord continueront à être régis par l'accord de siège conclu entre le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ci-après dénommé gouvernement hôte) et l'Organisation le 28 mai 1969.

3. L'accord de siège mentionné au paragraphe 2 du présent article est indépendant du présent accord. Toutefois, il prendrait fin :

a) par consentement mutuel du gouvernement hôte et de l'organisation ;

b) dans les cas où le siège de l'Organisation serait transféré hors du territoire du gouvernement hôte ;
ou

c) dans le cas où l'Organisation cesserait d'exister.

4. L'Organisation peut conclure avec un ou plusieurs autres membres des accords qui devront recevoir l'approbation du conseil, portant sur les privilèges et immunités qui pourraient être nécessaires pour le bon fonctionnement du présent accord.

5. Les gouvernements des pays membres autres que le gouvernement hôte accordent à l'Organisation les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change, le maintien de comptes bancaires et le transfert de fonds, que celles qui sont accordées aux institutions spécialisées de l'Organisation des Nations unies.

CHAPITRE VI

FINANCES

Article 24

Dispositions financières

1. Les dépenses des délégations au conseil ainsi que des représentants au comité exécutif et à tout autre comité du conseil ou du comité exécutif, sont à la charge de l'État qu'ils représentent.

2. Pour couvrir les autres dépenses qu'entraîne l'application du présent accord, les membres versent une cotisation annuelle. Ces cotisations sont réparties comme il est dit à l'article 25. Toutefois, le conseil peut exiger une rétribution pour certains services.

3. L'exercice financier de l'Organisation coïncide avec l'année caféière.

Article 25

Vote du budget et fixation des cotisations

1. Au second semestre de chaque exercice financier, le conseil vote le budget administratif de l'Organisation pour l'exercice financier suivant et répartit les cotisations des membres à ce budget.

2. Pour chaque exercice financier, la cotisation de chaque membre est proportionnelle au rapport qu'il y a au moment du vote du budget, entre le nombre de voix dont il dispose et le nombre de voix dont disposent tous les membres réunis. Si toutefois, au début de l'exercice financier pour lequel les cotisations sont fixées, la répartition des voix entre les membres se trouve ngée en vertu du paragraphe 6 de l'article 13, le conseil ajuste les cotisations en conséquence pour cet exercice. Pour déterminer les cotisations, on dénombre les voix de chaque membre sans tenir compte d la suspension éventuelle du droit de vote d'un membre et de la redistribution des voix qui aurait pu en résulter.

3. Le conseil fixe la contribution initiale de tout pays qui devient membre de l'Organisation après l'entrée en vigueur du présent accord en fonction du nombre des voix qui lui sont attribuées et de la fraction non écoulée de l'exercice en cours ; mais les cotisations assignées aux autres membres pour l'exercice en cours restent inchangées.

Article 26

Versement des cotisations

1. Les cotisations au budget administratif de chaque exercice financier sont payables en monnaie librement convertible et sont exigibles au premier jour de l'exercice.

2. Un membre qui ne s'est pas acquitté intégralement de sa cotisation au budget administratif dans les six mois de son exigibilité perd, jusqu'au moment où il s'en acquitte, son droit de voter au conseil et de voter ou de faire voter pour lui au comité exécutif. Cependant, sauf décision prise par le conseil à la majorité répartie des deux tiers, ce membre n'est privé d'aucun des autres droits que lui confère le présent accord, ni relevé d'aucune des obligations que celui-ci lui impose.

3. Un membre dont le droit de vote est suspendu, en application soit des dispositions du paragraphe 2 du présent article, soit des dispositions des articles 42, 45 ou 58, reste néanmoins tenu de verser sa cotisation.

Article 27

Vérification et publication des comptes

Le plus tôt possible après la clôture de chaque exercice financier, le conseil est saisi, pour approbation et publication, d'un état, vérifié par expert agréé, des recettes et dépenses de l'Organisation pendant cet exercice financier.

CHAPITRE VII

RÉGLEMENTATION DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS

Article 28

Dispositions générales

1. Toutes les décisions que le conseil prend en vertu des dispositions du présent chapitre sont prises à la majorité répartie des deux tiers.

2. Le mot « annuel » désigne, dans le présent chapitre, toute période de douze mois établie par le conseil. Toutefois, celui-ci peut adopter des procédures pour appliquer les dispositions du présent chapitre pendant une période supérieure à douze mois.

Article 29

Marchés soumis au contingentement

Aux fins du présent accord, le marché mondial du café est divisé en marchés des pays membres sous contingent et en marchés des pays non membres hors contingent.

Article 30

Contingents de base

1. Chaque membre exportateur a droit, sous réserve des dispositions des articles 31 et 32, à un contingent de base calculé conformément aux dispositions du présent article.

2. Si, en application des dispositions de l'article 33, le contingentement prend effet pendant l'année caféière 1976/1977, le contingent de base à utiliser pour la répartition de la part fixe des contingents est calculé à partir du volume moyen des exportations annuelles de chaque membre exportateur à destination des pays membres importateurs pendant les années caféières 1968/1969 à 1971/1972. Cette répartition de la part fixe reste en vigueur jusqu'au moment où les contingents sont suspendus pour la première fois en vertu de l'article 33.

3. Si les contingents ne sont pas introduits pendant l'année caféière 1976/1977, mais prennent effet au cours de 1977/1978, le contingent de base à utiliser pour la répartition de la part fixe des contingents est calculé en choisissant pour chaque membre exportateur celui des chiffres ci-après qui est le plus élevé :

a) le volume de ses exportations à destination des pays membres importateurs au cours de l'année caféière 1976/1977, calculé à partir des renseignements transmis par les certificats d'origine ;
b) le chiffre obtenu par l'application de la procédure exposée au paragraphe 2 du présent article.

Cette répartition de la part fixe du contingent reste en vigueur jusqu'au moment où les contingents sont suspendus pour la première fois en vertu de l'article 33.

4. Si les contingents prennent effet pour la première fois, ou s'ils sont rétablis pendant l'année caféière 1978/1979 ou à toute date ultérieure, le contingent de base à utiliser pour la répartition de la part fixe des contingents est calculé en choisissant pour chaque membre exportateur celui des deux chiffres ci-après qui est le plus élevé :

a) la moyenne du volume de ses exportations à destination des pays membres importateurs pendant les années caféières 1976/1977 et 1977/1978, calculée à partir des renseignements transmis par les certificats d'origine ;
b) le chiffre obtenu par l'application de la procédure exposée au paragraphe 2 du présent article.

5. Si les contingents sont introduits, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article et sont suspendus par la suite, leur rétablissement au cours de 1977/1978 est régi par les dispositions du paragraphe 3 du présent article et celles du paragraphe 1 de l'article 35. Le rétablissement des contingents au cours de l'année caféière 1978/1979 ou à toute date ultérieure est régi par les dispositions du paragraphe 4 du présent article et celles du paragraphe 1 de l'article 35.

Article 31

Membres exportateurs auxquels il n'est pas attribué de contingent de base

1. Il n'est pas attribué de contingent de base aux membres exportateurs énumérés à l'annexe 1, sous réserve des dispositions des paragraphes 4 et 5 du présent article. Ces membres auront, pendant l'année caféière 1976/1977, sous réserve des dispositions de l'article 33, le contingent annuel d'exportation initial qui se trouve dans la colonne 1 de cette annexe. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article 33, le contingent de ces membres est augmenté pendant chacune des années caféières suivantes :

a) de 10 % du contingent annue. d'exportation initial, dans le cas de membres dont le contingent annuel d'exportation initial est inférieur à 100 000 sacs ;
b) de 5 % du contingent annuel d'exportation initial, dans le cas des membres dont le contingent annuel d'exportation initial atteint ou dépasse 100 000 sacs mais est inférieur à 400 000 sacs.

On considère, en vue d'arrêter les contingents annuels des membres intéressés lorsque le contingentement est introduit ou rétabli en vertu de l'article 33, que ces augmentations annuelles ont pris effet depuis l'entrée en vigueur du présent accord.

2. Au plus tard le 31 juillet de chaque année, chacun des membres auxquels s'appliquent les dispositions du paragraphe 1 du présent article, notifie au conseil les quantités de café dont il disposera probablement pour l'exportation au cours de l'année caféière suivante. Les quantités ainsi indiquées par le membre exportateur intéressé constituent le contingent de ce membre pour l'année caféière suivante, à condition qu'elles se trouvent dans les limites autorisées définies au paragraphe 1 du présent article.

3. Lorsque le contingent annuel d'un membre exportateur dont le contingent annuel d'exportation initial est inférieur à 100 000 sacs, atteint ou dépasse le volume maximal de 100 000 sacs mentionné au paragraphe 1 du présent article, ce membre est soumis aux dispositions applicables aux membres exportateurs dont le contingent annuel d'exportation initial est égal ou supérieur à 100 000 sacs mais inférieur à 400 000 sacs.

4. Lorsque le contingent annuel d'un membre exportateur dont le contingent annuel d'exportation initial est inférieur à 400 000 sacs atteint le chiffre maximal de 400 000 sacs mentionné au paragraphe 1 du présent article, ce membre est soumis aux dispositions de l'article 35 et le conseil fixe un contingent de base pour ce pays membre.

5. Tout membre exportateur figurant à l'annexe 1 et dont les exportations s'élèvent à 100 000 sacs ou davantage peut, à n'importe quel moment, demander au conseil de fixer pour lui un contingent de base.

6. Les membres dont le contingent annuel est inférieur à 100 000 sacs ne sont pas soumis aux dispositions des articles 36 et 37.

Article 32

Dispositions relatives à l'ajustement des contingents de base

1. Si un pays importateur qui n'était partie ni à l'accord international de 1968 sur le café, ni à l'accord international de 1968 sur le café tel que prorogé, devient partie au présent accord, le conseil ajuste les contingents de base résultant de l'application des dispositions de l'article 30.

2. L'ajustement mentionné au paragraphe 1 du présent article est effectué soit en fonction de la

moyenne des exportations de chaque membre exportateur à destination du pays membre importateur concerné, pendant la période 1968 à 1972, soit en fonction de la participation au prorata de chaque membre exportateur à la moyenne des importations de ce pays, calculée pendant la même période.

3. Le conseil approuve les données numériques à partir desquelles est calculé l'ajustement des contingents de base ainsi que les critères à appliquer afin de mettre en œuvre les dispositions du présent article.

Article 33

Dispositions concernant l'établissement, la suspension et le rétablissement des contingents

1. À moins que le conseil n'en dispose autrement, les contingents sont établis à n'importe quel moment pendant la durée du présent accord, si :

a) le prix indicatif composé est en moyenne, pendant vingt jours de marché consécutifs, égal ou inférieur au prix maximal de la marge de prix en vigueur, établie par le conseil, conformément aux dispositions de l'article 38 ;

b) à défaut d'une marge de prix établie par le conseil :

i) la moyenne entre les prix indicatifs des autres *Arabicas* doux et des *Robustas* est en moyenne, pendant vingt jours de marché consécutifs, égale ou inférieure à la moyenne de ces prix pour l'année civile 1975, maintenue par l'Organisation tandis que l'accord international de 1968 sur le café tel que prorogé était en vigueur,

ou

ii) sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, le prix indicatif composé calculé conformément aux dispositions de l'article 38 est en moyenne, pendant vingt jours de marché consécutifs, inférieur de 15 % ou davantage à la moyenne du prix indicatif composé enregistrée au cours de l'année caféière précédente pendant laquelle l'accord était en vigueur.

Par dérogation aux dispositions du présent paragraphe, les contingents ne sont pas établis au moment de l'entrée en vigueur de l'accord à moins que la moyenne entre les prix indicatifs des autres *Arabicas* doux et des *Robustas* n'ait été, en moyenne, pendant les vingt jours de marché consécutifs qui précèdent immédiatement cette date, égale ou inférieure à la moyenne de ces prix pendant l'année civile 1975.

2. Nonobstant les dispositions la lettre b) sous ii) du paragraphe 1 du présent article, les contingents ne sont pas établis, à moins que le conseil n'en dispose autrement, si la moyenne entre les prix indicatifs des autres *Arabicas* doux et des *Robustas* est en moyenne, pendant vingt jours de marché consécutifs, supérieure de 22,5 % ou davantage à la moyenne de ces prix pendant l'année civile 1975.

3. Les prix spécifiés à la lettre b) sous i) du paragraphe 1 et au paragraphe 2 du présent article seront passés en revue et pourront être revisés par le conseil avant le 30 septembre 1978 et avant le 30 septembre 1980.

4. À moins que le conseil n'en dispose autrement le contingentement est suspendu :

a) si le prix indicatif composé est en moyenne, pendant vingt jours de marché consécutifs, supérieur de 15 % au prix maximal de la marge fixée par le conseil en vigueur à ce moment là,
ou

b) à défaut d'une marge de prix établie par le conseil, si le prix indicatif composé est en moyenne, pendant vingt jours de marché consécutifs, supérieur de 15 % ou davantage à la moyenne du prix indicatif composé enregistrée pendant l'année civile précédente.

5. À moins que le conseil n'en dispose autrement, le contingentement est rétabli, après une suspension effectuée en vertu du paragraphe 4 du présent article conformément aux dispositions des paragraphes 1, 2 et 6.

6. Lorsque sont remplies les conditions pertinentes concernant les prix énoncées au paragraphe 1 du présent article, et sous réserve des dispositions du paragraphe 2, les contingents prennent effet aussi rapidement que possible et de toute manière au plus tard le trimestre qui suit le moment où lesdites conditions ont été remplies. Les contingents sont fixés pour une période de quatre trimestres, sauf disposition contraire du présent accord. Si le conseil n'a pas arrêté auparavant le contingent annuel global et les contingents trimestriels, le directeur exécutif fixe un contingent sur la base de l'utilisation effective *(disappearance)* du café dans les marchés sous contingent, évaluée conformément aux critères établis dans l'article 34 ; ce contingent est attribué aux membres exportateurs conformément aux dispositions des articles 31 et 35.

7. Le conseil se réunit au cours du premier trimestre après que les contingents ont pris effet afin d'établir des marges de prix et de passer en revue et, le cas échéant, de reviser les contingents pour la période qu'il considère souhaitable, à condition que cette période ne dépasse pas douze mois à compter de la date à laquelle les contingents ont été introduits.

Article 34

Contingent annuel global

Sous réserve des dispositions de l'article 33, le conseil arrête, à sa dernière session ordinaire de l'année caféière, un contingent annuel global en tenant compte notamment des éléments suivants :

a) prévision de la consommation annuelle des membres importateurs ;

b) prévision des importations des pays membres en provenance d'autres membres importateurs et de pays non membres ;

c) prévision des variations du niveau des stocks dans les pays membres importateurs et dans les ports francs ;

d) respect des dispositions de l'article 40 concernant les déficits et leur redistribution ;

e) exportations des membres exportateurs à destination des membres importateurs et des pays non membres pendant la période de douze mois qui précède l'introduction des contingents, lorsqu'il s'agit d'introduire ou de rétablir les contingents en vertu des paragraphes 1 et 5 de l'article 33.

Article 35

Attribution des contingents annuels

1. Compte tenu de la décision prise en vertu de l'article 34 et déduction faite du volume de café nécessaire pour observer les dispositions de l'article 31, il est attribué aux membres exportateurs ayant droit à un contingent de base des contingents annuels répartis selon une part fixe et une part variable. La part fixe correspond à 70 % du contingent annuel global, dûment ajusté pour observer les dispositions de l'article 31, et elle est répartie entre les membres exportateurs conformément aux dispositions de l'article 30. La part variable correspond à 30 % du contingent annuel global, dûment ajusté pour observer les dispositions de l'article 31. Ces proportions peuvent être modifiées par le conseil mais la part fixe ne doit jamais être inférieure à 70 %. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, la part variable est répartie entre les membres exportateurs en fonction du rapport existant entre les stocks vérifiés de chaque membre exportateur et le total des stocks vérifiés de tous les membres exportateurs ayant des contingents de base, étant entendu qu'aucun membre ne recevra une portion de la part variable du contingent supérieure à 40 % du volume total de cette part variable, à moins que le conseil ne fixe une limite différente.

2. Les stocks à prendre en considération aux fins du présent article sont les stocks vérifiés, conformément au règlement pertinent sur la vérification des stocks, à la fin de la campagne de chaque membre exportateur qui précède immédiatement la fixation des contingents.

Article 36

Contingents trimestriels

1. Immédiatement après l'attribution des contingents annuels, en vertu du paragraphe 1 de l'article 35, et sous réserve des dispositions de l'article 31, le conseil attribue des contingents trimestriels à chaque membre exportateur en vue d'assurer un courant ordonné de café sur le marché mondial pendant toute la période pour laquelle sont fixés les contingents.

2. Ces contingents doivent être aussi voisins que possible de 25 % du contingent annuel de chaque membre. Aucun membre n'est autorisé à exporter plus de 30 % au cours du premier trimestre, plus de 60 % au cours des deux premiers trimestres, et plus de 80 % au cours des trois premiers trimestres. Si les exportations d'un membre n'atteignent pas, pendant un trimestre, le contingent auquel il a droit pour ce trimestre, le solde inemployé est ajouté à son contingent du trimestre suivant.

3. Les dispositions du présent article sont également applicables à la mise en œuvre du paragraphe 6 de l'article 33.

4. Quand, en raison de circonstances exceptionnelles, un membre exportateur estime que les limitations prévues au paragraphe 2 du présent article sont de nature à porter à son économie un préjudice grave, le conseil peut, à la demande de ce membre, prendre les mesures appropriées aux termes de l'article 56. Le membre intéressé doit faire la preuve du préjudice et fournir des garanties adéquates quant au maintien de la stabilité des prix. Toutefois, en aucun cas, le conseil n'autorise un membre à exporter plus de 35 % de son contingent annuel au cours du premier trimestre, plus de 65 % au cours des deux premiers trimestres, et plus de 85 % au cours des trois premiers trimestres.

Article 37

Ajustement des contingents annuels et trimestriels

1. Si la situation du marché l'exige, le conseil peut modifier les contingents annuels et trimestriels, attribués en vertu des articles 33, 35 et 36. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de l'article 35 et sauf dans les cas prévus à l'article 31 et au paragraphe 3 de l'article 39, les contingents de chaque

membre exportateur sont modifiés selon le même pourcentage.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, le conseil peut, s'il estime que la situation du marché l'exige, ajuster les contingents trimestriels des membres exportateurs pour le trimestre en cours et les trimestres à courir, sans toutefois modifier les contingents annuels.

Article 38

Mesures concernant les prix

1. Le conseil institue un système de prix indicatifs capable de fournir un prix indicatif quotidien composé.

2. À partir de ce sytème, le conseil peut fixer des marges de prix et des différentiels pour les principaux types et/ou groupes de café ainsi qu'une marge de prix composés.

3. Lorsqu'il établit ou ajuste une marge de prix aux fins du présent article, le conseil tient compte des niveaux et des tendances de prix alors prédominants, et notamment de l'influence exercée sur ces prix par :

— les niveaux et les tendances de la consommation et de la production aussi bien que des stocks, dans les pays exportateurs et les pays importateurs,

— les modifications du système monétaire international,

— la tendance de l'inflation ou de la déflation mondiale,

— tout autre facteur qui pourrait être préjudiciable à la réalisation des objectifs énoncés dans le présent accord.

Le directeur exécutif fournit les renseignements nécessaires pour permettre au conseil de prendre dûment en considération les éléments susmentionnés.

4. Le conseil adopte un règlement concernant l'incidence du contingentement ou de l'ajustement des contingents sur les contrats passés avant que les contingents n'aient été établis ou ajustés.

Article 39

Autres mesures d'ajustement des contingents

1. Si le contingentement est en vigueur, le conseil se réunit en vue d'instituer un mécanisme d'ajustement au prorata des contingents en fonction des mouvements du prix indicatif composé, selon qu'il est prévu à l'article 38.

2. Ce système contient des dispositions concernant les marges de prix, le nombre de jours de marché sur lequel porteront les calculs ainsi que le nombre et le volume des ajustements.

3. Le conseil peut également instituer un mécanisme prévoyant des augmentations de contingents en fonction du mouvement des prix des principaux types et/ou groupes de café.

Article 40

Déficits

1. Chaque membre exportateur déclare tout déficit anticipé des quantités qu'il a le droit d'exporter sous contingent afin de permettre de redistribuer pendant la même année caféière les quantités correspondant aux déficits entre les membres exportateurs en mesure de les exporter et prêts à le faire. Soixante-dix pour cent de la quantité déclarée conformément aux dispositions du présent paragraphe seront offerts tout d'abord aux fins de redistribution entre d'autres membres exportateurs du même type de café proportionnellement à leur contingent de base, et trente pour cent tout d'abord aux membres exportateurs de l'autre type de café, en proportion de leur contingent de base également.

2. Si un pays membre déclare un déficit pendant les six premiers mois d'une année caféière, le contingent annuel de ce membre est augmenté, pendant l'année caféière suivante, de 30 % du volume déclaré et non exporté. Ce montant est imputé sur les quantités annuelles à exporter sous contingent par les membres exportateurs qui ont accepté la redistribution effectuée en vertu du paragraphe 1 du présent article, au prorata de leur participation à cette redistribution.

Article 41

Quantités à exporter sous contingent par un groupe membre

Quand plusieurs pays forment un groupe membre en vertu des articles 6 et 7, les contingents de base de ces pays ou, le cas échéant, les quantités à exporter sous contingent par ces membres, sont additionnés, et leur total est considéré, aux fins du présent chapitre, comme un contingent de base unique ou une quantité à exporter sous contingent unique.

Article 42

Respect du contingentement

1. Les membres exportateurs prennent les mesures voulues pour assurer le respect absolu de toutes les dispositions du présent accord qui concernent le contingentement. Le conseil peut exiger de ces membres qu'ils prennent, outre les mesures qu'ils pourraient être amenés à prendre d'eux-mêmes, des mesures complémentaires pour appliquer de façon effective le contingentement prévu par le présent accord.

2. Les membres exportateurs ne dépassent pas les contingents annuels et trimestriels qui leur sont attribués.

3. Si un membre exportateur dépasse son contingent pendant un trimestre donné, le conseil réduit un ou plusieurs des contingents suivants de ce membre d'une quantité égale à 110 % du dépassement.

4. Si un membre exportateur dépasse une deuxième fois son contingent trimestriel, le conseil procède à la même réduction que celle qui est prévue au paragraphe 3 du présent article.

5. Si un membre exportateur dépasse une troisième fois ou plus souvent encore son contingent trimestriel, le conseil applique la réduction prévue au paragraphe 3 du présent article et suspend les droits de vote du membre intéressé jusqu'à ce qu'il ait décidé s'il y a lieu d'exclure ce membre de l'organisation, conformément aux dispositions de l'article 66.

6. Les réductions de contingent prévues aux paragraphes 3, 4 et 5 du présent article sont considérées comme des déficits aux fins du paragraphe 1 de l'article 40.

7. Le conseil applique les dispositions des paragraphes 1 à 5 du présent article aussitôt qu'il est en possession des renseignements nécessaires.

Article 43

Certificats d'origine et de réexportation

1. Tout le café exporté par un membre est accompagné d'un certificat d'origine valide. Les certificats d'origine sont délivrés, conformément au règlement pertinent du conseil, par l'organisme qualifié que ce membre a choisi et que l'organisation a approuvé.

2. Si les contingents ont pris effet, tout le café réexporté par un membre est accompagné d'un certificat de réexportation valide. Les certificats de réexportation sont délivrés, conformément au règlement pertinent du conseil, par un organisme qualifié choisi par ce membre et approuvé par l'organisation, et attestent que le café en question a été importé en application des dispositions du présent accord.

3. Le règlement mentionné dans le présent article contient des dispositions permettant de l'appliquer aux groupes de membres importateurs formant une union douanière.

4. Le conseil peut adopter un règlement concernant l'impression, la validation, la délivrance et l'utilisation des certificats, et prendre les mesures nécessaires pour délivrer des timbres pour l'exportation de café moyennant le versement d'un droit dont le montant est à fixer par le conseil. L'apposition de ces timbres sur les certificats d'origine peut être l'un des moyens prescrits pour les valider. Le conseil peut prendre des dispositions analogues pour valider d'autres formules de certificats et délivrer d'autres sortes de timbres d'exportations, à des conditions à déterminer.

5. Chaque membre communique à l'organisation le nom de l'organisme gouvernemental ou non gouvernemental qu'il a désigné pour remplir les fonctions prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article. L'organisation approuve nommément un organisme non gouvernemental après avoir eu la preuve, fournie par le membre intéressé, que cet organisme est en mesure d'assumer, conformément aux règlements établis en vertu du présent accord, les responsabilités qui incombent au membre, et qu'il est disposé à le faire. Le conseil peut à tout moment déclarer, par une décision motivée, qu'il ne peut plus accepter un organisme non gouvernemental particulier. Le conseil prend, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un organisme mondial de réputation internationale, les mesures nécessaires pour être à même de s'assurer à tout instant que les diverses formules de certificats sont délivrées et utilisées correctement, et de vérifier les quantités de café qui ont été exportées par chaque membre.

6. Un organisme non gouvernemental approuvé comme un service de certification selon les dispositions du paragraphe 5 du présent article conserve les registres des certificats délivrés, ainsi que les pièces sur lesquelles est fondée leur délivrance, pendant une période de quatre années au moins. Avant d'être approuvé comme service de certification selon les dispositions du paragraphe 5 du présent article, un organisme non gouvernemental doit accepter de tenir lesdits registres à la disposition de l'Organisation aux fins d'inspection.

7. Si le contingentement est en vigueur, les membres interdisent, sous réserve des dispositions de l'article 44 et de celles des paragraphes 1 et 2 de l'article 45,

l'importation de toute expédition de café qui n'est pas accompagnée d'un certificat valide, établi selon la formule appropriée et délivré conformément au règlement adopté par le conseil.

8. De petites quantités de café, sous la forme que le conseil pourra déterminer, ou le café destiné à être consommé directement à bord des navires, des avions ou de tous autres moyens de transport internationaux, ne sont pas soumises aux dispositions indiquées aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

Article 44

Exportations hors contingent

1. Ainsi que le prévoient les dispositions de l'article 29, les exportations de café à destination de pays qui ne participent pas au présent accord ne sont pas imputées sur les contingents. Le conseil peut établir un règlement concernant notamment la manière d'effectuer et de surveiller ces échanges, de traiter le détournement et la réexportation vers des pays membres du café destiné à des pays non membres, et les sanctions à appliquer éventuellement, ainsi que les documents nécessaires pour accompagner les exportations à destination des pays membres aussi bien que des pays non membres.

2. Les exportations de café en grain comme matière première à transformer industriellement à des fins autres que la consommation humaine comme boisson ou comme aliment ne sont pas soumises au contingentement, à condition que le membre exportateur prouve à la satisfaction du conseil que ce café en grain aura effectivement cet usage.

3. Le conseil peut, à la demande d'un membre exportateur, décider que les exportations de café effectuées par ce membre à des fins humanitaires ou non commerciales ne sont pas imputables sur son contingent.

Article 45

Réglementation des importations

1. Pour empêcher des pays non membres d'augmenter leurs exportations au détriment des membres exportateurs, chaque membre limite, lorsque le contingentement est en vigueur, ses importations annuelles de café en provenance de pays non membres qui n'étaient pas parties à l'accord international de 1968 sur le café, à une quantité égale à la moyenne annuelle de ses importations de café, en provenance de pays non membres, soit de l'année civile 1971 à l'année civile 1974 inclusivement, soit de l'année civile 1972 à l'année civile 1974 inclusivement.

2. Lorsque le contingentement est en vigueur, les membres limitent également leurs importations annuelles de café en provenance de chaque pays non membre qui était partie à l'accord international de 1968 sur le café, ou à l'accord international de 1968 sur le café tel que prorogé, à une quantité qui ne dépasse pas un certain pourcentage de la moyenne des importations annuelles en provenance de ce pays non membre pendant les années caféières 1968/1969 à 1971/1972. Ce pourcentage correspond au rapport qui existe entre la part fixe et le contingent annuel global, en vertu du paragraphe 1 de l'article 35, au moment où les contingents prennent effet.

3. Le conseil peut suspendre ou modifier ces limitations quantitatives s'il estime que ces mesures sont nécessaires pour permettre d'atteindre les objectifs du présent accord.

4. Les obligations définies aux paragraphes précédents du présent article s'entendent sans préjudice des obligations contraires, bilatérales ou multilatérales, que les membres importateurs ont contractées à l'égard de pays non membres avant l'entrée en vigueur du présent accord, à condition que tout membre importateur qui a contracté ces obligations contraires s'en acquitte de manière à atténuer le plus possible le conflit qui les oppose aux obligations définies aux paragraphes précédents. Ce membre prend aussitôt que possible des mesures pour concilier ces obligations et les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article et expose en détail au conseil la nature de ces obligations et les mesures qu'il a prises pour atténuer le conflit ou le faire disparaître.

5. Si un membre importateur ne se conforme pas aux dispositions du présent article, le conseil peut suspendre et son droit de voter au conseil et son droit de voter ou de faire voter pour lui au comité exécutif.

CHAPITRE VIII

AUTRES DISPOSITIONS ÉCONOMIQUES

Article 46

Mesures relatives au café transformé

1. Les membres reconnaissent que les pays en voie de développement ont besoin d'élargir les bases de

leur économie, notamment par l'industrialisation et l'exportation d'articles manufacturés, y compris la transformation du café et l'exportation du café transformé.

2. À ce propos, les membres évitent de prendre des mesures gouvernementales qui pourraient désorganiser le secteur caféier d'autres membres.

3. Si un membre considère que les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne sont pas observées, il engage des consultations avec les autres membres intéressés, en tenant dûment compte des dispositions de l'article 57. Les membres intéressés s'efforcent d'arriver à un règlement amiable sur une base bilatérale. Si ces consultations ne permettent pas d'arriver à une entente satisfaisante pour les parties en cause, l'une ou l'autre des parties peut saisir le conseil de l'affaire, conformément aux dispositions de l'article 58.

4. Aucune disposition du présent accord ne portera atteinte au droit de tout membre de prendre les mesures nécessaires pour empêcher que le secteur caféier de son économie ne soit désorganisé par des importations de café transformé, ou pour redresser la situation le cas échéant.

Article 47

Propagande

1. Les membres s'engagent à encourager la consommation du café de toutes les manières possibles. À cette fin, il est institué un fonds de propagande qui a pour objectifs de stimuler la consommation dans les pays importateurs par tous les moyens appropriés sans considération de l'origine, du type ou de l'appellation du café et d'améliorer cette boisson ou de lui conserver la plus grande pureté et la plus haute qualité possibles.

2. Le fonds de propagande est administré par un comité. La participation au fonds est limitée aux membres qui lui apportent une contribution financière.

3. Pendant les années caféières 1976/1977 et 1977/1978, le fonds est financé au moyen d'un droit obligatoire sur les timbres d'exportation ou les autorisations d'exporter équivalentes, à acquitter par les membres exportateurs à compter du 1er octobre 1976. Ce droit s'élève à 5 cents EU par sac, pour les membres énumérés à l'annexe 1 et dont le contingent annuel d'exportation initial est inférieur à 100 000 sacs ; à 10 cents EU par sac, pour les membres énumérés à l'annexe 1 et dont le contingent annuel d'exportation initial est égal ou supérieur à 100 000 sacs mais inférieur à 400 000 sacs ; et de 25 cents EU par sac, pour tous les autres membres exportateurs. Le fonds pourra également être financé par des contributions facultatives versées par d'autres membres à des conditions à approuver par le comité.

4. Le comité peut décider à tout moment de continuer à percevoir un droit obligatoire pendant la troisième année caféière et les années caféières suivantes, s'il doit disposer de ressources supplémentaires pour satisfaire aux obligations contractées en vertu du paragraphe 7 du présent article. Il peut également décider de recevoir des contributions d'autres membres à des conditions qu'il devra approuver.

5. Les ressources du fonds sont utilisées essentiellement pour financer les campagnes de propagande menées dans les pays membres importateurs.

6. Le fonds peut parrainer des recherches et des études ayant trait à la consommation du café.

7. Les membres importateurs ou, dans les pays membres importateurs, des associations commerciales acceptables par le comité, peuvent présenter des propositions sur les campagnes à mener en faveur de la consommation du café. Le fonds peut financer jusqu'à concurrence de 50 % du coût de ces campagnes. Lorsque les conditions relatives aux campagnes ont été acceptées d'un commun accord, le pourcentage de la contribution du comité reste inchangé. La durée des campagnes peut dépasser une année mais n'est pas supérieure à cinq ans.

8. Le paiement mentionné au paragraphe 3 est effectué contre la remise de timbres d'exportation ou d'autorisations d'exporter équivalentes. Le règlement concernant l'application d'un système de certificats d'origine établi en vertu de l'article 43 contient des dispositions relatives au paiement du droit mentionné au paragraphe 3.

9. Le droit mentionné aux paragraphes 3 et 4 est payable en dollars EU au directeur exécutif qui déposera les fonds qui en proviennent dans un compte spécial à dénommer « compte du fonds de propagande ».

10. Le comité contrôle tous les fonds déposés dans le fonds de propagande. Aussitôt que possible après la clôture de chaque exercice financier, un état des recettes et dépenses du fonds de propagande pendant l'exercice écoulé, vérifié par un expert agréé, est présenté au comité aux fins d'approbation. Les comptes vérifiés dûment approuvés par le comité sont transmis au conseil à titre d'information seulement.

11. Le directeur exécutif est le président du comité et fait rapport périodiquement au conseil sur les activités du comité.

12. Les dépenses administratives entraînées par la mise en application des dispositions du présent article ainsi que celles qui ont trait aux activités relevant de la propagande sont à la charge du fonds de propagande.

13. Le comité établit ses propres statuts.

Article 48

Élimination des obstacles

1. Les membres reconnaissent qu'il est de la plus haute importance de réaliser dans les meilleurs délais le plus grand développement possible de la consommation du café, notamment par l'élimination progressive de tout obstacle qui pourrait entraver ce développement.

2. Les membres reconnaissent que certaines mesures actuellement en vigueur pourraient, dans des proportions plus ou moins grandes, entraver l'augmentation de la consommation du café, en particulier :

a) certains régimes d'importation applicables au café, y compris les tarifs préférentiels ou autres, les contingents, les opérations des monopoles gouvernementaux ou des organismes officiels d'achat et autres règles administratives ou pratiques commerciales ;
b) certains régimes d'exportation en ce qui concerne les subventions directes ou indirectes et autres règles administratives ou pratiques commerciales ;
c) certaines conditions intérieures de commercialisation et dispositions internes de caractère législatif et administratif qui pourraient affecter la consommation.

3. Compte tenu des objectifs mentionnés ci-dessus et des dispositions du paragraphe 4 du présent article, les membres s'efforcent de poursuivre la réduction des tarifs sur le café ou de prendre d'autres mesures pour éliminer les obstacles à l'augmentation de la consommation.

4. En considération de leur intérêt commun, les membres s'engagent à rechercher les moyens par lesquels les obstacles au développement du commerce et de la consommation mentionnés au paragraphe 2 pourraient être progressivement réduits et éventuellement, dans la mesure du possible, éliminés, ou par lesquels leurs effets pourraient être substantiellement diminués.

5. Eu égard aux engagements contractés aux termes du paragraphe 4, les membres informent chaque année le conseil de toutes les mesures qu'ils ont prises en vue de donner suite aux dispositions du présent article.

6. Le directeur exécutif prépare périodiquement une étude des obstacles à l'augmentation de la consommation, qui est passée en revue par le conseil.

7. Pour atteindre les objectifs visés dans le présent article, le conseil peut faire des recommandations aux membres qui lui font rapport aussitôt que possible sur les mesures qu'ils ont prises en vue de mettre en œuvre les recommandations en question.

Article 49

Mélanges et succédanés

1. Les membres ne maintiennent en vigueur aucune réglementation qui exigerait que d'autres produits soient mélangés, traités ou utilisés avec du café, en vue de leur vente dans le commerce sous l'appellation de café. Les membres s'efforcent d'interdire la publicité et la vente, sous le nom de café, de produits contenant moins de l'équivalent de quatre-vingt-dix pour cent de café vert comme matière première de base.

2. Le conseil peut demander à un pays membre de prendre les mesures nécessaires pour assurer le respect des dispositions du présent article.

3. Le directeur exécutif soumet périodiquement au conseil un rapport sur la manière dont sont observées les dispositions du présent article.

Article 50

Politique de production

1. Pour permettre d'atteindre plus aisément l'objectif exposé au paragraphe 1 de l'article 1er, les membres exportateurs s'engagent à déployer tous les efforts possibles en vue d'adopter et de mettre en œuvre une politique de production.

2. Le conseil peut établir des procédures afin de coordonner les politiques de production mentionnées au paragraphe 1 du présent article. Ces procédures peuvent comprendre les mesures appropriées de diversification, ou d'encouragement à la diversification, ainsi que les moyens selon lesquels les membres pourront obtenir une assistance technique aussi bien que financière.

3. Le conseil peut fixer une contribution à payer par les membres exportateurs et destinée à permettre à l'Organisation d'effectuer les études techniques appropriées en vue d'aider les membres exportateurs à prendre les mesures nécessaires pour appliquer une politique de production adéquate. Cette contribution ne sera pas supérieure à 2 cents EU par sac exporté à destination des pays membres importateurs et sera payable en monnaie convertible.

Article 51

Politique relative aux stocks

1. En vue de compléter les dispositions du chapitre VII et de l'article 50, le conseil arrête, à la majorité répartie des deux tiers, la politique à suivre à l'égard des stocks de café dans les pays membres producteurs.

2. Le conseil prend les mesures nécessaires pour vérifier chaque année, conformément aux dispositions de l'article 35, le volume des stocks de café que les membres exportateurs détiennent individuellement. Les membres intéressés facilitent cette enquête annuelle.

3. Les membres producteurs s'assurent qu'il existe dans leurs pays respectifs des moyens d'entreposage suffisants pour emmagasiner convenablement les stocks de café.

4. Le conseil entreprend une étude sur la possibilité d'aider à atteindre les objectifs du présent accord par un arrangement concernant un stock international.

Article 52

Collaboration avec la profession

1. L'Organisation reste en liaison étroite avec les organisations non gouvernementales appropriées s'occupant du commerce international du café et avec les experts en matière de café.

2. Les membres règlent l'action qu'ils assurent dans le cadre du présent accord de manière à respecter les structures de la profession et à éviter les pratiques de vente discriminatoires. Dans l'exercice de cette action, ils s'efforcent de tenir dûment compte des intérêts légitimes de la profession.

Article 53

Information

1. L'Organisation sert de centre pour rassembler, échanger et publier:

a) des renseignements statistiques sur la production, les prix, les exportations et les importations, la distribution et la consommation du café dans le monde;

b) dans la mesure où elle le juge approprié, des renseignements techniques sur la culture, le traitement et l'utilisation du café.

2. Le conseil peut demander aux membres de lui donner, en matière de café, les renseignements qu'il juge nécessaires à son activité, notamment des rapports statistiques périodiques sur la production, les tendances de la production, les exportations et les importations, la distribution, la consommation, les stocks, les prix et l'imposition, mais il ne rend public aucun renseignement qui permettrait d'identifier les opérations d'individus ou de firmes qui produisent, traitent ou écoulent du café. Les membres communiquent sous une forme aussi détaillée et précise que possible les renseignements demandés.

3. Si un membre ne donne pas ou a peine à donner dans un délai normal les renseignements, statistiques ou autres, dont le conseil a besoin pour la bonne marche de l'organisation, le conseil peut exiger du membre en question qu'il explique les raisons de ce manquement. S'il constate qu'il faut fournir à cet égard une aide technique, le conseil peut prendre les mesures nécessaires.

4. En complément des dispositions prévues au paragraphe 3 du présent article, le directeur exécutif peut, après avoir donné le préavis nécessaire et à moins que le conseil n'en dispose autrement, suspendre la délivrance des timbres ou autres autorisations d'exporter équivalentes, conformément aux dispositions de l'article 43.

Article 54

Études

1. Le conseil peut favoriser des études sur les conditions économiques de la production et de la distribution du café; l'incidence des mesures prises par les gouvernements dans les pays producteurs et dans les pays consommateurs sur la production et la consommation du café ; la possibilité d'accroître la consommation du café, dans ses usages traditionnels et éventuellement par de nouveaux usages ; les effets de l'application du présent accord sur les pays producteurs et consommateurs de café, en ce qui concerne notamment leurs termes de l'échange.

2. L'Organisation peut étudier la possibilité d'établir des normes minimales pour les exportations de café des membres producteurs.

Article 55

Fonds spécial

1. Un fonds spécial est établi pour permettre à l'Organisation de prendre et de financer les mesures

supplémentaires nécessaires pour assurer la mise en œuvre des dispositions pertinentes du présent accord, avec effet à compter de son entrée en vigueur ou à une date aussi proche que possible de celle-ci.

2. Les versements au fonds consistent en un droit de 2 cents EU sur chaque sac de café exporté à destination des membres importateurs, à acquitter par les membres exportateurs à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, à moins que le conseil ne décide de réduire ce droit ou d'en suspendre la perception.

3. Le droit mentionné au paragraphe 2 du présent article est versé en dollars EU au directeur exécutif contre la remise de timbres d'exportation ou d'autorisations d'exporter équivalentes. Le règlement concernant l'application d'un système de certificats d'origine établi conformément aux dispositions de l'article 43 contient des dispositions relatives au paiement de ce droit.

4. Sous réserve de l'approbation du conseil, le directeur exécutif est autorisé à prélever sur les ressources du fonds les sommes nécessaires pour régler le coût de la mise en application du système des certificats d'origine mentionné à l'article 43, les dépenses afférentes à la vérification des stocks effectuée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 51, et les frais entraînés par l'amélioration du système appliqué pour recueillir et transmettre les renseignements statistiques mentionné à l'article 53.

5. Dans toute la mesure du possible, et bien qu'il soit distinct du budget administratif, le fonds est géré et administré de manière analogue au budget administratif et soumis à la vérification annuelle, par expert agréé, prévue pour les comptes de l'Organisation par les dispositions de l'article 27.

Article 56

Dispenses

1. Le conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, dispenser un membre d'une obligation en raison de circonstances exceptionnelles ou critiques, d'un cas de force majeure, de dispositions constitutionnelles, ou d'obligations internationales résultant de la charte des Nations unies touchant des territoires administrés sous le régime de tutelle.

2. Lorsqu'il accorde une dispense à un membre, le conseil indique explicitement sous quelles modalités, à quelles conditions et pour combien de temps le membre intéressé est dispensé de cette obligation.

3. Le conseil ne prend pas en considération une demande de dispense des obligations relatives aux contingents fondée sur l'existence dans un pays membre, au cours d'une ou plusieurs années, d'une production exportable dépassant les exportations permises de ce membre, ou provenant de ce que le membre en question n'a pas observé les dispositions des articles 50 et 51.

CHAPITRE IX

CONSULTATIONS, DIFFÉRENDS ET RÉCLAMATIONS

Article 57

Consultations

Chaque membre accueille favorablement les observations qui peuvent être présentées par un autre membre sur toute question relative au présent accord et accepte toute consultation y ayant trait. Au cours de consultations de ce genre, à la demande de l'une des parties et avec l'assentiment de l'autre, le directeur exécutif institue une commission indépendante qui offre ses bons offices en vue de parvenir à une conciliation. Les dépenses de la commission ne sont pas à la charge de l'Organisation. Si l'une des parties n'accepte pas que le directeur exécutif institue une commission ou si la consultation ne conduit pas à une solution, la question peut être soumise au conseil en vertu de l'article 58. Si la consultation aboutit à une solution, un rapport est présenté au directeur exécutif qui le distribue à tous les membres.

Article 58

Différends et réclamations

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord qui n'est pas réglé par voie de négociation est, à la demande de tout membre partie au différend, déféré au conseil pour décision.

2. Quand un différend est déféré au conseil en vertu du paragraphe 1 du présent article, la majorité des membres, ou plusieurs membres qui détiennent ensemble au moins le tiers du total des voix, peuvent demander au conseil de solliciter, après discussion de l'affaire et avant de faire connaître sa décision, l'opinion de la commission consultative mentionnée au paragraphe 3 du présent article, sur les questions en litige.

3. a) Sauf décision contraire prise à l'unanimité par le Conseil, cette commission est composée de :

i) deux personnes désignées par les membres exportateurs, dont l'une a une grande expérience des questions du genre de celle qui est en litige et l'autre a de l'autorité et de l'expérience en matière juridique,

ii) deux personnes désignées par les membres importateurs selon les mêmes critères,

iii) un président choisi à l'unanimité par les quatre personnes nommées en vertu des alinéas i) et ii) ou, en cas de désaccord, par le président du conseil.

b) Les ressortissants des pays qui sont parties au présent accord peuvent siéger à la commission consultative.

c) Les membres de la commission consultative agissent à titre personnel et sans recevoir d'instructions d'aucun gouvernement.

d) Les dépenses de la commission consultative sont à la charge de l'organisation.

4. L'opinion motivée de la commission consultative est soumise au conseil qui tranche le différend après avoir pris en considération toutes les données pertinentes.

5. Le conseil statue sur tout différend dont il est saisi dans les six mois qui suivent la date à laquelle ce différend lui a été soumis.

6. Quand un membre se plaint qu'un autre membre n'ait pas rempli les obligations que lui impose le présent accord, cette plainte est, à la requête du plaignant, déférée au conseil qui décide.

7. Un membre ne peut être reconnu coupable d'une infraction au présent accord que par un vote à la majorité répartie simple. Toute constatation d'une infraction à l'accord de la part d'un membre doit spécifier la nature de l'infraction.

8. Si le Conseil constate qu'un membre a commis une infraction au présent accord, il peut, sans préjudice des autres mesures coercitives prévues à d'autres articles de l'accord et par vote à la majorité répartie des deux tiers, suspendre le droit que ce membre a de voter au conseil et le droit qu'il a de voter ou de faire voter pour lui au comité exécutif, jusqu'au moment où il se sera acquitté de ses obligations, ou exiger son exclusion de l'organisation, en vertu de l'article 66.

9. Un membre peut demander un avis préalable au comité exécutif en cas de différend ou de réclamation avant que la question ne soit examinée par le conseil.

CHAPITRE X

DISPOSITIONS FINALES

Article 59

Signature

Le présent accord sera, du 31 janvier jusqu'au 31 juillet 1976 inclusivement, ouvert, au siège de l'Organisation des Nations unies, à la signature des parties contractantes à l'accord international de 1968 sur le café tel que prorogé par protocole ainsi qu'à celle des gouvernements invités aux sessions du conseil international du café tenues aux fins de négociation de l'accord international de 1976 sur le café.

Article 60

Ratification, acceptation, approbation

1. Le présent accord est soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des gouvernements signataires, conformément à leur procédure constitutionnelle.

2. Sauf dans les cas prévus par l'article 61, les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies au plus tard le 30 septembre 1976. Cependant, le conseil peut accorder des prorogations de délai aux gouvernements signataires qui ne sont pas en mesure de déposer leurs instruments avant cette date.

Article 61

Entrée en vigueur

1. Le présent accord entrera en vigueur à titre définitif le 1er octobre 1976 si, à cette date, des gouvernements représentant au moins vingt membres exportateurs ayant au minimum 80 % des voix des membres exportateurs, et au moins dix membres importateurs ayant au minimum 80 % des voix des membres importateurs, selon la répartition indiquée à l'annexe 2, ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation. D'autre part, l'accord entrera définitivement en vigueur à n'importe quel moment après le 1er octobre 1976, s'il

est provisoirement en vigueur, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, et si les conditions concernant le pourcentage sont satisfaites par le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. L'accord peut entrer en vigueur provisoirement le 1er octobre 1976. À cette fin, si un gouvernement signataire ou toute autre partie contractante à l'accord international de 1968 sur le café tel que prorogé par protocole notifie au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies qui recevra la notification au plus tard le 30 septembre 1976, qu'il s'engage à appliquer les dispositions du présent accord à titre provisoire et à chercher à obtenir, aussi vite que le permet sa procédure constitutionnelle, la ratification, l'acceptation ou l'approbation, cette notification est considérée comme de même effet qu'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Un gouvernement qui s'engage à appliquer provisoirement les dispositions de l'accord en attendant le dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation sera considéré comme provisoirement partie à l'accord jusqu'à celle des deux dates qui sera la plus proche : celle du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou le 31 décembre 1976 inclusivement. Le conseil peut accorder une prorogation du délai pendant lequel un gouvernement qui applique provisoirement l'accord peut déposer un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3. Si l'accord n'est pas entré en vigueur définitivement ou provisoirement le 1er octobre 1976, conformément aux dispositions des paragraphes 1 ou 2 du présent article, les gouvernements qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui ont adressé les notifications aux termes desquelles ils s'engagent à appliquer provisoirement les dispositions de l'accord et à chercher à obtenir la ratification, l'acceptation ou l'approbation, peuvent décider, d'un commun accord, qu'il entrera en vigueur entre eux. De même, si l'accord est entré en vigueur provisoirement mais non définitivement, le 31 décembre 1976, les gouvernements qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui ont fait les notifications mentionnées au paragraphe 2, peuvent décider, d'un commun accord, qu'il continuera à rester provisoirement en vigueur ou qu'il entrera définitivement en vigueur entre eux.

Article 62

Adhésion

1. Le gouvernement de tout État membre de l'Organisation des Nations unies ou membre d'une des institutions spécialisées peut, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord, y adhérer aux conditions que fixe le conseil.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. L'adhésion prend effet au moment du dépôt de l'instrument.

Article 63

Réserves

Aucune des dispositions de l'accord ne peut être l'objet de réserves.

Article 64

Application à des territoires désignés

1. Tout gouvernement peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout moment par la suite, notifier au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies que le présent accord s'applique à tel ou tel des territoires dont il assure la représentation internationale ; l'accord s'applique aux territoires désignés dans la notification à compter de la date de la notification.

2. Toute partie contractante qui désire exercer à l'égard de tel ou tel des territoires dont elle assure la représentation internationale le droit que lui donne l'article 5, ou qui désire autoriser l'un ou l'autre de ces territoires à faire partie d'un groupe membre constitué en vertu de l'article 6 ou de l'article 7, peut le faire en adressant au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit à tout moment par la suite, une notification en ce sens.

3. Toute partie contractante qui a fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article peut, par la suite, notifier à tout moment au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies que l'accord cesse de s'appliquer à tel ou tel territoire qu'elle désigne ; l'accord cesse de s'appliquer à ce territoire à compter de la date de la notification.

4. Lorsqu'un territoire auquel s'appliquait le présent accord en vertu du paragraphe 1 devient indépendant, le gouvernement du nouvel État peut, dans les quatre-vingt-dix jours de son accession à l'indé-

pendance, notifier au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies qu'il assume les droits et obligations d'une partie contractante à l'accord. Il devient partie contractante au présent accord à compter de la date de la notification. Le conseil peut accorder une prorogation du délai imparti pour faire cette notification.

Article 65

Retrait volontaire

Toute partie contractante peut à tout moment se retirer du présent accord en notifiant par écrit son retrait au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Le retrait prend effet quatre-vingt-dix jours après réception de la notification.

Article 66

Exclusion

Si le conseil considère qu'un membre a commis une infraction aux obligations que lui impose le présent accord, et s'il estime en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement de l'accord, il peut, à la majorité répartie des deux tiers, exclure ce membre de l'organisation. Le conseil notifie immédiatement cette décision au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Quatre-vingt-dix jours après la décision du conseil, ce membre cesse d'appartenir à l'organisation internationale du café et, si ce membre est partie contractante, d'être partie à l'accord.

Article 67

Liquidation des comptes en cas de retrait ou d'exclusion

1. En cas de retrait ou d'exclusion d'un membre, le conseil liquide ses comptes s'il y a lieu. L'organisation conserve les sommes déjà versées par ce membre qui est d'autre part tenu de régler toute somme qu'il lui doit à la date effective du retrait ou de l'exclusion de l'Organisation ; toutefois, s'il s'agit d'une partie contractante qui ne peut pas accepter un amendement et qui, de ce fait, cesse d'être partie à l'accord en vertu du paragraphe 2 de l'article 69, le conseil peut liquider les comptes de la manière qui lui semble équitable.

2. Un membre qui a cessé de participer au présent accord n'a droit à aucune part du produit de la liquidation ou des autres avoirs de l'Organisation ; il ne peut non plus lui être imputé aucune partie du déficit éventuel de l'organisation lorsque l'accord prend fin.

Article 68

Durée et expiration ou résiliation

1. L'accord reste en vigueur pendant une période de six années, jusqu'au 30 septembre 1982, à moins qu'il ne soit prorogé en vertu du paragraphe 3 du présent article ou résilié en vertu du paragraphe 4.

2. Au cours de la troisième année pendant laquelle l'accord est en vigueur, à savoir l'année caféière prenant fin le 30 septembre 1979, les parties contractantes notifient au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies leur intention de continuer à participer à l'accord pendant les trois autres années durant lesquelles il sera en vigueur. Si une partie contractante, ou un territoire qui est membre, n'a pas notifié ou fait notifier, au 30 septembre 1979, son intention de continuer à participer à l'accord pendant les trois autres années durant lesquelles il sera en vigueur, cette partie contractante ou ce territoire cesse, à partir du 1er octobre 1979, d'être partie à l'accord.

3. A tout moment après le 30 septembre 1980, le conseil peut, par décision prise à la majorité de 58 % des membres détenant au moins une majorité répartie de 70 % des voix, décider que le présent accord fera l'objet de nouvelles négociations ou sera prorogé, avec ou sans modification pour le temps qu'il détermine. Si une partie contractante, ou un territoire qui est membre ou fait partie d'un groupe membre, n'a pas notifié ou fait notifier au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies son acceptation du nouvel accord ou de l'accord prorogé à la date où ce nouvel accord ou cet accord prorogé entre en vigueur, cette partie contractante ou ce territoire cesse à cette date d'être partie à l'accord.

4. Le conseil peut à tout moment, s'il en décide ainsi à la majorité des membres, mais au moins à la majorité répartie des deux tiers des voix, décider de résilier le présent accord. Cette résiliation prend effet à dater du moment que le conseil décide.

5. Nonobstant la résiliation de l'accord, le conseil continue à exister aussi longtemps qu'il le faut pour liquider l'Organisation, apurer ses comptes et disposer de ses avoirs ; il a, pendant cette période, les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires à cet effet.

Article 69

Amendements

1. Le conseil peut, par décision prise à la majorité répartie des deux tiers, recommander aux parties contractantes un amendement au présent accord. Cet amendement prend effet cent jours après que des parties contractantes qui représentent au moins 75 % des membres exportateurs détenant au minimum 85 % des voix des membres exportateurs, et des parties contractantes qui représentent au moins 75 % des membres importateurs détenant au minimum 80 % des voix des membres importateurs, ont notifié leur acceptation au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Le conseil fixe un délai avant l'expiration duquel les parties contractantes notifient au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies qu'elles acceptent l'amendement. Si,à l'expiration de ce délai, les conditions relatives au pourcentage exigé pour l'entrée en vigueur de l'amendement ne sont pas remplies, il est considéré comme retiré.

2. Si une partie contractante, ou un territoire qui est membre ou fait partie d'un groupe membre, n'a pas notifié ou fait notifier son acceptation d'un amendement dans le délai imparti par le conseil à cet effet, cette partie contractante ou ce territoire cesse d'être partie à l'accord à compter de la date à laquelle l'amendement entre en vigueur.

Article 70

Dispositions supplémentaires et transitoires

1. Le présent accord est considéré comme une continuation de l'accord international de 1968 sur le café tel que prorogé par protocole.

2. Afin de faciliter l'application ininterrompue de l'accord international de 1968 sur le café tel que prorogé par protocole :

a) toutes les mesures prises en vertu de l'accord de 1968 tel que prorogé par protocole, soit directement par l'organisation ou l'un de ses organes, soit en leur nom, qui sont en vigueur au 30 septembre 1976 et dont il n'est pas spécifié que leur effet expire à cette date restent en vigueur, à moins qu'elles ne soient modifiées par les dispositions du présent accord ;

b) toutes les décisions que le conseil devra prendre au cours de l'année caféière 1975/1976 en vue de leur application au cours de l'année caféière 1976/1977 seront prises pendant la dernière session ordinaire du conseil qui se tiendra au cours de l'année caféière 1975/1976 ; elles seront appliquées à titre provisoire comme si l'accord était déjà entré en vigueur.

Article 71

Textes de l'accord faisant foi

Les textes du présent accord en anglais, espagnol, français et portugais font tous également foi. Les originaux sont déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement, ont signé le présent accord aux dates qui figurent en regard de leur signature.

ANNEXE 1

Membres exportateurs exportant moins de 400 000 sacs à destination des membres importateurs

Membre exportateur	Contingent annuel d'exportation initial (en milliers de sacs) (1)	Nombre de voix à ajouter aux voix correspondant au chiffre de base (2)
Moins de 100 000 sacs		
Gabon	25	0
Jamaïque	25	0
Congo	25	0
Panamá	41	0
Dahomey	33	0
Bolivie	73	0
Ghana	66	0
Trinité et Tobago	69	0
Nigeria	70	0
Paraguay	70	0
Timor	82	0
Total	579	
Plus de 100 000 sacs		
Libéria	100	2
Guinée	127	2
Sierra Leone	180	3
République centrafricaine	205	3
Togo	225	4
Rwanda	300	5
Venezuela	325	5
Burundi	360	6
Haïti	360	6
Total	2 182	
TOTAL GÉNÉRAL	2 761	

ANNEXE 2

Répartition des voix

	Exportateurs	Importateurs
TOTAL	1 000	1 000
Australie	—	12
Belgique [1]	—	29
Bolivie	4	—
Brésil	336	—
Burundi	8	—
Cameroun	20	—
Canada	—	32
Chypre	—	5
Colombie	114	—
Congo	4	—
Costa Rica	22	—
Côte-d'Ivoire	49	—
Danemark	—	23
Dahomey	4	—
El Salvador	35	—
Équateur	16	—
Espagne	—	29
États-Unis d'Amérique	—	392
Éthiopie	28	—
Finlande	—	22
France	—	87
Gabon	4	—
Ghana	4	—
Guatemala	33	—
Guinée	6	—
Haïti	12	—
Honduras	11	—
Inde	11	—
Indonésie	26	—
Irlande	—	6
Jamaïque	4	—

	Exportateurs	Importateurs
Japon	—	37
Kenya	17	—
Libéria	4	—
Madagascar	18	—
Mexique	32	—
Nicaragua	13	—
Nigéria	4	—
Norvège	—	16
Nouvelle-Zélande	—	7
Ouganda	42	—
Panama	4	—
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4	—
Paraguay	4	—
Pays-Bas	—	47
Pérou	16	—
Portugal	—	12
République centrafricaine	7	—
République dominicaine	2	—
République fédérale d'Allemagne	—	104
Royaume-Uni	—	51
Rwanda	6	—
Sierra Leone	6	—
Suède	—	37
Suisse	—	24
Tanzanie	15	—
Tchécoslovaquie	—	10
Timor	4	—
Togo	7	—
Trinité et Tobago	4	—
Venezuela	9	—
Yougoslavie	—	18
Zaïre	21	—

[1] Y compris le Luxembourg.

Information relative à l'entrée en vigueur de l'accord international de 1976 sur le café

Conformément à la décision du Conseil du 20 septembre 1976 (1), la Communauté économique européenne a déposé le 28 septembre 1976 auprès du secrétaire général des Nations unies l'instrument de notification d'application à titre provisoire de l'accord international de 1976 sur le café.

Cet accord est entré en vigueur provisoirement le 1er octobre 1976.

---

(1) Voir page 28 du présent Journal officiel.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2436/79 DU CONSEIL

du 9 octobre 1979

relatif à l'application du système de certificats d'origine prévu dans le cadre de l'accord international de 1976 sur le café lorsque les contingents sont en vigueur

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 113,

vu le règlement (CEE) n° 926/79 du Conseil, du 8 mai 1979, relatif au régime commun applicable aux importations (1), et notamment son article 13 paragraphe 1 sous b),

vu la proposition de la Commission,

considérant que, en vertu de la décision 76/845/CEE (2), la Communauté applique à titre provisoire l'accord international de 1976 sur le café, depuis l'entrée en vigueur de cet accord, qui est intervenue à titre provisoire le 1er octobre 1976 et à titre définitif le 1er août 1977 ;

considérant que le comité exécutif de l'Organisation internationale du café a établi les règles concernant l'application d'un système de certificats d'origine dans le cadre de cet accord lorsque les contingents sont en vigueur ;

considérant que l'accord international de 1976 sur le café prévoit dans son article 45 que, pour empêcher des pays non membres d'augmenter leurs exportations au détriment des membres exportateurs, chaque membre dudit accord limite, lorsque le contingentement est en vigueur, ses importations annuelles de café en provenance de pays non membres de l'accord ;

considérant qu'il est nécessaire de prendre les mesures appropriées en vue de l'application de ce système de certificats dans la Communauté et de prévoir que ce système soit appliqué sans discrimination entre les importateurs de la Communauté ;

considérant qu'il convient de prévoir les mesures techniques relatives à l'exportation pour assurer le contrôle du café qui doit traverser le territorire de deux États membres ou plus avant de sortir de la Communauté ; qu'il y a lieu que la Commission procède aux adaptations nécessaires des formalités de contrôle selon la procédure prévue à l'article 57 du règlement (CEE) n° 222/77 du Conseil, du 13 décembre 1976, relatif au transit communautaire (3) ;

considérant que, par souci de bonne gestion administrative et de clarification quant aux périodes d'application effective du présent reglement, il convient de prévoir que la Commission précise, conformément aux décisions du conseil de l'Organisation internationale du café ou de son comité exécutif, dès l'introduction ou la suspension des contingents, la date à laquelle les mesures dont il s'agit sont applicables ou cessent d'être applicables,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Pour la mise en œuvre de l'accord international de 1976 sur le café, le système de certificats d'origine prévu lorsque les contingents sont en vigueur, adopté par le comité exécutif de l'Organisation internationale du café et figurant en annexe au présent règlement, est applicable compte tenu des dispositions des articles suivants.

(1) JO n° L 131 du 29. 5. 1979, p. 15.
(2) JO n° L 309 du 10. 11. 1976, p. 28.
(3) JO n° L 38 du 9. 2. 1977, p. 1.

Article 2

1. L'importation dans la Communauté du café et des extraits ou essences de café relevant des sous-positions 09.01 A et 21.02 A du tarif douanier commun est subordonnée à la présentation, au bureau de douane où sont accomplies les formalités douanières d'importation, du certificat prévu à cet effet dans les règles visées à l'article 1er.

2. Les importations en provenance des pays non membres de l'accord international sur le café ne figurant pas à l'annexe 6 des règles visées à l'article 1er sont limitées à une quantité égale pour la Communauté et pour chaque État membre de la Communauté à celle indiquée à l'annexe 7 desdites règles.

Article 3

1. L'exportation en dehors de la Communauté du café et des extraits ou essences de café relevant des sous-positions 09.01 A et 21.02 A du tarif douanier commun est subordonnée à la présentation aux autorités douanières du certificat prévu à cet effet dans les règles visées à l'article 1er.

2. Sont considérés comme faisant l'objet d'une exportation en dehors de la Communauté, au sens du paragraphe 1, les produits visés à ce paragraphe qui sont exportés en dehors du territoire douanier de la Communauté.

3. Les modalités d'application du présent article sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 57 du règlement (CEE) n° 222/77.

Article 4

La Commission fixe la date à partir de laquelle les dispositions du présent règlement, ainsi que les mesures prises pour son application, sont applicables ou cessent d'être applicables.

Article 5

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Luxembourg, le 9 octobre 1979.

Par le Conseil

Le président

D. O'MALLEY

ANNEXE

RÈGLEMENT CONCERNANT L'APPLICATION D'UN SYSTÈME DE CERTIFICATS D'ORIGINE LORSQUE LES CONTINGENTS SONT EN VIGUEUR

INTRODUCTION

À sa réunion du 31 juillet 1978, le comité exécutif, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil conformément aux dispositions de l'article 18 (compétence du comité exécutif) de l'accord international de 1976 sur le café et de la résolution n° 292, a approuvé le règlement ci-joint concernant l'application d'un système de certificats d'origine lorsque les contingents sont en vigueur.

Règle première

DÉFINITIONS

Aux fins du présent règlement:

Certificat d'origine valide pour l'exportation vers les pays membres désigne un certificat d'origine établi sur la formule O reproduite à l'annexe 1, délivré conformément aux dispositions du présent règlement par un service de certification du pays membre producteur qui a exporté le café mentionné dans le certificat et sur lequel ont été apposés des timbres d'exportation dont la valeur faciale totale correspond au poids net du café vert, ou à son équivalent, porté sur le certificat, sous réserve des conditions suivantes :

a) le numéro de code du pays et le numéro de code de l'année caféière figurant sur les timbres d'exportation correspondent au pays qui a émis le certificat et à l'année caféière au cours de laquelle le certificat a été délivré ;

b) le pays de destination indiqué sur le certificat est un pays membre ;

c) le certificat porte la mention « ORIGINAL » ainsi que le cachet du service douanier du membre producteur qui a exporté le café sur lequel porte le certificat ;

d) le certificat n'est valide que pour un poids net de café qui, sur le lieu de l'exportation, est égal à la valeur faciale totale des timbres d'exportation dont il est porteur, ou dépasse cette valeur de 24 kilogrammes au maximum ;

e) le certificat n'est valide que pour couvrir le café sur lequel il portait au moment où il a été délivré ;

f) la validité du certificat ne dépasse pas neuf mois à compter de la fin du trimestre civil au cours duquel il a été délivré ;

g) le certificat n'a pas été rempli dans la partie B auparavant ni invalidé par l'Organisation.

Certificat d'origine valide pour l'exportation vers les pays non membres désigne un certificat d'origine établi sur la formule X reproduite à l'annexe 2, délivré conformément aux dispositions du présent règlement par un service de certification du membre producteur qui a exporté le café sur lequel porte le certificat, sous réserve des conditions suivantes :

a) le certificat porte la mention « ORIGINAL » ainsi que le cachet du service douanier du pays membre producteur d'où a été exporté le café porté sur le certificat ;

b) le certificat n'est valide que pour couvrir le café sur lequel il portait au moment où il a été délivré ;

c) le certificat n'est pas valide pour couvrir du café importé par des pays membres et il ne peut non plus servir de base pour la délivrance d'un autre certificat de quelque forme que ce soit.

Certificat de réexportation valide désigne un certificat de réexportation établi sur la formule R reproduite à l'annexe 3 et délivré conformément aux dispositions du présent règlement par un service de certification du pays membre d'où a été réexporté le café sur lequel il porte, sous réserve des conditions suivantes :

a) le certificat porte la mention « ORIGINAL » ainsi que le cachet du service douanier du pays membre d'où a été réexporté le café porté sur le certificat ;

b) le certificat n'est valide que pour couvrir le café sur lequel il portait au moment où il a été délivré ;

c) la validité du certificat ne dépasse pas neuf mois à compter de la fin du trimestre civil au cours duquel il a été délivré ;

d) le certificat n'a pas été rempli dans la partie B auparavant ni invalidé par l'Organisation.

Certificat de réexpédition valide désigne un certificat de réexpédition établi sur la formule RS reproduite à l'annexe 4 et délivré conformément aux dispositions du présent règlement par un service de certification du pays membre d'où a été réexpédié le café sur lequel il porte, sous réserve des conditions suivantes :

a) le certificat porte la mention « ORIGINAL » ainsi que le cachet du service douanier du pays membre d'où a été réexpédié le café porté sur le certificat ;

b) le certificat n'est valide que pour couvrir le café sur lequel il portait au moment où il a été délivré ;

c) la validité du certificat ne dépasse pas neuf mois à compter de la fin du trimestre civil au cours duquel il a été délivré ;

d) le certificat n'a pas été rempli dans la partie B auparavant ni invalidé par l'Organisation.

Certificat de transit valide désigne un certificat de transit établi sur la formule T reproduite à l'annexe 5, délivré conformément aux dispositions du présent règlement par un service de certification, et sur lequel ont été apposés des timbres de transit dont la valeur faciale totale correspond au poids net du café vert, ou à son équivalent, porté sur le certificat, sous réserve des conditions suivantes :

a) le numéro de code du pays indiqué sur les timbres de transit correspond au pays qui a émis le certificat ;

b) le certificat porte la mention « ORIGINAL » ;

c) le certificat n'est valide que pour un poids net de café égal à la valeur faciale totale des timbres de transit dont il est porteur ou dépassant cette valeur de 4 kilogrammes au maximum ;

d) le certificat n'est valide que pour couvrir le café sur lequel il portait au moment où il a été délivré ;

e) la validité du certificat ne dépasse pas neuf mois à compter de la fin du trimestre civil au cours duquel il a été délivré ;

f) le certificat n'a pas été rempli dans la partie B auparavant ni déclaré invalide par l'Organisation.

Certificat valide désigne un certificat d'origine valide, un certificat de réexportation valide, un certificat de réexpédition valide et un certificat de transit valide, selon les définitions données plus haut.

Exportation de café désigne tout café quittant le territoire douanier du pays dans lequel il a été produit.

Importation de café désigne tout lot de café qui entre dans le territoire douanier d'un pays ou union douanière après que les services douaniers et, le cas échéant, d'autres autorités compétentes l'ont rendu disponible, toutes les formalités nécessaires étant accomplies, soit pour la transformation d'une forme de café en une autre, soit pour la consommation intérieure.

Café sous contrôle douanier désigne le café qui ne peut être déplacé hors de la zone relevant de la juridiction d'un service douanier sans le consentement de celui-ci.

Réexportation de café désigne tout lot de café qui quitte le territoire douanier du pays ou union douanière qui avait auparavant importé ce café.

Réexpédition de café désigne tout lot de café qui quitte le territoire d'un pays qui avait placé le café sous contrôle douanier et qui n'avait pas importé ce café.

Service douanier désigne le service douanier d'un pays membre ou toute autorité compétente désignée à cette fin par un pays membre et acceptée par le directeur exécutif.

Cachet du service douanier désigne un cachet, en relief de préférence, accompagné de la signature, ou son équivalent, du fonctionnaire de la douane autorisé et de la date à laquelle il a été apposé.

Service de certification désigne un service qui a été approuvé en vertu des paragraphes 1, 2 et 5 de l'article 43 de l'accord international de 1976 sur le café, pour exercer et remplir les fonctions spécifiées aux paragraphes 1 et 2 dudit article.

Règle 2

TYPES DE CERTIFICATS ET NORMES À OBSERVER POUR LEUR IMPRESSION

Certificats d'origine

1. Les certificats d'origine émis pour couvrir les exportations vers les pays membres sont imprimés sur la formule O reproduite à l'annexe 1 et sont remplis et délivrés conformément aux dispositions du présent règlement. Des directives sur la manière de remplir ces certificats sont données à l'annexe 1 B.

2. Les certificats d'origine émis pour couvrir les exportations vers les pays non membres sont imprimés sur la formule X reproduite à l'annexe 2 et sont remplis et délivrés conformément aux dispositions du présent règlement. Des directives sur la manière de remplir ces certificats sont données à l'annexe 2 B.

3. Indépendamment des dispositions des paragraphes 1 et 2 de la présente règle, la case 10 du certificat d'origine sur formule O et la case 11 du certificat d'origine sur formule X peuvent être modifiées pour qu'on puisse y porter au maximum cinq marques d'identification de l'Organisation internationale du café :

EXEMPLE :

(Certificat d'origine sur formule O)

10. Marque d'identification de l'OIC	11. Nombre de sacs ou autres contenants	12. Description du café	13. Poids net du lot
---/----/----		☐ Vert	
---/----/----		☐ Torréfié	
---/----/----		☐ Soluble	14. Unité de poids ☐ kg
---/----/----		☐ Divers	☐ lb
---/----/----			
15. Autres renseignements pertinents •			

Certificats de réexportation

4. Les certificats de réexportation sont imprimés sur la formule R produite à l'annexe 3 et sont remplis et délivrés conformément aux dispositions du présent règlement. Des directives sur la manière de remplir ces certificats sont données à l'annexe 3 B.

Certificats de réexpédition

5. Les certificats de réexpédition sont imprimés sur la formule RS reproduite à l'annexe 4 et sont remplis et délivrés conformément aux dispositions du présent règlement. Des directives sur la manière de remplir ces certificats sont données à l'annexe 4 B.

Certificats de transit

6. Les certificats de transit sont imprimés sur la formule T reproduite à l'annexe 5 et sont remplis et délivrés conformément aux dispositions du présent règlement. Des directives sur la manière de remplir ces certificats sont données à l'annexe 5 B.

Normes à observer pour l'impression des certificats

7. Tous les certificats ont les dimensions de la norme ISO A.4 (210 mm × 297 mm ; 8 1/3 in × 11 2/3 in), un écart maximal de ± 2 millimètres (1/16 in) étant toléré.

8. Tous les certificats sont délivrés sous forme d'un original et au moins deux copies. Les services de certification peuvent émettre autant de copies supplémentaires à usage interne qu'ils l'estiment approprié ou nécessaire.

9. Pour les originaux de tous les types de certificats, du papier blanc en pulpe chimique, pesant au moins 70 grammes par mètre carré, est utilisé. Chaque original porte clairement marqué le mot « ORIGINAL ».

10. La première copie est clairement marquée « PREMIÈRE COPIE — à utiliser par l'OIC Londres » et est imprimée sur un papier de couleur différente de la façon indiquée ci-après :

a) certificats d'origine sur formule O ou X : vert ;

b) certificats de réexportation : bleu ;

c) certificats de réexpédition : jaune ;

d) certificats de transit : rose.

11. Toute copie supplémentaire qui a une couleur différente de celle de la première copie spécifiée au paragraphe 10 de la présente règle porte nettement marqués les mots « COPIE — à usage interne seulement » et peut contenir les instructions supplémentaires que le service délivrant le certificat considère souhaitables.

12. À moins que le directeur exécutif et un membre particulier n'en soient convenus autrement, chaque membre se charge de l'impression des certificats qu'il utilise de la manière indiquée aux annexes 1 à 5. Pour s'assurer que tous les certificats sont imprimés selon des modèles uniformes, les mesures à observer par les imprimeurs sont indiquées dans les annexes 1 A, 2 A, 3 A, 4 A et 5 A.

13. Sur la première copie et les copies suivantes des certificats, l'espace attribué à la partie B dans les formules de certificats reproduites aux annexes 1 à 5 peut être laissé en blanc ou utilisé, soit par le membre intéressé pour y porter les renseignements dont il a besoin, soit par l'Organisation à des fins statistiques.

14. Les certificats doivent être imprimés en deux langues dont l'une, à moins que le directeur exécutif et un membre particulier n'en soient convenus autrement, doit être l'anglais. Lorsqu'ils sont imprimés en plus d'une langue, la deuxième langue est, si possible, en italique.

Règle 3

PÉRIODE DE VALIDITÉ DES CERTIFICATS ET PROROGATION DE CETTE PÉRIODE

Période de validité des certificats

1. Les certificats d'origine sur formule O, les certificats de réexportation, les certificats de réexpédition et les certificats de transit ne sont plus valides après neuf mois à compter du trimestre civil au cours duquel ils ont été délivrés. Les certificats d'origine sur formule X n'ont pas de période de validité déterminée.

Interdiction d'importer du café couvert par un certificat dont la validité a expiré

2. Les membres interdisent l'importation de café couvert par un certificat dont la validité a expiré. Ils ne portent pas un tel certificat au crédit du compte des timbres de transit, conformément aux dispositions de la règle 12, et ne délivrent aucun certificat aux fins de remplacement ou d'échange sans l'autorisation expresse du directeur exécutif (voir paragraphe 3 de la présente règle).

Prorogation de la période de validité d'un certificat

3. Le détenteur d'un certificat d'origine sur formule O, d'un certificat de réexportation, d'un certificat de réexpédition ou d'un certificat de transit, dont la validité a expiré avant qu'il ait été remis aux autorités compétentes conformément aux dispositions du présent règlement, transmet le certificat en question au service de certification de son pays en demandant une prorogation de sa validité. Il expose dans cette demande les raisons pour lesquelles le certificat n'a pas été utilisé ou échangé avant que son terme soit arrivé à expiration et précise l'endroit où se trouve alors le café. Si le café est détenu dans un entrepôt, il fournit une déclaration écrite du gérant de l'entrepôt permettant d'identifier le café et confirmant la durée de l'entreposage. Le service de certification transmet au directeur exécutif la demande et le certificat auquel elle se rapporte. Celui-ci effectue toutes les enquêtes qu'il considère nécessaires et autorise, dans un délai raisonnable, le service de certification intéressé à délivrer le certificat approprié, ou bien informe le service de certification des raisons pour lesquelles il ne peut être donné suite à la demande présentée.

Règle 4

MARQUES PORTÉES SUR LES SACS OU AUTRES CONTENANTS DESTINÉS À L'EXPORTATION

Il est attribué à chaque exportation de café une marque d'identification de l'Organisation internationale du café à apposer uniquement sur un lot donné. La marque d'identification, qui est imprimée à l'intérieur d'un cadre sur tous les sacs ou autres contenants ou estampée sur une languette métallique attachée aux sacs ou autres contenants, et qui est portée sur le certificat d'origine, se compose du numéro de code du pays membre [l'Organisation pourra attribuer jusqu'à trois chiffres (¹)], du numéro de code du planteur ou de l'exportateur (un pays membre pourra attribuer jusqu'à quatre chiffres à chaque planteur ou exportateur) et du numéro d'ordre du lot de café (le planteur ou l'exportateur pourra fournir jusqu'à quatre chiffres pour chaque lot de café qu'il exporte, en commençant par le numéro 1, pour le premier lot exporté à partir du 1er octobre de chaque année et en poursuivant dans l'ordre consécutif jusqu'au 30 septembre de l'année suivante inclusivement).

PAR EXEMPLE:

27	1	17
(Code du pays)	Code du planteur ou de l'exportateur)	(Numéro du lot)

Pour permettre à l'Organisation de dépouiller les certificats par ordinateur, il est indispensable que la marque d'identification ne comporte en aucun cas plus de onze chiffres.

Règle 5

EXPORTATIONS DE CAFÉ À DESTINATION DES PAYS MEMBRES

1. Sous réserve des exceptions énoncées au paragraphe 11 de la présente règle, toute exportation de café en provenance d'un pays membre à destination de n'importe quel autre membre est accompagnée d'un certificat d'origine valide établi sur formule O, rempli et délivré conformément aux dispositions du présent règlement.

2. Une marque d'identification de l'Organisation internationale du café est portée sur tous les sacs ou autres contenants conformément aux dispositions de la règle 4.

3. L'original de chaque certificat d'origine sur formule O est validé par des timbres d'exportation apposés conformément aux dispositions de la règle 15.

4. L'original et la première copie de chaque certificat d'origine sur formule O portent le cachet du service douanier du pays membre qui a émis le certificat. Ce cachet est apposé par le service de la douane lorsque celui-ci a la preuve que l'exportation va avoir lieu.

5. L'original de chaque certificat d'origine sur formule O est remis à l'exportateur ou à son agent pour

(¹) Voir annexe 6.

accompagner les documents d'expédition. La marque d'identification de l'Organisation internationale du café et le numéro de référence du certificat d'origine (composé du code du pays, du code du port et du numéro d'ordre) sont indiqués, à moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement, sur la facture et/ou les connaissement(s).

6. La première copie de chaque certificat d'origine sur formule O ainsi qu'une copie du connaissement correspondant sont transmises à l'Organisation par les moyens les plus rapides et les plus sûrs par le membre qui délivre le certificat, le plus tôt possible et de toute manière dans un délai de vingt et un jours à compter de la date d'expédition. Si un lot de café est acheminé par voie terrestre vers sa destination, au lieu d'une copie du connaissement, une copie de la lettre de voiture ou d'un document équivalent accompagne la première copie du certificat d'origine ur formule O transmise à l'Organisation.

7. Les premières copies des certificats d'origine sur formule O ainsi que les copies de connaissements ou de documents équivalents transmises à l'Organisation conformément aux dispositions du paragraphe 6 de la présente règle sont expédiées en liasses solidement emballées de 50 jeux de documents au maximum ([1]). Chaque paquet ne contient que des documents délivrés pour accompagner les exportations effectuées pendant le même mois.

8. Chaque paquet de certificats et connaissements ou documents équivalents est accompagné d'un bordereau indiquant le numéro de référence de chacun des documents qu'il contient ainsi que la quantité nette de café sur laquelle porte chaque document. Chaque paquet de documents et le bordereau qui l'accompagne portent un numéro d'ordre. Une cop'e du bordereau est transmise simultanément à l'Organisation sous pli séparé.

9. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, le directeur exécutif accuse réception de chaque paquet de documents en renvoyant le bordereau après y avoir apposé son cachet.

10. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 6 de la présente règle, si le port maritime d'où a lieu l'expédition ne se trouve pas dans le pays d'origine du café et si le pays membre considère qu'il est pratiquement impossible de délivrer des certificats d'origine sur formule O complétés avant l'exportation hors du pays d'origine, il peut prendre les mesures nécessaires pour que les certificats sur formule O soient délivrés en totalité ou en partie, par un organisme situé dans le port maritime d'embarquement et pour que les premières copies des certificats et les connaissements correspondants dûment remplis soient transmis à l'Organisation. Tous ces arrangements sont à mettre au point d'un commun accord entre le pays membre producteur et le directeur exécutif.

11. Il n'est pas délivré de certificats d'origine sur formule O pour accompagner:

a) de petites quantités de café destinées à la consommation à bord des navires, des aéronefs et de tous autres moyens de transport internationaux de caractère commercial ;

b) des échantillons et lots à concurrence d'un poids maximal de 60 kilogrammes nets de café vert, ou à l'équivalent, à savoir :

i) 120 kilogrammes de cerises de café séchées,

ii) 75 kilogrammes de café en parche,

iii) 50,4 kilogrammes de café torréfié,

iv) 20 kilogrammes de café soluble ou liquide.

12. Les services de certification conservent les registres de tous les certificats d'origine sur formule O qu'ils délivrent pendant une période de quatre années au moins. Ces registres sont mis à la disposition du directeur exécutif sur sa demande.

13. Chaque membre exportateur donne au directeur exécutif tous les renseignements que celui-ci peut demander au sujet des exportations de café couvertes par des certificats d'origine sur formule O et portant notamment sur les registres portuaires et douaniers, les contrats et d'autres documents de caractère commercial. Le directeur exécutif peut instituer une procédure concernant l'inspection régulière de ces renseignements.

Règle 6

EXPORTATIONS DE CAFÉ À DESTINATION DE PAYS NON MEMBRES

1. Sous réserve des exceptions énoncées au paragraphe 10 de la présente règle, toute exportation de café d'un pays membre à destination d'un pays non membre est couverte par un certificat d'origine valide sur formule X, rempli et délivré conformément aux dispositions du présent règlement.

2. Une marque d'identification de l'Organisation internationale du café est portée sur tous les sacs ou autres contenants conformément aux dispositions de la règle 4.

3. Les membres producteurs s'assurent que tous les sacs ou autres contenants qui composent les lots destinés directement ou indirectement à des pays non membres portent en grandes lettres rouges l'inscription « PAYS NON MEMBRE ».

4. L'original et la première copie de chaque certificat d'origine sur formule X portent le cachet du service douanier du pays membre qui les délivre. Le service

---

[1] Un jeu de documents se compose soit de la première copie d'un certificat d'origine sur formule O et de la copie du connaissement ou d'un document équivalent, soit de l'original et de la première copie d'un certificat d'origine sur formule X et du connaissement correspondant ou d'un document équivalent.

douanier applique ce cachet après s'être assuré que l'exportation va avoir lieu. Les originaux des certificats d'origine sur formule X sont retirés en même temps que la première copie de chaque certificat et une copie du connaissement correspondant et sont transmis par les moyens les plus rapides et les plus sûrs à l'Organisation par le membre qui a délivré le certificat, le plus tôt possible et de toute manière dans un délai de vingt et un jours à compter de la date d'expédition. Si un lot est acheminé par voie terrestre vers sa destination, au lieu d'une copie du connaissement, une copie de la lettre de voiture ou d'un document équivalent accompagne l'original et la première copie du certificat d'origine sur formule X transmis à l'Organisation.

5. Les originaux et les premières copies des certificats d'origine sur formule X ainsi que les connaissements ou documents équivalents sont expédiés à l'Organisation conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la présente règle, en liasses solidement emballées de 50 jeux de documents au maximum ([1]). Chaque paquet ne contient que les documents délivrés pour couvrir des exportations effectuées pendant le même mois.

6. Chaque paquet de certificats et connaissements ou documents équivalents est accompagné d'un bordereau indiquant le numéro de référence de chacun des documents qu'il contient ainsi que la quantité nette de café couverte par chaque document. Chaque paquet de documents et le bordereau qui l'accompagne portent un numéro d'ordre. Une copie du bordereau est transmise simultanément à l'Organisation sous pli séparé.

7. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, le directeur exécutif accuse réception de chaque paquet de documents en renvoyant le bordereau après y avoir apposé son cachet.

8. Indépendamment des dispositions des paragraphes 1 et 4 de la présente règle, si le port maritime d'où a lieu l'expédition ne se trouve pas dans le pays d'origine du café et si le pays membre constate qu'il est pratiquement impossible de déliverer des certificats d'origine sur formule X complétés avant que le café ne sorte du pays où il a été produit, le membre intéressé peut prendre les mesures nécessaires pour que les certificats d'origine sur formule X soient délivrés, en totalité ou en partie, par un organisme situé dans le port maritime d'embarquement et pour que les premières copies des certificats et les connaissements correspondants soient transmis à l'Organisation. Tous ces arrangements sont à mettre au point d'un commun accord entre le directeur exécutif et le membre intéressé.

9. La marque d'identification de l'Organisation internationale du café et le numéro de référence du certificat d'origine (composé du code du pays, du code du port et du numéro d'ordre) sont indiqués, à moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement, sur la facture et/ou les connaissement(s).

10. Les certificats d'origine sur formule X ne sont pas exigés pour accompagner :

a) de petites quantités de café destinées à la consommation directe à bord des navires, des aéronefs ou de tous autres moyens de transport internationaux de caractère commercial ;

b) des échantillons et lots à concurrence d'un poids maximal de 60 kilogrammes nets de café vert, ou à l'équivalent, à savoir :

i) 120 kilogrammes de cerises de café séchées,

ii) 75 kilogrammes de café en parche,

iii) 50,4 kilogrammes de café torréfié,

iv) 20 kilogrammes de café soluble ou liquide.

11. Les services de certification conservent les registres de tous les certificats d'origine sur formule X qu'ils délivrent pendant une période de quatre années au moins. Ces registres sont mis à la disposition du directeur exécutif sur sa demande.

12. Chaque membre exportateur donne au directeur exécutif tous les renseignements que celui-ci peut demander au sujet des exportations de café couvertes par des certificats d'origine sur formule X et portant notamment sur les registres portuaires et douaniers, les contrats et d'autres documents de caractère commercial. Le directeur exécutif peut instituer une procédure concernant l'inspection de ces renseignements.

Règle 7

IMPORTATIONS DE CAFÉ

1. Sous réserve des exceptions mentionnées aux paragraphes 2 et 10 de la présente règle, chaque importation de café est couverte par un certificat valide établi sur formule O, R, RS ou T, ou par une autorisation spéciale du directeur executif accordée conformément aux dispositions de la règle 14. Les membres interdisent l'importation de tout le café qui n'est pas ainsi couvert.

2. À condition que le service douanier d'un membre considère, en se fondant sur les renseignements donnés dans le certificat valide approprié et d'autres documents, qu'il n'y a pas eu infraction à d'autres dispositions du présent règlement, il peut autoriser l'importation d'un lot de café :

a) bien que quelques uns des sacs (ou, dans le cas du café transformé dans un pays membre importateur et importé en provenance d'un autre membre importateur, tous les sacs) ou divers contenants ne portent pas de marques d'identification de l'OIC, ou si les marques d'identification de l'OIC figurant sur

[1] Un jeu de documents se compose soit de l'original et de la première copie d'un certificat d'origine sur formule X et de la copie du connaissement correspondant ou d'un document équivalent, soit de la première copie d'un certificat d'origine sur formule O et de la copie du connaissement correspondant ou d'un document équivalent.

les sacs ou autres contenants sont illisibles ou incomplètes, ou si les marques sur quelques sacs du lot ne concordent pas à tous les égards avec celles qui sont indiquées dans le certificat correspondant ;

b) quoique le poids net du lot de café à importer ne soit pas identique à celui qui est décrit dans le certificat, à condition que le nombre de sacs soit égal ou inférieur à celui qui est indiqué dans le certificat et que la différence de poids ne soit pas supérieure de plus de un pour cent au poids mentionné dans le certificat ;

c) bien que les renseignements contenus dans le certificat au sujet du pays de destination soient imprécis ou que les renseignements relatifs au port ou lieu de destination fassent défaut ou manquent de précision.

3. Si l'entrée d'un lot de café est autorisée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la présente règle, le service douanier du membre intéressé indique, dans la case prévue pour les observations dans la partie B du certificat, de quelle manière le lot de café diffère de celui qui est décrit dans le certificat. Il doit en particulier :

a) dans le cas des anomalies du type mentionné sous a) du paragraphe 2 de la présente règle, indiquer, lorsqu'il les connaît, les marques telles qu'elles apparaissent sur les sacs ou autres contenants ;

b) inscrire le poids net du lot s'il n'est pas identique au poids mentionné dans le certificat ;

c) si les renseignements concernant le pays, le port ou le lieu de destination font défaut sur le certificat ou sont inexacts, insérer les renseignements corrects dans la case appropriée de la partie A du certificat et y apposer son cachet.

4. Les certificats valides sont retirés par le service douanier au moment de l'importation du café auquel ils se rapportent et sont complétés par l'insertion des renseignements demandés dans la section gauche de la partie B.

5. Les certificats valides retirés et complétés conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la pésente règle sont transmis à l'Organisation par les moyens les plus rapides et les plus sûrs, le plus tôt possible et de toute manière dans un délai de trente jours après la clôture du mois au cours duquel ils ont été recueillis.

6. À moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement, un certificat retiré par un service douanier conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la présente règle ne peut pas être utilisé, en totalité ou en partie, pour obtenir un crédit en timbres de transit.

7. Les certificats valides transmis à l'Organisation conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la présent règle sont expédiés en liasses solidement emballées de 100 certificats au maximum.

8. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, chaque paquet de certificats valides est accompagné d'un bordereau indiquant les numéros de référence des certificats qu'il contient ainsi que la quantité nette de café couverte par chaque certificat. Chaque paquet de certificats et le bordereau qui l'accompagne portent un numéro d'ordre. Une copie du bordereau est transmise simultanément à l'Organisation sous pli séparé.

9. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, le directeur exécutif accuse réception de chaque paquet de certificats valides en renvoyant le bordereau après y avoir apposé son cachet.

10. Aucun certificat n'est exigé pour accompagner l'importation d'échantillons et lots à concurrence d'un poids maximal net de 60 kilogrammes de café vert, ou son équivalent, à savoir :

i) 120 kilogrammes de cerises de café séchées,

ii) 75 kilogrammes de café en parche,

iii) 50,4 kilogrammes de café torréfié.

iv) 20 kilogrammes de café soluble ou liquide.

Règle 8

LIMITATION DES IMPORTATIONS DE CAFÉ EN PROVENANCE DE PAYS NON MEMBRES

1. Chaque membre limite ses importations annuelles de café en provenance de pays non membres à une quantité ne dépassant pas celle qui est indiquée à l'annexe 7. À moins que le directeur exécutif et un membre importateur n'en soient convenus autrement, la procédure à suivre est celle qui est exposée dans les paragraphes 2 à 6 de la présente règle.

2. Chaque importation de café en provenance d'un pays non membre est couverte par un certificat valide sur formule T, à délivrer par un service de certification conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente règle.

3. Chaque membre importateur désigne un ou plusieurs services pour assumer la responsabilité de contrôler la délivrance des certificats aux fins du paragraphe 2 de la présente règle et prend des mesures acceptables par le directeur exécutif afin d'assurer le respect des dispositions du paragraphe 1 de la présente règle.

4. La délivrance de timbres de transit afin de valider les certificats de transit destinés à couvrir l'importation de café en provenance de pays non membres est soumise aux dispositions de la règle 16, à l'exception de ce qui suit:

a) Au début de chaque année caféière, le directeur exécutif notifie au(x) service(s) responsable(s) dans chaque pays membre importateur la quantité de

timbres pour le café en transit qui peut être délivrée au cours de ladite année caféière pour couvrir les importations de café en provenance de pays non membres conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la présente règle;

b) le ou les service(s) responsable(s) institue(nt) les procédures nécessaires afin que les timbres de transit utilisés pour valider les certificats de transit destinés à couvrir l'importation de café en provenance de pays non membres soient comptabilisés séparément des timbres de transit utilisés conformément aux dispositions de la règle 12.

5. Les certificats de transit délivrés pour couvrir l'importation de café en provenance de pays non membres ne sont utilisés qu'à cette fin et ne peuvent servir, en totalité ou en partie, pour obtenir un crédit en timbres de transit.

6. Sur chaque certificat de transit délivré conformément aux dispositions de la présente règle, le service de certification :

a) inscrit dans la case 15 les mots suivants :

« Café provenant de (nom du pays non membre) et imputé sur le contingent des pays non membres de (nom du pays membre délivrant le certificat) » ;

b) écrit clairement au haut du certificat en majuscules les mots « CAFÉ NON MEMBRE ».

Règle 9

RÉEXPORTATIONS DE CAFÉ

1. Sous réserve des exceptions énoncées au paragraphe 9 de la présente règle, chaque réexportation de café est accompagnée d'un certificat de réexportation valide sur formule R, complété et délivré conformément aux dispositions du présent règlement.

2. L'original et la première copie de chaque certificat de réexportation portent le cachet du service de la douane du pays qui a délivré le certificat. Ce cachet est appliqué par le service douanier après s'être assuré que la réexportation va avoir lieu.

3. Dans le cas d'une réexportation à destination d'un pays membre, l'original du certificat de réexportation est remis à l'expéditeur ou à son agent pour accompagner les documents d'expédition. La première copie du certificat est envoyée par les moyens les plus rapides et les plus sûrs à l'Organisation par le membre qui délivre le certificat, le plus tôt possible et de toute manière dans un délai de trente jours à compter de la date d'expédition.

4. Si la réexportation est destinée à un pays non membre, l'original du certificat de réexportation est retiré par le service douanier et envoyé avec la première copie du certificat par les moyens les plus rapides et les plus sûrs à l'Organisation par le membre qui délivre le certificat, le plus tôt possible et de toute manière dans un délai de trente jours à compter de la date d'expédition.

5. Les premières copies des certificats de réexportation transmises à l'Organisation conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente règle ainsi que les originaux et les premières copies transmis en vertu du paragraphe 4, sont expédiés en liasses solidement emballées de 100 copies au maximum.

6. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, chaque paquet de certificats est accompagné d'un bordereau indiquant les numéros de référence des certificats qu'il contient ainsi que la quantité nette de café couverte par chaque certificat. Chaque paquet de certificats et le bordereau qui l'accompagne portent un numéro d'ordre. Une copie du bordereau est transmise simultanément à l'Organisation sous pli séparé.

7. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, le directeur exécutif accuse réception de chaque paquet de documents en renvoyant le bordereau après y avoir apposé son cachet.

8. Aucun service de certification d'un membre exportateur ne peut délivrer de certificat de réexportation à moins qu'il n'ait d'abord prouvé au directeur exécutif, dans chaque cas, que le café en question a bien été importé dans son territoire. Les preuves de cette importation consistent notamment à fournir au directeur exécutif l'original du certificat sous le couvert duquel le café a été importé, dûment rempli conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la règle 7.

9. Il n'est pas exigé de certificat de réexportation pour accompagner :

a) de petites quantités de café destinées à la consommation directe à bord des navires, des aéronefs et de tous autres moyens de transport internationaux de caractère commercial ;

b) des échantillons et lots à concurrence d'un poids maximal net de 60 kilogrammes de café vert, ou son équivalent, à savoir :

i) 120 kilogrammes de cerises de café séchées,

ii) 75 kilogrammes de café en parche,

iii) 50,4 kilogrammes de café torréfié,

iv) 20 kilogrammes de café soluble ou liquide.

10. Les services de certification conservent les registres où sont portés tous les certificats de réexportation qu'ils délivrent et, dans la mesure du possible, les numéros de référence des certificats qui couvraient le café exporté lorsqu'il a été d'abord importé, pendant une période d'au moins quatre années. Ces registres sont à la disposition du directeur exécutif sur sa demande.

Règle 10

CAFÉ PLACÉ SOUS CONTRÔLE DOUANIER

1. À moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement, un certificat valide sur formule O, R, RS ou T est retiré par le service douanier au moment où un lot de café est placé sous son contrôle mais n'est pas destiné à une importation immédiate. Les certificats valides par le service douanier sont complétés par l'insertion des renseignements demandés dans la section gauche de la partie B.

2. À condition que le service douanier d'un membre considère, en se fondant sur les renseignements donnés dans le certificat valide approprié et d'autres documents, qu'il n'y a pas eu infraction à d'autres dispositions du présent règlement, il peut permettre qu'un lot de café soit placé sous contrôle douanier :

a) bien que quelques-uns des sacs (ou dans le cas du café transformé dans un pays membre importateur et provenant d'un autre membre importateur, tous les sacs) ou divers contenants ne portent pas de marques d'identification de l'OIC ou si les marques d'identification de l'OIC figurant sur les sacs ou autres contenants sont illisibles ou incomplètes, ou si les marques sur quelques sacs du lot ne concordent pas à tous les égards avec celles qui sont indiquées dans le certificat correspondant;

b) quoique le poids net du lot de café à placer sous contrôle douanier ne soit pas identique à celui qui est décrit dans le certificat, à condition que le nombre de sacs soit égal ou inférieur à celui qui est indiqué dans le certificat et que la différence de poids ne soit pas supérieure de plus de un pour cent au poids mentionné dans le certificat;

c) bien que les renseignements contenus dans le certificat au sujet du pays de destination soient imprécis ou que les renseignements relatifs au port ou lieu de destination fassent défaut ou manquent de précision.

3. Si un lot de café est autorisé à être placé sous contrôle douanier, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la présente règle, le service douanier du membre intéressé indique, dans la case prévue pour les observations dans la partie B du certificat, de quelle manière le lot de café diffère de celui qui est décrit dans le certificat. Il doit en particulier :

a) dans le cas des anomalies du type mentionné sous a) du paragraphe 2 de la présente règle, indiquer, lorsqu'il les connaît, les marques telles qu'elles apparaissent sur les sacs ou autres contenants;

b) inscrire le poids net du lot si celui-ci n'est pas identique au poids indiqué dans le certificat ;

c) si les renseignements contenus dans le cerrificat au sujet du pays de destination ne sont pas précis ou si les renseignements concernant le port ou le lieu de destination font défaut ou sont imprécis, insérer les renseignements corrects dans la case appropriée de la partie A du certificat et y apposer son cachet.

4. Les certificats valides retirés et complétés conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la présente règle sont transmis à l'Organisation par les moyens les plus rapides et les plus sûrs, le plus tôt possible et de toute manière dans un délai de trente jours à compter de la clôture du mois au cours duquel ils ont été recueillis.

5. Un certificat retiré par le service douanier conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la présente règle ne peut pas être utilisé, en totalité ou en partie, pour obtenir un crédit en timbres de transit.

6. Les certificats valides transmis à l'Organisation conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la présente règle sont expédiés en liasses solidement emballées de 100 certificats au maximum.

7. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, chaque paquet de certificats valides est accompagné d'un bordereau indiquant les numéros de référence des certificats qu'il contient ainsi que la quantité nette de café couverte par chaque certificat. Chaque paquet de certificats et le bordereau qui l'accompagne portent un numéro d'ordre. Une copie du bordereau est transmise simultanément à l'Organisation sous pli séparé.

8. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, le directeur exécutif accuse réception de chaque paquet de certificats valides en renvoyant le bordereau après y avoir apposé son cachet.

9. Aucun certificat n'est retiré aux termes du paragraphe 1 de la présente règle pour placer sous contrôle douanier des échantillons et lots à concurrence d'un poids maximal net de 60 kilogrammes de café vert, ou son équivalent, à savoir :

i) 120 kilogrammes de cerises de café séchées,

ii) 75 kilogrammes de café parche,

iii) 50,4 kilogrammes de café torréfié,

iv) 20 kilogrammes de café soluble ou liquide.

Règle 11

RÉEXPÉDITION DU CAFÉ PLACÉ SOUS CONTRÔLE DOUANIER

1. Sous réserve des exceptions énoncées au paragraphe 8 de la présente règle, toute réexpédition de café placé sous contrôle douanier conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la règle 10 est couverte par un certificat de réexpédition valide sur formule RS, complété et délivré conformément aux dispositions du présent règlement.

2. L'original et la première copie de chaque certificat de réexpédition portent le chachet du service douanier du pays qui a délivré le certificat. Ce cachet est appliqué par le service douanier lorsque celui-ci s'est assuré que la réexpédition va avoir lieu.

3. Lorsque le café est réexpédié à destination de pays membres, l'original du certificat de réexpédition est remis à l'expéditeur ou à son agent pour accompagner les documents d'expédition. La première copie du certificat est envoyée par les moyens les plus rapides et les plus sûrs à l'Organisation par le membre qui délivre le certificat, le plus tôt possible et de toute manière dans un délai de trente jours à compter de la date de réexpédition.

4. Si la réexpédition est destinée à un pays non membre, l'original du certificat de réexpédition est retiré par le service douanier et envoyé avec la première copie du certificat, par les moyens les plus rapides et les plus sûrs, à l'Organisation par le membre qui délivre le certificat, le plus tôt possible et de toute manière dans un délai de trente jours à compter de la date de réexpédition.

5. Les premières copies des certificats de réexpédition transmises à l'Organisation conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente règle ainsi que les originaux et les premières copies transmis en vertu du paragraphe 4 sont expédiés en liasses solidement emballées de 100 copies au maximum.

6. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, chaque paquet de certificats est accompagné d'un bordereau indiquant les numéros de référence des certificats qu'il contient ainsi que la quantité nette de café couverte par chaque certificat. Chaque paquet de certificats et le bordereau qui l'accompagne portent un numéro d'ordre. Une copie du bordereau est transmise simultanément à l'Organisation sous pli séparé.

7. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, le directeur exécutif accuse réception de chaque paquet de documents en renvoyant le bordereau après y avoir apposé son cachet.

8. Il n'est pas exigé de certificat de réexpédition pour couvrir :

a) de petites quantités de café destinées à la consommation directe à bord des navires, des aéronefs et de tous autres moyens de transport internationaux de caractère commercial ;

b) des échantillons et lots à concurrence d'un poids maximal net de 60 kilogrammes de café vert, ou son équivalent, à savoir :

i) 120 kilogrammes de cerises de café séchées,

ii) 75 kilogrammes de café en parche,

iii) 50,4 kilogrammes de café torréfié,

iv) 20 kilogrammes de café soluble ou liquide.

9. Les services de certification conservent les registres où sont portés tous les certificats de réexpédition qu'ils délivrent ainsi que les numéros de référence des certificats retirés lorsque le café réexpédié avait été placé sous contrôle douanier à l'origine, pendant une période d'au moins quatre années. Ces registres sont à la disposition du directeur exécutif sur sa demande.

Règle 12

CAFÉ EN TRANSIT

Café se trouvant dans le territoire d'un pays membre

1. Si le café qui se trouve dans le territoire d'un pays membre mais qui n'a pas été importé est couvert par un certificat valide établi sur formule O, R, RS ou T, le détenteur du certificat peut, en remettant le certificat à un service de certification, demander en échange la délivrance de certificats de transit sur formule T, ou faire porter le poids net du café vert, ou l'équivalent en café vert du café couvert par le certificat remis, au crédit du compte des timbres de transit qui a été ouvert en son nom, à cette réserve près que les certificats sur formule T délivrés pour couvrir l'importation de café en provenance de pays non membres, ne sont pas utilisés, en totalité ou en partie, pour obtenir un crédit en timbres de transit. Les certificats valides remis conformément à cette disposition ou en vertu du paragraphe 11 de la présente règle, sont complétés par l'insertion des renseignements demandés dans la section de droite de la partie B, et sont transmis au directeur exécutif par le membre intéressé, le plus rapidement possible et de toute manière dans les trente jours qui suivent la clôture du mois au cours duquel ils ont été recueillis.

2. Les certificats de transit sur formule T délivrés conformément aux dispositions de la présente règle sont validés par des timbres de transit apposés conformément aux dispositions de la règle 16.

3. Lorsque le titulaire d'un compte de timbres de transit a besoin d'un certificat de transit, il demande au service de certification qui détient son compte de lui délivrer ce document et communique au service de certification le numéro de référence du certificat qui a été rendu et sur la base duquel le nouveau certificat est demandé. Le service de certification s'étant assuré que l'intéressé a suffisamment de crédit après que le certificat a été rendu pour permettre de délivrer un nouveau certificat, délivre le certificat et le valide par l'apposition de timbres de transit imputés sur le compte « timbres » du demandeur.

4. Un service de certification peut délivrer des certificats de transit conformément aux dispositions de la présente règle pour les quantités de café et les

destinations requises par le demandeur, à condition que :

a) des certificats valides sur formule O, R, RS ou T aient été rendus ;

b) la quantité totale du café couvert par les certificats délivrés ne dépasse pas la quantité couverte par le certificat rendu ;

c) le service de certification se soit assuré que le café se trouve à l'emplacement indiqué et qu'il s'agit bien du café qui avait été décrit dans le certificat remis au moment où il avait été délivré.

5. Lorsque le café est expédié à destination de pays membres, l'original de chaque certificat de transit délivré conformément aux dispositions de la présente règle est remis à l'expéditeur ou à son agent pour accompagner les documents d'expédition. La première copie du certificat est envoyée par les moyens les plus rapides et les plus sûrs, à l'Organisation par le membre qui délivre le certificat, le plus rapidement possible et de toute manière dans un délai de trente jours à compter de la date d'émission. Dans toute la mesure du possible, les copies seront fixées aux originaux des certificats sur lesquels elles reposent.

6. Dans le cas d'une expédition vers un pays non membre, l'original du certificat de transit ainsi que la première copie du certificat sont envoyés, par les moyens les plus rapides et les plus sûrs, à l'organisation par le membre qui délivre le certificat, le plus rapidement possible et de toute manière dans un délai de trente jours à compter de la date d'émission.

7. Les premières copies et, dans le cas des expéditions vers les pays non membres, les originaux des certificats de transit ainsi que les originaux des certificats sur lesquels ils reposent, transmis à l'Organisation conformément aux dispositions des paragraphes 5 et 6 de la présente règle, sont expédiés en liasses solidement emballées de 50 jeux de documents au maximum ([1]).

8. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, chaque paquet de certificats est accompagné d'un bordereau indiquant les numéros de référence des certificats qu'il contient ainsi que la quantité nette de café couverte par chaque certificat. Chaque paquet et le bordereau qui l'accompagne portent un numéro d'ordre. Une copie du bordereau est transmise simultanément à l'Organisation sous pli séparé.

9. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, le directeur exécutif accuse réception de chaque paquet de certificats en renvoyant le bordereau après y avoir apposé son cachet.

10. Les services de certification conservent les registres de tous les certificats de transit qu'ils délivrent et indiquent la base sur laquelle ils sont délivrés, pendant une période d'au moins quatre années. Ces registres sont à la disposition du directeur exécutif sur sa demande.

Café en route

11. Si le détenteur d'un certificat valide sur formule O, R, RS ou T couvrant un lot de café en route souhaite fractionner ce lot, il peut, en remettant le certificat et tous les documents nécessaires aux fins de la lettre c) du paragraphe 4 de la présente règle à un service de certification de son pays, demander en échange la délivrance de certificats de transit sur formule T. Ces certificats sont délivrés conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 10 de la présente règle.

Règle 13

CHANGEMENT DE DESTINATION D'UN PAYS MEMBRE VERS UN PAYS NON MEMBRE

Si la destination du café couvert par un certificat valide sur formule O, R, RS ou T est changée pour passer d'un pays membre à un pays non membre, le détenteur remet le certificat à un service de certification qui retire le certificat sans le remplacer et le transmet immédiatement au directeur exécutif avec la mention : « Retiré, destination changée pour un pays non membre ». Lorsque cela est possible, le service de certification précise le nom du pays non membre auquel le lot de café a été adressé.

Règle 14

PERTE DE CERTIFICATS VALIDES

1. Les services de certification, les services douaniers et les particuliers ayant à manipuler les certificats prennent toutes les mesures qu'ils peuvent raisonnablement prendre pour assurer la sécurité de ces certificats.

2. Si un certificat valide sur formule O, R, RS ou T est égaré avant d'avoir été remis à un service de certification ou d'avoir été retiré par un service douanier conformément aux dispositions du présent règlement, le négociant ayant droit au café couvert par le certificat manquant informe de cette perte le service de certification de son pays et lui fournit le plus grand

([1]) Un jeu de documents se compose de la première copie et, dans le cas d'une expédition vers un pays non membre, de l'original d'un certificat de transit et de l'original du certificat sur lequel ces documents reposent.

nombre possible de renseignements, parmi ceux qui sont énumérés ci-après, au sujet du certificat faisant défaut :

a) le numéro de référence et la date de délivrance ;

b) la forme et le poids net du café sur lequel il porte ;

c) la marque d'identification de l'OIC et les autres marques portées sur les sacs ou autres contenants ;

d) le nom du navire ou du moyen de transport par lequel le café a été acheminé ou par lequel il est arrivé à son emplacement actuel;

c) la destination du café;

f) le nom et l'adresse de l'importateur (en indiquant si possible son numéro de telex et/ou de téléphone) ;

g) la confirmation écrite de la part du service de certification qui a délivré le certificat que celui-ci a été délivré conformément aux dispositions du présent règlement ;

h) dans le cas d'un certificat d'origine sur formule O ou d'un certificat de transit faisant défaut, la confirmation écrite de la banque chargée de la transaction, aux termes de laquelle le certificat a été validé par l'apposition de timbres d'exportation ou de timbres de transit selon le cas, conformément aux dispositions du présent règlement ;

i) Lorsque le café est détenu dans un entrepôt, une déclaration écrite du gérant de l'entrepôt décrivant le café et confirmant la période d'emmagasinage;

j) un exposé écrit relatif à la perte du certificat et aux mesures prises pour le recouvrer.

3. Le service de certification transmet au directeur exécutif les renseignements pertinents. À partir des informations ainsi obtenues, le directeur exécutif peut décider de demander aux autorités compétentes du pays dans lequel le café doit être importé d'autoriser, à titre exceptionnel, l'entrée du café sans présentation du certificat manquant qui sera en même temps déclaré non valide.

4. Le directeur exécutif informe les membres de tous les certificats déclarés non valides conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente règle.

5. Si un certificat déclaré non valide en vertu des dispositions du paragraphe 3 de la présente règle est retrouvé, le nouveau détenteur le remet immédiatement à un service de certification qui le transmet au directeur exécutif avec une lettre explicative.

6. Le directeur exécutif effectue des certifications périodiques pour s'assurer que les certificats qui ont été déclarés égarés et au sujet desquels les procédures ci-dessus ont été appliquées n'ont pas été par la suite utilisés pour couvrir l'importation d'autres quantités de café.

Règle 15

TIMBRES POUR L'EXPORTATION DE CAFÉ

Délivrance des timbres

1. Sous réserve du versement de tout droit qui peut être imposé aux termes des articles 47, 50 et 55 de l'accord international de 1976 sur le café, des timbres d'exportation sont fournis à chaque membre exportateur (et aux États-Unis d'Amérique à l'usage d'Hawaï) à intervalles trimestriels, de telle sorte qu'ils soient à la disposition des services intéressés au moins quinze jours avant le début de chaque trimestre.

2. Après avoir consulté le membre intéréssé, le directeur exécutif désigne dans chaque pays membre producteur ou groupe membre une banque ou une institution financière (ci-après dénommée « l'agent ») indépendante du service de certification et de l'autorité compétente en matière de café, pour remplir les fonctions d'agent de l'Organisation internationale du café en ce qui concerne les timbres d'exportation attribués au membre en question. L'agent doit être acceptable à la fois par le directeur exécutif et par le membre intéressé. Le directeur exécutif peut en tout temps, par une décision motivée, déclarer qu'un agent n'est plus acceptable et peut désigner un autre agent

3. Au moins quinze jours avant le début de chaque semestre, le directeur exécutif dépose auprès de l'agent une quantité de timbres d'exportation correspondant aux quantités totales de café que le membre aura le droit d'exporter sous contingent pendant le semestre suivant, plus une réserve supplémentaire à déterminer par le directeur exécutif et destinée à parer aux augmentations éventuelles des quantités à exporter sous contingent et à faire face à d'autres imprévus. Tous les coûts afférents à la prestation de ce service par l'agent sont à la charge du membre intéressé.

4. L'agent ne fournit des timbres d'exportations au service de certification du pays membre producteur que sur les instructions du directeur exécutif qui stipule la quantité totale de timbres d'exportation qui sera fournie pour chaque trimestre.

5. Si aucun agent n'a été désigné aux termes du paragraphe 2 de la présente règle, le directeur exécutif délivre à intervalles trimestriels des timbres d'exportation correspondant au total des quantités que le membre intéressé a le droit d'exporter sous contingent chaque trimestre. Ces envois trimestriels de timbres d'exportation sont adressés au service de certification du pays membre intéressé ou à toute autre autorité compétente que ce dernier pourrait désigner à cette fin.

6. Les timbres d'exportation ne sont pas transférables et sont porteurs du numéro de code du pays ou du groupe membre (OAMCAF) (voir annexe 6) ainsi que

d'un numéro de code indiquant l'année caféière pendant laquelle ils doivent être utilisés pour être valides.

7. Les timbres d'exportation ont des valeurs faciales de 25, 100, 150, 500, 1 000, 3 000, 10 000, 30 000, 100 000 et 300 000 kilogrammes. Chaque valeur faciale a une couleur différente. Le directeur exécutif pourra ajouter les valeurs faciales que l'expérience ferait apparaître nécessaires et supprimer les dénominations qui n'auraient plus d'utilité.

8. Chaque membre producteur notifie au directeur exécutif, au moins quatre-vingt-dix jours avant le début de l'année caféière, tout changement éventuel dans le pourcentage de chaque valeur faciale dont il aura besoin pour exporter les quantités totales autorisées pendant l'année caféière suivante. En l'absence de cette notification, le directeur exécutif utilise, lors de l'envoi des timbres d'exportation pour l'année caféière suivante, les pourcentages appliqués pendant l'année précédente.

9. Les membres peuvent, en adressant une demande à l'agent ou au directeur exécutif, recevoir des timbres d'exportation de valeur faciale plus faible ou plus élevée en échange de timbres d'une valeur totale équivalente rendus au cours d'une année caféière, à condition que les timbres rendus portent le même numéro de code du pays que ceux par lesquels ils sont destinés à être remplacés.

Ajustement des quantités à exporter sous contingent

10. Si un ajustement entraînant une augmentation des quantités à exporter sous contingent a lieu au cours d'un trimestre, le directeur exécutif autorise immédiatement l'agent à libérer une quantité supplémentaire de timbres d'exportation correspondant au volume de cette augmentation. Si aucun agent n'a été désigné, la quantité appropriée est envoyée immédiatement à l'autorité compétente mentionnée au paragraphe 5 de la présente règle.

11. Si un ajustement entraînant une réduction des quantités à exporter sous contingent a lieu au cours d'un trimestre pour lequel les timbres d'exportation ont déjà été fournis, les membres exportateurs intéressés remettent chacun à l'agent, lorsque celui-ci a été désigné, ou au directeur exécutif, dans le cas contraire, la quantité de timbres d'exportation correspondant au montant dont les quantités à exporter sous contingent ont été réduites. Au cas où la remise de la quantité totale des timbres n'est pas possible en raison de l'existence de contrats *bona fide* en cours d'exécution pendant le trimestre en question, le membre intéressé en informe le directeur exécutif qui prend les dispositions nécessaires pour retenir la quantité correspondante sur les timbres qui seront délivrés pour le trimestre suivant.

Paiement des droits

12. Aussitôt que des timbres d'exportation sont remis à un membre, le directeur exécutif notifie à celui-ci le montant des droits à acquitter sur ces timbres.

13. Le membre intéressé verse au directeur exécutif le montant total de ces droits, en dollars des États-Unis, après avoir reçu la notification du directeur exécutif relative au montant à acquitter.

14. Si un membre n'a pas réglé intégralement le montant dû, le directeur exécutif retient, sur les timbres qui doivent lui être remis la fois suivante, la quantité correspondant au montant des droits en arriéré.

Retenue de timbres par le directeur exécutif

15. Lorsqu'il prend des dispositions en vue de fournir les timbres d'exportation pour un trimestre quelconque, le directeur exécutif non seulement tient compte de tout ajustement qui peut éventuellement avoir été apporté aux quantités à exporter sous contingent par chaque membre mais fait encore les réductions appropriées concernant :

a) tout affranchissement insuffisant de certificats d'origine pour lequel les timbres appropriés n'auraient pas été recouvrés ;

b) toute sanction ou réduction appliquée conformément aux dispositions de l'article 42 de l'accord international de 1976 sur le café ;

c) tout arriéré de droits qui pourrait rester à acquitter sur les timbres d'exportation précédemment fournis à un pays membre.

16. Le directeur exécutif peut retenir dix pour cent des timbres d'exportation à délivrer à un pays membre pour le trimestre suivant si ce membre ne remplit pas l'une quelconque des conditions suivantes :

a) transmettre :

   i) les premières copies des originaux des certificats d'origine sur formule O et les copies des connaissements correspondants dans les délais prescrits au paragraphe 6 de la règle 5,

   ii) les premières copies et les originaux des certificats d'origine sur formule X et les copies des connaissements correspondants dans les délais prescrits au paragraphe 4 de la règle 6 ;

b) informer le directeur exécutif, le quinze de chaque mois ou avant cette date, de la valeur totale, en kilogrammes, des timbres d'exportation utilisés pendant le mois précédent, conformément aux dispositions du paragraphe 19 de la présente règle ;

c) remplir les obligations contractées aux termes du paragraphe 2 de l'article 53 de l'accord international de 1976 sur le café.

17. Le directeur exécutif informe le comité exécutif de toute retenue de timbres effectuée en application des dispositions des paragraphes 14 et 16 de la présente règle. Les timbres ainsi retenus seront libérés aussitôt que le membre en question aura rempli toutes les conditions en attente et de toute manière au plus tard

trente jours avant la fin de l'année caféière. Si un membre n'a pas rempli l'une de ces conditions à la fin de l'année caféière, le directeur exécutif retient les timbres correspondants sur la première attribution trimestrielle de l'année suivante au pays membre intéressé.

Rapports et relevés de comptes par les membres producteurs

18. Chaque membre producteur qui reçoit une quantité de timbres d'exportation assume la responsabilité de veiller à la sécurité des timbres.

19. Chaque membre qui reçoit des timbres d'exportation fait connaître au directeur exécutif au plus tard le quinze de chaque mois la valeur totale, en kilogrammes, des timbres d'exportation utilisés au cours du mois précédent.

20. L'année caféière finie et au plus tard le 30 octobre, chaque membre producteur remet un rapport définitif, établi sous une forme à convenir, à l'agent lorsqu'il y en a un, ou au directeur exécutif dans le cas contraire, indiquant la valeur totale, en kilogrammes, des timbres d'exportation reçus et utilisés pendant l'année caféière précédente et remet en même temps que ce rapport le solde intégral des timbres d'exportation qui auraient pu rester inutilisés.

Relevés de compte des banques ou des institutions financières s'occupant des timbres d'exportation

21. Chaque agent qui a reçu des timbres d'exportation conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente règle, établit trimestriellement et annuellement le relevé de tous les timbres d'exportation reçus et délivrés selon les instructions du directeur exécutif et remet, avec le relevé de comptes annuel, tout solde éventuel de timbres inutilisés. Ces relevés de comptes sont envoyés au directeur exécutif au plus tard quarante-cinq jours après la fin du trimestre ou de l'année caféière auxquels il se rapportent.

22. Si les relevés de comptes définitifs ainsi que le solde des timbres inutilisés n'ont pas été reçus quarante-cinq jours après la fin de l'année caféière à laquelle ils se rapportent, le directeur exécutif demande à l'agent intéressé d'exposer les raisons de ce retard. Si, à l'expiration d'un délai de vingt et un jours à compter de la date de cette demande, l'agent n'a pas donné d'explications satisfaisantes, le directeur exécutif soumet la question au comité exécutif.

Rapports et relevés de comptes relatifs à la perception des droits

23. Dès la réception des rapports définitifs mentionnés aux paragraphes 20 et 21 de la présente règle, le directeur exécutif établit et soumet à chaque membre, sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de la présente règle, un état indiquant le montant total des droits acquittés et des droits en arriéré pendant l'année caféière précédente.

24. Si le montant total versé par un membre est supérieur au montant dû, le directeur exécutif rembourse la différence.

Utilisation des timbres d'exportation

25. Chaque certificat d'origine sur formule O délivré pour accompagner du café exporté vers un pays membre doit porter, solidement apposés (au verso) des timbres d'exportation dont la valeur faciale totale correspond au poids net du café vert, ou à l'équivalent en café vert du café porté sur le certificat, à cela près néanmoins que tout excédent au-dessus du dernier multiple complet de 25 kilogrammes n'a pas besoin d'être couvert, bien qu'un tel excédent (de 24 kilogrammes ou au-dessous) soit calculé comme faisant partie du contingent d'exportation (par exemple, un lot de 399 kilogrammes exige des timbres d'exportation de la valeur de 375 kilogrammes alors qu'un lot de 400 kilogrammes demande des timbres d'une valeur de 400 kilogrammes). En aucun cas, les timbres d'exportation ne seront apposés sur des feuilles de papier attachées aux certificats d'origine. Pour le reste, les certificats d'origine sur formule O sont complétés et délivrés conformément aux directives données à l'annexe 1 B et dans la règle 5.

26. Dans le cas d'un certificat d'origine sur formule O destiné à couvrir une expédition de café sous une autre forme que du café vert, le poids net équivalent en café vert est indiqué dans la case 15. Pour calculer l'équivalent en café vert, on applique les coefficients de conversion suivants :

— cerises de café séchées : multiplier le poids net des cerises de café séchées par 0,50,

— café en parche : multiplier le poids net du café er parche par 0,80,

— café torréfié : multiplier le poids net du café torréfie par 1,19,

— café liquide : multiplier le poids net des solides de café déshydratés contenus dans le café liquide pai 3,

— café soluble : multiplier le poids net uu café soluble par 3,

— café décaféiné : multiplier le poids net du café décaféiné vert, torréfié ou soluble par 1, 1,19 ou . respectivement.

27. Avant l'exportation d'un lot, les timbre d'exportation fixés sur chaque certificat d'origine su formule O sont oblitérés, soit par le service de certification, soit par les autorités douanières selon ce

qui est le plus pratique, de sorte que les timbres ne puissent être utilisés de nouveau mais qu'ils puissent être déchiffrés sans difficulté.

28. Les timbres d'exportation ne sont valides pour l'utilisation que pendant l'année caféière à laquelle ils se rapportent d'après le numéro de code de l'année imprimé sur eux (par exemple la première année caféière pendant laquelle les contingents sont en vigueur sera indiquée par le code 1). Aux fins du présent règlement, l'année d'expédition sera déterminée par la date du dernier cachet apposé par la douane du pays membre producteur sur le certificat d'origine ou la date d'émission du connaissement ou autre document équivalent, selon celle des deux dates qui sera la plus proche et à condition toutefois que cette dernière date ne soit pas postérieure au 5 octobre.

Remplacement des timbres d'exportation

29. Si un certificat d'origine sur formule O est abîmé ou annulé après que des timbres d'exportation ont été apposés sur lui, le service de certification intéressé peut obtenir le remplacement des timbres auprès de l'agent, moyennant présentation du certificat sur lequel les timbres ont été apposés. L'agent retire le certificat et le transmet au directeur exécutif aussi rapidement que possible. Ou bien, lorsqu'il n'y a pas d'agent, le service de certification peut obtenir le remplacement en transmettant directement le certificat au directeur exécutif. Les timbres endommagés peuvent être échangés de la même manière.

30. La perte de timbres d'exportation doit être signalée immédiatement au directeur exécutif qui, après avoir effectué les enquêtes qu'il considère nécessaires, peut autoriser leur remplacement.

31. Au cas où des timbres d'exportation seraient apposés par inadvertance sur un certificat d'origine sur formule O et dépasseraient largement le poids net du café vert, ou de l'équivalent en café vert du café porté sur le certificat, et si l'on ne s'apercevait de cette erreur que lorsqu'il ne serait plus possible de retenir ledit document, le membre producteur intéressé pourrait adresser une demande contenant tous les renseignements pertinents au directeur exécutif qui pourrait alors, après avoir effectué les enquêtes qu'il jugerait nécessaires, remplacer les timbres en excédent.

32. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de la présente règle, tout remboursement de droits acquittés en raison de la perte de timbres d'exportation aura lieu à la fin de l'année caféière lorsque l'état mentionné au paragraphe 23 sera établi.

Vérification et publication des comptes

33. Le plus tôt possible après la clôture de chaque année caféière, le directeur exécutif prépare un état des comptes des timbres d'exportation qui sera vérifié par un expert agréé. Les comptes et le rapport y relatif du vérificateur seront, soumis au comité exécutif aux fins d'approbation et de publication.

Règle 16

TIMBRES POUR LE CAFÉ EN TRANSIT

Délivrance de timbres

1. Des timbres pour le café en transit sont fournis à chaque membre importateur qui assume la responsabilité de veiller à leur sécurité.

2. Après avoir consulté le membre intéressé, le directeur exécutif désigne dans chaque pays membre importateur un agent chargé de recevoir les timbres de transit attribués à ce membre et d'administrer le système des timbres de transit au nom de l'Organisation internationale du café. Cet agent devra être acceptable par le directeur exécutif et par le pays membre intéressé. Le directeur exécutif peut à tout moment, par une décision motivée, déclarer qu'un agent n'est plus acceptable par lui et désigner un autre agent pour le remplacer.

3. Au moins vingt et un jours avant le début de chaque année caféière, le directeur exécutif dépose auprès de l'agent désigné pour administrer le système des timbres de transit une quantité de timbres de transit égale aux besoins estimatifs du membre intéressé pendant une année, plus une réserve supplémentaire à déterminer par le directeur exécutif et destinée à faire face aux imprévus.

4. L'agent peut avancer aux services des certification une quantité initiale de timbres de transit qui ne sera pas supérieure au quart des besoins estimatifs annuels mentionnés au paragraphe 3 de la présente règle.

5. Les timbres de transit ne sont pas transférables et sont porteurs d'un numéro de code du pays (voir annexe 6). Ils portent en outre en surimpression la lettre T. Les timbres de transit à utiliser en application des dispositions de la règle 8 du présent règlement porteront en surimpression les lettres NT.

6. Les timbres pour le café en transit ont des valeurs faciales de 5, 25, 100, 150, 500, 1 000, 3 000, 10 000 et 30 000 kilogrammes. Chaque valeur faciale a une couleur différente. Le directeur exécutif pourra ajouter les valeurs faciales que l'expérience ferait apparaître nécessaires et supprimer les dénominations qui n'auraient plus d'utilité.

Utilisation des timbres de transit

7. Chaque certificat de transit porte, solidement apposés (au verso), des timbres de transit dont la valeur

faciale totale correspond au poids net du café vert, ou à l'équivalent en café vert du café porté sur le certificat, à cela près toutefois que tout excédent au-dessus du dernier multiple complet de 5 kilogrammes n'a pas besoin d'être couvert, quoiqu'un tel excédent (de 4 kilogrammes ou au-dessous) soit imputé sur le compte des timbres de transit du détenteur du certificat. À tous autres égards, les certificats de transit sont remplis et délivrés conformément aux directives générales données à l'annexe 5 B et dans la règle 12.

8. Dans le cas d'un certificat de transit accompagnant une expédition de café sous une autre forme que du café vert, le poids net de l'équivalent en café vert est indiqué dans la case 15. Pour obtenir l'équivalent en café vert, on applique les facteurs de conversion indiqués au paragraphe 26 de la règle 15.

9. Les timbres de transit apposés sur un certificat de transit sont oblitérés par le service de certification de telle manière que les timbres ne puissent pas être utilisés de nouveau, mais qu'il soit possible de les déchiffrer sans difficulté.

Remplacement des timbres de transit

10. Les agents chargés de l'administration du système des timbres de transit peuvent demander au directeur exécutif, à des intervalles à déterminer, le remplacement des timbres. Le directeur exécutif n'autorise le remplacement des timbres que sur réception de certificats valides sur formule O, R, RS ou T, recueillis et portés au crédit des comptes des timbres de transit.

Procédures à appliquer en matière de comptabilité par les agents chargés d'administrer le système des timbres de transit

11. Chaque agent qui a reçu des timbres de transit, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente règle, rend compte trimestriellement et annuellement de tous les timbres de transit reçus et distribués avec l'autorisation du directeur exécutif. Ces relevés comptables, qui seront établis sous une forme à convenir, sont transmis au directeur exécutif au plus tard trente jours après la fin du trimestre ou de l'année caféière auxquels ils se rapportent.

12. Sous réserve des arrangements dont sont convenus chacun des agents et le directeur exécutif, une vérification annuelle des comptes a lieu et le rapport du vérificateur est soumis au directeur exécutif.

Remplacement des timbres

13. Sur la demande d'un service de certification, un agent qui a reçu des timbres de transit conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente règle peut:

a) échanger les timbres de transit contre des timbres de valeur faciale plus faible ou plus élevée ayant la même valeur totale, à condition que les timbres rendus portent le même numéro de code du pays que ceux par lesquels ils doivent être remplacés;

b) remplacer la valeur intégrale des timbres apposés sur des certificats de transit endommagés ou des certificats qui, pour d'autres raisons, auraient été restitués avant d'avoir été utilisés. Ces certificats seront transmis au directeur exécutif et il sera tenu compte des timbres dont ils étaient porteurs dans les relevés comptables trimestriels et annuels mentionnés au paragraphe 11 de la présente règle.

Vérification et publication des comptes

14. Les plus tôt possible après la clôture de chaque année caféière, le directeur exécutif prépare un état des comptes des timbres de transit qui sera vérifié par un expert agréé. Les comptes et le rapport y relatif du vérificateur seront soumis au comité exécutif aux fins d'approbation et publication.

Règle 17

ENTRÉE EN VIGUEUR ET SUSPENSION

En l'absence de toute autre disposition et à moins que le conseil international du café, par une résolution, n'en décide autrement, le présent règlement entre en vigueur à la date à laquelle les contingents sont introduits et cesse d'être appliqué à la date où ils sont suspendus.

Règle 18

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1. Pour tout le café importé à la date à laquelle le présent règlement entre en vigueur ou après cette date, la responsabilité incombe à l'importateur de prouver à la satisfaction du service douanier du pays importateur la date à laquelle le café a été exporté, et de lui remettre la documentation appropriée.

Café exporté à la date d'entrée en vigueur du présent règlement ou après cette date

2. Pour les importations, en provenance de membres producteurs, de café qui a été exporté à la date d'entrée en vigueur du présent règlement ou après cette date, le service douanier exige qu'un certificat valide sur formule O, R, RS ou T lui soit remis.

3. Les importations de café en provenance de pays non membres sont soumises aux dispositions de la règle 8 du présent règlement.

Café exporté avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement

4. Pour les importations de café au sujet desquelles les services douaniers ont l'assurance que le café a été exporté avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement, les procédures suivantes sont appliquées :

a) *café importé jusqu'à trente jours après la date d'entrée en vigueur du présent règlement :*

Les services douaniers exigent la remise de l'original du certificat d'origine sur formule O délivré conformément aux dispositions de la règle 9 du règlement reproduit dans le document EB-1443/76 rév. 3 et ses additifs (1) ou, si un certificat n'est pas disponible, exigent la remise d'une fiche d'importation sur formule I, remplie conformément aux dispositions de la même règle;

b) *café importé entre trente et soixante jours après la date d'entrée en vigueur du présent règlement :*

Les services douaniers exigent la remise de l'original du certificat d'origine délivré conformément aux dispositions pertinentes du règlement susmentionné ou, si un certificat n'est pas disponible ou à moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement, d'un certificat de transit délivré en remplacement du certificat susmentionné conformément aux dispositions des paragraphes 5 et 6 du présent règlement ;

c) *café importé plus de soixante jours après la date d'entrée en vigueur du présent règlement :*

À moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement, soixante jours au plus tard après la date d'entrée en vigueur du présent règlement, les négociants ayant droit au café qui n'a pas encore été importé demandent à un service de certification de délivrer un certificat de transit destiné à couvrir l'importation du café.

5. La procédure à suivre pour la délivrance des certificats de transit dans les circonstances exposées sous b) et c) du paragraphe 4 de la présente règle est indiquée ci-après. Le négociant ayant droit au café fournit au service de certification les renseignements suivants concernant chaque lot de café :

(1) Règlement de l'Organisation internationale du café concernant l'application d'un système de certificats d'origine lorsque les contingents ne sont pas en vigueur.

a) le numéro de référence et la date de délivrance du certificat d'origine approprié (s'ils sont connus) (2) ;

b) la forme sous laquelle se trouve le café ainsi que le poids net du café ;

c) la marque d'identification de l'OIC et les autres marques portées sur les sacs ou autres contenants (3) ;

d) le nom du navire ou de tout autre moyen de transport sur lequel le café est acheminé ou sur lequel il est arrivé à son emplacement actuel (s'il est connu) ;

e) dans le cas du café se trouvant dans un entrepôt, une déclaration écrite du gérant de l'entrepôt permettant d'identifier le café et confirmant la période d'entreposage.

6. Le service de certification transmet au directeur exécutif les renseignements pertinents. D'après les informations ainsi transmises et sous réserve des recherches supplémentaires qu'il pourrait souhaiter effectuer, le directeur exécutif peut autoriser les services de certification à inscrire la quantité de café en question au crédit d'un compte de timbres de transit.

Règle 19

MISE EN ŒUVRE

Il incombe au directeur exécutif de prendre les dispositions qu'il estime nécessaires pour assurer la mise en œuvre efficace des mesures de contrôle prévues dans l'accord et dans le présent règlement comprenant notamment la diffusion, de temps à autre, des directives administratives qui lui paraîtront utiles.

Règle 20

AMENDEMENTS

Le comité exécutif passe constamment en revue les dispositions du présent règlement et peut y apporter les amendements qu'il considère souhaitables.

(2) Non applicable dans le cas du café en provenance de pays non membres ou du café réexporté d'un pays membre importateur à destination d'un autre membre importateur.

(3) Non applicable dans le cas du café en provenance de pays non membres ou du café transformé par un membre importateur et importé en provenance d'un autre membre importateur.

ANNEXE 1

CERTIFICAT D'ORIGINE SUR FORMULE O

CERTIFICATE OF ORIGIN FORM (
FOR EXPORTS TO MEMBERS



Form approved by the: INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Valid for importation or replacement until .... / .... / ....

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Producing country			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			
10. Shipping marks a. ICO identification mark ___/____/____ b. Other marks	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	13. Net weight of shipment .... 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other relevant information			

It is hereby certified that the coffee described above was grown in the abovementioned producing country

16. Customs stamp of issuing country:	17. Stamp of Certifying Agency:
.... Date .... Signature of authorized Customs Officer	.... Date of issue .... Signature of authorized Certifying Officer

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS
Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: .... Observations: .... Quantity (if different from boxes 11 or 13):	Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: ....
Place .... Date	Place .... Date ....
Customs stamp of collecting country .... Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Stamp of Certifying Agency .... Signature of authorized Certifying Officer

ANNEXE 1 A

MESURES À OBSERVER DANS LA DISPOSITION DU CERTIFICAT D'ORIGINE SUR FORMULE O

CERTIFICATE OF ORIGIN FORM (
FOR EXPORTS TO MEMBERS

Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

52,5 mm

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

210 mm

...... / ...... / ......

2. Reference No	Country Code	Port Code 8,5 mm	Serial No.
3. Producing country 8,5 mm			
4. Country of destination 8 mm			
5. Name of ship/other carrier 46 mm	6. Port of loading/intermediate ports 45,5 mm	7. Date of shipment 25,5 mm 46 mm	8. Leave blank 45,5 mm
9. Port or point of destination 8,5 mm			

20 mm

10. Shipping marks a. ICO identification mark ___ / _____ / ____ b. Other marks	11. Number of bags or other containers ...... 103 mm	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) 34 mm ☐ Roasted ☐ Soluble 34,5 mm ☐ Other	13. Net weight of shipment ...... 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other relevant information 8,5 mm			

297 mm

It is hereby certified that the coffee described above was grown in the abovementioned producing country

16. Customs stamp of issuing country: .... Date Signature of authorized Customs Officer	17. Stamp of Certifying Agency: 51 mm .... Date of issue Signature of authorized Certifying Officer

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

8,5 mm

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: ...... Observations: ...... Quantity (if different from boxes 11 or 13):	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: ....
Place ...... Date	Place ...... Date ...... 83,5 mm
Customs stamp of collecting country ...... Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Stamp of Certifying Agency ...... Signature of authorized Certifying Officer

ANNEXE 1B

CERTIFICAT D'ORIGINE COUVRANT LES EXPORTATIONS VERS LES PAYS MEMBRES

Directives générales sur la manière de remplir le certificat d'origine sur formule O

PARTIE A

À remplir par le service de certification et le service douanier du pays membre qui délivre le certificat

1. Indiquer la date à laquelle expire la période de validité du certificat (neuf mois à compter de la fin du trimestre au cours duquel le certificat a été délivré).

2. Le numéro de référence comprend le numéro de code du membre qui délivre le certificat (voir annexe 6 au présent règlement) et le numéro de code du port ou du lieu d'exportation à l'intérieur (le membre en question doit fournir deux chiffres). Ce préfixe qui pourra comprendre jusqu'à cinq chiffres sera suivi du numéro d'ordre du certificat (chaque service de certification s'assurera que la numérotation de chaque certificat d'origine sur formule O qu'il délivre commence à 1 le 1er octobre de chaque année et se poursuit consécutivement jusqu'au 30 septembre de l'année suivante).

3. Indiquer le nom du pays dans lequel le café a été produit.

4. Indiquer le nom du pays de destination.

5. Indiquer le nom du navire à bord duquel le café sera transporté. Si le café ne doit pas être acheminé par navire, donner les renseignements appropriés concernant le moyen de transport utilisé : camion, chaland, chemin de fer, par exemple.

6. Indiquer le nom du port ou autre lieu où le café doit être embarqué et le nom de tout port ou point de transit où le café sera débarqué avant d'être acheminé de nouveau vers la destination portée sur le certificat. Si le café est acheminé directement vers sa destination, inscrire le mot « direct ».

7 Indiquer la date à laquelle le café doit être expédié.

8. Laisser en blanc (à remplir par l'Organisation internationale du café).

9. Indiquer le nom du port ou autre lieu de destination vers lequel le café est acheminé.

10. Les sacs ou contenants de chaque lot de café accompagné d'un seul certificat d'origine sont porteurs d'une seule marque d'identification de l'Organisation internationale du café, imprimée à l'intérieur d'un cadre ou estampée sur une languette de métal attachée aux sacs ou autres contenants. Inscrire la marque d'identification de l'OIC et toutes les marques d'expédition supplémentaires ou autres signes d'identification dans les espaces indiqués.

Note

Si le membre a opté pour un certificat d'origine dans lequel la case 10 a été modifiée pour qu'on puisse y porter plus d'une marque d'identification de l'OIC, conformément au paragraphe 3 de la règle 2 du présent règlement, et qu'il n'y ait pas la place nécessaire pour y inscrire les marques d'expédition supplémentaires, celles-ci doivent dans la mesure du possible apparaître en entier dans la case 15.

11. Indiquer le nombre de sacs ou autres contenants.

12. Insérer un X dans la case appropriée. S'il s'agit de café sous une autre forme que du café vert, torréfié ou soluble, péciser la forme revêtue par le café dans l'espace prévu sous le point 15 (voir les définitions données à l'article 3 de l'accord international de 1976 sur le café). Si une exportation de café comprend du café sous diverses formes, il est nécessaire d'établir des certificats distincts pour chacune des formes de café comprises dans l'expédition.

13. Inscrire le poids net, arrondi à l'unité la plus proche (une livre égale 0,4536 kilogramme).

14. Préciser l'unité de poids en insérant un X dans la case appropriée.

15. Formuler toute observation supplémentaire qui pourrait être utile au sujet du lot de café dont la description est donnée dans le certificat.

16. Le service douanier du port ou autre lieu d'où le café est exporté appose son cachet afin de confirmer que l'exportation va avoir lieu. Le fonctionnaire autorisé à apposer le cachet signe et date le certificat dans les espaces prévus à cette fin.

17. Le fonctionnaire du service de certification appose sur le certificat le cachet du service de certification, signe et date le certificat dans les espaces indiqués.

IMPORTANT

La première copie de chaque certificat d'origine sur formule O est transmise à l'Organisation internationale du café ainsi qu'une copie du connaissement correspondant ou un document équivalent dans un délai de vingt et un jours à compter de la date d'expédition.

L'original de chaque certificat d'origine sur formule O est validé par des timbres d'exportation apposés au verso, conformément aux dispositions de la règle 15 du présent règlement.

PARTIE B

À remplir par le service de certification ou le service douanier qui retire le certificat

18. a) Si le café couvert par le certificat est importé, le service douanier du pays d'importation :

i) retire le certificat,

ii) y inscrit le numéro d'enregistrement en douane ainsi que les observations pertinentes (concernant notamment les renseignements transmis conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la règle 7 du présent règlement),

iii) indique le lieu et la date de l'importation,

iv) appose le cachet de la douane pour confirmer que le café a été importé.

b) À moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la règle 10 du présent règlement, si le café couvert par le certificat est placé sous contrôle douanier, le service douanier sous la garde duquel il se trouve :

i) retire le certificat,

ii) y porte les observations pertinentes, et notamment les renseignements transmis conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la règle 10 du présent règlement,

iii) indique l'emplacement du café et la date à laquelle il a été placé sous son contrôle,

iv) appose son cachet sur le certificat pour confirmer que le café a été placé sous son contrôle.

19. Si le certificat est présenté pour être porté au crédit d'un compte de timbres de transit, le fonctionnaire du service de certification qui recueille le certificat y inscrit le lieu et la date de la collecte et y appose le cachet du service et sa signature.

IMPORTANT

Chaque certificat d'origine valide sur formule O retiré par un service douanier ou un service de certification est transmis à l'Organisation internationale du café dans les trente jour qui suivent la clôture du mois au cours duquel il a été recueilli.

ANNEXE 2

CERTIFICAT D'ORIGINE SUR FORMULE X

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

CERTIFICATE OF ORIGIN FORM X
FOR EXPORTS TO NON-MEMBERS

Form approved by the

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Name and address of exporter

2. Name and address of importer

3. Reference No

Country Code	Port Code	Serial No.

4. Producing country

5. Country of destination

6. Name of ship/other carrier	7. Port of loading/intermediate ports	8. Date of shipment	9. Leave blank

10. Port or point of destination

11. Shipping marks

a. ICO Identification mark

– – – / – – – / – – –

b. Other marks

12. Number of bags or other containers

13. Description of coffee

☐ Green (Crude)
☐ Roasted
☐ Soluble
☐ Other

14. Net weight of shipment

15. Unit of weight ☐ kg ☐ lb

16. Other relevant information

It is hereby certified that the coffee described above was grown in the abovementioned country

17. Customs stamp of issuing country

Date .... Signature of authorized Customs Officer ....

18. Stamp of Certifying Agency

Date of issue .... Signature of authorized Certifying Officer ....

PART B: FOR USE BY SURVEYING AGENT

19. CERTIFICATION BY SURVEYING AGENT IN THE CASE OF TRANSHIPMENT

First port of transhipment	Transhipment date	Second port of transhipment	Transhipment date
Destination	Name of ship or other carrier	Destination	Name of ship or other carrier
Date .... Signature of surveying agent		Date .... Signature of surveying agent	

20. CERTIFICATION OF IMPORTATION BY SURVEYING AGENT

Country of import	Place of entry	
	Date of entry	Date .... Signature of surveying agent

Observations

ANNEXE 2 A

MESURES À OBSERVER DANS LA DISPOSITION DU CERTIFICAT D'ORIGINE SUR FORMULE X

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY 10 mm 210 mm

CERTIFICATE OF ORIGIN FORM X
FOR EXPORTS TO NON-MEMBERS

Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Name and address of exporter (25,5 mm)

2. Name and address of importer (25,5 mm; 91,5 mm)

3. Reference No

Country Code	Port Code	Serial No

4. Producing country (8 mm)

5. Country of destination (8,5 mm)

6. Name of ship/other carrier	7. Port of loading/intermediate ports	8. Date of shipment	9. Leave blank
46 mm	45,5 mm	46 mm	45,5 mm

25,5 mm — 20 mm — 7 mm

10. Port or point of destination (8,5 mm)

11. Shipping marks

a. ICO Identification mark

– – – / – – – / – – –

b. Other marks

12. Number of bags or other containers (34 mm; 103 mm)

13. Description of coffee (34,5 mm)

- Green (Crude)
- Roasted
- Soluble
- Other

14. Net weight of shipment

15. Unit of weight: kg / lb

16. Other relevant information (8,5 mm)

297 mm

It is hereby certified that the coffee described above was grown in the abovementioned country

17. Customs stamp of issuing country (51 mm)

Date .... Signature of authorized Customs Officer ....

18. Stamp of Certifying Agency

Date of issue .... Signature of authorized Certifying Officer ....

PART B: FOR USE BY SURVEYING AGENT (8,5 mm)

19. CERTIFICATION BY SURVEYING AGENT IN THE CASE OF TRANSHIPMENT (8,5 mm)

First port of transhipment	Transhipment date	Second port of transhipment	Transhipment date
Destination	Name of ship or other carrier	Destination	Name of ship or other carrier

Date .... Signature of surveying agent ....

Date .... Signature of surveying agent ....

20. CERTIFICATION OF IMPORTATION BY SURVEYING AGENT (83,5 mm)

Country of import	Place of entry
	Date of entry

Date .... Signature of surveying agent ....

Observations

ANNEXE 2 B

CERTIFICAT D'ORIGINE COUVRANT LES EXPORTATIONS VERS LES PAYS NON MEMBRES

Directives générales sur la manière de remplir le certificat d'origine sur formule X

PARTIE A

À remplir par le service de certification et le service douanier du pays membre qui délivre le certificat

1. Indiquer le nom et l'adresse de l'exportateur.

2. Indiquer le nom et l'adresse de l'importateur ou, à défaut, le nom et l'adresse de l'acheteur.

3. Le numéro de référence comprend le numéro de code du pays membre qui délivre le certificat (voir annexe 6 du présent règlement) et le numéro de code du port ou du lieu d'exportation à l'intérieur (le membre en question doit fournir deux chiffres). Ce préfixe, qui pourra comprendre jusqu'à cinq chiffres, sera suivi du numéro d'ordre du certificat (chaque service de certification s'assurera que la numérotation des certificats d'origine sur formule X qu'il délivre commence à 1 le 1er octobre de chaque année et se poursuit consécutivement jusqu'au 30 septembre de l'année suivante).

4. Indiquer le nom du pays dans lequel le café a été produit.

5. Indiquer le nom du pays de destination.

6. Indiquer le nom du navire à bord duquel le café sera transporté. Si le café ne doit pas être acheminé par navire, donner les renseignements appropriés concernant le moyen de transport utilisé : camion, chaland, chemin de fer, par exemple.

7. Indiquer le nom du port ou autre lieu où le café doit être embarqué et le nom de tout port ou point de transit où le café sera débarqué avant d'être acheminé de nouveau vers la destination portée sur le certificat. Si le café est acheminé directement vers sa destination, inscrire le mot « direct ».

8. Indiquer la date à laquelle le café doit être expédié.

9. Laisser en blanc (à remplir par l'Organisation internationale du café).

10. Indiquer le nom du port ou autre lieu de destination vers lequel le café est acheminé.

11. Les sacs ou contenants de chaque lot de café accompagné d'un seul certificat d'origine sont porteurs d'une seule marque d'identification de l'Organisation internationale du café, imprimée à l'intérieur d'un cadre ou estampée sur une languette de métal attachée aux sacs ou autres contenants. Inscrire la marque d'identification de l'OIC et toutes les marques d'expédition supplémentaires ou autres signes d'identification dans les espaces indiqués.

Note :

Si le membre a opté pour un certificat d'origine dans lequel la case 11 a été modifiée pour qu'on puisse y porter plus d'une marque d'identification de l'OIC, conformément au paragraphe 3 de la règle 2 du présent règlement, et qu'il n'y ait pas la place nécessaire pour y inscrire les marques d'expédition supplémentaires, celles-ci doivent, dans la mesure du possible, apparaître en entier dans la case 16.

12. Indiquer le nombre de sacs ou autres contenants.

13. Insérer un X dans la case appropriée. Si le caf à exporter se trouve sous une autre forme que du café vert, torréfié ou soluble, préciser la forme revêtue par le café dans la case 16 (voir les définitions données à l'article 3 de l'accord international de 1976 sur le café). Si une exportation de café comprend du café sous diverses formes, il est nécessaire d'établir des certificats distincts pour chacune des formes de café comprises dans l'expédition.

14. Inscrire le poids net, arrondi à l'unité la plus proche (une livre égale 0,4536 kilogramme).

15. Préciser l'unité de poids en insérant un X dans la case appropriée.

16. Formuler toute observation supplémentaire qui pourrait être utile au sujet du lot de café dont la description est donnée dans le certificat.

17. Le service douanier du port ou autre lieu d'où le café est exporté appose son cachet sur le certificat pour confirmer que l'exportation va avoir lieu. Le fonctionnaire de la

douane autorisé à apposer le cachet signe et date le certificat dans les espaces indiqués.

18. Le fonctionnaire du service de certification appose sur le certificat le cachet du service de certification, signe et date le certificat dans les espaces indiqués.

IMPORTANT

L'original et la première copie de chaque certificat d'origine sur formule X sont transmis à l'Organisation internationale du café ainsi qu'une copie du connaissement correspondant ou un document équivalent, dans un délai de vingt et un jours à compter de la date d'expédition.

PARTIE B

À remplir si les mesures concernant la vérification des exportations à destination des pays non membres sont introduites

ANNEXE 3

CERTIFICAT DE RÉEXPORTATION SUR FORMULE R

CERTIFICATE OF RE-EXPORT FORM R



Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Valid for importation or replacement until

........../........../..........

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Country of re-export			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			
10. ICO Identification mark ---/----/---- ---/----/---- ---/----/---- ---/----/---- ---/----/----	11. Number of bags or other containers .... Total	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	13. Net weight of shipment .... 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other marks and other relevant information			

It is hereby certified that the coffee described above is being re-exported from the country issuing this Certificate

16. Customs stamp of issuing country: .... Date Signature of authorized Customs Officer	17. Stamp of Certifying Agency: .... Date of issue Signature of authorized Certifying Officer

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: .... Observations: .... Quantity (if different from boxes 11 or 13):	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: ....
Place .... Date	Place .... Date ....
Customs stamp of collecting country .... Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Stamp of Certifying Agency .... Signature of authorized Certifying Officer

ANNEXE 3 A

MESURES À OBSERVER DANS LA DISPOSITION DU CERTIFICAT DE RÉEXPORTATION SUR FORMULE R

CERTIFICATE OF RE-EXPORT FORM R



Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

52,5 mm

1. Valid for importation or replacement until .... / .... / ....

210 mm

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Country of re-export			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			

8,5 mm — 8,5 mm — 8 mm — 25,5 mm

20 mm — 46 mm — 45,5 mm — 46 mm — 45,5 mm — 7 mm

8,5 mm

10. ICO Identification mark	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee	13. Net weight of shipment
---/----/----		☐ Green (Crude)	
---/----/----	.... Total	☐ Roasted	
---/----/----		☐ Soluble	14. Unit of weight ☐ kg
---/----/----		☐ Other	☐ lb
---/----/----			

34 mm — 103 mm — 34,5 mm

15. Other marks and other relevant information

17 mm

It is hereby certified that the coffee described above is being re-exported from the country issuing this Certificate

16. Customs stamp of issuing country:	17. Stamp of Certifying Agency:
Date .... Signature of authorized Customs Officer	Date of issue .... Signature of authorized Certifying Officer ....

42,5 mm

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

8,5 mm

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: .... Observations: .... Quantity (if different from boxes 11 or 13):	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: ....
Place .... Date	Place .... Date ....
Customs stamp of collecting country .... Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Stamp of Certifying Agency .... Signature of authorized Certifying Officer

83,5 mm

297 mm

ANNEXE 3 B

CERTIFICAT DE RÉEXPORTATION

Directives générales sur la manière de remplir le certificat de réexportation sur formule R

PARTIE A

À remplir par le service de certification et le service douanier du pays membre qui délivre le certificat

1. Indiquer la date à laquelle expire la période de validité du certificat (neuf mois à compter de la fin du trimestre pendant lequel le certificat a été délivré).

2. Le numéro de référence comprend le numéro de code du pays membre qui délivre le certificat (voir annexe 6 du présent règlement) et le numéro de code du port ou lieu de réexportation à l'intérieur (le membre en question doit fournir deux chiffres). Ce préfixe qui pourra comprendre jusqu'à cinq chiffres sera suivi du numéro d'ordre du certificat (chaque service de certification s'assurera que la numérotation des certificats de réexportation qu'il délivre commence à 1 le 1er octobre de chaque année et se poursuit consécutivement jusqu'au 30 septembre de l'année suivante).

3. Indiquer le nom du pays d'où doit être réexporté le café.

4. Indiquer le nom du pays de destination.

5. Indiquer le nom du navire à bord duquel le café sera transporté. Si le café ne doit pas être acheminé par navire, donner les renseignements appropriés concernant le moyen de transport utilisé : camion, chaland, chemin de fer, par exemple.

6. Indiquer le nom du port ou autre lieu où le café doit être embarqué et le nom du port ou point de transit où le café sera débarqué avant de repartir vers la destination portée sur le certificat. Si le café est acheminé directement vers sa destination, inscrire le mot « direct ».

7. Indiquer la date à laquelle le café doit être expédié.

8. Laisser en blanc (à remplir par l'Organisation internationale du café).

9. Indiquer le nom du port ou autre lieu où le café doit arriver à destination.

10. Indiquer les marques d'identification de l'OIC portées sur les sacs ou autres contenants.

11. À côté de chaque marque d'identification de l'OIC portée dans la case 10, indiquer le nombre de sacs ou autres contenants portant cette marque. Indiquer également le nombre total de sacs ou autres contenants.

12. Insérer un X dans la case appropriée. S'il s'agit de café sous une autre forme que du café vert, torréfié ou soluble, préciser la forme de tout autre café dans le case 15 (voir les définitions données à l'article 3 de l'accord international de 1976 sur le café). Si un lot de café réexporté comprend du café sous plus d'une forme, des certificats distincts sont exigés pour chacune des formes de café constituant ce lot.

13. Inscrire le poids net, arrondi à l'unité de poids la plus proche (une livre égale 0,4536 kilogramme).

14. Préciser l'unité de poids en insérant un X dans la case appropriée.

15. Cet espace peut être utilisé pour ajouter d'autres signes d'identification du café à réexporter, les marques d'expédition par exemple, ou pour faire des observations ayant trait aux renseignements portés sur le certificat. Indiquer si possible le(s) type(s) et le(s) numéro(s) de référence du ou des certificats sous le couvert desquels le café décrit dans le certificat de réexportation a été initialement importé.

16. Le service douanier du port ou autre lieu d'où le café est réexporté appose son cachet sur le certificat afin de confirmer que la réexportation va avoir lieu. Le fonctionnaire de la douane autorisé apposant le cachet signe et date le certificat dans les espaces indiqués.

17. Le fonctionnaire du service de certification appose le cachet du service de certification, signe et date le certificat dans les espaces indiqués.

IMPORTANT

La première copie de chaque certificat de réexportation est transmise à l'Organisation internationale du café dans un délai de trente jours à compter de la date d'expédition.

PARTIE B

À remplir par le service de certification ou le service douanier qui retire le certificat

18. a) Si le café accompagné par le certificat est importé, le service douanier du pays d'importation :

i) retire le certificat,

ii) y inscrit le numéro d'enregistrement en douane ainsi que les observations pertinentes (concernant notamment les renseignements transmis conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la règle 7 du présent règlement),

iii) indique la date et le lieu de l'importation,

iv) appose son cachet sur le certificat pour confirmer que le café a été importé.

b) À moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement en vertu des dispositions du paragraphe 1 de la règle 10 du présent règlement, si le café couvert par le certificat est placé sous contrôle douanier, le service douanier sous la garde duquel il se trouve :

i) retire le certificat,

ii) y porte les observations pertinentes et notamment les renseignements transmis conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la règle 10 du présent règlement,

iii) indique l'emplacement du café et la date à laquelle il a été placé sous son contrôle,

iv) appose son cachet sur le certificat pour confirmer que le café a été placé sous son contrôle.

19. Si le certificat est présenté pour être porté au crédit d'un compte de timbres de transit, le fonctionnaire du service de certification qui recueille le certificat y inscrit le lieu et la date de la collecte et y appose le cachet du service et sa signature.

IMPORTANT

Chaque certificat de réexportation valide recueilli par un service douanier ou un service de certification est transmis à l'Organisation internationale du café dans les trente jours qui suivent la clôture du mois au cours duquel il a été recueilli.

ANNEXE 4

CERTIFICAT DE RÉEXPÉDITION SUR FORMULE RS

CERTIFICATE OF RE-SHIPMENT FORM **RS**



Form approved by the: INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

.... / .... / ....

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Country of re-shipment			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of re-shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			

10. ICO Identification mark	11. Number of bags or other containers		12. Description of coffee	13. Net weight of shipment
---/----/----		Total	☐ Green (Crude)	
---/----/----			☐ Roasted	....
---/----/----			☐ Soluble	14. Unit of weight ☐ kg
---/----/----			☐ Other	☐ lb
---/----/----				

15. Other marks and other relevant information

It is hereby certified that the coffee described above is being re-shipped from the country issuing this Certificate

16. Customs stamp of issuing country:	17. Stamp of Certifying Agency:
Date .... Signature of authorized Customs Officer	Date of issue .... Signature of authorized Certifying Officer ....

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS
Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control	Certificate collected and credited to Transit Stamp Account
Customs entry number:	Observations: ....
Observations:	....
Quantity (if different from boxes 11 or 13):	
Place .... Date	Place .... Date ....
Customs stamp of collecting country	Stamp of Certifying Agency
.... Signature or equivalent of authorized Customs Officer	.... Signature of authorized Certifying Officer

ANNEXE 4 A

MESURES À OBSERVER DANS LA DISPOSITION DU CERTIFICAT DE RÉEXPÉDITION SUR FORMULE RS

CERTIFICATE OF RE-SHIPMENT FORM **RS**



Form approved by the: INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

52,5 mm

1. Valid for importation or replacement until ..../........../..........

210 mm

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No

8,5 mm

3. Country of re-shipment — 8,5 mm

4. Country of destination — 8 mm

5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of re-shipment	8. Leave blank
46 mm	45,5 mm	46 mm	45,5 mm

25,5 mm; 20 mm; 7 mm

9. Port or point of destination — 8,5 mm

10. ICO Identification mark	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee	13. Net weight of shipment
---/-----/----		☐ Green (Crude)	
---/-----/----	.... Total	☐ Roasted	
---/-----/----		☐ Soluble	14. Unit of weight ☐ kg
---/-----/----		☐ Other	☐ lb
---/-----/----			

103 mm; 34 mm; 34,5 mm

297 mm

15. Other marks and other relevant information — 17 mm

It is hereby certified that the coffee described above is being re-shipped from the country issuing this Certificate

16. Customs stamp of issuing country:	17. Stamp of Certifying Agency:
.... Date .... Signature of authorized Customs Officer	.... Date of issue .... Signature of authorized Certifying Officer

42,5 mm

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

8,5 mm

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS
Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control	Certificate collected and credited to Transit Stamp Account
Customs entry number:	Observations: ....
Observations:	....
Quantity (if different from boxes 11 or 13):	
Place .... Date	Place .... Date ....
Customs stamp of collecting country	Stamp of Certifying Agency
.... Signature or equivalent of authorized Customs Officer	.... Signature of authorized Certifying Officer

83,5 mm

ANNEXE 4 B

CERTIFICAT DE RÉEXPÉDITION

Directives générales sur la manière de remplir le certificat de réexpédition sur formule RS

PARTIE A

À remplir par le service de certification et le service douanier du pays membre qui délivre le certificat

1. Indiquer la date à laquelle expire la période de validité du certificat (neuf mois à compter de la fin du trimestre pendant lequel le certificat a été délivré).

2. Le numéro de référence comprend le numéro de code du pays membre qui délivre le certificat (voir annexe 6 du présent règlement) et le numéro de code du port ou lieu de réexpédition à l'intérieur (le membre en question doit fournir deux chiffres). Ce préfixe qui pourra comprendre jusqu'à cinq chiffres sera suivi du numéro d'ordre du certificat (chaque service de certification s'assurera que la numérotation des certificats de réexpédition qu'il délivre commence à 1 le 1er octobre de chaque année et se poursuit consécutivement jusqu'au 30 septembre de l'année suivante).

3. Indiquer le nom du pays d'où doit être réexpédié le café.

4. Indiquer le nom du pays de destination.

5. Indiquer le nom du navire à bord duquel le café sera transporté. Si le café ne doit pas être acheminé par navire, donner les renseignements appropriés concernant le moyen de transport utilisé : camion, chaland, chemin de fer, par exemple.

6. Indiquer le nom du port ou autre lieu où le café doit être embarqué et le nom du port ou point de transit où le café sera débarqué avant de repartir vers la destination portée sur le certificat. Si le café est acheminé directement vers sa destination, inscrire le mot « direct ».

7. Indiquer la date à laquelle le café doit être réexpédié.

8. Laisser en blanc (à remplir par l'Organisation internationale du café).

9. Indiquer le nom du port ou autre lieu où le café doit arriver à destination.

10. Indiquer les marques d'identification de l'OIC portées sur les sacs ou autres contenants.

11. À côté de chaque marque d'identification de l'OIC portée dans la case 10, indiquer le nombre de sacs ou autres contenants portant cette marque. Indiquer également le nombre total de sacs ou autres contenants.

12. Insérer un X dans la case appropriée. S'il s'agit de café sous une autre forme que du café vert, torréfié ou soluble, préciser la forme de tout autre café dans la case 15 (voir les définitions données à l'article 3 de l'accord international de 1976 sur le café). Si un lot de café réexpédié comprend du café sous plus d'une forme, des certificats distincts sont exigés pour chacune des formes de café constituant ce lot.

13. Inscrire le poids net, arrondi à l'unité de poids la plus proche (une livre égale 0,4536 kilogramme).

14. Préciser l'unité de poids en insérant un X dans la case appropriée.

15. Cet espace peut être utilisé pour ajouter d'autres signes d'identification du café à réexpédier, les marques d'expédition par exemple, ou pour faire des observations ayant trait aux renseignements portés sur le certificat. Le(s) type(s) et le(s) numéro(s) de référence des certificats recueillis lorsque le café décrit dans le certificat de réexpédition a été placé sous contrôle douanier sont portés dans cet espace.

16. Le service douanier du port ou autre lieu d'où le café est réexpédié appose son cachet sur le certificat afin de confirmer que la réexpédition va avoir lieu. Le fonctionnaire de la douane autorisé qui appose le cachet signe et date le certificat dans les espaces indiqués.

17. Le fonctionnaire du service de certification appose le cachet du service de certification, signe et date le certificat dans les espaces indiqués.

IMPORTANT

La première copie de chaque certificat de réexpédition est transmise à l'Organisation internationale du café dans un délai de trente jours à compter de la date de réexpédition.

PARTIE B

À remplir par le service de certification ou le service douanier qui retire le certificat

18. a) Si le café accompagné par le certificat est importé, le service douanier du pays d'importation :

   i) retire le certificat,

   ii) y inscrit le numéro d'enregistrement en douane ainsi que les observations pertinentes (concernant notamment les renseignements transmis conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la règle 7 du présent règlement),

   iii) indique la date et le lieu de l'importation,

   iv) appose son cachet sur le certificat pour confirmer que le café a été importé.

   b) À moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la règle 10 du présent règlement, si le café couvert par le certificat est placé sous contrôle douanier, le service douanier sous la garde duquel il se trouve :

   i) retire le certificat,

   ii) y porte les observations pertinentes et notamment les renseignements transmis conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la règle 10 du présent règlement,

   iii) indique l'emplacement du café et la date à laquelle il a été placé sous son contrôle,

   iv) appose son cachet sur le certificat pour confirmer que le café a été placé sous son contrôle.

19. Si le certificat est présenté pour être porté au crédit d'un compte de timbres de transit, le fonctionnaire du service de certification qui recueille le certificat y inscrit le lieu et la date de la collecte et y appose le cachet du service et sa signature.

IMPORTANT

Chaque certificat de réexpédition valide recueilli par un service douanier ou un service de certification est transmis à l'Organisation internationale du café dans les trente jours qui suivent la clôture du mois au cours duquel il a été recueilli.

ANNEXE 5

CERTIFICAT DE TRANSIT SUR FORMULE T

CERTIFICATE OF TRANSIT FORM T



Form approved by the: INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Valid for importation or replacement until .... / .... / ....

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Producing country			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			
10. ICO Identification mark – – – / – – – – / – – – – – – – / – – – – / – – – – – – – / – – – – / – – – – – – – / – – – – / – – – – – – – / – – – – / – – – –	11. Number of bags or other containers .... Total	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	13. Net weight of shipment .... 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other marks and other relevant information			
16. It is hereby certified that this Certificate is issued on the basis of Certificate in Form .... reference number			
17. Stamp of Certifying Agency: .... Date Signature of authorized Customs Officer			

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: .... Observations: .... Quantity (if different from boxes 11 or 13):	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: ....
Place .... Date	Place .... Date ....
Customs stamp of collecting country .... Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Stamp of Certifying Agency .... Signature of authorized Certifying Officer

ANNEXE 5 A

MESURES À OBSERVER DANS LA DISPOSITION DU CERTIFICAT DE TRANSIT SUR FORMULE T

CERTIFICATE OF TRANSIT FORM T



Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

52,5 mm

1. Valid for importation or replacement until .... / .... / ....

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

210 mm

2. Reference No	Country Code	Port Code 8,5 mm	Serial No
3. Producing country 8,5 mm			
4. Country of destination 8 mm			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment 25,5 mm	8. Leave blank
← 46 mm →	← 45,5 mm →	← 46 mm →	← 45,5 mm →
9. Port or point of destination 8,5 mm			

← 20 mm → 7 mm

10. ICO Identification mark	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee	13. Net weight of shipment
---/----/----		☐ Green (Crude) 34 mm	
---/----/----	.... Total	☐ Roasted	....
---/----/---- ← 103 mm →		☐ Soluble ← 34,5 mm →	14. Unit of weight ☐ kg
---/----/----			
---/----/----		☐ Other	☐ lb

297 mm

15. Other marks and other relevant information 8,5 mm

16. It is hereby certified that this Certificate is issued on the basis of Certificate in Form .... reference number .... 14 mm

17. Stamp of Certifying Agency:

37 mm

.... Date .... Signature of authorized Customs Officer

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO. 6,5 mm

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: .... Observations: .... Quantity (if different from boxes 11 or 13):	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: ....
Place .... Date	Place .... Date .... 83,5 mm
Customs stamp of collecting country .... Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Stamp of Certifying Agency .... Signature of authorized Certifying Officer

ANNEXE 5 B

CERTIFICAT DE TRANSIT

Directives générales sur la manière de remplir le certificat de transit sur formule T

PARTIE A

À remplir par le service de certification du pays membre qui délivre le certificat

1. Indiquer la date à laquelle expire la période de validité du certificat (neuf mois à compter de la fin du trimestre pendant lequel le certificat a été délivré).

2. Le numéro de référence comprend le numéro de code du pays membre qui délivre le certificat (voir annexe 6 du présent règlement) et le numéro de code du port ou lieu d'embarquement à l'intérieur (le membre en question doit fournir deux chiffres). Ce préfixe qui pourra comprendre jusqu'à cinq chiffres sera suivi du numéro d'ordre du certificat (chaque service de certification s'assurera que la numérotation de chaque certificat de transit qu'il délivre commence à 1 le 1^er^ octobre de chaque année et se poursuit consécutivement jusqu'au 30 septembre de l'année suivante).

3. Indiquer le nom du pays qui délivre le certificat.

4. Indiquer le nom du pays de destination.

5. Indiquer le nom du navire à bord duquel le café sera transporté. Si le café ne doit pas être acheminé par navire, donner les renseignements appropriés concernant le moyen de transport utilisé : camion, chaland, chemin de fer, par exemple.

6. Indiquer le nom du port ou autre lieu où le café doit être embarqué et le nom du port ou tout lieu de transit où le café sera débarqué avant de repartir vers la destination portée sur le certificat. Si le café est acheminé directement vers sa destination, inscrire le mot « direct ».

7. Indiquer la date à laquelle le café doit être expédié.

8. Laisser en blanc (à remplir par l'Organisation internationale du café).

9. Indiquer le nom du port ou autre lieu où le café doit arriver à destination.

10. Indiquer les marques d'identification de l'OIC portées sur les sacs ou autres contenants. Le service de certification s'assure que les marques d'identification de l'OIC et les marques d'expédition sont identiques à celles qui se trouvent sur le certificat sur lequel repose le certificat de transit.

11. À côté de chaque marque d'identification de l'OIC inscrite dans la case 10, indiquer le nombre de sacs ou autres contenants portant cette marque. Indiquer également le nombre total de sacs ou autres contenants.

12. Insérer un X dans la case appropriée. S'il s'agit de café sous une autre forme que du café vert, torréfié ou soluble, préciser la forme sous laquelle il se trouve dans la case 15 (voir les définitions données à l'article 3 de l'accord international de 1976 sur le café).

13. Inscrire le poids net, arrondi à l'unité de poids la plus proche (une livre égale 0,4536 kilogramme).

14. Préciser l'unité de poids en insérant un X dans la case appropriée.

15. Cet espace peut être utilisé pour ajouter d'autres signes d'identification du café à acheminer, les marques d'expédition par exemple, ou pour faire des observations ayant trait aux renseignements donnés dans le certificat. Dans le cas du café en provenance d'un pays non membre, les renseignements mentionnés au paragraphe 6 sous a) de la règle 8 du présent règlement sont portés dans cet espace et les mots « CAFÉ NON MEMBRE » sont écrits en majuscules au haut du certificat.

16. Donner les renseignements pertinents concernant le certificat à partir duquel est établi le certificat de transit, à savoir : le type du certificat et son numéro de référence (ne s'applique pas dans le cas d'un certificat de transit délivré conformément aux dispositions de la règle 8 du présent règlement pour couvrir du café en provenance d'un pays non membre).

17. Le fonctionnaire du service de certification appose sur le certificat le cachet du service, signe et date le certificat dans les espaces indiqués.

IMPORTANT

La première copie de chaque certificat de transit est transmise à l'Organisation internationale du café dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle le certificat a été délivré.

L'original de chaque certificat de transit est validé par des timbres de transit apposés au verso conformément aux dispositions de la règle 16 du présent règlement.

PARTIE B

À remplir par le service de certification ou le service douanier qui retire le certificat

18. a) Si le café couvert par le certificat est importé, le service douanier du pays d'importation :

   i) retire le certificat,

   ii) y inscrit le numéro d'enregistrement en douane ainsi que les observations pertinentes (concernant notamment les renseignements transmis conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la règle 7 du présent règlement),

   iii) indique la date et le lieu de l'importation,

   iv) appose son cachet sur le certificat pour confirmer que le café a été importé.

   b) À moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la règle 10 du présent règlement, si le café couvert par le certificat est placé sous contrôle douanier, le service douanier sous la garde duquel il se trouve :

   i) retire le certificat,

   ii) y porte les observations pertinentes et notamment les renseignements transmis conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la règle 10 du présent règlement,

   iii) indique l'emplacement du café et la date à laquelle il a été placé sous son contrôle,

   iv) appose son cachet sur le certificat pour confirmer que le café a été placé sous son contrôle.

19. Si le certificat est présenté pour être porté au crédit d'un compte de timbres de transit, le fonctionnaire du service de certification qui recueille le certificat y inscrit le lieu et la date de la collecte et y appose le cachet du service et sa signature.

IMPORTANT

Chaque certificat de transit valide recueilli par un service douanier ou un service de certification est transmis à l'Organisation internationale du café dans les trente jours qui suivent la clôture du mois au cours duquel il a été recueilli.

ANNEXE 6

LISTE DES MEMBRES ET LEURS NUMÉROS DE CODE

Pays exportateurs

Angola	158
Bénin	22
Bolivie	1
Brésil	2
Burundi	27
Cameroun	19
Colombie	3
Congo	21
Costa Rica	5
Côte-d'Ivoire	24
Équateur	8
El Salvador	9
Empire Centrafricain	20
Éthiopie	10
Gabon	23
Ghana	38
Guatemala	11
Guinée	92
Haïti	12
Honduras	13
Inde	14
Indonésie	15
Jamaïque	100
Kenya	37
Libéria	107
Madagascar	25
Malawi	109
Mexique	16
Nicaragua	17
Nigeria	18
Ouganda	35
Panamá	29
Papouasie-Nouvelle-Guinée	166
Paraguay	122
Pérou	30
République Dominicaine	7
Rwanda	28
Sierra Leone	32
Tanzanie	33
Togo	26
Trinité et Tobago	34
Venezuela	36
Zaïre	4

Pays importateurs

Australie	51
Autriche	52
Belgique/Luxembourg	53
Canada	54
Chypre	86
Danemark	56
Espagne	63
États-Unis d'Amérique	69
Finlande	71
France	58
Hong-kong	93
Hongrie	94
Irlande	98
Israël	99
Italie	59
Japon	60
Nouvelle-Zélande	70
Norvège	62
Pays-Bas	61
Portugal	31
République fédérale d'Allemagne	57
Royaume-Uni	68
Suède	64
Suisse	65
Yougoslavie	148

Note : Les membres imprimés en italique font partie de l'Oamcaf. Les timbres d'exportation qui seront délivrés à l'Oamcaf porteront le numéro de code 155.

ANNEXE 7

LIMITATION DES IMPORTATIONS ANNUELLES DE CAFÉ EN PROVENANCE DE PAYS NON MEMBRES

(en sacs de 60 kg)

Membre importateur	Limite annuelle
Total	**509 999**
États-Unis d'Amérique	**121 860**
Communauté économique européenne	**175 883**
Belgique	64 110
Danemark	18 905
France	17 161
Irlande	1 217
Italie	46 804
Pays-Bas	15 982
République fédérale d'Allemagne	6 381
Royaume-Uni	5 323
Autres membres	**212 256**
Australie	2 590
Autriche	4 708
Canada	2 982
Chypre	148
Espagne	99 578
Finlande	3 715
Hong-kong	10 944
Hongrie	13 282
Israël	4 450
Japon	25 062
Nouvelle-Zélande	576
Norvège	7 878
Portugal	9 932
Suède	263
Suisse	19 243
Yougoslavie	6 905

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΤΟΥ 1976 ΓΙΑ ΤΟΝ ΚΑΦΕ

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

ΟΙ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΙΣ ΠΟΥ ΜΕΤΕΧΟΥΝ ΣΤΗΝ ΠΑΡΟΥΣΑ ΣΥΜΦΩΝΙΑ,

ἀναγνωρίζοντας ὅτι ὁ καφές ἔχει ἐξαιρετική σπουδαιότητα γιά τήν οἰκονομία πολυαρίθμων χωρῶν πού ἐξαρτῶνται κατά μεγάλο μέρος ἀπό τό προϊόν αὐτό γιά τά ἔσοδά τους ἀπό τίς ἐξαγωγές καί συνεπῶς γιά τή συνέχιση τῶν προγραμμάτων τους οἰκονομικῆς καί κοινωνικῆς ἀναπτύξεως,

ἐκτιμώντας ὅτι στενή διεθνής συνεργασία στό πεδίο τῶν συναλλαγῶν τοῦ καφέ θά ἐπιτρέψει νά ἐνθαρρυνθεῖ ἡ διαφοροποίηση καί ἡ ἀνάπτυξη τῆς οἰκονομίας τῶν χωρῶν παραγωγῆς καφέ, νά βελτιωθοῦν οἱ πολιτικές καί οἰκονομικές σχέσεις μεταξύ χωρῶν παραγωγῆς καί χωρῶν καταναλώσεως καί θά συνεισφέρει στήν αὔξηση τῆς καταναλώσεως καφέ,

ἀναγνωρίζοντας ὅτι εἶναι ἐπιθυμητό νά ἀποφευχθεῖ μία δυσαναλογία μεταξύ τῆς παραγωγῆς καί τῆς καταναλώσεως, ἡ ὁποία δύναται νά προξενήσει ἔντονες διακυμάνσεις στίς τιμές, ἐπιζήμιες τόσο γιά τούς παραγωγούς ὅσο καί γιά τούς καταναλωτές,

ἔχοντας τήν πεποίθηση ὅτι διεθνή μέτρα δύνανται νά βοηθήσουν στήν ἐπανόρθωση τῶν ἀποτελεσμάτων τῆς δυσαναλογίας αὐτῆς καί νά συμβάλουν στήν ἐξασφάλιση γιά τούς παραγωγούς ἐπαρκῶν ἐσόδων μέσω ἀποδοτικῶν τιμῶν,

λαμβάνοντας ὑπόψη τά πλεονεκτήματα πού ἐπετεύχθησαν χάρη στή διεθνή συνεργασία πού ἦταν ἀποτέλεσμα τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διεθνῶν συμφωνιῶν τοῦ 1962 καί 1968 γιά τόν καφέ,

ΣΥΝΕΦΩΝΗΣΑΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι

ΣΤΟΧΟΙ

Ἄρθρο 1

Στόχοι

Οἱ στόχοι τῆς συμφωνίας εἶναι:
1. νά πραγματοποιηθεῖ μία λογική ἰσορροπία μεταξύ τῆς παγκοσμίου προσφορᾶς καί ζητήσεως τοῦ καφέ, ὑπό συνθῆκες πού θά ἐξασφαλίσουν στούς καταναλωτές ἐπαρκή ἐφοδιασμό σέ δίκαιες τιμές καί στούς παραγωγούς ἀγορές μέ ἀποδοτικές τιμές πού θά ἐπιτρέψουν νά ἐξισορροπηθεῖ κατά τρόπο διαρκή ἡ παραγωγή καί ἡ κατανάλωση·

2. νά ἀποφευχθοῦν οἱ ὑπερβολικές διακυμάνσεις τῆς παγκοσμίου προσφορᾶς, τῶν ἀποθεμάτων καί τῶν τιμῶν, οἱ ὁποῖες εἶναι ἐπιζήμιες τόσο γιά τούς παραγωγούς ὅσο καί γιά τούς καταναλωτές·

3. νά συμβάλει στήν ἀξιοποίηση τῶν παραγωγικῶν πηγῶν, στήν αὔξηση καί διατήρηση τῆς ἀπασχολήσεως καί τοῦ εἰσοδήματος στίς χῶρες μέλη καί νά βοηθήσει ἔτσι στήν ἐπίτευξη δικαίων μισθῶν, ὑψηλοτέρου βιοτικοῦ ἐπιπέδου καί καλυτέρων συνθηκῶν ἐργασίας·

4. νά αὐξήσει τήν ἀγοραστική δύναμη τῶν χωρῶν ἐξαγωγῆς καφέ μέ τή διατήρηση τῶν τιμῶν σέ ἐπίπεδο σύμφωνο μέ τήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου καί μέ τήν αὔξηση τῆς καταναλώσεως·

5. νά προαχθεῖ καί νά αὐξηθεῖ ἡ κατανάλωση τοῦ καφέ μέ ὅλους τούς δυνατούς τρόπους·

6. λαμβάνοντας ὑπόψη τούς δεσμούς πού ὑφίστανται μεταξύ τοῦ ἐμπορίου τοῦ καφέ καί τῆς οἰκονομικῆς σταθερότητος τῶν ἀγορῶν βιομηχανικῶν προϊόντων, νά εὐνοηθεῖ κατά γενικό τρόπο ἡ διεθνής συνεργασία σχετικά μέ τά παγκόσμια προβλήματα τοῦ καφέ.

Ἄρθρο 2

Γενικές ὑποχρεώσεις τῶν μελῶν

1. Τά μέλη ἀναλαμβάνουν νά κατευθύνουν τήν ἐμπορική τους πολιτική ἔτσι ὥστε νά ἐπιτευχθοῦν οἱ στόχοι πού ἀναφέρονται στό ἄρθρο 1. Ἀναλαμβάνουν ἐξ ἄλλου νά ἐπιτύχουν τούς σκοπούς αὐτούς, ἐκπληρώνοντας αὐστηρά τίς ὑποχρεώσεις τῆς παρούσης συμφωνίας καί τηρώντας τίς διατάξεις της.

2. Τά μέλη ἀναγνωρίζουν τήν ἀνάγκη ἐφαρμογῆς πολιτικῆς πού νά ἐπιτρέπει τή διατήρηση τῶν τιμῶν σέ ἐπίπεδα πού νά ἐξασφαλίζουν στούς παραγωγούς ἐπαρκή ἀμοιβή, ἀποβλέποντα συγχρόνως στήν ἐξασφάλιση γιά τούς καταναλωτές τιμῶν πού νά μήν ἀποτελοῦν ἐμπόδιο σέ μία ἐπιθυμητή αὔξηση τῆς καταναλώσεως.

3. Τά μέλη ἐξαγωγῆς ἀναλαμβάνουν νά μή θέτουν ἤ νά μή διατηροῦν σέ ἰσχύ κανένα κυβερνητικό μέτρο πού θά ἐπέτρεπε τήν πώληση τοῦ καφέ σέ χῶρες μή μέλη ὑπό ἐμπορικούς ὅρους εὐνοϊκότερους ἀπό ἐκείνους πού εἶναι διατεθειμένα νά προσφέρουν τήν ἴδια στιγμή σέ μέλη εἰσαγωγῆς, λαμβανομένης ὑπόψη τῆς κανονικῆς ἐμπορικῆς πρακτικῆς.

4. Τό συμβούλιο ἐξετάζει περιοδικά τήν τήρηση τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου καί δύναται νά ζητήσει ἀπό τά μέλη νά παράσχουν κατάλληλα πληροφοριακά στοιχεῖα σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 53.

5. Τά μέλη ἀναγνωρίζουν ὅτι τά πιστοποιητικά καταγωγῆς ἀποτελοῦν μία σημαντική πηγή πληροφοριῶν γιά τίς συναλλαγές τοῦ καφέ. Κατά τή διάρκεια τῶν περιόδων πού ἀναστέλλονται οἱ ποσοστώσεις, τά μέλη ἐξαγωγῆς ἀναλαμβάνουν τήν εὐθύνη τῆς καλῆς χρησιμοποιήσεως τῶν πιστοποιητικῶν καταγωγῆς. Ἄν καί τά μέλη εἰσαγωγῆς δέν ὑποχρεοῦνται νά ἀπαιτοῦν τά φορτία καφέ νά συνοδεύονται ἀπό πιστοποιητικά, ὅταν δέν ἰσχύουν οἱ ποσοστώσεις, συνεργάζονται πλήρως μέ τόν Ὀργανισμό γιά τή συγκέντρωση καί ἐπαλήθευση τῶν πιστοποιητικῶν πού ἐχρησιμοποιήθησαν γιά ἀποστολές καφέ προερχόμενες ἀπό χῶρες μέλη ἐξαγωγῆς, γιά νά εἶναι στή διάθεση ὅλων τῶν χωρῶν μελῶν ὁ μεγαλύτερος δυνατός ἀριθμός πληροφοριῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ

ΟΡΙΣΜΟΙ

Ἄρθρο 3

Ὁρισμοί

Γιά τούς σκοπούς τῆς παρούσης συμφωνίας:

1. «Καφές» σημαίνει τόν κόκκο καί τόν καρπό τῆς καφέας προκειμένου γιά καφέ μή ἀποφλοιωμένο, ἄφρυκτο ἤ πεφρυγμένο καφέ, καί περιλαμβάνει τόν ἀλεσμένο, τόν ἀποκαφεϊνωμένο, τόν ὑγρό καί τό διαλυτό καφέ. Οἱ ὅροι αὐτοί ἔχουν τήν ἀκόλουθη σημασία:

α) «ἄφρυκτος καφές» σημαίνει κάθε καφέ σέ κόκκους, ἀποφλοιωμένο, πρό τῆς φρύξεως·

β) «ἀποξηραμένος καρπός καφέ» σημαίνει τόν «ἀποξηραμένο καρπό τῆς καφέας»· τό ἰσοδύναμο σέ ἄφρυκτο καφέ τῶν ἀποξηραμένων καρπῶν τοῦ καφέ λαμβάνεται διά πολλαπλασιασμοῦ τοῦ καθαροῦ βάρους τῶν ἀποξηραμένων καρπῶν καφέ ἐπί 0,50·

γ) «καφές μή ἀποφλοιωμένος» σημαίνει τόν κόκκο τοῦ ἀφρύκτου καφέ ἐντός τοῦ φλοιοῦ του· τό ἰσοδύναμο σέ ἄφρυκτο καφέ τοῦ μή ἀποφλοιωμένου καφέ λαμβάνεται διά πολλαπλασιασμοῦ τοῦ καθαροῦ βάρους τοῦ μή ἀποφλοιωμένου καφέ ἐπί 0,80·

δ) «πεφρυγμένος καφές» σημαίνει τόν πεφρυγμένο σέ ὁποιοδήποτε βαθμό ἄφρυκτο καφέ καί περιλαμβάνει τόν ἀλεσμένο καφέ· τό ἰσοδύναμο σέ ἄφρυκτο καφέ τοῦ πεφρυγμένου καφέ λαμβάνεται διά πολλαπλασιασμοῦ τοῦ καθαροῦ βάρους τοῦ πεφρυγμένου καφέ ἐπί 1,19·

ε) «ἀποκαφεϊνωμένος καφές» σημαίνει τόν ἄφρυκτο καφέ, πεφρυγμένο ἤ διαλυτό, μετά ἀπό ἀφαίρεση τῆς καφεΐνης· τό ἰσοδύναμο σέ ἄφρυκτο καφέ τοῦ ἀποκαφεϊνωμένου καφέ λαμβάνεται διά πολλαπλασιασμοῦ τοῦ καθαροῦ βάρους τοῦ ἀφρύκτου ἀποκαφεϊνωμένου καφέ, πεφρυγμένου ἤ διαλυτοῦ ἐπί 1, 1,19 ἤ 3,00(1) ἀντιστοίχως·

στ) «ὑγρός καφές» σημαίνει τά διαλυτά σέ νερό στερεά συστατικά πού λαμβάνονται ἀπό τόν πεφρυγμένο καφέ καί παρουσιάζονται ὑπό ὑγρή μορφή· τό ἰσοδύναμο σέ ἄφρυκτο καφέ τοῦ ὑγροῦ καφέ λαμβάνεται διά πολλαπλασιασμοῦ τοῦ καθαροῦ βάρους τῶν στερεῶν ἀφυδατωμένων συστατικῶν τοῦ καφέ πού περιέχονται στόν ὑγρό καφέ, ἐπί 3,00(1)·

(1) Ὁ συντελεστής μετατροπῆς 3,00 ἐπανεξετάζεται καί δύναται νά τροποποιηθεῖ ἀπό τό συμβούλιο, λαμβανομένων ὑπόψη τῶν ἀποφάσεων πού ἐλήφθησαν ἐπί τοῦ θέματος αὐτοῦ ἀπό τίς ἁρμόδιες διεθνεῖς ἀρχές.

ζ) «διαλυτός καφές» σημαίνει τά άφυδατωμένα καί διαλυτά στό νερό στερεά συστατικά πού λαμβάνονται άπό τόν πεφρυγμένο καφέ· τό ίσοδύναμο σέ άφρυκτο καφέ τοῦ διαλυτοῦ καφέ λαμβάνεται διά πολλαπλασιασμοῦ τοῦ καθαροῦ βάρους τοῦ διαλυτοῦ καφέ έπί 3,00(1).

2. «Σάκκος» σημαίνει 60 χιλιόγραμμα ἤ 132,276 λίβρες ἄφρυκτου καφέ· «τόννος» σημαίνει τόν μετρικό τόννο τῶν 1 000 χιλιογράμμων ἤ 2 204,6 λίβρες· «λίβρα» σημαίνει 453,597 γραμμάρια.

3. «Ἔτος καφέ» σημαίνει τήν περίοδο τῶν δώδεκα μηνῶν άπό τήν 1η Ὀκτωβρίου μέχρι τίς 30 Σεπτεμβρίου.

4. «Ὀργανισμός» σημαίνει τόν Διεθνή Ὀργανισμό Καφέ· «συμβούλιο» σημαίνει τό Διεθνές Συμβούλιο τοῦ Καφέ· «έπιτροπή» σημαίνει τήν Ἐκτελεστική Ἐπιτροπή.

5. «Μέλος» σημαίνει ἕνα συμβαλλόμενο μέρος, συμπεριλαμβανομένου τοῦ διακυβερνητικοῦ όργανισμοῦ πού άναφέρεται στό ἄρθρο 4 παράγραφος 3· ἕνα ἤ περισσότερα καθορισμένα έδάφη πού ἔχουν δηλωθεῖ ὡς χωριστά μέλη δυνάμει τοῦ ἄρθρου 5 ἤ ἕνα ἤ περισσότερα συμβαλλόμενα μέρη ἤ καθορισμένα έδάφη ἤ πλείονα συμβαλλόμενα μέρη καί καθορισμένα έδάφη πού συμμετέχουν στόν όργανισμό ὡς όμάδα μέλος δυνάμει τῶν ἄρθρων 6 καί 7.

6. «Μέλος έξαγωγῆς» ἤ «χώρα έξαγωγῆς» σημαίνει άντιστοίχως μέλος ἤ χώρα πού εἶναι καθαρός έξαγωγεύς καφέ, δηλαδή μέλος ἤ χώρα, τῆς όποίας οἱ έξαγωγές ύπερβαίνουν τίς είσαγωγές.

7. «Μέλος είσαγωγῆς» ἤ «χώρα είσαγωγῆς» σημαίνει άντιστοίχως μέλος ἤ χώρα πού εἶναι καθαρός είσαγωγεύς καφέ, δηλαδή μέλος ἤ χώρα, τῆς όποίας οἱ είσαγωγές ύπερβαίνουν τίς έξαγωγές.

8. «Μέλος παραγωγῆς» ἤ «χώρα παραγωγῆς» σημαίνει άντιστοίχως μέλος ἤ χώρα πού παράγει καφέ σέ έμπορικά σημαντικές ποσότητες.

9. «Ἁπλή κατανεμημένη πλειοψηφία» σημαίνει τήν πλειοψηφία τῶν παρόντων καί ψηφισάντων μελῶν έξαγωγῆς, καί τήν πλειοψηφία τῶν παρόντων καί ψηφισάντων μελῶν είσαγωγῆς, λαμβανομένων χωριστά.

10. «Κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων» σημαίνει τά δύο τρίτα τῶν παρόντων καί ψηφισάντων μελῶν έξαγωγῆς, καί τά δύο τρίτα τῶν παρόντων καί ψηφισάντων μελῶν είσαγωγῆς, λαμβανομένων χωριστά.

11. «Ἔναρξη ίσχύος» σημαίνει, έκτός άντιθέτου διατάξεως, τήν ήμερομηνία, κατά τήν όποία τίθεται σέ ίσχύ ἡ συμφωνία, προσωρινά ἤ όριστικά.

12. «Ἐξαγώγιμη παραγωγή» σημαίνει τή συνολική παραγωγή καφέ μίας χώρας έξαγωγῆς κατά τή διάρκεια ένός δεδομένου ἔτους καφέ ἤ ἔτους συγκομιδῆς, έλαττωμένη κατά τήν ποσότητα, ἡ όποία προβλέπεται γιά τίς έσωτερικές άνάγκες τῆς καταναλώσεως κατά τή διάρκεια τοῦ ἔτους αὐτοῦ.

13. «Διαθέσιμα πρός έξαγωγή» σημαίνει τήν έξαγώγιμη παραγωγή μίας χώρας έξαγωγῆς κατά τή διάρκεια δεδομένου ἔτους καφέ, αὐξημένη κατά τά άποθέματα άπό προηγούμενα ἔτη.

14. «Ποσότης πρός έξαγωγή ύπό ποσόστωση» σημαίνει τήν όλική ποσότητα καφέ πού έπιτρέπεται σέ ἕνα μέλος νά έξάγει κατά τούς ὅρους τῶν διαφόρων διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας, μή συμπεριλαμβανομένων τῶν πέραν τῆς ποσοστώσεως έξαγωγῶν πού πραγματοποιοῦνται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 44.

15. «Ἔλλειμμα» σημαίνει τήν διαφορά μεταξύ τῆς ποσότητος πρός έξαγωγή ύπό ποσόστωση πού δικαιοῦται ἕνα μέλος έξαγωγῆς κατά τή διάρκεια δεδομένου ἔτους καφέ καί τῆς ποσότητος πού έξήγαγε τό μέλος αὐτό μέ προορισμό άγορές ύπό ποσόστωση κατά τή διάρκεια τοῦ άνωτέρω ἔτους καφέ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III

ΜΕΛΗ

Ἄρθρο 4

Μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ

1. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος άποτελεῖ μέ τά έδάφη έκεῖνα, στά όποῖα έφαρμόζεται ἡ συμφωνία δυνάμει τοῦ ἄρθρου 64 παράγραφος 1, ἕνα καί μοναδικό μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ, μέ τήν έπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 5, 6 καί 7.

2. Ἕνα μέλος δύναται νά άλλάξει κατηγορία ύπό τούς ὅρους πού τίθενται άπό τό συμβούλιο.

3. Κάθε μνεία τῆς λέξεως «κυβέρνηση» στήν παρούσα συμφωνία θεωρεῖται ὅτι συμπεριλαμβάνει μνεία τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος ἤ κάθε διακυβερνητικοῦ όργανισμοῦ πού ἔχει παρόμοιες άρμοδιότητες σέ ὅ,τι άφορᾶ τίς διαπραγματεύσεις, τή σύναψη καί τήν έφαρμογή διεθνῶν συμφωνιῶν καί ίδιαίτερα συμφωνιῶν έπί τῶν προϊόντων βάσεως.

---

(1) Ὁ συντελεστής μετατροπῆς 3,00 έπανεξετάζεται καί δύναται νά τροποποιηθεῖ άπό τό συμβούλιο, λαμβανομένων ύπόψη τῶν άποφάσεων πού έλήφθησαν έπί τοῦ θέματος αὐτοῦ άπό τίς άρμόδιες διεθνεῖς άρχές.

4. Ἕνας τέτοιος διακυβερνητικός ὀργανισμός δέν ἔχει ὁ ἴδιος ψῆφο, ἀλλά σέ περίπτωση ψηφοφορίας ἐπί θεμάτων τῆς ἁρμοδιότητός του, δικαιοῦται νά δίδει τίς ψήφους τῶν χωρῶν μελῶν του καί νά τίς ἐκφράζει συλλογικά. Στήν περίπτωση αὐτή, τά Κράτη μέλη τοῦ διακυβερνητικοῦ αὐτοῦ ὀργανισμοῦ δέν δικαιοῦνται νά ἀσκοῦν ἀτομικά τό δικαίωμα ψήφου.

5. Οἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 16 παράγραφος 1 δέν ἐφαρμόζονται σέ ἕναν τέτοιο διακυβερνητικό ὀργανισμό· αὐτός δύναται πάντως νά λαμβάνει μέρος στίς συζητήσεις τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς ἐπί θεμάτων ἁρμοδιότητός του. Σέ περίπτωση ψηφοφορίας ἐπί θεμάτων ἁρμοδιότητός του καί κατά παρέκκλιση ἀπό τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 19 παράγραφος 1, οἱ ψῆφοι, τίς ὁποῖες διαθέτουν στήν ἐκτελεστική ἐπιτροπή τά Κράτη μέλη του, ἐκφράζονται συλλογικά ἀπό ἕνα ἀπό αὐτά τά Κράτη μέλη.

Ἄρθρο 5

Χωριστή συμμετοχή καθορισμένων ἐδαφῶν

Κάθε συμβαλλόμενο μέρος πού εἶναι καθαρός εἰσαγωγεύς καφέ δύναται ἀνά πάσα στιγμή, διά σχετικῆς κοινοποιήσεως σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 2 τοῦ ἄρθρου 64, νά δηλώσει ὅτι συμμετέχει στόν Ὀργανισμό ἀνεξαρτήτως οἱουδήποτε ἐδάφους καθοριζομένου μεταξύ ἐκείνων, γιά τίς ἐξωτερικές σχέσεις τῶν ὁποίων εἶναι ὑπεύθυνο τό ἐν λόγω συμβαλλόμενο μέρος, καί τά ὁποῖα εἶναι καθαροί ἐξαγωγεῖς καφέ. Στήν περίπτωση αὐτή, τό μητροπολιτικό ἔδαφος καί τά μή καθορισμένα ἐδάφη ἀποτελοῦν ἕνα καί μοναδικό μέλος, ἐνῶ τά καθορισμένα ἐδάφη ἔχουν, ἀτομικά ἤ συλλογικά, σύμφωνα μέ τήν κοινοποίηση, τήν ἰδιότητα χωριστοῦ μέλους.

Ἄρθρο 6

Ἀρχική συμμετοχή κατά ὁμάδες

1. Δύο ἤ περισσότερα συμβαλλόμενα μέρη πού εἶναι καθαροί ἐξαγωγεῖς καφέ δύνανται διά σχετικῆς κοινοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρός τό συμβούλιο καί τόν Γενικό Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν κατά τήν κατάθεση τῶν σχετικῶν ἐγγράφων ἐγκρίσεως, κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἤ προσχωρήσεως, νά δηλώσουν ὅτι προσχωροῦν στόν ὀργανισμό ὡς ὁμάδα. Ἕνα ἔδαφος, στό ὁποῖο ἐπεκτείνεται ἡ παρούσα συμφωνία δυνάμει τοῦ ἄρθρου 64 παράγραφος 1, δύναται νά ἀποτελέσει μέρος μίας τέτοιας ὁμάδος μέλους, ἄν ἡ κυβέρνηση τοῦ Κράτους πού εἶναι ὑπεύθυνο γιά τίς διεθνεῖς του σχέσεις, ἀπηύθυνε σχετική κοινοποίηση σύμφωνα μέ τό ἄρθρο 64 παράγραφος 2. Τά συμβαλλόμενα αὐτά μέρη καί τά καθορισμένα αὐτά ἐδάφη πρέπει νά πληροῦν τίς ἀκόλουθες προϋποθέσεις:

α) ὀφείλουν νά δηλώσουν ὅτι εἶναι διατεθειμένα νά ἀναλάβουν τήν εὐθύνη, τόσο ἀτομική ὅσο καί συλλογική, τῆς τηρήσεως τῶν ὑποχρεώσεων τῆς ὁμάδος·

β) ὀφείλουν κατά συνέπεια νά ἀποδείξουν κατά ἱκανοποιητικό γιά τό συμβούλιο τρόπο:

ι) ὅτι ἡ ὁμάδα διαθέτει τήν ἀναγκαία ὀργάνωση γιά τήν ἐφαρμογή μίας κοινῆς πολιτικῆς ἐπί τοῦ καφέ καί ὅτι ἔχουν τά μέσα νά ἐκπληρώνουν ἀπό κοινοῦ μέ τά ἄλλα μέρη τῆς ὁμάδος τίς ὑποχρεώσεις πού τούς ἐπιβάλλει ἡ παρούσα συμφωνία,

καί

ιι) εἴτε ὅτι μία προηγούμενη διεθνής συμφωνία γιά τόν καφέ τά ἔχει ἀναγνωρίσει ὡς ὁμάδα,

ιιι) εἴτε ὅτι ἔχουν μία κοινή ἤ συντονισμένη ἐμπορική καί οἰκονομική πολιτική ἐπί τοῦ καφέ καί μία συντονισμένη νομισματική καί δημοσιονομική πολιτική, καθώς καί τά ἀναγκαῖα ὄργανα γιά τήν ἐφαρμογή τῆς ἑκάστοτε πολιτικῆς κατά τρόπον, ὥστε τό συμβούλιο νά βεβαιωθεῖ ὅτι ἡ ὁμάδα μέλος δύναται νά συμμορφωθεῖ πρός ὅλες τίς σχετικές συλλογικές ὑποχρεώσεις.

2. Ἡ ὁμάδα μέλος ἀποτελεῖ ἕνα καί μοναδικό μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ· ἐννοεῖται ὅτι κάθε μέρος τῆς ὁμάδος θεωρεῖται ὡς ἕνα καί μοναδικό μέλος γιά τά θέματα πού ἀναφέρονται στίς ἀκόλουθες διατάξεις:

α) ἄρθρα 11, 12 καί 20 τοῦ κεφαλαίου IV·

β) ἄρθρα 50 καί 51 τοῦ κεφαλαίου VIII καί

γ) ἄρθρο 67 τοῦ κεφαλαίου X.

3. Τά συμβαλλόμενα μέρη καί τά καθορισμένα ἐδάφη πού προσχωροῦν ὡς ὁμάδα μέλος ὑποδεικνύουν τήν κυβέρνηση ἤ τόν ὀργανισμό πού θά τά ἀντιπροσωπεύσει στό συμβούλιο σέ θέματα, τά ὁποῖα πραγματεύεται ἡ παρούσα συμφωνία, ἐξαιρέσει ἐκείνων πού καθορίζονται στήν παράγραφο 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

4. Τό δικαίωμα ψήφου τῆς ὁμάδος μέλους ἀσκεῖται ὡς ἑξῆς:

α) ἡ ὁμάδα μέλος ἔχει τόν ἴδιο ἀριθμό ψήφων βάσεως ὅπως μία χώρα μέλος, ἡ ὁποία προσχωρεῖ ἀτομικά στόν Ὀργανισμό. Ἡ κυβέρνηση ἤ ὁ ὀργανισμός πού ἀντιπροσωπεύει τήν ὁμάδα ἔχει τίς ψήφους αὐτές καί τίς διαθέτει·

β) σέ περίπτωση ψηφοφορίας ἐπί θεμάτων πού ἀνακύπτουν ἀπό τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τά διάφορα μέρη τῆς ὁμάδος μέλους δύνανται νά δώσουν τίς ψήφους πού τούς χορηγοῦνται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 13 παράγραφοι 3 καί 4, σάν νά ἦταν κάθε ἕνα ἀπό αὐτά ἀτομικό μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ· οἱ ψῆφοι βάσεως πάντως συνεχίζουν νά χορηγοῦνται στήν κυβέρνηση ἤ στόν ὀργανισμό πού ἀντιπροσωπεύει τήν ὁμάδα.

5. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος ἤ κάθε καθορισμένο ἔδαφος πού ἀποτελεῖ μέρος μίας ὁμάδος μέλους δύναται, διά κοινοποιήσεως στό συμβούλιο, νά ἀποχωρήσει ἀπό τήν ὁμάδα αὐτή καί νά καταστεῖ χωριστό μέλος. Ἡ ἀποχώρηση αὐτή ἰσχύει ἀπό τῆς λήψεως τῆς κοινοποιήσεως ἀπό τό συμβούλιο. Ὅταν ἕνα μέρος μίας ὁμάδος μέλους ἀποχωρεῖ ἀπό αὐτήν ἤ παύει νά συμμετέχει στόν Ὀργανισμό, τά ἄλλα μέλη τῆς ὁμάδος δύνανται νά ζητήσουν ἀπό τό συμβούλιο τή διατήρηση τῆς ὁμάδος αὐτῆς· ἡ ὁμάδα διατηρεῖται, ἐφ' ὅσον τό συμβούλιο δέν ἀπορρίψει τήν αἴτηση αὐτή. Σέ περίπτωση διαλύσεως τῆς ὁμάδος μέλους, κάθε ἕνα ἀπό τά πρώην μέρη της καθίσταται χωριστό μέλος. Μέλος πού ἔπαυσε νά ἀνήκει σέ μία ὁμάδα δέν δύναται νά γίνει ἐκ νέου μέλος μίας ὁποιασδήποτε ὁμάδος ὅσο ἡ παρούσα συμφωνία παραμένει σέ ἰσχύ.

Ἄρθρο 7

Μεταγενέστερη συμμετοχή κατά ὁμάδες

Δύο ἤ περισσότερα μέλη ἐξαγωγῆς δύνανται ἀνά πάσα στιγμή, μετά τή θέση σέ ἰσχύ τῆς παρούσης συμφωνίας, νά ζητήσουν ἀπό τό συμβούλιο νά συστήσουν μία ὁμάδα μέλος. Τό συμβούλιο ἐγκρίνει τήν αἴτηση, ἐφ' ὅσον διαπιστώσει ὅτι τά μέλη ἔχουν ἀπευθύνει δήλωση καί ἔχουν προσκομίσει ἐπαρκεῖς ἀποδείξεις, σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 1 τοῦ ἄρθρου 6. Μόλις τό συμβούλιο δώσει τήν ἔγκριση αὐτή, ἐφαρμόζονται στήν ὁμάδα μέλος οἱ διατάξεις τῶν παραγράφων 2, 3, 4 καί 5 τοῦ ἄρθρου 6.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV

ΣΥΓΚΡΟΤΗΣΗ ΚΑΙ ΔΙΟΙΚΗΣΗ

Ἄρθρο 8

Ἕδρα καί δομή τοῦ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ Καφέ

1. Ὁ Διεθνής Ὀργανισμός Καφέ πού ἱδρύθη μέ τή συμφωνία τοῦ 1962 συνεχίζει νά ὑφίσταται, γιά νά ἐξασφαλίζει τήν ἐφαρμογή τῆς παρούσης συμφωνίας καί γιά νά ἐπιβλέπει τή λειτουργία της.

2. Ὁ Ὀργανισμός ἔχει τήν ἕδρα του στό Λονδίνο, ἐκτός ἀντιθέτου ἀποφάσεως τοῦ συμβουλίου, λαμβανομένης μέ κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων.

3. Ὁ Ὀργανισμός ἀσκεῖ τά καθήκοντά του μέσω τοῦ διεθνοῦς συμβουλίου καφέ, τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς, τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντοῦ καί τοῦ προσωπικοῦ.

Ἄρθρο 9

Σύνθεση τοῦ διεθνοῦς συμβουλίου καφέ

1. Ἡ ἀνωτάτη ἀρχή τοῦ Ὀργανισμοῦ εἶναι τό διεθνές συμβούλιο καφέ πού ἀποτελεῖται ἀπό ὅλα τά μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ.

2. Κάθε μέλος διορίζει ἕναν ἀντιπρόσωπο στό συμβούλιο καί, ἄν τό ἐπιθυμεῖ, ἕναν ἤ περισσότερους ἀναπληρωτές. Κάθε μέλος δύναται ἐξ ἄλλου νά ὁρίσει ἕναν ἤ περισσότερους συμβούλους γιά τόν ἀντιπρόσωπο ἤ τούς ἀναπληρωτές του.

Ἄρθρο 10

Ἐξουσίες καί καθήκοντα τοῦ συμβουλίου

1. Τό συμβούλιο, τό ὁποῖο περιβάλλεται μέ ὅλες τίς ἐξουσίες πού τοῦ παρέχει ρητῶς ἡ συμφωνία, ἔχει τίς ἐξουσίες καί ἀσκεῖ τά ἀναγκαῖα καθήκοντα γιά τήν ἐκτέλεση τῶν διατάξεων τῆς συμφωνίας.

2. Τό συμβούλιο ἐκδίδει μέ κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων τούς ἀναγκαίους κανόνες καί κανονισμούς γιά τήν ἐκτέλεση τῆς συμφωνίας, οἱ ὁποῖοι εἶναι σύμφωνοι μέ τίς διατάξεις της, καί ἰδίως τόν κανονισμό του καί τούς κανονισμούς πού πρέπει νά ἐφαρμόζονται στή δημοσιονομική διαχείριση τοῦ Ὀργανισμοῦ καί στό προσωπικό του. Τό συμβούλιο δύναται νά προβλέψει στόν κανονισμό του διαδικασία, ἡ ὁποία τοῦ ἐπιτρέπει νά λαμβάνει ἀποφάσεις ἐπί καθορισμένων θεμάτων, ἐκτός συνόδου.

3. Ἐπί πλέον, τό συμβούλιο τηρεῖ φακέλλους ἐγγράφων, τά ὁποῖα εἶναι ἀπαραίτητα γιά τήν ἐκπλήρωση τῶν καθηκόντων πού τοῦ ἀναθέτει ἡ συμφωνία, καθώς καί ἄλλους φακέλλους ἐγγράφων πού κρίνει ἀπαραίτητα.

Ἄρθρο 11

Ἐκλογή τοῦ προέδρου καί τῶν ἀντιπροέδρων τοῦ συμβουλίου

1. Τό συμβούλιο ἐκλέγει, γιά κάθε ἔτος καφέ, πρόεδρο, καθώς καί πρῶτο, δεύτερο καί τρίτο ἀντιπρόεδρο.

2. Κατά γενικό κανόνα, ὁ πρόεδρος καί πρῶτος ἀντιπρόεδρος ἐκλέγονται εἴτε μεταξύ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν μελῶν ἐξαγωγῆς εἴτε μεταξύ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν μελῶν εἰσαγωγῆς καί ὁ δεύτερος καί ὁ τρίτος ἀντιπρόεδρος μεταξύ τῶν ἀντιπροσώπων τῆς ἄλλης κατηγορίας. Οἱ θέσεις αὐτές καταλαμβάνονται κάθε ἔτος καφέ ἐναλλάξ ἀπό τά μέλη τῶν δύο κατηγοριῶν.

3. Οὔτε ὁ πρόεδρος οὔτε ὁ ἀντιπρόεδρος πού ἐκτελεῖ χρέη προέδρου ἔχει δικαίωμα ψήφου. Στήν περίπτωση αὐτήν ὁ ἀναπληρωτής τους ἀσκεῖ τό δικαίωμα ψήφου τοῦ μέλους.

Ἄρθρο 12

Σύνοδοι τοῦ συμβουλίου

Κατά γενικό κανόνα τό συμβούλιο συνέρχεται δύο φορές κατ' ἔτος σέ τακτική σύνοδο. Δύναται νά συνέλθει σέ ἐκτάκτους συνόδους, ἄν λάβει σχετική ἀπόφαση. Ἔκτακτοι σύνοδοι συγκαλοῦνται ἐπίσης κατόπιν αἰτήσεως τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς ἤ πέντε μελῶν, ἤ ἑνός ἤ περισσοτέρων μελῶν πού συγκεντρώνουν τουλάχιστον 200 ψήφους. Ἡ σύγκληση τῶν συνόδων τοῦ συμβουλίου ἀνακοινώνεται τουλάχιστον τριάντα ἡμέρες πρίν, ἐκτός ἄν ὑπάρξουν ἐπείγουσες περιπτώσεις. Οἱ ἐργασίες τῶν συνόδων διεξάγονται στήν ἕδρα τοῦ ὀργανισμοῦ, ἐκτός ἄν τό συμβούλιο ἀποφασίσει διαφορετικά.

Ἄρθρο 13

Ψῆφοι

1. Τά μέλη ἐξαγωγῆς ἔχουν συνολικά 1000 ψήφους καί τά μέλη εἰσαγωγῆς ἐπίσης. Οἱ ψῆφοι αὐτές κατανέμονται στό ἐσωτερικό κάθε κατηγορίας, δηλαδή ἐκείνης τῶν μελῶν ἐξαγωγῆς καί ἐκείνης τῶν μελῶν εἰσαγωγῆς, ὑπό τούς προβλεπόμενους στίς ἑπόμενες παραγράφους ὅρους.

2. Κάθε μέλος ἔχει πέντε ψήφους βάσεως, ὑπό τήν προϋπόθεση ὅτι τό σύνολο τῶν ψήφων αὐτῶν δέν ὑπερβαίνει τίς 150 ἀνά κατηγορία μελῶν. Ἄν ὑπάρξουν περισσότερα ἀπό 30 μέλη ἐξαγωγῆς ἤ περισσότερα ἀπό 30 μέλη εἰσαγωγῆς, ὁ ἀριθμός ψήφων βάσεως πού χορηγοῦνται σέ κάθε μέλος τῆς κατηγορίας αὐτῆς θά προσαρμόζεται κατά τρόπο, ὥστε τό σύνολο τῶν ψήφων βάσεως νά μήν ὑπερβαίνει τίς 150 γιά κάθε κατηγορία.

3. Τά μέλη ἐξαγωγῆς πού ἀπαριθμοῦνται στό παράρτημα 1 καί τῶν ὁποίων ἡ ἀρχική ἐτήσια ποσόστωση ἐξαγωγῆς εἶναι ἴση ἤ ἀνώτερη τῶν 100 000 σάκκων, ἀλλά κατώτερη τῶν 400 000 σάκκων λαμβάνουν, ἐκτός ἀπό τίς ψήφους βάσεως, τόν ἀριθμό ψήφων πού τούς χορηγοῦνται στή στήλη 2 τοῦ παραρτήματος 1. Ἄν μέλος ἐξαγωγῆς, τό ὁποῖο ἐμπίπτει στίς διατάξεις τῆς παρούσης παραγράφου, ἐπιλέξει νά ἔχει ποσόστωση βάσεως δυνάμει τῆς παραγράφου 5 τοῦ ἄρθρου 31, οἱ διατάξεις τῆς παρούσης παραγράφου παύουν νά ἐφαρμόζονται σέ αὐτό.

4. Μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 32, τό ὑπόλοιπο τῶν ψήφων τῶν μελῶν ἐξαγωγῆς κατανέμεται μεταξύ τῶν μελῶν πού ἔχουν ποσόστωση βάσεως, ἀνάλογα μέ τό μέσο ὄγκο τῶν ἀντιστοίχων ἐξαγωγῶν τους σέ καφέ πρός μέλη εἰσαγωγῆς κατά τή διάρκεια τῶν ἐτῶν καφέ 1968/1969 μέχρι καί 1971/1972. Αὐτό ἀποτελεῖ τή βάση γιά τόν ὑπολογισμό τῶν ψήφων τῶν ἐν λόγω μελῶν ἐξαγωγῆς μέχρι τήν 31η Δεκεμβρίου 1977. Ἀπό τήν 1η Ἰανουαρίου 1978 τό ὑπόλοιπο τῶν ψήφων τῶν μελῶν ἐξαγωγῆς πού ἔχουν ποσόστωση βάσεως ὑπολογίζεται ἀνάλογα μέ τόν μέσο ὄγκο τῶν ἀντιστοίχων ἐξαγωγῶν σέ καφέ πρός μέλη εἰσαγωγῆς ὡς ἑξῆς:

Μέ ἰσχύ ἀπό τήν 1η Ἰανουαρίου	Ἔτη καφέ
1978	1969/1970, 1970/1971, 1971/1972, 1976/1977,
1979	1970/1971, 1971/1972, 1976/1977, 1977/1978
1980	1971/1972, 1976/1977, 1977/1978, 1978/1979
1981	1976/1977, 1977/1978, 1978/1979, 1979/1980
1982	1977/1978, 1978/1979, 1979/1980, 1980/1981

5. Τό ὑπόλοιπο τῶν ψήφων τῶν μελῶν εἰσαγωγῆς κατανέμεται μεταξύ τους ἀνάλογα μέ τό μέσο ὄγκο τῶν ἀντιστοίχων εἰσαγωγῶν τους σέ καφέ κατά τά τρία προηγούμενα ἡμερολογιακά ἔτη.

6. Τό συμβούλιο κατανέμει τίς ψήφους στήν ἀρχή κάθε ἔτους καφέ δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου καί ἡ κατανομή αὐτή παραμένει σέ ἰσχύ κατά τή διάρκεια τοῦ ἐν λόγω ἔτους, ἐκτός τῶν περιπτώσεων πού προβλέπονται στίς παραγράφους 4 καί 7 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

7. Ὅταν ἐπέρχεται ἀλλαγή στή συμμετοχή στόν Ὀργανισμό ἤ ἀναστολή ἤ ἀποκατάσταση τοῦ δικαιώματος ψήφου μέλους δυνάμει τῶν ἄρθρων 26, 42, 45 ἤ 58, τό συμβούλιο προβαίνει σέ ἀνακατανομή τῶν ψήφων ὑπό τούς προβλεπόμενους στό παρόν ἄρθρο ὅρους.

8. Κανένα μέλος δέν δύναται νά ἔχει περισσότερες ἀπό 400 ψήφους.

9. Δέν δύναται νά ὑπάρξει κλάσμα ψήφου.

Ἄρθρο 14

Διαδικασία ψηφοφορίας τοῦ συμβουλίου

1. Κάθε μέλος ἔχει τό δικαίωμα νά δώσει ὅλες τίς ψήφους πού διαθέτει, δέν δύναται ὅμως νά τίς διαιρέσει. Δύναται πάντως νά δώσει μέ διαφορετικό τρόπο τίς ψήφους πού τοῦ ἐδόθησαν δι' ἐξουσιοδοτήσεως, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

2. Κάθε μέλος ἐξαγωγῆς δύναται νά ἐξουσιοδοτήσει ἄλλο μέλος εἰσαγωγῆς, νά ἀντιπροσωπεύσει τά συμφέροντά του καί νά ἀσκήσει τό δικαίωμα ψήφου του σέ μία ἤ περισσότερες συνεδριάσεις τοῦ συμβουλίου. Ὁ προβλεπόμενος στό ἄρθρο 13 παράγραφος 8 περιορισμός δέν ἐφαρμόζεται στήν περίπτωση αὐτή.

Ἄρθρο 15

Ἀποφάσεις τοῦ συμβουλίου

1. Τό συμβούλιο ἀποφασίζει καί διατυπώνει συστάσεις μέ ἁπλή κατανεμημένη πλειοψηφία, ἐκτός ἀντιθέτου διατάξεως τῆς παρούσης συμφωνίας.

2. Σέ κάθε ἀπόφαση, πού τό συμβούλιο πρέπει νά λάβει μέ κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων, σύμφωνα μέ τούς ὅρους τῆς συμφωνίας, ἐφαρμόζεται ἡ ἀκόλουθη διαδικασία:

α) ἄν ἡ πρόταση δέν λάβει τήν κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων λόγω τῆς ἀρνητικῆς ψήφου ἑνός, δύο ἤ τριῶν μελῶν ἐξαγωγῆς ἤ ἑνός, δύο ἤ τριῶν μελῶν εἰσαγωγῆς, ὑποβάλλεται ἐντός 48 ὡρῶν ἐκ νέου σέ ψηφοφορία, βάσει σχετικῆς ἀποφάσεως τοῦ συμβουλίου μέ πλειοψηφία τῶν παρόντων μελῶν καί μέ ἁπλή κατανεμημένη πλειοψηφία·

β) ἄν κατά τή δεύτερη αὐτή ψηφοφορία ἡ πρόταση δέν λάβει καί πάλι τήν κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων λόγω τῆς ἀρνητικῆς ψήφου ἑνός ἤ δύο μελῶν ἐξαγωγῆς ἤ ἑνός ἤ δύο μελῶν εἰσαγωγῆς, ὑποβάλλεται ἐντός 24 ὡρῶν ἐκ νέου σέ ψηφοφορία, βάσει σχετικῆς ἀποφάσεως τοῦ συμβουλίου μέ πλειοψηφία τῶν παρόντων μελῶν καί μέ ἁπλή κατανεμημένη πλειοψηφία·

γ) ἄν κατά τήν τρίτη αὐτή ψηφοφορία δέν ἐπιτευχθεῖ ἡ κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων λόγω τῆς ἀρνητικῆς ψήφου ἑνός μέλους ἐξαγωγῆς ἤ ἑνός μέλους εἰσαγωγῆς, ἡ πρόταση θεωρεῖται υἱοθετηθεῖσα·

δ) ἄν τό συμβούλιο δέν ὑποβάλει ἐκ νέου μία πρόταση σέ ψηφοφορία, ἡ πρόταση θεωρεῖται ἀπορριφθεῖσα.

3. Τά μέλη ἀναλαμβάνουν τήν ὑποχρέωση νά θεωροῦν ὡς δεσμευτικές ὅλες τίς ἀποφάσεις πού λαμβάνει τό συμβούλιο δυνάμει τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρο 16

Σύνθεση τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς

1. Ἡ ἐκτελεστική ἐπιτροπή ἀποτελεῖται ἀπό ὀκτώ μέλη ἐξαγωγῆς καί ὀκτώ μέλη εἰσαγωγῆς, τά ὁποῖα ἐκλέγονται γιά κάθε ἔτος καφέ σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 17. Τά μέλη αὐτά δύνανται νά ἐπανεκλεγοῦν.

2. Κάθε μέλος τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς διορίζει ἕναν ἀντιπρόσωπο καί, ἄν τό ἐπιθυμεῖ, ἕναν ἤ περισσότερους ἀναπληρωτές. Κάθε μέλος δύναται ἐξ ἄλλου νά ὁρίσει ἕναν ἤ περισσότερους συμβούλους γιά τόν ἀντιπρόσωπο ἤ τούς ἀναπληρωτές του.

3. Ἡ ἐκτελεστική ἐπιτροπή ἔχει ἕναν πρόεδρο καί ἕναν ἀντιπρόεδρο, οἱ ὁποῖοι ἐκλέγονται γιά ἕνα ἔτος καφέ ἀπό τό συμβούλιο καί δύνανται νά ἐπανεκλεγοῦν. Οὔτε ὁ πρόεδρος οὔτε ὁ ἀντιπρόεδρος πού ἐκτελεῖ χρέη προέδρου ἔχουν δικαίωμα ψήφου. Σέ περίπτωση πού ἀντιπρόσωπος ἐκλεγεῖ πρόεδρος ἤ ὁ ἀντιπρόεδρος ἐκτελεῖ χρέη προέδρου, τό δικαίωμα ψήφου ἀσκεῖ ὁ ἀναπληρωτής του. Κατά γενικό κανόνα ὁ πρόεδρος καί ὁ ἀντιπρόεδρος ἐκλέγονται καί οἱ δύο μεταξύ τῶν ἀντιπροσώπων τῆς ἰδίας κατηγορίας μελῶν γιά ἕνα ἔτος καφέ.

4. Ἡ ἐκτελεστική ἐπιτροπή συνέρχεται κατά κανόνα στήν ἕδρα τοῦ Ὀργανισμοῦ, δύναται πάντως νά συνέλθει καί ἀλλοῦ.

Ἄρθρο 17

Ἐκλογή τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς

1. Τά μέλη ἐξαγωγῆς τοῦ Ὀργανισμοῦ ἐκλέγουν τά μέλη ἐξαγωγῆς τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς καί τά μέλη εἰσαγωγῆς τοῦ Ὀργανισμοῦ τά μέλη εἰσαγωγῆς τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς. Οἱ ἐκλογές διεξάγονται σέ κάθε κατηγορία σύμφωνα μέ τίς ἀκόλουθες διατάξεις.

2. Κάθε μέλος ψηφίζει ἕνα μόνο ὑποψήφιο δίδοντας σ' αὐτόν ὅλες τίς ψήφους πού διαθέτει δυνάμει τοῦ ἄρθρου 13. Δύναται νά δώσει σέ ἄλλον ὑποψήφιο τίς ψήφους πού τοῦ ἐχορηγήθησαν δι' ἐξουσιοδοτήσεως σύμφωνα μέ τό ἄρθρο 14 παράγραφος 2.

3. Ἐκλέγονται οἱ ὀκτώ ὑποψήφιοι πού λαμβάνουν τόν μεγαλύτερο ἀριθμό ψήφων· θεωρεῖται πάντως ὅτι ὁ ὑποψήφιος ἔχει ἐκλεγεῖ, ἐφ' ὅσον λάβει στόν πρῶτο γύρο τῆς ψηφοφορίας τουλάχιστον 75 ψήφους.

4. Ἄν, σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐκλέγονται στόν πρῶτο γύρο τῆς ψηφοφορίας λιγότεροι ἀπό ὀκτώ ὑποψήφιοι, λαμβάνουν χώρα νέοι γύροι ψηφοφοριῶν, στούς ὁποίους συμμετέχουν μόνο τά μέλη ἐκεῖνα πού δέν ἔχουν ψηφίσει κανέναν ἀπό τούς ἐκλεγέντες ὑποψηφίους. Σέ κάθε νέο γύρο ψηφοφορίας ὁ ἐλάχιστος ἀριθμός τῶν ἀναγκαίων ψήφων γιά τήν ἐκλογή μειώνεται διαδοχικά κατά πέντε μονάδες, μέχρι νά ἐκλεγοῦν ὀκτώ ὑποψήφιοι.

5. Μέλος πού δέν ἐψήφισε κανένα ἀπό τά ἐκλεγέντα μέλη, μεταβιβάζει σέ ἕνα ἀπό αὐτά τίς ψήφους πού διαθέτει, μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων 6 καί 7 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

6. Θεωρεῖται ὅτι μέλος ἔλαβε τίς ψήφους, οἱ ὁποῖες τοῦ ἐδόθησαν κατά τήν ἐκλογή του σύν τίς ψήφους

πού τοῦ μεταβιβάσθηκαν ἀργότερα, ὑπό τόν ὅρο ὅτι τό σύνολο τῶν ψήφων δέν ὑπερβαίνει τίς 499 γιά κάθε ἐκλεγέν μέλος.

7. Στήν περίπτωση πού οἱ ψῆφοι, τίς ὁποῖες θεωρεῖται ὅτι ἔλαβε τό ἐκλεγέν μέλος, ὑπερβαίνουν τίς 499, τά μέλη πού ἐψήφισαν τό ἐκλεγέν αὐτό μέλος ἤ πού τοῦ μεταβίβασαν τίς ψήφους τους συμφωνοῦν, ὥστε ἕνα ἤ περισσότερα ἀπό αὐτά νά ἀποσύρουν τίς ψήφους πού τοῦ ἔδωσαν καί νά τίς μεταβιβάσουν σέ ἄλλο ἐκλεγέν μέλος κατά τρόπο, ὥστε οἱ ψῆφοι πού ἔχουν συγκεντρωθεῖ ἀπό κάθε ἐκλεγέν μέλος νά μήν ὑπερβαίνουν τό ὅριο τῶν 499.

Ἄρθρο 18

Ἁρμοδιότητες τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς

1. Ἡ ἐκτελεστική ἐπιτροπή εἶναι ὑπεύθυνη ἔναντι τοῦ συμβουλίου καί λειτουργεῖ ὑπό τή γενική ἐποπτεία του.

2. Τό συμβούλιο δύναται μέ κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων νά ἀναθέσει στήν ἐκτελεστική ἐπιτροπή τό σύνολο ἤ μέρος τῶν ἐξουσιῶν του, ἐκτός τῶν ἀκολούθων:

α) τῆς ἐγκρίσεως τοῦ διοικητικοῦ προϋπολογισμοῦ καί τόν καθορισμό τῶν εἰσφορῶν δυνάμει τοῦ ἄρθρου 25·

β) τῆς προσωρινῆς στερήσεως τοῦ δικαιώματος ψήφου μέλους δυνάμει τοῦ ἄρθρου 45 ἤ τοῦ ἄρθρου 58·

γ) τῆς ἀπαλλαγῆς μέλους τῶν ὑποχρεώσεών του δυνάμει τοῦ ἄρθρου 56·

δ) τῶν ἀποφάσεων ἐπί διαφορῶν δυνάμει τοῦ ἄρθρου 58·

ε) τοῦ καθορισμοῦ τῶν ὅρων προσχωρήσεως δυνάμει τοῦ ἄρθρου 62·

στ) τῆς ἀποφάσεως ἐπί προτάσεως ἀποκλεισμοῦ ἑνός μέλους δυνάμει τοῦ ἄρθρου 66·

ζ) τῆς λήψεως ἀποφάσεως ἐπί τοῦ θέματος τῆς ὑποβολῆς τῆς παρούσης συμφωνίας σέ νέες διαπραγματεύσεις, τῆς παρατάσεως ἤ τῆς καταργήσεώς της, δυνάμει τοῦ ἄρθρου 68· καί

η) τῆς διατυπώσεως συστάσεως περί τροποποιήσεων πρός τά μέλη δυνάμει τοῦ ἄρθρου 69·

3. Τό συμβούλιο δύναται ἀνά πάσα στιγμή νά ἀνακαλέσει μέ ἁπλή κατανεμημένη πλειοψηφία τίς ἐξουσίες πού ἀνέθεσε στήν ἐπιτροπή.

Ἄρθρο 19

Διαδικασία ψηφοφορίας τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς

1. Κάθε μέλος τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς διαθέτει τίς ψήφους πού ἔλαβε δυνάμει τοῦ ἄρθρου 17 παράγραφος 6 καί 7. Ἡ ψῆφος δι' ἐξουσιοδοτήσεως δέν ἐπιτρέπεται. Μέλος τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς δέν δύναται νά διαιρέσει τίς ψήφους του.

2. Οἱ ἀποφάσεις τῆς ἐπιτροπῆς λαμβάνονται μέ τήν ἴδια πλειοψηφία, ἡ ὁποία ἀπαιτεῖται γιά ἀνάλογες ἀποφάσεις τοῦ συμβουλίου.

Ἄρθρο 20

Ἀπαρτία στίς συνεδριάσεις τοῦ συμβουλίου καί τῆς ἐπιτροπῆς

1. Ἡ ἀπαιτούμενη ἀπαρτία γιά κάθε συνεδρίαση τοῦ συμβουλίου συνίσταται στήν παρουσία τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν, ἐφ' ὅσον ἀντιστοιχεῖ στήν κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων τοῦ συνόλου τῶν ψήφων. Ἄν κατά τήν καθορισμένη χρονική στιγμή γιά τήν ἔναρξη συνεδριάσεως τοῦ συμβουλίου δέν ὑπάρχει ἀπαρτία, ὁ πρόεδρος τοῦ συμβουλίου δύναται νά ἀποφασίσει τήν ἀναβολή τῆς συνεδριάσεως γιά τρεῖς τουλάχιστον ὧρες. Ἄν κατά τήν προβλεπόμενη χρονική στιγμή γιά τή νέα συνεδρίαση δέν ἔχει ἐπιτευχθεῖ καί πάλι ἀπαρτία, ὁ πρόεδρος δύναται νά ἀναβάλει καί πάλι γιά τρεῖς τουλάχιστον ὧρες τήν ἔναρξη τῆς συνεδριάσεως. Ἡ διαδικασία αὐτή δύναται νά ἐπαναληφθεῖ, μέχρι νά ἐπιτευχθεῖ ἡ ἀπαρτία κατά τήν καθορισμένη ἔναρξη τῆς συνεδριάσεως. Τά μέλη πού ἀντιπροσωπεύονται δι' ἐξουσιοδοτήσεως δυνάμει τοῦ ἄρθρου 14 παράγραφος 2 θεωροῦνται ὡς παρόντα.

2. Ἡ ἀπαιτούμενη γιά κάθε συνεδρίαση τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς ἀπαρτία συνίσταται στήν παρουσία τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν, ἐφ' ὅσον ἀντιστοιχεῖ στήν κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων τοῦ συνόλου τῶν ψήφων.

Ἄρθρο 21

Ἐκτελεστικός διευθυντής καί προσωπικό

1. Τό συμβούλιο διορίζει τόν ἐκτελεστικό διευθυντή κατόπιν συστάσεως τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς. Οἱ ὅροι προσλήψεως τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντοῦ καθορίζονται ἀπό τό συμβούλιο καί πρέπει νά εἶναι συγκρίσιμες μέ ἐκεῖνες τῶν ἀναλόγων ὑπαλλήλων παρομοίων διακυβερνητικῶν ὀργανισμῶν.

2. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής εἶναι ὁ προϊστάμενος τῶν διοικητικῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ Ὀργανισμοῦ καί εἶναι ὑπεύθυνος γιά τήν ἐκπλήρωση τῶν καθηκόντων πού ἀνατίθενται σ' αὐτόν κατά τήν ἐκτέλεση τῆς παρούσης συμφωνίας.

3. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής διορίζει τό προσωπικό σύμφωνα μέ τόν ἐκδοθέντα ὑπό τοῦ συμβουλίου κανονισμό.

4. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί οἱ ἄλλοι ὑπάλληλοι δέν πρέπει νά ἔχουν κανένα οἰκονομικό συμφέρον στή βιομηχανία καφέ, στό ἐμπόριο καφέ ἤ στή μεταφορά τοῦ καφέ.

5. Κατά τήν έκτέλεση τών καθηκόντων τους, ό έκτελεστικός διευθυντής καί τό προσωπικό δέν ζητοΰν ούτε δέχονται ύποδείξεις άπό κανένα μέλος ή άλλη άρχή πού δέν άνήκει στόν Όργανισμό. Άπέχουν άπό κάθε πράξη άσυμβίβαστη πρός τή θέση τους ώς διεθνών ύπαλλήλων πού είναι ύπεύθυνοι μόνον έναντι τοΰ Όργανισμοΰ. Κάθε μέλος ύποχρεοΰται νά σέβεται τόν άποκλειστικά διεθνή χαρακτήρα τών καθηκόντων τοΰ έκτελεστικοΰ διευθυντοΰ καί τοΰ προσωπικοΰ καί νά μήν έπιδιώκει νά τούς έπηρεάζει κατά τήν έκτέλεση τοΰ έργου τους.

Άρθρο 22

Συνεργασία μέ άλλους όργανισμούς

Τό συμβούλιο δύναται νά λαμβάνει όλα τά κατάλληλα μέτρα, γιά νά συμβουλεύεται τόν Όργανισμό Ήνωμένων Έθνών καί τούς είδικευμένους όργανισμούς του, καθώς καί άλλους σχετικούς διακυβερνητικούς όργανισμούς καί γιά νά συνεργάζεται μέ αύτούς. Τό συμβούλιο δύναται νά καλέσει τούς όργανισμούς αύτούς, καθώς καί κάθε όργανισμό πού άσχολεΐται μέ τά θέματα τοΰ καφέ, νά άποστείλουν παρατηρητές στίς συνεδριάσεις του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ V

ΠΡΟΝΟΜΙΑ ΚΑΙ ΑΣΥΛΙΕΣ

Άρθρο 23

Προνόμια καί άσυλίες

1. Ό Όργανισμός έχει νομική προσωπικότητα. Έχει ίδίως τήν ίκανότητα νά συμβάλλεται, νά άποκτά καί νά διαθέτει κινητή καί άκίνητη περιουσία, καθώς καί νά παρίσταται ένώπιον δικαστηρίου.

2. Τό νομικό καθεστώς, τά προνόμια καί οί άσυλίες τοΰ Όργανισμοΰ, τοΰ έκτελεστικοΰ διευθυντοΰ, τοΰ προσωπικοΰ καί τών έμπειρογνωμόνων του, καθώς καί τών άντιπροσώπων τών χωρών μελών κατά τή διάρκεια τής παραμονής τους στήν έπικράτεια τοΰ Ήνωμένου Βασιλείου τής Μεγάλης Βρεταννίας καί τής Βορείου Ίρλανδίας γιά τήν ένάσκηση τών καθηκόντων τους, θά συνεχίσουν νά διέπονται άπό τή συμφωνία περί έγκαταστάσεως έδρας, ή όποία συνήφθη τήν 28η Μαΐου 1969 μεταξύ άφ' ένός τής κυβερνήσεως τοΰ Ήνωμένου Βασιλείου Μεγάλης Βρεταννίας καί Βορείου Ίρλανδίας (πού καλεΐται στό έξής φιλοξενούσα κυβέρνηση) καί άφ' έτέρου τοΰ Όργανισμοΰ.

3. Ή συμφωνία περί έγκαταστάσεως έδρας πού μνημονεύεται στήν παράγραφο 2 τοΰ παρόντος άρθρου είναι άνεξάρτητη άπό τήν παρούσα συμφωνία. Έν τούτοις καταργεΐται:

α) κατόπιν συμφωνίας μεταξύ τής φιλοξενούσης κυβερνήσεως καί τοΰ Όργανισμοΰ·

β) σέ περίπτωση μεταφοράς τής έδρας τοΰ Όργανισμοΰ έκτός τής έπικρατείας τής φιλοξενούσης κυβερνήσεως ή

γ) σέ περίπτωση πού παύει νά ύφίσταται ό Όργανισμός.

4. Ό Όργανισμός δύναται νά συνάψει συμφωνίες περί τών προνομίων καί τών άσυλιών μέ ένα ή περισσότερα άλλα μέλη, οί όποΐες θά πρέπει νά τύχουν τής έγκρίσεως τοΰ συμβουλίου καί οί όποΐες είναι άναγκαΐες γιά τήν καλή λειτουργία τής παρούσης συμφωνίας.

5. Οί κυβερνήσεις τών χωρών μελών έκτός τής φιλοξενούσης κυβερνήσεως παρέχουν στόν Όργανισμό τίς ίδιες διευκολύνσεις, σέ ό,τι άφορά τούς νομισματικούς καί συναλλαγματικούς περιορισμούς, τή διατήρηση τών τραπεζικών λογαριασμών καί τήν μεταφορά κεφαλαίων, μέ έκεΐνες πού παρέχονται στούς είδικευμένους όργανισμούς τοΰ Όργανισμοΰ Ήνωμένων Έθνών.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VI

ΔΗΜΟΣΙΟΝΟΜΙΚΑ

Άρθρο 24

Δημοσιονομικές διατάξεις

1. Οί δαπάνες τών άντιπροσωπειών στό συμβούλιο, καθώς καί τών άντιπροσώπων στήν έκτελεστική έπιτροπή καί σέ κάθε άλλη έπιτροπή τοΰ συμβουλίου ή τής έκτελεστικής έπιτροπής, βαρύνουν τίς κυβερνήσεις πού άντιπροσωπεύουν.

2. Οί άλλες δαπάνες πού καθίστανται άναγκαΐες άπό τήν έφαρμογή τής παρούσης συμφωνίας καλύπτονται άπό τίς έτήσιες είσφορές τών μελών, οί όποΐες καθορίζονται στό άρθρο 25. Έν τούτοις, τό συμβούλιο δύναται νά άπαιτήσει άμοιβή γιά όρισμένες ύπηρεσίες.

3. Τό οίκονομικό έτος τοΰ Όργανισμοΰ συμπίπτει μέ τό έτος καφέ.

Άρθρο 25

Έγκριση τοΰ προϋπολογισμοΰ καί καθορισμός τών είσφορών

1. Κατά τό δεύτερο ήμισυ κάθε οίκονομικοΰ έτους, τό συμβούλιο έγκρίνει τό διοικητικό προϋπολογισμό τοΰ Όργανισμοΰ γιά τό έπόμενο οίκονομικό έτος καί καθορίζει τήν είσφορά κάθε μέλους στόν προϋπολογισμό αύτό.

2. Γιά κάθε οἰκονομικό ἔτος ἡ εἰσφορά κάθε μέλους εἶναι ἀνάλογη πρός τή σχέση πού ὑπάρχει κατά τήν ἔγκριση τοῦ προϋπολογισμοῦ τοῦ ἐν λόγῳ ἔτους, μεταξύ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ψήφων πού διαθέτει καί τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν ψήφων ὅλων τῶν μελῶν. Ἄν, ἐν τούτοις, κατά τήν ἔναρξη τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους, γιά τό ὁποῖο καθορίζονται οἱ εἰσφορές, ἐπέρχεται ἀλλαγή στήν κατανομή τῶν ψήφων μεταξύ τῶν μελῶν δυνάμει τοῦ ἄρθρου 13 παράγραφος 6, τό συμβούλιο προσαρμόζει ἀνάλογα τίς εἰσφορές γιά τό ἐν λόγῳ ἔτος. Κατά τόν καθορισμό τῶν εἰσφορῶν ὑπολογίζονται οἱ ψῆφοι κάθε μέλους, χωρίς νά ληφθεῖ ὑπόψη ἡ ἐνδεχόμενη προσωρινή στέρηση τοῦ δικαιώματος ψήφου ἑνός μέλους καί ἡ κατανομή τῶν ψήφων πού θά ἦταν δυνατό νά προκύψει.

3. Τό συμβούλιο καθορίζει τήν ἀρχική εἰσφορά μέλους πού προσχωρεῖ στόν Ὀργανισμό μετά τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας βάσει τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ψήφων πού διαθέτει καί τοῦ χρονικοῦ διαστήματος πού ὑπολείπεται στό τρέχον οἰκονομικό ἔτος· οἱ εἰσφορές τῶν ἄλλων γιά τό τρέχον οἰκονομικό ἔτος παραμένουν πάντως ἀμετάβλητες.

Ἄρθρο 26

Καταβολή τῶν εἰσφορῶν

1. Οἱ εἰσφορές στό διοικητικό προϋπολογισμό κάθε οἰκονομικοῦ ἔτους εἶναι πληρωτέες σέ ἐλεύθερως μετατρέψιμο νόμισμα καί ἀπαιτητές κατά τήν πρώτη ἡμέρα τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους.

2. Μέλος πού δέν ἔχει καταβάλει πλήρως τήν εἰσφορά του στό διοικητικό προϋπολογισμό ἐντός ἕξη μηνῶν ἀφ' ὅτου κατέστη ἀπαιτητή, στερεῖται, μέχρι τῆς καταβολῆς τοῦ δικαιώματος ψήφου του στό συμβούλιο καί τοῦ δικαιώματος ψήφου του, τό ὁποῖο ἀσκεῖ αὐτοπροσώπως ἤ δι' ἐξουσιοδοτήσεως στήν ἐκτελεστική ἐπιτροπή. Ἐν τούτοις, ἐκτός ἀποφάσεως τοῦ συμβουλίου, λαμβανομένης μέ κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων, τό μέλος αὐτό δέν στερεῖται κανενός τῶν ἄλλων δικαιωμάτων πού τοῦ παρέχει ἡ παροῦσα συμφωνία οὔτε καί τῶν ὑποχρεώσεων πού ἐπιβάλλει σ' αὐτό ἡ παροῦσα συμφωνία.

3. Μέλος, τοῦ ὁποίου ἀνεστάλη τό δικαίωμα ψήφου κατ' ἐφαρμογή εἴτε τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου εἴτε τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 42, 45 ἤ 58 παραμένει ἐν τούτοις ὑπόχρεο καταβολῆς τῆς εἰσφορᾶς τους.

Ἄρθρο 27

Ἔλεγχος καί δημοσίευση τῶν λογαριασμῶν

Τό συντομότερο δυνατόν ἀπό τό κλείσιμο κάθε οἰκονομικοῦ ἔτους, ὑποβάλλεται στό συμβούλιο γιά ἔγκριση καί δημοσίευση κατάσταση τῶν ἐσόδων καί ἐξόδων τοῦ Ὀργανισμοῦ κατά τή διάρκεια τοῦ οἰκονομικοῦ αὐτοῦ ἔτους, ἡ ὁποία ἔχει ἐλεγχθεῖ ἀπό ἀναγνωρισμένο ἐμπειρογνώμονα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VII

ΡΥΘΜΙΣΗ ΤΩΝ ΕΞΑΓΩΓΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΕΙΣΑΓΩΓΩΝ

Ἄρθρο 28

Γενικές διατάξεις

1. Ὅλες οἱ ἀποφάσεις τοῦ συμβουλίου δυνάμει τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος κεφαλαίου λαμβάνονται μέ κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων.

2. Ἡ λέξη «ἐτήσιος» ὑποδηλώνει στό παρόν κεφάλαιο μία ὁποιαδήποτε περίοδο δώδεκα μηνῶν, ἡ ὁποία καθορίζεται ἀπό τό συμβούλιο. Τό συμβούλιο δύναται πάντως νά υἱοθετήσει διαδικασίες γιά τήν ἐφαρμογή τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος κεφαλαίου σέ περίοδο διαρκείας μεγαλυτέρας τῶν δώδεκα μηνῶν.

Ἄρθρο 29

Ἀγορές ὑποκείμενες σέ ποσοστώσεις

Γιά τούς σκοπούς τῆς παρούσης συμφωνίας, ἡ παγκόσμια ἀγορά τοῦ καφέ διαιρεῖται σέ ἀγορές τῶν μελῶν ὑποκείμενες σέ ποσόστωση καί σέ ἀγορές τῶν μή μελῶν μή ὑποκείμενες σέ ποσόστωση.

Ἄρθρο 30

Ποσοστώσεις βάσεως

1. Κάθε μέλος ἐξαγωγῆς δικαιοῦται, μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 31 καί 32, ποσοστώσεως βάσεως πού ὑπολογίζεται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου.

2. Ἄν κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 33 οἱ ποσοστώσεις τίθενται σέ ἰσχύ κατά τή διάρκεια τοῦ ἔτους καφέ 1976/1977, ἡ πρός χρησιμοποίηση ποσόστωση βάσεως γιά τήν κατανομή τοῦ σταθεροῦ τμήματος τῶν ποσοστώσεων ὑπολογίζεται βάσει τοῦ μέσου ὄγκου τῶν ἐτησίων ἐξαγωγῶν κάθε μέλους ἐξαγωγῆς πρός μέλη εἰσαγωγῆς κατά τή διάρκεια τῶν ἐτῶν καφέ 1968/1969 μέχρι 1971/1972. Ἡ κατανομή αὐτή τοῦ σταθεροῦ τμήματος παραμένει σέ ἰσχύ μέχρι τῆς στιγμῆς πού ἀναστέλλονται γιά πρώτη φορά οἱ ποσοστώσεις δυνάμει τοῦ ἄρθρου 33.

3. Ἄν οἱ ποσοστώσεις δέν εἰσάγονται κατά τό ἔτος καφέ 1976/1977 ἀλλά τίθενται σέ ἰσχύ κατά τή διάρκεια τοῦ ἔτους καφέ 1977/1978, ἡ πρός χρησιμοποίηση ποσόστωση βάσεως γιά τήν κατανομή τοῦ

σταθεροῦ τμήματος τῶν ποσοστώσεων ὑπολογίζεται ἐπιλέγοντας γιά κάθε μέλος ἐξαγωγῆς τό μεγαλύτερο ἀπό τούς ἀκολούθους ἀριθμούς:

α) τοῦ ὄγκου τῶν ἐξαγωγῶν του πρός μέλη εἰσαγωγῆς κατά τή διάρκεια τοῦ ἔτους καφέ 1976/1977, ὑπολογιζομένου βάσει τῶν στοιχείων πού λαμβάνονται ἀπό τά πιστοποιητικά καταγωγῆς·

β) τοῦ ἀριθμοῦ πού προκύπτει ἀπό τήν ἐφαρμογή τῆς διαδικασίας, ἡ ὁποία καθορίζεται στήν παράγραφο 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἡ κατανομή αὐτή τοῦ σταθεροῦ τμήματος τῆς ποσοστώσεως παραμένει σέ ἰσχύ μέχρι τῆς στιγμῆς πού ἀναστέλλονται γιά πρώτη φορά οἱ ποσοστώσεις δυνάμει τοῦ ἄρθρου 33.

4. Ἄν οἱ ποσοστώσεις τίθενται σέ ἰσχύ γιά πρώτη φορά ἤ ἐπαναφέρονται κατά τήν διάρκεια τοῦ ἔτους καφέ 1978/1979 ἤ μεταγενέστερα, ἡ πρός χρησιμοποίηση ποσόστωση βάσεως γιά τήν κατανομή τοῦ σταθεροῦ τμήματος τῶν ποσοστώσεων ὑπολογίζεται ἐπιλέγοντας γιά κάθε μέλος ἐξαγωγῆς τό μεγαλύτερο ἀπό τούς ἀκολούθους ἀριθμούς:

α) τοῦ μέσου ὄγκου τῶν ἐξαγωγῶν του πρός μέλη εἰσαγωγῆς κατά τή διάρκεια τῶν ἐτῶν καφέ 1976/1977 καί 1977/1978, ὑπολογιζομένου βάσει τῶν στοιχείων πού λαμβάνονται ἀπό τά πιστοποιητικά καταγωγῆς·

β) τοῦ ἀριθμοῦ πού προκύπτει ἀπό τήν ἐφαρμογή τῆς διαδικασίας, ἡ ὁποία καθορίζεται στήν παράγραφο 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

5. Ἄν οἱ ποσοστώσεις εἰσάγονται σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου καί ἀναστέλλονται ἐν συνεχεία, ἡ ἐπαναφορά τους κατά τή διάρκεια τοῦ ἔτους καφέ 1977/1978 διέπεται ἀπό τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου καί τοῦ ἄρθρου 35 παράγραφος 1. Ἡ ἐπαναφορά τῶν ποσοστώσεων κατά τή διάρκεια τοῦ ἔτους καφέ 1978/1979 ἤ μεταγενέστερα διέπεται ἀπό τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου καί τοῦ ἄρθρου 35 παράγραφος 1.

Ἄρθρο 31

Μέλη ἐξαγωγῆς, στά ὁποῖα δέν χορηγεῖται ποσόστωση βάσεως

1. Δέν χορηγεῖται ποσόστωση βάσεως στά μέλη ἐξαγωγῆς πού ἀπαριθμοῦνται στό παράρτημα 1, μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν παραγράφων 4 καί 5 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Τά μέλη αὐτά διαθέτουν κατά τή διάρκεια τοῦ ἔτους καφέ 1976/1977, μέ τήν ἐπιφύλαξη τοῦ ἄρθρου 33, τήν ἀρχική ἐτήσια ποσόστωση ἐξαγωγῆς πού ἐμφαίνεται στήν στήλη 1 τοῦ ἀνωτέρω παραρτήματος. Μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου καί τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 33, ἡ ποσόστωση τῶν μελῶν αὐτῶν αὐξάνεται κάθε ἑπόμενο ἔτος καφέ ὡς ἑξῆς:

α) κατά 10% τῆς ἀρχικῆς ἐτησίας ποσοστώσεως ἐξαγωγῆς, σέ περίπτωση μελῶν, τῶν ὁποίων ἡ ἀρχική ἐτήσια ποσόστωση ἐξαγωγῆς εἶναι κατώτερη τῶν 100 000 σάκκων·

β) κατά 5% τῆς ἀρχικῆς ἐτησίας ποσοστώσεως ἐξαγωγῆς, σέ περίπτωση μελῶν, τῶν ὁποίων ἡ ἀρχική ἐτήσια ποσόστωση ἐξαγωγῆς εἶναι ἴση ἤ ἀνώτερη τῶν 100 000 σάκκων, ἀλλά κατώτερη τῶν 400 000 σάκκων.

Γιά τόν καθορισμό τῶν ἐτησίων ποσοστώσεων τῶν ἐνδιαφερομένων μελῶν, στήν περίπτωση πού οἱ ποσοστώσεις εἰσάγονται ἤ ἐπαναφέρονται δυνάμει τοῦ ἄρθρου 33, θεωρεῖται ὅτι οἱ ἐτήσιες αὐτές αὐξήσεις ἀπέκτησαν ἐνέργεια ἀπό τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας.

2. Τό ἀργότερο μέχρι τήν 31η Ἰουλίου κάθε ἔτους, κάθε μέλος πού ἀναφέρεται στήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, κοινοποιεῖ στό συμβούλιο τήν ποσότητα καφέ πού πιθανόν θά διαθέτει γιά ἐξαγωγή κατά τή διάρκεια τοῦ ἑπομένου ἔτους καφέ. Ἡ ποσότητα πού προσδιορίζεται κατ' αὐτόν τόν τρόπο ἀπό τό ἐνδιαφερόμενο μέλος ἐξαγωγῆς ἀποτελεῖ τήν ποσόστωση τοῦ μέλους αὐτοῦ γιά τό ἑπόμενο ἔτος καφέ, ὑπό τήν προϋπόθεση ὅτι ἡ ποσότητα αὐτή εὑρίσκεται ἐντός τῶν ἐπιτρεπομένων ὁρίων πού καθορίζονται στήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

3. Ὅταν ἡ ἐτήσια ποσόστωση μέλους ἐξαγωγῆς, τοῦ ὁποίου ἡ ἀρχική ἐτήσια ποσόστωση ἐξαγωγῆς εἶναι κατώτερη τῶν 100 000 σάκκων, φθάνει ἤ ὑπερβαίνει τό ἀνώτατο ὅριο τῶν 100 000 σάκκων πού ἀναφέρεται στήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τό μέλος αὐτό ἐμπίπτει κατά συνέπεια στίς διατάξεις πού ἰσχύουν γιά τά μέλη ἐξαγωγῆς, τῶν ὁποίων ἡ ἀρχική ἐτήσια ποσόστωση ἐξαγωγῆς εἶναι ἴση ἤ ἀνώτερη τῶν 100 000 σάκκων, ἀλλά κατώτερη τῶν 400 000 σάκκων.

4. Ὅταν ἡ ἐτήσια ποσόστωση μέλους ἐξαγωγῆς, τοῦ ὁποίου ἡ ἀρχική ἐτήσια ποσόστωση ἐξαγωγῆς εἶναι κατώτερη τῶν 400 000 σάκκων, φθάσει τό ἀνώτατο ὅριο τῶν 400 000 σάκκων πού ἀναφέρεται στήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τό μέλος αὐτό ἐμπίπτει κατά συνέπεια στίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 καί τό συμβούλιο ὁρίζει ποσόστωση βάσεως γιά τό μέλος αὐτό.

5. Κάθε μέλος ἐξαγωγῆς πού ἀπαριθμεῖται στό παράρτημα 1 καί τοῦ ὁποίου οἱ ἐξαγωγές ἀνέρχονται σέ 100 000 σάκκους ἤ περισσότερο, δύναται, ἀνά πάσα στιγμή, νά ζητήσει ἀπό τό συμβούλιο νά ὁρίσει γι' αὐτό ποσόστωση βάσεως.

6. Τά μέλη, τῶν ὁποίων οἱ ἐτήσιες ποσοστώσεις εἶναι κατώτερες τῶν 100 000 σάκκων δέν ἐμπίπτουν στίς διατάξεις τῶν ἄρθρων 36 καί 37.

Ἄρθρο 32

Διατάξεις περί τῆς προσαρμογῆς τῶν ποσοστώσεων βάσεως

1. Ἄν χώρα εἰσαγωγῆς, ἡ ὁποία δέν ἦταν συμβαλλόμενο μέρος οὔτε στή διεθνή συμφωνία τοῦ 1968 γιά τόν καφέ οὔτε στή διεθνή συμφωνία τοῦ 1968 γιά τόν καφέ, ὅπως αὐτή παρετάθη, μετάσχει στήν παροῦσα συμφωνια, τό συμβούλιο προσαρμόζει τις ποσοστώσεις βάσεως πού προκύπτουν ἀπό τήν ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 30.

2. Ἡ προσαρμογή πού ἀναφέρεται στήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου πραγματοποιεῖται λαμβάνοντας ὑπόψη εἴτε τό μέσο ὅρο τῶν ἐξαγωγῶν κάθε μέλους

ἐξαγωγῆς πρός τήν ἀνωτέρω χώρα εἰσαγωγῆς κατά τή διάρκεια τῆς περιόδου 1968 μέχρι 1972, εἴτε τήν ἐπί μέρους συμμετοχή κάθε μέλους ἐξαγωγῆς στό μέσο ὅρο τῶν εἰσαγωγῶν τῆς χώρας αὐτῆς κατά τή διάρκεια τῆς ἰδίας περιόδου.

3. Τό συμβούλιο ἐγκρίνει τά στοιχεῖα, βάσει τῶν ὁποίων ὑπολογίζεται ἡ προσαρμογή τῶν ποσοστώσεων βάσεως, καθώς καί τά κριτήρια πού λαμβάνονται ὑπόψη γιά τήν ἐφαρμογή τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 33

Διατάξεις περί τῆς εἰσαγωγῆς, τῆς ἀναστολῆς καί τῆς ἐπαναφορᾶς τῶν ποσοστώσεων

1. Ἐκτός ἀντιθέτου ἀποφάσεως τοῦ συμβουλίου, οἱ ποσοστώσεις τίθενται σέ ἰσχύ ἀνά πάσα στιγμή κατά τή διάρκεια ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας, ἄν:

α) ἡ σύνθετη ἐνδεικτική τιμή εἶναι κατά μέσο ὅρο ἐπί εἴκοσι συνεχεῖς ἡμέρες ἀγορᾶς, ἴση ἤ κατώτερη τοῦ ἀνωτάτου ὁρίου τοῦ ἑκάστοτε ἰσχύοντος περιθωρίου τιμῶν, τό ὁποῖο καθορίσθη ἀπό τό συμβούλιο σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 38·

β) ἐλλείψει ἀποφάσεως τοῦ συμβουλίου περί καθορισμοῦ περιθωρίου τιμῶν:

ι) ὁ μέσος ὅρος τῶν ἐνδεικτικῶν τιμῶν τῶν ἄλλων γλυκῶν Arabicas καί τῶν Robustas εἶναι κατά μέσο ὅρο, ἐπί εἴκοσι συνεχεῖς ἡμέρες ἀγορᾶς, ἴση ἤ κατώτερη τοῦ μέσου ὅρου τῶν τιμῶν αὐτῶν γιά τό ἡμερολογιακό ἔτος 1975, ὅπως αὐτός διετηρήθη ἀπό τόν Ὀργανισμό κατά τή διάρκεια ἰσχύος τῆς παραταθείσης διεθνοῦς συμφωνίας τοῦ 1968 γιά τόν καφέ, ἤ

ιι) μέ τήν ἐπιφύλαξη τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ σύνθετη ἐνδεικτική τιμή, ὑπολογιζομένη σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 38, εἶναι κατά μέσο ὅρο, ἐπί εἴκοσι συνεχεῖς ἡμέρες ἀγορᾶς, κατά 15% ἤ περισσότερο κατώτερη τοῦ μέσου ὅρου τῆς συνθέτου ἐνδεικτικῆς τιμῆς γιά τό προηγούμενο ἔτος καφέ, κατά τή διάρκεια τοῦ ὁποίου ἴσχυε ἡ παροῦσα συμφωνία.

Κατά παρέκκλιση ἀπό τίς προηγούμενες διατάξεις τῆς παρούσης παραγράφου, οἱ ποσοστώσεις δέν ὁρίζονται κατά τή θέση σέ ἰσχύ τῆς παρούσης συμφωνίας, ἐκτός ἄν ὁ μέσος ὅρος τῶν ἐνδεικτικῶν τιμῶν τῶν ἄλλων γλυκῶν Arabicas καί τῶν Robustas εἶναι κατά μέσο ὅρο, ἐπί εἴκοσι συνεχεῖς ἡμέρες ἀγορᾶς ἀμέσως προηγούμενες τῆς ἡμερομηνίας αὐτῆς, ἴση ἤ κατώτερη τοῦ μέσου ὅρου τῶν τιμῶν αὐτῶν γιά τό ἡμερολογιακό ἔτος 1975.

2. Κατά παρέκκλιση ἀπό τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 περίπτωση β) ιι) τοῦ παρόντος ἄρθρου, οἱ ποσοστώσεις δέν τίθενται σέ ἰσχύ, ἐκτός ἀντιθέτου ἀποφάσεως τοῦ συμβουλίου, ἄν ὁ μέσος ὅρος τῶν ἐνδεικτικῶν τιμῶν τῶν ἄλλων γλυκῶν Arabicas καί τῶν Robustas εἶναι κατά μέσο ὅρο, ἐπί εἴκοσι συνεχεῖς ἡμέρες ἀγορᾶς, κατά 22,5% ἤ περισσότερο ἀνώτερος τοῦ μέσου ὅρου τῶν τιμῶν αὐτῶν γιά τό ἡμερολογιακό ἔτος 1975.

3. Οἱ τιμές πού καθορίζονται στήν παράγραφο 1 περίπτωση β) ι) καί στήν παράγραφο 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου θά ἐπανεξετασθοῦν καί δύνανται νά ἀναθεωρηθοῦν ἀπό τό συμβούλιο πρό τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1980.

4. Ἐκτός ἀντιθέτου ἀποφάσεως τοῦ συμβουλίου, οἱ ποσοστώσεις ἀναστέλλονται:

α) ἄν ἡ σύνθετη ἐνδεικτική τιμή εἶναι κατά μέσο ὅρο, ἐπί εἴκοσι συνεχεῖς ἡμέρες ἀγορᾶς, κατά 15% ἀνώτερη τοῦ ἀνωτάτου ὁρίου τοῦ περιθωρίου τιμῶν πού καθορίζεται ἀπό τό συμβούλιο καί ἰσχύει τή στιγμή αὐτή, ἤ

β) ἐλλείψει ἀποφάσεως τοῦ συμβουλίου περί τοῦ καθοριστικοῦ περιθωρίου τιμῶν, ἄν ἡ σύνθετη ἐνδεικτική τιμή εἶναι κατά μέσο ὅρο, ἐπί εἴκοσι συνεχεῖς ἡμέρες ἀγορᾶς, κατά 15% ἤ περισσότερο ἀνώτερη τοῦ μέσου ὅρου τῆς καθορισθείσης συνθέτου ἐνδεικτικῆς τιμῆς κατά τή διάρκεια τοῦ προηγουμένου ἡμερολογιακοῦ ἔτους.

5. Ἐκτός ἀντιθέτου ἀποφάσεως τοῦ συμβουλίου, οἱ ποσοστώσεις ἐπαναφέρονται, κατόπιν ἀναστολῆς, ἡ ὁποία πραγματοποιεῖται δυνάμει τῆς παραγράφου 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῶν παραγράφων 1, 2 καί 6.

6. Ὅταν πληροῦνται οἱ ἀντίστοιχοι ὅροι σχετικά μέ τίς τιμές πού ἀναφέρονται στήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2, οἱ ποσοστώσεις ἰσχύουν τό ταχύτερο δυνατό καί ὁπωσδήποτε ὄχι μετά παρέλευση τοῦ τριμήνου πού ἀκολουθεῖ τήν ἐκπλήρωση τῶν ἀνωτέρω ὅρων. Οἱ ποσοστώσεις καθορίζονται γιά περίοδο τεσσάρων τριμήνων, ἐκτός ἀντιθέτου διατάξεως τῆς παρούσης συμφωνίας. Ἄν οἱ ἐτήσιες καί τριμηνιαῖες καθολικές ποσοστώσεις δέν ἔχουν προηγουμένως καθορισθεῖ ἀπό τό συμβούλιο, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καθορίζει ποσόστωση βάσει τῆς πραγματικῆς χρησιμοποιήσεως (disappearance) τοῦ καφέ στίς ὑπό ποσόστωση ἀγορές, ἡ ὁποία ὑπολογίζεται σύμφωνα μέ τά κριτήρια πού ὁρίζονται στό ἄρθρο 34· ἡ ποσόστωση αὐτή χορηγεῖται στά μέλη ἐξαγωγῆς σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῶν ἄρθρων 31 καί 35.

7. Τό συμβούλιο συνέρχεται κατά τή διάρκεια τοῦ πρώτου τριμήνου, ἀφοῦ οἱ ποσοστώσεις τεθοῦν σέ ἰσχύ, γιά νά καθορίσει περιθώρια τιμῶν, νά ἐξετάσει καί, ἐφ' ὅσον παρίσταται ἀνάγκη, νά ἀναθεωρήσει τίς ποσοστώσεις γιά τήν περίοδο πού θεωρεῖ σκόπιμη, ὑπό τήν προϋπόθεση ὅτι ἡ περίοδος αὐτή δέν ὑπερβαίνει τούς 12 μῆνες ἀπό τήν ἡμερομηνία θέσεως σέ ἰσχύ τῶν ποσοστώσεων.

Ἄρθρο 34

Ἐτήσια καθολική ποσόστωση

Μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 33, τό συμβούλιο καθορίζει κατά τήν τελευταία τακτική σύνοδό του τοῦ ἔτους καφέ, ἐτήσια καθολική ποσόστωση λαμβάνοντας ὑπόψη μεταξύ ἄλλων τά ἀκόλουθα στοιχεῖα:

α) πρόβλεψη τῆς ἐτησίας καταναλώσεως τῶν μελῶν εἰσαγωγῆς·

β) πρόβλεψη τῶν εἰσαγωγῶν τῶν μελῶν, ἀπό ἄλλα μέλη εἰσαγωγῆς καί χῶρες μή μέλη·

γ) πρόβλεψη τῶν μεταβολῶν τοῦ ἐπιπέδου τῶν ἀποθεμάτων στίς χῶρες μέλη εἰσαγωγῆς καί στούς ἐλεύθερους λιμένες·

δ) τήρηση τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 40 πού ἀφορᾶ τά ἐλλείμματα καί τήν ἀνακατανομή τους·

ε) ἐξαγωγές τῶν μελῶν ἐξαγωγῆς πρός μέλη εἰσαγωγῆς καί μή μέλη κατά τή διάρκεια τῆς περιόδου τῶν δώδεκα μηνῶν πού προηγεῖται τῆς εἰσαγωγῆς τῶν ποσοστώσεων, ὅταν πρόκειται γιά τήν εἰσαγωγή ἤ τήν ἐπαναφορά τῶν ποσοστώσεων δυνάμει τοῦ ἄρθρου 33 παράγραφοι 1 καί 5.

Ἄρθρο 35

Χορήγηση ἐτησίων ποσοστώσεων

1. Λαμβανομένης ὑπόψη τῆς ἀποφάσεως πού ἐλήφθη δυνάμει τοῦ ἄρθρου 34 καί κατόπιν ἀφαιρέσεως τῆς ἀναγκαίας γιά τήν τήρηση τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 31 ποσότητος καφέ, χορηγοῦνται στά μέλη ἐξαγωγῆς πού δικαιοῦνται ποσοστώσεως βάσεως, ἐτήσιες ποσοστώσεις, οἱ ὁποῖες ἀποτελοῦνται ἀπό ἕνα σταθερό καί ἕνα μεταβλητό τμῆμα. Τό σταθερό τμῆμα ἀντιστοιχεῖ σέ 70% τῆς ἐτησίας καθολικῆς ποσοστώσεως, ὅπως εἶναι προσαρμοσμένη γιά νά συμφωνεῖ μέ τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 31, καί κατανέμεται μεταξύ τῶν μελῶν ἐξαγωγῶν σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 30. Τό μεταβλητό τμῆμα ἀντιστοιχεῖ σέ 30% τῆς ἐτησίας καθολικῆς ποσοστώσεως, ὅπως εἶναι προσαρμοσμένη γιά νά συμφωνεῖ μέ τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 31. Ἡ σχέση αὐτή δύναται νά τροποποιηθεῖ ἀπό τό συμβούλιο, ἀλλά τό σταθερό τμῆμα δέν πρέπει νά εἶναι ποτέ κατώτερο τοῦ 70%. Μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τό μεταβλητό τμῆμα κατανέμεται μεταξύ τῶν μελῶν ἐξαγωγῆς ἀνάλογα μέ τή σχέση τῶν διαπιστωθέντων ἀποθεμάτων ἑκάστου μέλους ἐξαγωγῆς πρός τό σύνολο τῶν διαπιστωθέντων ἀποθεμάτων ὅλων τῶν μελῶν ἐξαγωγῆς πού ἔχουν ποσοστώσεις βάσεως, ἐννοουμένου ὅτι, ἐκτός ἄν τό συμβούλιο καθορίσει ἄλλο ὅριο, κανένα μέλος δέν θά λάβει μερίδιο ἀπό τό μεταβλητό τμῆμα τῆς ποσοστώσεως, μεγαλύτερο τοῦ 40% τοῦ ὁλικοῦ ὄγκου τοῦ μεταβλητοῦ αὐτοῦ τμήματος.

2. Τά ἀποθέματα πού λαμβάνονται ὑπόψη γιά τούς σκοπούς τοῦ παρόντος ἄρθρου εἶναι ἐκεῖνα πού ἔχουν διαπιστωθεῖ στό τέλος τοῦ ἔτους συγκομιδῆς κάθε μέλους ἐξαγωγῆς πού προηγεῖται ἄμεσα τοῦ καθορισμοῦ τῶν ποσοστώσεων σύμφωνα μέ τίς σχετικές διατάξεις γιά τή διαπίστωση τῶν ἀποθεμάτων.

Ἄρθρο 36

Τριμηνιαῖες ποσοστώσεις

1. Ἀμέσως μετά τή χορήγηση τῶν ἐτησίων ποσοστώσεων δυνάμει τοῦ ἄρθρου 35 παράγραφος 1 καί μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 31, τό συμβούλιο χορηγεῖ τριμηνιαῖες ποσοστώσεις σέ κάθε μέλος ἐξαγωγῆς, γιά νά ἐξασφαλίσει ἕναν κανονικό ἐφοδιασμό τῆς παγκοσμίου ἀγορᾶς μέ καφέ κατά τή διάρκεια ὅλης τῆς περιόδου, γιά τήν ὁποία καθορίζονται οἱ ποσοστώσεις.

2. Οἱ ποσοστώσεις αὐτές πρέπει νά εἶναι ὅσο τό δυνατό πλησιέστερες τοῦ 25% τῆς ἐτησίας ποσοστώσεως κάθε μέλους. Κανένα μέλος δέν ἐπιτρέπεται νά ἐξαγάγει περισσότερο ἀπό 30% κατά τό πρῶτο τρίμηνο, περισσότερο ἀπό 60% κατά τά δύο πρῶτα τρίμηνα καί περισσότερο ἀπό 80% κατά τά τρία πρῶτα τρίμηνα. Ἄν οἱ ἐξαγωγές μέλους κατά τή διάρκεια ἑνός τριμήνου εἶναι χαμηλότερες ἀπό τήν ποσόστωσή του γι' αὐτό τό τρίμηνο, τό μή χρησιμοποιηθέν ὑπόλοιπο προστίθεται στήν ποσόστωσή του τοῦ ἑπομένου τριμήνου.

3. Οἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου ἰσχύουν ὁμοίως γιά τήν ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 33 παράγραφος 6.

4. Ὅταν, λόγω ἐξαιρετικῶν περιστάσεων, μέλος ἐξαγωγῆς θεωρεῖ ὅτι οἱ προβλεπόμενοι περιορισμοί στήν παράγραφο 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου θά ἦταν δυνατό νά ἐπιφέρουν σοβαρή ζημία στήν οἰκονομία του, τό συμβούλιο δύναται, κατόπιν αἰτήσεως τοῦ ἐν λόγω μέλους, νά λάβει τά κατάλληλα μέτρα σύμφωνα μέ τό ἄρθρο 56. Τό ἐνδιαφερόμενο μέλος πρέπει νά ἀποδείξει τή ζημία καί νά παράσχει ἐπαρκεῖς ἐγγυήσεις, ὅσον ἀφορᾶ τή διατήρηση τῆς σταθερότητος τῶν τιμῶν. Σέ καμία περίπτωση πάντως, τό συμβούλιο δέν ἐπιτρέπει σέ μέλος νά ἐξαγάγει περισσότερο ἀπό 35% τῆς ἐτησίας ποσοστώσεώς του κατά τό πρῶτο τρίμηνο, περισσότερο ἀπό 65% κατά τά δύο πρῶτα τρίμηνα καί περισσότερο ἀπό 85% κατά τά τρία πρῶτα τρίμηνα.

Ἄρθρο 37

Προσαρμογή τῶν ἐτησίων καί τριμηνιαίων ποσοστώσεων

1. Ἄν τό ἀπαιτεῖ ἡ κατάσταση τῆς ἀγορᾶς, τό συμβούλιο δύναται νά τροποποιήσει τίς ἐτήσιες καί τριμηνιαῖες ποσοστώσεις πού χορηγοῦνται δυνάμει τῶν ἄρθρων 33, 35 καί 36. Μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 35 παράγραφος 1 καί ἐκτός τῶν

περιπτώσεων πού προβλέπονται στό ἄρθρο 31 καί στό ἄρθρο 39 παράγραφος 3, οἱ ποσοστώσεις κάθε μέλους ἐξαγωγῆς τροποποιοῦνται σύμφωνα μέ τό ἴδιο ποσοστό.

2. Κατά παρέκκλιση ἀπό τήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τό συμβούλιο δύναται, ἄν κρίνει ὅτι τό ἀπαιτεῖ ἡ κατάσταση τῆς ἀγορᾶς, νά προσαρμόσει τίς τριμηνιαῖες ποσοστώσεις τῶν μελῶν ἐξαγωγῆς γιά τό τρέχον τρίμηνο καί τά ὑπολειπόμενα τρίμηνα, χωρίς ὅμως νά τροποποιήσει τίς ἐτήσιες ποσοστώσεις.

Ἄρθρο 38

Μέτρα περί τῶν τιμῶν

1. Τό συμβούλιο θεσπίζει σύστημα ἐνδεικτικῶν τιμῶν, ἀπό τό ὁποῖο προκύπτει μία καθημερινή σύνθετη ἐνδεικτική τιμή.

2. Βάσει τοῦ συστήματος αὐτοῦ, τό συμβούλιο δύναται νά καθορίσει περιθώρια τιμῶν γιά τούς κυριώτερους τύπους ἤ/καί ὁμάδες καφέ, καθώς καί περιθώριο συνθέτων τιμῶν.

3. Κατά τόν καθορισμό ἤ τήν προσαρμογή περιθωρίου τιμῶν κατά τήν ἔννοια τοῦ παρόντος ἄρθρου, τό συμβούλιο λαμβάνει ὑπόψη τό ἐπίπεδο καί τίς τάσεις τῶν τιμῶν πού ἐπικρατοῦν καί κυρίως τήν ἐπίδραση πού ἀσκεῖται ἐπί τῶν τιμῶν αὐτῶν ἀπό:

— τά ἐπίπεδα καί τίς τάσεις τῆς καταναλώσεως καί τῆς παραγωγῆς, καθώς καί τῶν ἀποθεμάτων στίς χῶρες ἐξαγωγῆς καί στίς χῶρες εἰσαγωγῆς,
— τίς μεταβολές στό διεθνές νομισματικό σύστημα,
— τήν ἀνοδική ἤ καθοδική πορεία τῶν τιμῶν σέ παγκόσμια κλίμακα,
— κάθε ἄλλο παράγοντα πού θά ἦταν ἐπιζήμιος γιά τήν ἐπίτευξη τῶν στόχων πού ἐξαγγέλλονται στήν παρούσα συμφωνία.

Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής παρέχει τά ἀναγκαῖα πληροφοριακά στοιχεῖα πού ἐπιτρέπουν στό συμβούλιο νά λάβει δεόντως ὑπόψη του τά προαναφερθέντα στοιχεῖα.

4. Τό συμβούλιο θεσπίζει διατάξεις πού ἀφοροῦν τήν ἐπίπτωση τῆς εἰσαγωγῆς ἤ τῆς προσαρμογῆς ποσοστώσεων ἐπί συμβάσεων, οἱ ὁποῖες συνήφθησαν πρό τῆς εἰσαγωγῆς ἤ προσαρμογῆς τῶν ποσοστώσεων.

Ἄρθρο 39

Πρόσθετα μέτρα γιά τήν προσαρμογή τῶν ποσοστώσεων

1. Ἄν οἱ ποσοστώσεις ἰσχύουν, τό συμβούλιο συνέρχεται γιά νά θεσπίσει σύστημα γιά τήν κατ' ἀναλογία προσαρμογή τῶν ποσοστώσεων σέ σχέση πρός τίς μεταβολές τῆς συνθέτου ἐνδεικτικῆς τιμῆς σύμφωνα μέ τό ἄρθρο 38.

2. Τό σύστημα αὐτό περιλαμβάνει διατάξεις πού ἀφοροῦν τά περιθώρια τιμῶν, τόν ἀριθμό ἡμερῶν ἀγορᾶς, στίς ὁποῖες ἀναφέρονται οἱ ὑπολογισμοί, καθώς καί τόν ἀριθμό καί τήν ἔκταση τῶν προσαρμογῶν.

3. Τό συμβούλιο δύναται ἐπίσης νά θεσπίσει σύστημα γιά τήν αὔξηση τῶν ποσοστώσεων ἀνάλογα μέ τή μεταβολή τῶν τιμῶν τῶν κυριωτέρων τύπων ἤ/καί ὁμάδων καφέ.

Ἄρθρο 40

Ἐλλείμματα

1. Κάθε μέλος ἐξαγωγῆς δηλώνει κάθε προβλεπόμενο ἔλλειμμα τῶν ποσοτήτων του πρός ἐξαγωγή ὑπό ποσόστωση, γιά νά καταστεῖ δυνατή ἡ ἀνακατανομή κατά τή διάρκεια τοῦ ἰδίου ἔτους καφέ μεταξύ τῶν μελῶν ἐξαγωγῆς πού εἶναι σέ θέση καί εἶναι διατεθειμένα νά ἐξάγουν τίς ποσότητες πού ἀντιστοιχοῦν στά ἐλλείμματα. 70% τῆς ποσότητος πού ἐδηλώθη σύμφωνα μέ τήν παρούσα παράγραφο προσφέρονται γιά ἀνακατανομή κατά πρῶτον μεταξύ τῶν ἄλλων μελῶν πού ἐξάγουν τόν ἴδιο τύπο καφέ ἀνάλογα μέ τίς ποσοστώσεις βάσεώς τους καί 30% κατ' ἀρχή μεταξύ τῶν μελῶν πού ἐξάγουν ἄλλο τύπο καφέ, ἀνάλογα μέ τίς ποσοστώσεις βάσεώς τους.

2. Ἄν μέλος δηλώσει ἔλλειμμα κατά τή διάρκεια τῶν ἕξη πρώτων μηνῶν ἑνός ἔτους καφέ, ἡ ἐτησία ποσόστωση τοῦ μέλους αὐτοῦ αὐξάνεται, κατά τό ἑπόμενο ἔτος καφέ, κατά 30% τῆς δηλωθείσης καί μή ἐξαχθείσης ποσότητος. Τό ποσό αὐτό καταλογίζεται στίς ἐτήσιες ποσότητες πρός ἐξαγωγή ὑπό ποσόστωση τῶν μελῶν ἐξαγωγῆς πού ἔχουν δεχθεῖ τήν πραγματοποιηθεῖσα ἀνακατανομή δυνάμει τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, κατ' ἀναλογία τῆς συμμετοχῆς τους στήν ἀνακατανομή αὐτή.

Ἄρθρο 41

Ποσότητες πρός ἐξαγωγή ὑπό ποσόστωση ὑπό ὁμάδος μέλους

Ὅταν δύο ἤ περισσότερα μέλη σχηματίζουν μία ὁμάδα μέλος δυνάμει τῶν ἄρθρων 6 καί 7, οἱ ποσοστώσεις βάσεώς του ἤ, κατά περίπτωση, οἱ ποσότητες πρός ἐξαγωγή ὑπό ποσόστωση ἀπό τά μέλη αὐτά προστίθενται καί τό σύνολό τους θεωρεῖται, κατά τήν ἔννοια τοῦ παρόντος κεφαλαίου, ὡς μοναδική ποσόστωση βάσεως ἤ ὡς μοναδική ποσότης πρός ἐξαγωγή ὑπό ποσόστωση.

Ἄρθρο 42

Τήρηση τῶν ποσοστώσεων

1. Τά μέλη ἐξαγωγῆς λαμβάνουν τά ἀναγκαῖα μέτρα, γιά νά ἐξασφαλισθεῖ ἡ ἀπόλυτη τήρηση ὅλων τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας πού ἀφοροῦν τίς ποσοστώσεις. Ἐκτός τῶν μέτρων πού δύναται τυχόν νά λάβει ἕνα μέλος, τό συμβούλιο δύναται νά ἀπαιτήσει ἀπό τό μέλος αὐτό νά λάβει πρόσθετα μέτρα γιά τήν ἐφαρμογή κατά τρόπο ἀποτελεσματικό τοῦ καθεστῶτος ποσοστώσεων πού προβλέπεται στήν παροῦσα συμφωνία.

2. Τά μέλη ἐξαγωγῆς ὀφείλουν νά μήν ὑπερβαίνουν τίς ἐτήσιες καί τριμηνιαῖες ποσοστώσεις πού τούς χορηγοῦνται.

3. Ἄν μέλος ἐξαγωγῆς ὑπερβεῖ τήν ποσόστωσή του κατά τή διάρκεια ὁποιουδήποτε τριμήνου, τό συμβούλιο ἀφαιρεῖ ἀπό μία ἤ περισσότερες ἀπό τίς ἑπόμενες ποσοστώσεις τοῦ μέλους αὐτοῦ ποσότητα ἴση πρός 110% τῆς ὑπερβάσεως αὐτῆς.

4. Ἄν μέλος ἐξαγωγῆς ὑπερβεῖ γιά δεύτερη φορά τήν τριμηνιαία ποσόστωσή του, τό συμβούλιο προβαίνει στή μείωση πού προβλέπεται στήν παράγραφο 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

5. Ἄν μέλος ἐξαγωγῆς ὑπερβεῖ γιά τρίτη φορά ἤ συχνότερα τήν τριμηνιαία ποσόστωσή του, τό συμβούλιο προβαίνει στήν προβλεπόμενη στήν παράγραφο 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου μείωση καί ἀναστέλλει τό δικαίωμα ψήφου τοῦ μέλους, μέχρις ὅτου ἀποφασίσει τό συμβούλιο, ἄν πρέπει νά ἀποκλεισθεῖ τό μέλος αὐτό ἀπό τόν Ὀργανισμό σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 66.

6. Οἱ μειώσεις πού προβλέπονται στίς παραγράφους 3, 4 καί 5 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἰσχύουν ὡς ἐλλείμματα κατά τήν ἔννοια τοῦ ἄρθρου 40 παράγραφος 1.

7. Τό συμβούλιο ἐφαρμόζει τίς διατάξεις τῶν παραγράφων 1 μέχρι 5 τοῦ παρόντος ἄρθρου, μόλις λάβει τίς ἀναγκαῖες πληροφορίες.

Ἄρθρο 43

Πιστοποιητικά καταγωγῆς καί ἐπανεξαγωγῆς

1. Ἡ ὑπό μέλους ἐξαγωγή καφέ πρέπει νά συνοδεύεται ἀπό ἕνα ἔγκυρο πιστοποιητικό καταγωγῆς. Τά πιστοποιητικά καταγωγῆς ἐκδίδονται, σύμφωνα μέ τούς κανόνες πού θεσπίζει τό συμβούλιο, ὑπό ἀναγνωρισμένου ὀργανισμοῦ, τόν ὁποῖο ἐπιλέγει τό μέλος αὐτό καί τόν ὁποῖο ἐγκρίνει ὁ Ὀργανισμός.

2. Ἄν ἰσχύουν οἱ ποσοστώσεις, ἡ ὑπό μέλους ἐπανεξαγωγή καφέ πρέπει νά συνοδεύεται ἀπό ἔγκυρο πιστοποιητικό ἐπανεξαγωγῆς. Τά πιστοποιητικά ἐπανεξαγωγῆς ἐκδίδονται, σύμφωνα μέ τούς κανόνες πού θεσπίζει τό συμβούλιο, ὑπό ἀναγνωρισμένου ὀργανισμοῦ, τόν ὁποῖο ἐπιλέγει τό μέλος αὐτό καί τόν ὁποῖο ἐγκρίνει ὁ Ὀργανισμός, καί πιστοποιοῦν ὅτι ἡ ἐν λόγω ποσότης καφέ ἔχει εἰσαχθεῖ κατ' ἐφαρμογή τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας.

3. Οἱ κανόνες πού ἀναφέρονται στό παρόν ἄρθρο περιέχουν διατάξεις πού ἐπιτρέπουν τήν ἐφαρμογή τους σέ ὁμάδες μελῶν εἰσαγωγῆς πού ἀποτελοῦν τελωνειακή ἕνωση.

4. Τό συμβούλιο δύναται νά ἐκδώσει κανόνες περί τῆς ἐκτυπώσεως, τῆς ἐπικυρώσεως, τῆς ἐκδόσεως καί τῆς χρησιμοποιήσεως τῶν πιστοποιητικῶν καί νά λάβει τά ἀναγκαῖα μέτρα γιά τήν ἔκδοση ἐνσήμων ἐξαγωγῆς καφέ ἔναντι καταβολῆς τέλους, τοῦ ὁποίου τό ὕψος πρόκειται νά καθορισθεῖ ἀπό τό συμβούλιο. Ἡ ἐπικόλληση τῶν ἐνσήμων αὐτῶν στά πιστοποιητικά καταγωγῆς δύναται νά ἀποτελεῖ μία ἀπό τίς ὁρισθεῖσες μεθόδους γιά νά προσδοθεῖ ἐγκυρότητα στά πιστοποιητικά. Τό συμβούλιο δύναται νά λαμβάνει παρόμοια μέτρα γιά τήν ἐπικύρωση ἄλλων τύπων πιστοποιητικῶν καί νά ἐκδίδει ἄλλα εἴδη ἐνσήμων ἐξαγωγῆς, ὑπό ὅρους πού πρόκειται νά καθορισθοῦν.

5. Κάθε μέλος κοινοποιεῖ στόν Ὀργανισμό τό ὄνομα τοῦ κυβερνητικοῦ ἤ μή κυβερνητικοῦ ὀργανισμοῦ πού ἐπέλεξε γιά τήν ἐνάσκηση τῶν καθηκόντων πού προβλέπονται στίς παραγράφους 1 καί 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ὁ Ὀργανισμός ἐγκρίνει ρητῶς ἕνα μή κυβερνητικό ὀργανισμό, ἀφοῦ λάβει ἐπαρκεῖς ἀποδείξεις ἀπό τό ἐνδιαφερόμενο μέλος ὅτι ὁ ὀργανισμός αὐτός εἶναι σέ θέση καί εἶναι διατεθειμένος νά ἀναλάβει, σύμφωνα μέ τούς κανόνες καί κανονισμούς πού ἔχουν ἐκδοθεῖ δυνάμει τῆς παρούσης συμφωνίας, τίς ὑποχρεώσεις τοῦ μέλους. Τό συμβούλιο δύναται ἀνά πᾶσα στιγμή νά δηλώσει, μέ αἰτιολογημένη ἀπόφαση ὅτι δέν δύναται πλέον νά δεχθεῖ ἕνα ὁρισμένο μή κυβερνητικό ὀργανισμό. Τό συμβούλιο προβαίνει, εἴτε ἄμεσα εἴτε μέσω ἑνός παγκοσμίου ὀργανισμοῦ διεθνοῦς ἀναγνωρίσεως, στίς ἀναγκαῖες ἐνέργειες γιά νά εἶναι ἀνά πᾶσα στιγμή σέ θέση νά βεβαιώνεται ὅτι οἱ διάφοροι τύποι πιστοποιητικῶν ἐκδίδονται καί χρησιμοποιοῦνται ὀρθῶς καί νά ἐλέγχει τίς ποσότητες καφέ πού ἐξήχθησαν ἀπό κάθε μέλος.

6. Μή κυβερνητικός ὀργανισμός, ὁ ὁποῖος ἐγκρίνεται ὡς ὑπηρεσία πιστοποιήσεως σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 5 τοῦ παρόντος ἄρθρου, διατηρεῖ ἐπί τέσσερα τουλάχιστον ἔτη μητρῷα τῶν ἐκδοθέντων πιστοποιητικῶν, καθώς καί τά ἔγγραφα βάσει τῶν ὁποίων ἐπραγματοποιήθη ἡ ἔκδοσή τους. Πρίν ἐγκριθεῖ ὡς ὑπηρεσία πιστοποιήσεως σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 5 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὁ μή κυβερνητικός ὀργανισμός πρέπει νά δεχθεῖ νά θέτει τά ἀνωτέρω μητρῷα στή διάθεση τοῦ Ὀργανισμοῦ, πρός ἐπιθεώρηση.

7. Σέ περίπτωση πού ἰσχύουν οἱ ποσοστώσεις, τά μέλη ἀπαγορεύουν, μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 44 καί τοῦ ἄρθρου 45 παράγραφοι 1 καί 2,

τήν εἰσαγωγή κάθε φορτίου καφέ πού δέν συνοδεύεται ἀπό ἔγκυρο πιστοποιητικό, τό ὁποῖο συντάσσεται σύμφωνα μέ τόν κατάλληλο τύπο καί ἐκδίδεται σύμφωνα μέ τούς ὑπό τοῦ συμβουλίου ἐκδοθέντες κανόνες.

8. Μικρές ποσότητες καφέ, ὑπό μορφή πού ἐνδεχομένως δύναται νά καθορίσει τό συμβούλιο, ἤ ὁ καφές πού προορίζεται γιά ἄμεση κατανάλωση σέ πλοῖα, ἀεροπλάνα ἤ ἄλλα διεθνῆ μεταφορικά μέσα, δέν ὑπόκεινται στίς διατάξεις τῶν παραγράφων 1 καί 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρο 44

Ἐξαγωγές ἐκτός ποσοστώσεως

1. Ὅπως προβλέπεται στίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 29, οἱ ἐξαγωγές καφέ πρός χῶρες πού δέν μετέχουν στήν παρούσα συμφωνία δέν καταλογίζονται στίς ποσοστώσεις. Τό συμβούλιο δύναται νά ἐκδώσει κανόνες πού ρυθμίζουν μεταξύ ἄλλων τή διεξαγωγή καί τήν ἐπίβλεψη τῶν συναλλαγῶν αὐτῶν, τήν ἀντιμετώπιση ἐκτροπῶν καί ἐπανεξαγωγῶν ἀπό χῶρες μή μέλη πρός χῶρες μέλη καί τίς πρός ἐφαρμογή κυρώσεις, καθώς καί τά ἀναγκαῖα ἔγγραφα πού συνοδεύουν τίς ἐξαγωγές τόσο πρός χῶρες μέλη ὅσο καί πρός χῶρες μή μέλη.

2. Οἱ ἐξαγωγές καφέ σέ κόκκους ὡς πρώτη ὕλη πρός βιομηχανική μεταποίηση γιά σκοπούς διάφορους τῆς καταναλώσεως τοῦ καφέ ὡς ἀφεψήματος ἤ ὡς εἴδους διατροφῆς δέν καταλογίζονται στίς ποσοστώσεις, ὑπό τήν προϋπόθεση ὅτι τό μέλος ἐξαγωγῆς ἀποδεικνύει κατά τρόπο ἱκανοποιητικό γιά τό συμβούλιο ὅτι ὁ καφές σέ κόκκους θά χρησιμοποιηθεῖ πραγματικά γιά τό σκοπό αὐτό.

3. Τό συμβούλιο δύναται, κατόπιν αἰτήσεως ἑνός μέλους ἐξαγωγῆς νά ἀποφασίσει ὅτι οἱ ἐξαγωγές καφέ πού πραγματοποιοῦνται ἀπό τό μέλος αὐτό γιά ἀνθρωπιστικούς ἤ γιά ἄλλους μή ἐμπορικούς σκοπούς, δέν καταλογίζονται στήν ποσόστωσή του.

Ἄρθρο 45

Ρύθμιση τῶν εἰσαγωγῶν

1. Γιά νά παρεμποδίσει τίς χῶρες μή μέλη νά αὐξήσουν τίς ἐξαγωγές τους σέ βάρος τῶν μελῶν ἐξαγωγῆς, κάθε μέλος περιορίζει, ὅταν ἰσχύουν οἱ ποσοστώσεις, τίς ἐτήσιες εἰσαγωγές του σέ καφέ πού προέρχονται ἀπό χῶρες μή μέλη, οἱ ὁποῖες δέν μετεῖχαν στή διεθνῆ συμφωνία τοῦ 1968 γιά τόν καφέ, σέ ποσότητα ἴση πρός τόν ἐτήσιο μέσο ὅρο τῶν εἰσαγωγῶν του σέ καφέ προελεύσεως χωρῶν μή μελῶν εἴτε ἀπό τό ἡμερολογιακό ἔτος 1971 μέχρι καί τό ἡμερολογιακό ἔτος 1974, εἴτε ἀπό τό ἡμερολογιακό ἔτος 1972 μέχρι καί τό ἡμερολογιακό ἔτος 1974.

2. Ὅταν ἰσχύουν οἱ ποσοστώσεις, τά μέλη περιορίζουν ἐπίσης τίς ἐτήσιες εἰσαγωγές τους σέ καφέ πού προέρχονται ἀπό κάθε χώρα μή μέλος πού δέν μετεῖχε στή διεθνῆ συμφωνία τοῦ 1968 γιά τόν καφέ ἤ στή διεθνῆ συμφωνία τοῦ 1968 γιά τόν καφέ ὅπως αὐτή παρετάθη, σέ ποσότητα πού δέν ὑπερβαίνει ὁρισμένο ποσοστό τοῦ μέσου ὅρου τῶν ἐτησίων εἰσαγωγῶν πού προέρχονται ἀπό τό ἐν λόγῳ μή μέλος κατά τή διάρκεια τῶν ἐτῶν καφέ 1968/1969 μέχρι 1971/1972. Τό ποσοστό αὐτό ἀντιστοιχεῖ στή σχέση τοῦ σταθεροῦ τμήματος πρός τήν ἐτήσια καθολική ποσόστωση, δυνάμει τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 35, κατά τή θέση σέ ἰσχύ τῶν ποσοστώσεων.

3. Τό συμβούλιο δύναται νά ἀναστείλει ἤ νά τροποποιήσει τούς ποσοτικούς αὐτούς περιορισμούς, ἄν κρίνει ὅτι τά μέτρα αὐτά εἶναι ἀναγκαῖα γιά τήν ἐπίτευξη τῶν στόχων τῆς παρούσης συμφωνίας.

4. Οἱ ὑποχρεώσεις πού καθορίζονται στίς προηγούμενες παραγράφους τοῦ παρόντος ἄρθρου δέν θίγουν τίς ἀντίθετες διμερεῖς ἤ πολυμερεῖς ὑποχρεώσεις πού τά μέλη εἰσαγωγῆς ἀνέλαβαν μέ χῶρες μή μέλη πρίν ἀπό τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας, ὑπό τήν προϋπόθεση ὅτι κάθε μέλος εἰσαγωγῆς πού ἔχει ἀναλάβει τίς ἀντίθετες αὐτές ὑποχρεώσεις, ὀφείλει νά τίς ἐκπληρώνει κατά τρόπο, ὥστε νά ἀμβλυνθεῖ κατά τό δυνατόν ἡ ἀντίθεσή τους πρός τίς ὑποχρεώσεις πού καθορίζονται στίς προηγούμενες παραγράφους. Τό μέλος αὐτό λαμβάνει τό ταχύτερο δυνατό μέτρα γιά νά συμβιβάσει τίς ὑποχρεώσεις αὐτές μέ τίς διατάξεις τῶν παραγράφων 1 καί 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου καί ἐκθέτει λεπτομερῶς στό συμβούλιο τή φύση τῶν ὑποχρεώσεων αὐτῶν καί τά μέτρα πού ἔλαβε γιά νά ἀμβλύνει ἤ νά ἐξαλείψει τήν ἀντίθεση.

5. Ἄν μέλος εἰσαγωγῆς δέν συμμορφώνεται πρός τίς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου, τό συμβούλιο δύναται νά ἀναστείλει καί τό δικαίωμα ψήφου του στό συμβούλιο καί τό δικαίωμά του νά ψηφίζει αὐτοπροσώπως ἤ δι' ἐξουσιοδοτήσεως στήν ἐκτελεστική ἐπιτροπή.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VIII

ΑΛΛΕΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρο 46

Μέτρα σχετικά μέ τό μεταποιημένο καφέ

1. Τά μέλη ἀναγνωρίζουν ὅτι οἱ ὑπό ἀνάπτυξη χῶρες ἔχουν ἀνάγκη διευρύνσεως τῶν βάσεων τῆς οἰκονομίας τους, ἰδίως διά τῆς ἐκβιομηχανίσεως καί τῆς

ἐξαγωγῆς διομηχανικῶν προϊόντων συμπεριλαμβανομένης καί τῆς μεταποιήσεως τοῦ καφέ καί τῆς ἐξαγωγῆς μεταποιημένου καφέ.

2. Ἐν προκειμένω τά μέλη ἀποφεύγουν νά λαμβάνουν κυβερνητικά μέτρα, τά ὁποῖα θά ἠδύναντο νά ἀποδιοργανώσουν τόν τομέα τοῦ καφέ ἄλλων μελῶν.

3. Ἄν μέλος θεωρεῖ ὅτι δέν τηροῦνται οἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, διαβουλεύεται μέ τά ἄλλα ἐνδιαφερόμενα μέλη, λαμβάνοντας δεόντως ὑπόψη τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 57. Τά ἐνδιαφερόμενα μέλη προσπαθοῦν νά ἐπιτύχουν φιλικό διακανονισμό ἐπί διμεροῦς βάσεως. Ἄν οἱ διαβουλεύσεις αὐτές δέν ὁδηγήσουν σέ μία ἱκανοποιητική λύση γιά τά ἐν λόγω μέρη, κάθε μέρος δύναται νά φέρει τό θέμα ἐνώπιον τοῦ συμβουλίου σύμφωνα μέ τό ἄρθρο 58.

4. Καμία διάταξη τῆς παρούσης συμφωνίας δέν θίγει τό δικαίωμα κάθε μέλους νά λαμβάνει τά ἀναγκαῖα μέτρα γιά τήν πρόληψη καί ἐπανόρθωση ἀποδιοργανώσεως στόν τομέα τοῦ καφέ ἀπό εἰσαγωγές μεταποιημένου καφέ.

Ἄρθρον 47

Προβολή καί προώθηση

1. Τά μέλη ἀναλαμβάνουν νά ἐνθαρρύνουν τήν κατανάλωση τοῦ καφέ μέ κάθε δυνατό τρόπο. Γιά τό σκοπό αὐτόν, ἱδρύεται ταμεῖο προβολῆς καί προωθήσεως πού ἔχει σά στόχο τήν προώθηση τῆς καταναλώσεως στίς χῶρες εἰσαγωγῆς μέ ὅλα τά κατάλληλα μέσα, χωρίς νά λαμβάνεται ὑπόψη ἡ καταγωγή, ὁ τύπος ἤ ἡ ὀνομασία τοῦ καφέ, καί τήν ἐπίτευξη καί διατήρηση τῆς ὑψηλότερης δυνατῆς ποιότητος καί γνησιότητος τοῦ ἀφεψήματος αὐτοῦ.

2. Τό ταμεῖο προβολῆς καί προωθήσεως διαχειρίζεται ἐπιτροπή. Ἡ συμμετοχή στό ταμεῖο περιορίζεται σέ μέλη πού συμβάλλουν στή χρηματοδότησή του.

3. Κατά τή διάρκεια τῶν ἐτῶν καφέ 1976/1977 καί 1977/1978 τό ταμεῖο χρηματοδοτεῖται ἀπό ὑποχρεωτική εἰσφορά ἐπί τῶν ἐνσήμων ἐξαγωγῆς ἤ τῶν ἰσοδυνάμων ἀδειῶν ἐξαγωγῆς, ἡ ὁποία καταβάλλεται ἀπό μέλη ἐξαγωγῆς ἀπό 1ης Ὀκτωβρίου 1976. Ἡ εἰσφορά αὐτή ἀνέρχεται σέ 5 σέντς δολλαρίου ΗΠΑ ἀνά σάκκο γιά τά μέλη πού ἀπαριθμοῦνται στό παράρτημα 1 καί τῶν ὁποίων ἡ ἀρχική ἐτησία ποσόστωση ἐξαγωγῆς εἶναι κατώτερη τῶν 100 000 σάκκων· σέ 10 σέντς δολλαρίου ΗΠΑ ἀνά σάκκο γιά τά μέλη πού ἀπαριθμοῦνται στό παράρτημα 1 καί τῶν ὁποίων ἡ ἀρχική ἐτήσια ποσόστωση ἐξαγωγῆς εἶναι ἴση ἤ ἀνώτερη τῶν 100 000 σάκκων, ἀλλά κατώτερη τῶν 400 000 σάκκων, καί σέ 25 σέντς δολλαρίου ΗΠΑ ἀνά σάκκο γιά ὅλα τά ὑπόλοιπα μέλη ἐξαγωγῆς. Τό ταμεῖο δύναται ἐπίσης νά χρηματοδοτηθεῖ ἀπό προαιρετικές εἰσφορές ἄλλων μελῶν ὑπό ὅρους πού ἐγκρίνονται ἀπό τήν ἐπιτροπή.

4. Ἡ ἐπιτροπή δύναται νά ἀποφασίζει ἀνά πᾶσα στιγμή τήν εἴσπραξη ὑποχρεωτικῆς εἰσφορᾶς κατά τή διάρκεια τοῦ τρίτου ἔτους καφέ καί τῶν ἑπομένων ἐτῶν καφέ, ἄν χρειάζεται συμπληρωματικούς πόρους γιά τήν ἐκπλήρωση τῶν ὑποχρεώσεων δυνάμει τῆς παραγράφου 7 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Δύναται ὁμοίως νά ἀποφασίσει νά δέχεται εἰσφορές ἀπό ἄλλα μέλη ὑπό ὅρους πού ἐγκρίνει.

5. Οἱ πόροι τοῦ ταμείου χρησιμοποιοῦνται κυρίως γιά τή χρηματοδότηση ἐκστρατειῶν προβολῆς καί προωθήσεως στίς χῶρες μέλη εἰσαγωγῆς.

6. Τό ταμεῖο δύναται νά ἀναθέσει καί μελέτες σχετικές μέ τήν κατανάλωση τοῦ καφέ.

7. Τά μέλη εἰσαγωγῆς ἤ οἱ ἐμπορικές ἑνώσεις στίς χῶρες μέλη εἰσαγωγῆς, πού γίνονται δεκτές ἀπό τήν ἐπιτροπή, δύνανται νά ὑποβάλλουν προτάσεις γιά τίς ἐκστρατεῖες προβολῆς καί προωθήσεως τοῦ καφέ. Τό ταμεῖο δύναται νά χρηματοδοτήσει μέχρι 50% τοῦ κόστους τῶν ἐκστρατειῶν αὐτῶν. Ὅταν μία ἐκστρατεία ἐγκρίνεται, τό ποσοστό τῆς συνεισφορᾶς τῆς ἐπιτροπῆς παραμένει ἀναλλοίωτο. Ἡ διάρκεια τῶν ἐκστρατειῶν δύναται νά ὑπερβεῖ τό ἕνα ἔτος ἀλλά δέν εἶναι ἀνώτερη τῶν πέντε ἐτῶν.

8. Ἡ πληρωμή πού ἀναφέρεται στήν παράγραφο 3 πραγματοποιεῖται ἔναντι παραδόσεως τῶν ἐνσήμων ἐξαγωγῆς καφέ ἤ ἰσοδυνάμων ἀδειῶν ἐξαγωγῆς. Οἱ κανόνες περί τῆς ἐφαρμογῆς συστήματος πιστοποιητικῶν καταγωγῆς πρέπει δυνάμει τοῦ ἄρθρου 43 νά περιέχουν διατάξεις περί τῆς καταβολῆς τῆς εἰσφορᾶς πού ἀναφέρεται στήν παράγραφο 3.

9. Ἡ εἰσφορά πού ἀναφέρεται στίς παραγράφους 3 καί 4 εἶναι πληρωτέα σέ δολλάρια ΗΠΑ στόν ἐκτελεστικό διευθυντή πού καταθέτει τά προκύπτοντα κεφάλαια σέ εἰδικό λογαριασμό μέ τήν ὀνομασία λογαριασμός ταμείου προβολῆς καί προωθήσεως.

10. Ἡ ἐπιτροπή ἐλέγχει ὅλα τά κατατεθειμένα στό ταμεῖο προβολῆς καί προωθήσεως κεφάλαια. Τό ταχύτερο δυνατό μετά τό κλείσιμο κάθε οἰκονομικοῦ ἔτους, ὑποβάλλεται στήν ἐπιτροπή γιά ἔγκριση κατάσταση τῶν ἐσόδων καί ἐξόδων τοῦ ταμείου προβολῆς καί προωθήσεως κατά τή διάρκεια τοῦ ἐν λόγω οἰκονομικοῦ ἔτους, ἡ ὁποία ἔχει ἐλεγχθεῖ ὑπό ἀναγνωρισμένου ἐμπειρογνώμονος. Οἱ λογαριασμοί, ἀφοῦ ἐγκριθοῦν ἀπό τήν ἐπιτροπή διαβιβάζονται στό συμβούλιο πρός ἐνημέρωση.

11. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής εἶναι καί πρόεδρος τῆς ἐπιτροπῆς καί συντάσσει σέ τακτικά χρονικά διαστήματα ἀναφορά πρός τό συμβούλιο περί τῶν δραστηριοτήτων τῆς ἐπιτροπῆς.

12. Οἱ διοικητικές δαπάνες πού προκύπτουν ἀπό τήν ἐφαρμογή τοῦ παρόντος ἄρθρου καθώς καί ἐκεῖνες πού ἔχουν σχέση μέ τίς δραστηριότητες προβολῆς καί προωθήσεως βαρύνουν τό ταμεῖο προβολῆς καί προωθήσεως.

13. Ἡ ἐπιτροπή καταρτίζει τό καταστατικό της.

Ἄρθρο 48

Ἐξάλειψη τῶν ἐμποδίων στήν κατανάλωση

1. Τά μέλη ἀναγνωρίζουν τήν ἐξαιρετική σπουδαιότητα μιᾶς ὅσο τό δυνατό ταχυτέρας καί μεγαλυτέρας αὐξήσεως τῆς καταναλώσεως τοῦ καφέ ἰδίως διά τῆς προοδευτικῆς ἐξαλείψεως τῶν ἐμποδίων πού δύνανται νά παρακωλύσουν τήν ἀνάπτυξη αὐτή.

2. Τά μέλη ἀναγνωρίζουν ὅτι ὁρισμένα μέτρα πού ἐφαρμόζονται ἐπί τοῦ παρόντος δύνανται, σέ μεγαλύτερο ἤ μικρότερο βαθμό, νά παρεμποδίσουν τήν αὔξηση τῆς καταναλώσεως τοῦ καφέ, ἰδίως δέ:

α) ὁρισμένα καθεστῶτα εἰσαγωγῆς καφέ συμπεριλαμβανομένων τῶν προτιμησιακῶν ἤ ἄλλων δασμῶν, τῶν ποσοστώσεων, τῶν πράξεων τῶν κρατικῶν μονοπωλίων ἤ τῶν ἐπισήμων ὀργανισμῶν ἀγορᾶς καί ἄλλοι διοικητικοί κανόνες ἤ ἐμπορικές μέθοδοι·

β) ὁρισμένα καθεστῶτα ἐξαγωγῆς σχετικά μέ τίς ἄμεσες καί ἔμμεσες ἐπιδοτήσεις καί ἄλλοι διοικητικοί κανόνες ἤ ἐμπορικές μέθοδοι·

γ) ὁρισμένοι ἐσωτερικοί ὅροι τοῦ ἐμπορίου καί ἐσωτερικές νομοθετικές καί διοικητικές διατάξεις δυνάμενες νά ἐπηρεάσουν τήν κατανάλωση.

3. Λαμβανομένων ὑπόψη τῶν προαναφερθέντων στόχων καί τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τά μέλη καταβάλλουν κάθε δυνατή προσπάθεια γιά τή μείωση τῶν δασμῶν ἐπί τοῦ καφέ ἤ γιά τή λήψη ἄλλων μέτρων, προκειμένου νά ἐξαλείψουν τά ἐμπόδια στήν αὔξηση τῆς καταναλώσεως.

4. Λαμβάνοντας ὑπόψη τό κοινό τους συμφέρον, τά μέλη ἀναλαμβάνουν νά ἀναζητήσουν μέσα, διά τῶν ὁποίων δύνανται νά μειωθοῦν προοδευτικά τά ἐμπόδια στήν ἀνάπτυξη τοῦ ἐμπορίου καί τῆς καταναλώσεως, τά ὁποῖα ἀναφέρονται στήν παράγραφο 2 καί, ἐνδεχομένως, νά ἐξαλειφθοῦν κατά τό μέτρο τοῦ δυνατοῦ, ἤ διά τῶν ὁποίων δύνανται νά μειωθοῦν οὐσιωδῶς οἱ ἐπιπτώσεις τους.

5. Λαμβάνοντας ὑπόψη τίς, ὑπό τούς ὅρους τῆς παραγράφου 4, ἀνειλημμένες ὑποχρεώσεις, τά μέλη ἐνημερώνουν κάθε ἔτος τό συμβούλιο περί τῶν μέτρων πού ἔλαβαν γιά τήν ἐφαρμογή τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου.

6. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ἑτοιμάζει κατά τακτικά χρονικά διαστήματα μελέτη τῶν ἐμποδίων στήν ἀνάπτυξη τῆς καταναλώσεως, ἡ ὁποία ἐξετάζεται ἀπό τό συμβούλιο.

7. Γιά νά ἐπιτευχθοῦν οἱ στόχοι πού ἀναφέρονται στό παρόν ἄρθρο, τό συμβούλιο δύναται νά ἀπευθύνει συστάσεις πρός τά μέλη, πού ἐνημερώνουν τό ταχύτερο δυνατό τό συμβούλιο περί τῶν μέτρων πού ἔλαβαν γιά νά ἐφαρμόσουν τίς ἐν λόγῳ συστάσεις.

Ἄρθρο 49

Μείγματα καί ὑποκατάστατα

1. Τά μέλη δέν διατηροῦν σέ ἰσχύ οἱαδήποτε ρύθμιση πού ἀπαιτεῖ τή μείξη, ἐπεξεργασία ἤ χρησιμοποίηση τοῦ καφέ μέ ἄλλα προϊόντα, μέ σκοπό τήν πώλησή τους στό ἐμπόριο μέ τήν ὀνομασία τοῦ καφέ. Τά μέλη καταβάλλουν κάθε δυνατή προσπάθεια γιά τήν απαγόρευση τῆς πωλήσεως καί τῆς διαφημίσεως, μέ τό ὄνομα τοῦ καφέ, προϊόντων πού περιέχουν λιγότερο ἀπό τό ἰσοδύναμο τοῦ 90% ἀφρύκτου καφέ σάν πρώτη ὕλη βάσεως.

2. Τό συμβούλιο δύναται νά ζητήσει ἀπό μία χώρα μέλος νά λάβει τά ἀναγκαῖα μέτρα γιά νά ἐξασφαλίσει τήν τήρηση τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου.

3. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ὑποβάλλει τακτικά στό συμβούλιο ἔκθεση τῆς τηρήσεως τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 50

Πολιτική παραγωγῆς

1. Γιά νά διευκολυνθεῖ ἡ ἐπίτευξη τοῦ στόχου πού καθορίζεται στό ἄρθρο 1 παράγραφος 1, τά μέλη ἐξαγωγῆς ἀναλαμβάνουν νά καταβάλλουν κάθε δυνατή προσπάθεια γιά νά υἱοθετήσουν καί νά ἐφαρμόσουν μία πολιτική παραγωγῆς.

2. Τό συμβούλιο δύναται, γιά νά συντονίσει τήν πολιτική παραγωγῆς πού ἀναφέρεται στήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, νά καθορίσει ὁρισμένες διαδικασίες. Οἱ διαδικασίες αὐτές δύνανται νά περιλαμβάνουν κατάλληλα μέτρα διαφοροποιήσεως ἤ ἐνθαρρύνσεως πρός διαφοροποίηση, καθώς καί τά μέσα μέ τά ὁποῖα τά μέλη δύνανται νά λάβουν τεχνική καί οἰκονομική βοήθεια.

3. Τό συμβούλιο δύναται νά καθορίσει εἰσφορά πληρωτέα ὑπό τῶν μελῶν ἐξαγωγῆς, ἡ ὁποία θά ἐπιτρέψει στόν Ὀργανισμό νά πραγματοποιήσει τίς κατάλληλες τεχνικές μελέτες γιά νά βοηθήσει τά μέλη ἐξαγωγῆς νά λάβουν τά ἀναγκαῖα μέτρα πρός ἐφαρμογή πρόσφορης πολιτικῆς παραγωγῆς. Ἡ εἰσφορά αὐτή δέν δύναται νά ὑπερβεῖ τά 2 σέντς δολλαρίου ΗΠΑ ἀνά ἐξαγόμενο σάκκο πρός χῶρες μέλη εἰσαγωγῆς καί εἶναι πληρωτέα σέ μετατρέψιμο νόμισμα.

Ἄρθρο 51

Πολιτική ἐπί τῶν ἀποθεμάτων καφέ

1. Πρός συμπλήρωση τῶν διατάξεων τοῦ κεφαλαίου VII καί τοῦ ἄρθρου 50 τό συμβούλιο θεσπίζει μέ κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων, τήν πολιτική ἐπί τῶν ἀποθεμάτων καφέ στίς χῶρες μέλη παραγωγῆς.

2. Τό συμβούλιο λαμβάνει μέτρα γιά νά ἐξακριβώνει κάθε ἔτος, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35, τόν ὄγκο τῶν ἀποθεμάτων καφέ πού κατέχουν μεμονωμένα τά μέλη ἐξαγωγῆς. Τά ἐνδιαφερόμενα μέλη διευκολύνουν τήν ἐτήσια αὐτή ἔρευνα.

3. Τά μέλη παραγωγῆς μεριμνοῦν ὥστε νά ὑπάρχουν στίς χῶρες τους οἱ κατάλληλες ἐγκαταστάσεις γιά τήν κανονική ἀποθήκευση τῶν ἀποθεμάτων καφέ.

4. Τό συμβούλιο μελετᾶ τίς δυνατότητες νά συμβάλει στήν ἐπίτευξη τῶν στόχων τῆς παρούσης συμφωνίας διά διευθετήσεως πού ἀφορᾶ τό διεθνές ἀπόθεμα.

Ἄρθρον 52

Συνεργασία μέ τούς ἐμπορευομένους

1. Ὁ Ὀργανισμός διατηρεῖ στενή ἐπαφή μέ τούς σχετικούς μή κυβερνητικούς ὀργανισμούς πού ἀσχολοῦνται μέ τό διεθνές ἐμπόριο τοῦ καφέ καί μέ ἐμπειρογνώμονες σέ θέματα καφέ.

2. Τά μέλη ἀσκοῦν τίς δραστηριότητες τους ἐντός τοῦ πλαισίου τῆς παρούσης συμφωνίας κατά τρόπο σύμφωνο μέ τούς καθιερωμένους τρόπους διεξαγωγῆς τοῦ ἐμπορίου καί ἀπέχουν ἀπό διακριτικές μεθόδους πωλήσεων. Κατά τήν ἄσκηση τῶν δραστηριοτήτων αὐτῶν καταβάλλουν κάθε δυνατή προσπάθεια γιά νά λαμβάνουν δεόντως ὑπόψη τά νόμιμα συμφέροντα τοῦ ἐμπορίου καφέ.

Ἄρθρον 53

Ἐνημέρωση

1. Ὁ Ὀργανισμός χρησιμεύει ὡς κέντρο γιά τή συγκέντρωση καί δημοσίευση:

α) τῶν στατιστικῶν στοιχείων ἐπί τῆς παγκοσμίου παραγωγῆς, τῶν τιμῶν, τῶν ἐξαγωγῶν καί τῶν εἰσαγωγῶν, τῆς διανομῆς καί τῆς καταναλώσεως τοῦ καφέ, καί

β) τεχνικῶν στοιχείων ἐπί τῆς καλλιεργείας, ἐπεξεργασίας καί χρησιμοποιήσεως τοῦ καφέ, ἐφ' ὅσον θεωρεῖται σκόπιμο.

2. Τό συμβούλιο δύναται νά ζητήσει ἀπό τά μέλη νά τοῦ παρέχουν τά στοιχεῖα πού θεωρεῖ ἀναγκαῖα γιά τή δραστηριότητά του, συμπεριλαμβανομένων τακτικῶν στατιστικῶν ἐκθέσεων ἐπί τῆς παραγωγῆς, τῶν τάσεων τῆς παραγωγῆς, τῶν ἐξαγωγῶν καί εἰσαγωγῶν, τῆς διανομῆς, τῆς καταναλώσεως, τῶν ἀποθεμάτων, τῶν τιμῶν καί τῆς φορολογίας· δέν δημοσιεύεται πάντως κανένα στοιχεῖο πού θά ἀπεκάλυπτε τήν ταυτότητα τῶν δραστηριοτήτων ἀτόμων ἤ ἑταιρειῶν πού παράγουν, ἐπεξεργάζονται ἤ ἐμπορεύονται καφέ. Τά μέλη κοινοποιοῦν μέ ὅσο τό δυνατό λεπτομερή καί ἀκριβή μορφή τά στοιχεῖα πού τούς ἐζητήθησαν.

3. Ἄν μέλος παρέλειψε νά παράσχει ἤ δυσκολεύεται νά παράσχει ἐντός εὐλόγου προθεσμίας τά στατιστικά ἤ ἄλλα στοιχεῖα πού ἐζητήθησαν ἀπό τό συμβούλιο γιά τήν καλή λειτουργία τοῦ Ὀργανισμοῦ, τό συμβούλιο δύναται νά ἀπαιτήσει ἀπό τό ἐν λόγω μέλος νά ἐξηγήσει τούς λόγους τῆς παραλείψεως αὐτῆς. Ἄν τό συμβούλιο διαπιστώσει ὅτι πρέπει ἐν προκειμένω νά χορηγήσει τεχνική βοήθεια, δύναται νά λάβει τά ἀναγκαῖα μέτρα.

4. Ἐκτός τῶν μέτρων πού προβλέπονται στήν παράγραφο 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής δύναται, κατόπιν προσηκούσης κοινοποιήσεως καί ἐκτός ἀντιθέτου γνώμης τοῦ συμβουλίου, νά ἀναστείλει τήν ἔκδοση τῶν ἐνσήμων καφέ ἤ ἄλλων ἰσοδυνάμων ἀδειῶν ἐξαγωγῆς, σύμφωνα πρός τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 43.

Ἄρθρο 54

Μελέτες

1. Τό συμβούλιο δύναται νά προωθήσει μελέτες πού ἀφοροῦν τίς οἰκονομικές συνθῆκες τῆς παραγωγῆς καί τῆς διανομῆς τοῦ καφέ, τήν ἐπίπτωση τῶν κυβερνητικῶν μέτρων στίς χῶρες παραγωγῆς καί στίς χῶρες καταναλώσεως ἐπί τῆς παραγωγῆς καί καταναλώσεως καφέ, τή δυνατότητα αὐξήσεως τῆς καταναλώσεως τοῦ καφέ γιά τίς παραδοσιακές καί ἐνδεχομένως γιά νέες χρήσεις καί τά ἀποτελέσματα τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης συμφωνίας στίς χῶρες παραγωγῆς καί καταναλώσεως καφέ, σέ ὅ,τι ἀφορᾶ κυρίως τούς ὅρους συναλλαγῶν τους.

2. Ὁ Ὀργανισμός δύναται νά ἐξετάσει τή δυνατότητα καθιερώσεως ἐλαχίστων κανόνων γιά τίς ἐξαγωγές καφέ ἀπό μέλη παραγωγῆς.

Ἄρθρο 55

Εἰδικό ταμεῖο

1. Ἱδρύεται εἰδικό ταμεῖο γιά νά ἐπιτρέπει στόν Ὀργανισμό τή λήψη καί τή χρηματοδότηση τῶν ανα-

γκαίων συμπληρωματικῶν μέτρων γιά τήν ἐξασφάλιση τῆς ἐφαρμογῆς τῶν σχετικῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας ἀπό τῆς θέσεώς της σέ ἰσχύ ἤ ὅσο τό δυνατό συντομότερα.

2. Οἱ πληρωμές πρός τό ταμεῖο συνίστανται σέ εἰσφορά 2 σέντς δολλαρίου ΗΠΑ ἀνά σάκκο καφέ πού ἐξάγεται πρός μέλη εἰσαγωγῆς, πληρωτέα ἀπό τά μέλη ἐξαγωγῆς ἀπό τῆς θέσεως σέ ἰσχύ τῆς παρούσης συμφωνίας, ἐκτός ἄν τό συμβούλιο ἀποφασίσει νά μειώσει ἤ νά ἀναστείλει τήν εἰσφορά αὐτή.

3. Ἡ εἰσφορά πού ἀναφέρεται στήν παράγραφο 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου εἶναι πληρωτέα σέ δολλάρια ΗΠΑ στόν ἐκτελεστικό διευθυντή ἔναντι παραδόσεως ἐνσήμων ἐξαγωγῆς καφέ ἤ ἐκδόσεως ἰσοδυνάμων ἀδειῶν ἐξαγωγῆς. Οἱ κανόνες περί τῆς ἐφαρμογῆς συστήματος πιστοποιητικῶν καταγωγῆς πρέπει νά περιέχουν σύμφωνα μέ τό ἄρθρο 43 διατάξεις σχετικές μέ τήν πληρωμή τῆς εἰσφορᾶς αὐτῆς.

4. Μέ τήν ἐπιφύλαξη τῆς ἐγκρίσεως τοῦ συμβουλίου, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ἐξουσιοδοτεῖται νά αναλαμβάνει ἀπό τό ταμεῖο τά ἀναγκαῖα ποσά γιά τήν κάλυψη τῶν ἐξόδων πού προκύπτουν ἀπό τήν ἐφαρμογή τοῦ συστήματος τῶν πιστοποιητικῶν καταγωγῆς πού ἀναφέρεται στό ἄρθρο 43, τῶν δαπανῶν πού συνδέονται μέ τόν ἔλεγχο τῶν ἀποθεμάτων πού πραγματοποιεῖται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 51 παράγραφος 2, καί τῶν ἐξόδων γιά τή βελτίωση τοῦ ἐφαρμοζομένου συστήματος γιά τή συγκέντρωση καί διαβίβαση τῶν στατιστικῶν στοιχείων πού ἀναφέρονται στό ἄρθρο 53.

5. Κατά τό μέτρο τοῦ δυνατοῦ, ἄν καί διακρίνεται ἀπό τό διοικητικό προϋπολογισμό, ἡ διαχείριση καί διοίκηση τοῦ ταμείου γίνεται κατ' ἀνάλογο τρόπο μέ τό διοικητικό προϋπολογισμό καί ὑπόκειται σέ ἐτήσιο ἔλεγχο, ὑπό ἀνεγνωρισμένου ἐμπειρογνώμονος, ὅπως προβλέπεται γιά τούς λογαριασμούς τοῦ Ὀργανισμοῦ στό ἄρθρο 27.

Ἄρθρο 56

Ἀπαλλαγές

1. Τό συμβούλιο δύναται, μέ κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων, νά ἀπαλλάξει μέλος ἀπό ὑποχρέωση λόγω ἐξαιρετικῶν περιστάσεων, ἤ περιπτώσεων ἐκτάκτου ἀνάγκης, ἀνωτέρας βίας, συνταγματικῶν ὑποχρεώσεων, ἤ διεθνῶν ὑποχρεώσεων πού ἀπορρέουν ἀπό τό Χάρτη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν γιά ἐδάφη πού τελοῦν ὑπό καθεστώς κηδεμονίας.

2. Ὅταν ἀπαλλάσσει μέλος, ἀπό ὑποχρέωσή του, τό συμβούλιο καθορίζει ρητῶς τίς προϋποθέσεις, τούς ὅρους καί τή διάρκεια τῆς ἀπαλλαγῆς αὐτῆς.

3. Τό συμβούλιο δέν λαμβάνει ὑπόψη αἴτηση ἀπαλλαγῆς ἀπό ὑποχρεώσεις σχετικές μέ τίς ποσοστώσεις, ἡ ὁποία βασίζεται στήν ὕπαρξη, σέ χώρα μέλος, κατά τή διάρκεια ἑνός ἤ περισσοτέρων ἐτῶν, ἐξαγώγιμης παραγωγῆς ὑπερβαινούσης τίς ἐξαγωγές πού ἐπιτρέπονται στό μέλος αὐτό ἤ ἡ ὁποία ἀποτελεῖ συνέπεια τῆς μή τηρήσεως ὑπό τοῦ μέλους τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 50 καί 51.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IX

ΔΙΑΒΟΥΛΕΥΣΕΙΣ, ΔΙΑΦΟΡΕΣ, ΠΡΟΣΦΥΓΕΣ

Ἄρθρο 57

Διαβουλεύσεις

Κάθε μέλος ἐξετάζει εὐμενῶς τίς παρατηρήσεις, τίς ὁποῖες δύναται τυχόν νά ὑποβάλει ἄλλο μέλος ἐπί παντός ζητήματος σχετικοῦ μέ τήν παροῦσα συμφωνία καί δέχεται κάθε σχετική διαβούλευση. Κατά τή διάρκεια τῆς διαβουλεύσεως αὐτῆς, κατόπιν αἰτήσεως τοῦ ἑνός μέρους καί μέ τή συναίνεση τοῦ ἄλλου, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής συνιστᾶ ἀνεξάρτητη ἐπιτροπή πού παρέχει τίς καλές της ὑπηρεσίες γιά νά ἐπιτευχθεῖ συμβιβασμός. Τά ἔξοδα τῆς ἐπιτροπῆς δέν βαρύνουν τόν Ὀργανισμό. Ἄν ἕνα ἀπό τά μέρη δέν συμφωνεῖ μέ τή σύσταση τῆς ἐπιτροπῆς ἀπό τόν ἐκτελεστικό διευθυντή ἤ ἄν ἡ διαβούλευση δέν ὁδηγεῖ σέ λύση, ἡ ὑπόθεση δύναται νά ἀναπεμφθεῖ ἐνώπιον τοῦ συμβουλίου σύμφωνα μέ τό ἄρθρο 58. Ἄν ἡ διαβούλευση καταλήξει σέ λύση, ὑποβάλλεται σχετική αἴτηση στόν ἐκτελεστικό διευθυντή, ὁ ὁποῖος τή διαβιβάζει σέ ὅλα τά μέλη.

Ἄρθρο 58

Διαφορές καί καταγγελίες

1. Κάθε διαφορά σχετική μέ τήν ἑρμηνεία ἤ τήν ἐφαρμογή τῆς παρούσης συμφωνίας πού δέν ἐπιλύεται μέ διαπραγματεύσεις φέρεται, κατόπιν αἰτήσεως κάθε μέλους πού εἶναι διάδικος στή διαφορά, ἐνώπιον τοῦ συμβουλίου γιά νά λάβει ἀπόφαση.

2. Ὅταν μία διαφορά φέρεται ἐνώπιον τοῦ συμβουλίου σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ πλειοψηφία τῶν μελῶν ἤ μέλη πού διαθέτουν τουλάχιστον τό ἕνα τρίτο τοῦ συνόλου τῶν ψήφων δύνανται νά ζητήσουν ἀπό τό συμβούλιο νά λάβει, κατόπιν συζητήσεως τῆς ὑποθέσεως καί πρίν καταστήσει γνωστή τήν ἀπόφασή του, τή γνώμη τῆς ἀναφερομένης στήν παράγραφο 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ἐπί τῶν ζητημάτων πού ἀποτελοῦν ἀντικείμενο τῆς διαφορᾶς.

3. α) Ἐκτός ἀντιθέτου ὁμοφώνου ἀποφάσεως τοῦ συμβουλίου, ἡ ἐπιτροπή αὐτή ἀποτελεῖται ἀπό:

ι) δύο πρόσωπα πού ὁρίζονται ἀπό τά μέλη ἐξαγωγῆς, ἀπό τά ὁποῖα τό ἕνα διαθέτει μεγάλη πείρα στά θέματα τῆς διαφωνίας καί τό ἄλλο διαθέτει κῦρος καί πείρα σέ νομικά ζητήματα,

ιι) δύο πρόσωπα πού ὁρίζονται ἀπό τά μέλη εἰσαγωγῆς, σύμφωνα μέ τά ἴδια κριτήρια,

ιιι) ἕνα πρόεδρο πού ἐκλέγεται ὁμόφωνα ἀπό τά τέσσερα πρόσωπα πού ὁρίζονται δυνάμει τῶν ὑποπεριπτώσεων (ι) καί (ιι) ἤ, σέ περίπτωση διαφωνίας, ἀπό τόν πρόεδρο τοῦ συμβουλίου.

β) Πρόσωπα ἀπό χῶρες πού εἶναι συμβαλλόμενα μέρη στήν παρούσα συμφωνία δύνανται νά συμμετέχουν στή συμβουλευτική ἐπιτροπή.

γ) Τά μέλη τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ἐνεργοῦν ὑπό τήν προσωπική τους ἰδιότητα καί χωρίς νά λαμβάνουν ὑποδείξεις ἀπό καμία κυβέρνηση.

δ) Οἱ δαπάνες τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς βαρύνουν τόν Ὀργανισμό.

4. Ἡ αἰτιολογημένη γνώμη τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ὑποβάλλεται στό συμβούλιο πού λαμβάνει ἀπόφαση ἐπί τῆς διαφορᾶς, ἀφοῦ λάβει ὑπ' ὄψη ὅλα τά σχετικά πληροφοριακά στοιχεῖα.

5. Τό συμβούλιο ἀποφαίνεται ἐπί τῆς διαφορᾶς, τῆς ὁποίας ἐπιλαμβάνεται ἐντός τῶν ἕξη μηνῶν πού ἕπονται τῆς ἡμερομηνίας πού τοῦ ὑπεβλήθη.

6. Κάθε καταγγελία ὅτι μέλος δέν ἐξεπλήρωσε τίς ὑποχρεώσεις πού τοῦ ἐπιβάλλει ἡ παρούσα συμφωνία φέρεται, κατόπιν αἰτήσεως τοῦ καταγγέλλοντος μέλους, ἐνώπιον τοῦ συμβουλίου πρός ἀπόφαση.

7. Γιά νά διαπιστωθεῖ ὅτι μέλος παρεβίασε τίς ὑποχρεώσεις, τίς ὁποῖες τοῦ ἐπιβάλλει ἡ παρούσα συμφωνία εἶναι ἀναγκαία ἡ ἁπλή κατανεμημένη πλειοψηφία. Κάθε διαπίστωση παραβάσεως τῆς συμφωνίας ὑπό μέλους πρέπει νά καθορίζει τή φύση τῆς παραβάσεως.

8. Ἄν τό συμβούλιο διαπιστώσει ὅτι μέλος παρεβίασε τίς ὑποχρεώσεις, τίς ὁποῖες τοῦ ἐπιβάλλει ἡ παρούσα συμφωνία, δύναται, μέ τήν ἐπιφύλαξη ἄλλων ἀναγκαστικῶν μέτρων πού προβλέπονται σέ ἄλλα ἄρθρα τῆς συμφωνίας, μέ κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων, νά ἀναστείλει τό δικαίωμα ψήφου τοῦ μέλους στό συμβούλιο, καί τό δικαίωμα νά ψηφίζει αὐτοπροσώπως ἤ δι' ἐξουσιοδοτήσεως στήν ἐκτελεστική ἐπιτροπή, μέχει νά ἐκπληρώσει τίς ὑποχρεώσεις του, ἤ δύναται νά ἀποφασίσει τόν ἀποκλεισμό τοῦ μέλους αὐτοῦ ἀπό τόν ὀργανισμό δυνάμει τοῦ ἄρθρου 66.

9. Μέλος δύναται νά ζητήσει προηγούμενη γνώμη τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς σέ περίπτωση διαφορᾶς ἤ καταγγελίας, πρίν ἐξετασθεῖ τό ζήτημα ἀπό τό συμβούλιο.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Χ

ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρο 59

Ὑπογραφή

Ἡ παρούσα συμφωνία θά εἶναι ἀνοικτή, στήν ἕδρα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἀπό τήν 31η Ἰανουαρίου 1976 μέχρι καί τήν 31η Ἰουλίου 1976, πρός ὑπογραφή ἀπό τά συμβαλλόμενα μέρη στή διεθνή συμφωνία τοῦ 1968 γιά τόν καφέ, ὅπως αὐτή παρετάθη διά πρωτοκόλλου, καθώς καί ἀπό τίς κυβερνήσεις πού ἐκλήθησαν στίς συνόδους τοῦ διεθνοῦς συμβουλίου καφέ πού συνεκλήθησαν μέ σκοπό τή διαπραγμάτευση τῆς διεθνοῦς συμφωνίας τοῦ 1976 γιά τόν καφέ.

Ἄρθρο 60

Κύρωση, ἀποδοχή, ἔγκριση

1. Ἡ παρούσα συμφωνία ὑπόκειται σέ κύρωση, ἀποδοχή ἤ ἔγκριση ὑπό τῶν ὑπογραφουσῶν κυβερνήσεων, σύμφωνα μέ τίς συνταγματικές διαδικασίες τους.

2. Ἐκτός τῶν περιπτώσεων πού προβλέπονται στό ἄρθρο 61, τά ἔγγραφα κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἤ ἐγκρίσεως θά κατατεθοῦν στό Γενικό Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν τό βραδύτερο μέχρι τήν 30ή Σεπτεμβρίου 1976. Τό συμβούλιο δύναται πάντως νά χορηγήσει παρατάσεις προθεσμίας στίς ὑπογράφουσες κυβερνήσεις πού δέν εἶναι σέ θέση νά καταθέσουν τά ἔγγραφά τους κατά τήν ἡμερομηνία αὐτή.

Ἄρθρο 61

Ἔναρξη ἰσχύος

1. Ἡ ἰσχύς τῆς παρούσης συμφωνίας ἄρχεται ὁριστικά τήν 1η Ὀκτωβρίου 1976, ἄν κατά τήν ἡμερομηνία αὐτή ἔχουν καταθέσει τά ἔγγραφα κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἤ ἐγκρίσεως, κυβερνήσεις πού ἀντιπροσωπεύουν τουλάχιστον εἴκοσι μέλη ἐξαγωγῆς, τά ὁποῖα διαθέτουν τουλάχιστον 80% τῶν ψήφων τῶν μελῶν ἐξαγωγῆς, καί τουλάχιστον δέκα μέλη εἰσαγωγῆς πού διαθέτουν τουλάχιστον 80% τῶν ψήφων τῶν μελῶν εἰσαγω-

γῆς, σύμφωνα μέ τήν κατανομή πού ὁρίζεται στό παράρτημα 2. Ἄλλως ἡ συμφωνία τίθεται ὁριστικά σέ ἰσχύ ἀνά πάσα στιγμή μετά τήν 1η Ὀκτωβρίου 1976, ἄν ἰσχύει προσωρινά, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, καί ἄν πληροῦνται οἱ περί ποσοστοῦ ὅροι διά τῆς καταθέσεως τῶν ἐγγράφων κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἤ ἐγκρίσεως.

2. Ἡ παρούσα συμφωνία δύναται νά τεθεῖ προσωρινά σέ ἰσχύ τήν 1η Ὀκτωβρίου 1976. Γιά τό σκοπό αὐτό, ἄν ὑπογράφουσα κυβέρνηση ἤ κάθε ἄλλο συμβαλλόμενο μέρος στή διεθνή συμφωνία τοῦ 1968 γιά τόν καφέ, ὅπως αὐτή παρετάθη διά πρωτοκόλλου, κοινοποιήσει στό Γενικό Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὁ ὁποῖος λαμβάνει τήν κοινοποίηση αὐτή τό βραδύτερο μέχρι τήν 30ή Σεπτεμβρίου 1976, ὅτι ἀναλαμβάνει νά ἐφαρμόσει προσωρινά τήν παρούσα συμφωνία καί νά ἐξασφαλίσει τό ταχύτερο δυνατό τήν κύρωση, ἀποδοχή ἤ ἔγκριση σύμφωνα μέ τή συνταγματική του διαδικασία, θεωρεῖται ὅτι ἡ κοινοποίηση αὐτή ἔχει ἰσοδύναμο ἀποτέλεσμα μέ ἔγγραφο κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἤ ἐγκρίσεως. Κυβέρνηση πού ἀναλαμβάνει νά ἐφαρμόσει προσωρινά τήν παρούσα συμφωνία ἐν ἀναμονῇ τῆς καταθέσεως ἐγγράφου κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἤ ἐγκρίσεως θεωρεῖται προσωρινό συμβαλλόμενο μέρος στή συμφωνία μέχρι νά καταθέσει τά ἔγγραφα κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἤ ἐγκρίσεως ἤ μέχρι καί τήν 31η Δεκεμβρίου 1976, ἀναλόγως ποιά ἡμερομηνία εἶναι πλησιέστερη. Τό συμβούλιο δύναται νά χορηγήσει παράταση τῆς προθεσμίας, κατά τή διάρκεια τῆς ὁποίας μία κυβέρνηση πού ἐφαρμόζει προσωρινά τήν παρούσα συμφωνία δύναται νά καταθέσει τό ἔγγραφο κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἤ ἐγκρίσεως.

3. Ἄν ἡ ἰσχύς τῆς παρούσης συμφωνίας δέν ἄρχεται ὁριστικά ἤ προσωρινά τήν 1η Ὀκτωβρίου 1976 σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῶν παραγράφων 1 ἤ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, οἱ κυβερνήσεις πού ἔχουν καταθέσει ἔγγραφα κυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἤ προσχωρήσεως ἤ πού ἔχουν ἀπευθύνει κοινοποιήσεις σύμφωνα μέ τίς ὁποῖες ἀναλαμβάνουν νά ἐφαρμόσουν προσωρινά τήν παρούσα συμφωνία καί νά ἐξασφαλίσουν τήν κύρωση, ἀποδοχή ἤ ἔγκριση, δύνανται νά ἀποφασίσουν διά κοινῆς συμφωνίας νά τεθεῖ ἡ συμφωνία ἀμοιβαίως σέ ἰσχύ. Ὁμοίως, ἄν ἡ συμφωνία ἐτέθη τήν 31 Δεκεμβρίου 1976 προσωρινά ἀλλά ὄχι ὁριστικά σέ ἰσχύ, οἱ κυβερνήσεις πού ἔχουν καταθέσει ἔγγραφα κυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἤ προσχωρήσεως ἤ πού ἔχουν ἀπευθύνει τίς ἀναφερόμενες στήν παράγραφο 2 κοινοποιήσεις, δύνανται νά ἀποφασίσουν διά κοινῆς συμφωνίας νά παραμείνει ἡ συμφωνία προσωρινά σέ ἰσχύ ἤ νά τεθεῖ ὁριστικά καί ἀμοιβαίως σέ ἰσχύ.

Ἄρθρο 62

Προσχώρηση

1. Ἡ κυβέρνηση κάθε Κράτους μέλους τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἤ μέλους ἑνός ἀπό τούς εἰδικευμένους ὀργανισμούς του δύναται, πρίν ἤ μετά τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας, νά προσχωρήσει στή συμφωνία ὑπό τούς ὅρους πού καθορίζει τό συμβούλιο.

2. Τά ἔγγραφα προσχωρήσεως κατατίθενται στόν Γενικό Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Ἡ προσχώρηση ἀποκτᾶ ἐνέργεια μέ τήν κατάθεση τοῦ ἐγγράφου.

Ἄρθρο 63

Ἐπιφυλάξεις

Οὐδεμία ἀπό τίς διατάξεις τῆς συμφωνίας δύναται νά ἀποτελέσει ἀντικείμενο ἐπιφυλάξεων.

Ἄρθρο 64

Ἐφαρμογή στά καθορισμένα ἐδάφη

1. Κάθε κυβέρνηση δύναται, κατά τήν ὑπογραφή ἤ τήν κατάθεση ἐγγράφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἤ προσχωρήσεως ἤ μεταγενέστερα νά δηλώσει, διά κοινοποιήσεως πρός τόν Γενικό Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὅτι ἡ παρούσα συμφωνία ἐφαρμόζεται σέ ἐδάφη, γιά τίς διεθνεῖς σχέσεις τῶν ὁποίων εἶναι ὑπεύθυνη. Ἡ συμφωνία ἐφαρμόζεται στά ἐδάφη πού ἀναφέρονται στήν κοινοποίηση ἀπό τήν ἡμερομηνία τῆς κοινοποιήσεως.

2. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος πού ἐπιθυμεῖ νά ἀσκήσει σέ σχέση πρός ἕνα ἀπό τά ἐδάφη, γιά τίς διεθνεῖς σχέσεις τῶν ὁποίων εἶναι ὑπεύθυνο, τό δικαίωμα πού τοῦ παρέχει τό ἄρθρο 5 ἤ πού ἐπιθυμεῖ νά ἐξουσιοδοτήσει τό ἔδαφος αὐτό νά συμμετάσχει σέ ὁμάδα μέλος συσταθεῖσα δυνάμει τῶν ἄρθρων 6 ἤ 7, δύναται νά τό πραγματοποιήσει ἀπευθύνοντας στόν Γενικό Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν εἴτε κατά τήν κατάθεση τοῦ ἐγγράφου κυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἤ προσχωρήσεως, εἴτε μεταγενέστερα, σχετική κοινοποίηση.

3. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος πού ἔχει προβεῖ σέ δήλωση σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δύναται μεταγενέστερα νά δηλώσει διά κοινοποιήσεως ἀνά πάσα στιγμή στόν Γενικό Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὅτι ἡ παρούσα συμφωνία παύει νά ἐφαρμόζεται στό ἔδαφος πού ἀναφέρεται στήν κοινοποίηση. Ἡ παρούσα συμφωνία παύει νά ἰσχύει στό ἔδαφος αὐτό ἀπό τήν ἡμερομηνία τῆς κοινοποιήσεως.

4. Ὅταν ἔδαφος, στό ὁποῖο ἐφηρμόζετο ἡ παρούσα συμφωνία σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 1, ἀκολούθως ἀποκτήσει τήν ἀνεξαρτησία του, ἡ κυβέρνηση τοῦ νέου Κράτους δύναται, διά κοινοποιήσεως, ἐντός 90 ἡμερῶν ἀπό τῆς κηρύξεως τῆς ἀνεξαρτησίας, νά δηλώσει στόν Γενικό Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὅτι ἀναλαμβάνει τά δικαιώματα καί τίς

ὑποχρεώσεις συμβαλλομένου μέρους στήν παρούσα συμφωνία. Καθίσταται συμβαλλόμενο μέρος στήν παρούσα συμφωνία ἀπό τήν ἡμερομηνία τῆς κοινοποιήσεως. Τό συμβούλιο δύναται νά δώσει παράταση τῆς προβλεπομένης γιά τήν κοινοποίηση αὐτή προθεσμίας.

Ἄρθρο 65

Ἑκουσία ἀποχώρηση

Κάθε συμβαλλόμενο μέρος δύναται ἀνά πάσα στιγμή νά ἀποχωρήσει τῆς παρούσης συμφωνίας, ἀφοῦ κοινοποιήσει ἐγγράφως τήν ἀποχώρησή του στό Γενικό Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Ἡ ἀποχώρηση ἀποκτᾶ ἐνέργεια 90 ἡμέρες μετά τή λήψη τῆς κοινοποιήσεως.

Ἄρθρο 66

Ἀποκλεισμός

Ἄν τό συμβούλιο διαπιστώσει ὅτι μέλος παρεβίασε τίς ὑποχρεώσεις πού τοῦ ἐπιβάλλει ἡ παρούσα συμφωνία, καί κρίνει ἐπιπλέον ὅτι ἡ παραβίαση αὐτή θίγει σημαντικά τή λειτουργία τῆς συμφωνίας, δύναται μέ κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων νά ἀποκλείσει τό μέλος αὐτό ἀπό τόν Ὀργανισμό. Τό συμβούλιο κοινοποιεῖ ἀμέσως τήν ἀπόφαση αὐτή στόν Γενικό Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Ἐνενήντα ἡμέρες μετά τήν ἀπόφαση τοῦ συμβουλίου, τό μέλος αὐτό παύει νά ἔχει τήν ἰδιότητα μέλους τοῦ Ὀργανισμοῦ καί, ἄν τό μέλος αὐτό εἶναι συμβαλλόμενο μέρος, νά μετέχει στήν παρούσα συμφωνία.

Ἄρθρο 67

Ἐκκαθάριση λογαριασμῶν σέ περίπτωση ἀποχωρήσεως ἤ ἀποκλεισμοῦ

1. Σέ περίπτωση ἀποχωρήσεως ἤ ἀποκλεισμοῦ μέλους, τό συμβούλιο ἐκκαθαρίζει, ἐφ' ὅσον συντρέχει λόγος, τούς λογαριασμούς του. Ὁ Ὀργανισμός κρατᾶ τά ποσά, τά ὁποῖα ἔχουν ἤδη καταβληθεῖ ἀπό τό μέλος πού ἀποχωρεῖ ἤ ἀποκλείεται, καί τό μέλος ὑποχρεοῦται νά καταβάλει κάθε ποσό πού ὀφείλει κατά τήν ἡμερομηνία, κατά τήν ὁποία ἡ ἀποχώρηση ἤ ὁ ἀποκλεισμός ἀποκτᾶ ἐνέργεια· σέ περίπτωση συμβαλλομένου μέρους πού δέν δύναται νά δεχθεῖ τροποποίηση, καί τό ὁποῖο κατά συνέπεια παύει νά μετέχει στήν παρούσα συμφωνία δυνάμει τοῦ ἄρθρου 69 παράγραφος 2, τό συμβούλιο δύναται πάντως νά καθορίσει ἐκκαθάριση λογαριασμῶν, τήν ὁποία θεωρεῖ δίκαιη.

2. Μέλος πού ἔπαυσε νά μετέχει στήν παρούσα συμφωνία δέν δικαιοῦται κανενός μεριδίου τοῦ προϊόντος τῆς ἐκκαθαρίσεως ἤ τῶν στοιχείων ἐνεργητικοῦ τοῦ Ὀργανισμοῦ· δέν εἶναι ἐπίσης ὑπόχρεο πληρωμῆς κανενός μέρους τοῦ ἐνδεχομένου ἐλλείμματος τοῦ Ὀργανισμοῦ κατά τή λήξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρο 68

Διάρκεια καί λῆξη τῆς ἰσχύος

1. Ἡ παρούσα συμφωνία ἰσχύει γιά περίοδο ἕξη ἐτῶν μέχρι τήν 30ή Σεπτεμβρίου 1982, ἐφ' ὅσον δέν παραταθεῖ δυνάμει τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἤ λήξει ἡ ἰσχύς της δυνάμει τῆς παραγράφου 4.

2. Κατά τή διάρκεια τοῦ τρίτου ἔτους μετά τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς συμφωνίας, δηλαδή κατά τή διάρκεια τοῦ ἔτους καφέ πού λήγει τήν 30ή Σεπτεμβρίου 1979, τά συμβαλλόμενα μέρη κοινοποιοῦν στόν Γενικό Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τήν πρόθεσή τους νά συνεχίσουν νά μετέχουν στήν συμφωνία κατά τά ὑπολειπόμενα τρία ἔτη τῆς διαρκείας ἰσχύος της. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος πού δέν ἔχει κοινοποιήσει, μέχρι τήν 30ή Σεπτεμβρίου 1979 τήν πρόθεσή του νά συνεχίσει νά μετέχει στή συμφωνία κατά τά τρία ὑπολειπόμενα ἔτη τῆς διαρκείας ἰσχύος της, ἤ κάθε ἔδαφος πού εἶναι μέλος ἤ ἀνήκει σέ ὁμάδα μέλος, γιά λογαριασμό τοῦ ὁποίου ἤ τῆς ὁποίας δέν ἔχει γίνει σχετική κοινοποίηση μέχρι τήν ἡμερομηνία αὐτή, παύει νά μετέχει ἀπό τήν 1η Ὀκτωβρίου 1979 στήν παρούσα συμφωνία.

3. Ἀνά πάσα στιγμή μετά τήν 30ή Σεπτεμβρίου 1980 τό συμβούλιο δύναται δι' ἀποφάσεως ληφθείσης μέ τίς ψήφους τοῦ 58% τῶν μελῶν πού συγκεντρώνουν τουλάχιστον μία κατανεμημένη πλειοψηφία 70% τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν ψήφων, νά ἀποφασίσει εἴτε ὅτι ἡ παρούσα συμφωνία θά ἀποτελέσει ἀντικείμενο νέων διαπραγματεύσεων εἴτε ὅτι θά παραταθεῖ μέ ἤ χωρίς τροποποιήσεις γιά περίοδο πού καθορίζει τό συμβούλιο. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος πού κατά τήν ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς συμφωνίας, ἡ ὁποία ἀπετέλεσε ἀντικείμενο νέων διαπραγματεύσεων ἤ παρετάθη, δέν ἔχει ἀπευθύνει στόν Γενικό Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν κοινοποίηση περί ἀποδοχῆς τῆς συμφωνίας πού ἀπετέλεσε ἀντικείμενο νέων διαπραγματεύσεων ἤ παρετάθη, ἤ κάθε ἔδαφος πού εἶναι μέλος ἤ μέρος ὁμάδος μέλους, γιά λογαριασμό τοῦ ὁποίου ἤ τῆς ὁποίας δέν ἔγινε σχετική κοινοποίηση τήν ἡμερομηνία αὐτή, παύει ἀπό τήν ἡμερομηνία αὐτή νά μετέχει στή συμφωνία.

4. Τό συμβούλιο δύναται ἀνά πάσα στιγμή μέ τήν πλειοψηφία τῶν μελῶν πού διαθέτουν τουλάχιστον κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων τοῦ συνόλου τῶν ψήφων νά ἀποφασίσει τή λήξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας. Ἡ ἰσχύς τῆς συμφωνίας λήγει κατά τήν ἡμερομηνία πού ὁρίζει τό συμβούλιο.

5. Κατά παρέκκλιση ἀπό τή λήξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας, τό συμβούλιο ἐξακολουθεῖ νά ὑφίσταται, γιά ὅσο διάστημα εἶναι ἀναγκαῖο γιά τή διάλυση τοῦ Ὀργανισμοῦ, τήν ἐκκαθάριση τῶν λογαριασμῶν του καί τήν ἐκποίηση τῶν στοιχείων ἐνεργητικοῦ του· ἔχει κατά τή διάρκεια τοῦ χρονικοῦ αὐτοῦ διαστήματος τίς ἐξουσίες καί τά καθήκοντα πού εἶναι ἐνδεχομένως ἀναγκαῖα γιά τό σκοπό αὐτό.

Ἄρθρο 69

Τροποποίηση

1. Τό συμβούλιο δύναται μέ ἀπόφαση πού λαμβάνεται μέ κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων, νά συνιστᾶ στά συμβαλλόμενα μέρη τροποποιήσεις τῆς παρούσης συμφωνίας. Ἡ τροποποίηση αὐτή ἀποκτᾶ ἐνέργεια 100 ἡμέρες, ἀφοῦ ὁ Γενικός Γραμματέας τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν λάβει κοινοποίηση περί ἀποδοχῆς τῆς τροποποιήσεως ἀπό τά συμβαλλόμενα μέρη πού ἀντιπροσωπεύουν τουλάχιστον 75% τῶν χωρῶν ἐξαγωγῆς, οἱ ὁποῖες διαθέτουν τουλάχιστον 85% τῶν ψήφων τῶν μελῶν ἐξαγωγῆς, καί ἀπό τά συμβαλλόμενα μέρη πού ἀντιπροσωπεύουν τουλάχιστον 7[illegible]% τῶν χωρῶν εἰσαγωγῆς, οἱ ὁποῖες διαθέτουν τουλάχιστον 80% τῶν ψήφων τῶν μελῶν εἰσαγωγῆς. Τό συμβούλιο ὁρίζει προθεσμία, ἐντός τῆς ὁποίας τά συμβαλλόμενα μέρη κοινοποιοῦν στόν Γενικό Γραμτέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὅτι δέχονται τήν τροποποίηση. Ἄν κατά τήν ἐκπνοή τῆς προθεσμίας αὐτῆς, οἱ ὅροι οἱ σχετικοί μέ τό ποσοστό πού ἀπαιτεῖται γιά τή θέση σέ ἰσχύ τῆς τροποποιήσεως δέν πληροῦνται, θεωρεῖται ὅτι ἡ τροποποίηση ἀνακαλεῖται.

2. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος πού δέν ἔχει κοινοποιήσει, ἐντός τῆς ὑπό τοῦ συμβουλίου ὁρισθείσης προθεσμίας, τήν ἀποδοχή τῆς τροποποιήσεως ἤ κάθε ἔδαφος πού εἶναι μέλος ἤ ἀνήκει σέ μία ὁμάδα μέλος καί γιά λογαριασμό τοῦ ὁποίου δέν ἔγινε σχετική κοινοποίηση μέχρι τῆς ἡμερομηνίας αὐτῆς, παύει νά μετέχει στήν παρούσα συμφωνία ἀπό τήν ἡμερομηνία ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς τροποποιήσεως αὐτῆς.

Ἄρθρο 70

Συμπληρωματικές καί μεταβατικές διατάξεις

1. Ἡ παρούσα συμφωνία θεωρεῖται ὡς συνέχεια τῆς διεθνοῦς συμφωνίας τοῦ 1968 γιά τόν καφέ ὅπως αὐτή παρετάθη διά πρωτοκόλλου.

2. Γιά νά διευκολυνθεῖ ἡ ἀδιάκοπη συνέχιση τῆς διεθνοῦς συμφωνίας τοῦ 1968 γιά τόν καφέ ὅπως αὐτή παρετάθη διά πρωτοκόλλου:

α) ὅλα τά μέτρα πού ἐλήφθησαν δυνάμει τῆς διεθνοῦς συμφωνίας τοῦ 1968 γιά τόν καφέ ὅπως αὐτή παρετάθη διά πρωτοκόλλου, εἴτε ὑπό τοῦ ὀργανισμοῦ ἤ ὑπό τῶν ὀργάνων του εἴτε ἐξ ὀνόματός τους, τά ὁποῖα ἰσχύουν τήν 30ή Σεπτεμβρίου 1976 καί τῶν ὁποίων δέν προβλέπεται ἡ λήξη κατά τήν ἡμερομηνία αὐτή, παραμένουν ἰσχυρά, ἐκτός ἄν τροποποιοῦνται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παρούσης συμφωνίας.

β) ὅλες οἱ ἀποφάσεις πού πρέπει νά λάβει τό συμβούλιο κατά τή διάρκεια τοῦ ἔτους καφέ 1975/1976 γιά τήν ἐφαρμογή τους κατά τή διάρκεια τοῦ ἔτους καφέ 1976/1977, θά ληφθοῦν κατά τήν τελευταία τακτική σύνοδο τοῦ συμβουλίου κατά τήν διάρκεια τοῦ ἔτους καφέ 1975/76 καί θά ἐφαρμοσθοῦν προσωρινά σάν νά εἶχε ἤδη τεθεῖ σέ ἰσχύ ἡ συμφωνία.

Ἄρθρο 71

Αὐθεντικά κείμενα τῆς συμφωνίας

Τά κείμενα τῆς παρούσης συμφωνίας στά ἀγγλικά, γαλλικά, πορτογαλικά καί ἱσπανικά εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά. Τά πρωτότυπα κατατίθενται στόν Γενικό Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Σέ πίστωση τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι, πληρεξούσιοι τῶν κυβερνήσεών τους γιά τόν σκοπό αὐτό ὑπέγραψαν τήν παρούσα συμφωνία κατά τίς ἔναντι τῶν ὑπογραφῶν τους ἡμερομηνίες.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1

Μέλη ἐξαγωγῆς πού ἐξάγουν λιγότερους ἀπό 400.000 σάκκους πρός τά μέλη εἰσαγωγῆς

Μέλος ἐξαγωγῆς	Ἀρχική ἐτήσια ποσόστωση ἐξαγωγῆς (σέ χιλιάδες σάκκων) (1)	Ἀριθμός ψήφων τοῦ προστίθενται στίς ψήφους βάσεως (2)
Λιγότερο ἀπό 100 000 σάκκους		
Γκαμπόν	25	0
Ἰαμαϊκή	25	0
Κονγκό	25	0
Παναμᾶς	41	0
Δαχομέη	33	0
Βολιβία	73	0
Γκάνα	66	0
Τρινιντάτ καί Τομπάγκο	69	0
Νιγηρία	70	0
Παραγουάη	70	0
Τιμόρ	82	0
Σύνολο	579	
Περισσότερο ἀπό 100 000 σάκκους		
Λιβερία	100	2
Γουϊνέα	127	2
Σιέρα Λεόνε	180	3
Κεντρο-Ἀφρικανική Δημοκρατία	205	3
Τόγκο	225	4
Ρουάντα	300	5
Βενεζουέλα	325	5
Μπουρούντι	360	6
Ἀϊτή	360	6
Σύνολο	2.182	
ΓΕΝΙΚΟ ΣΥΝΟΛΟ	2.761	

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2

Κατανομή τῶν ψήφων

	Ἐξαγωγεῖς	Εἰσαγωγεῖς
ΣΥΝΟΛΟ	1 000	1 000
Αὐστραλία	—	12
Βέλγιο([1])	—	29
Βολιβία	4	—
Βραζιλία	336	—
Μπουρούντι	8	—
Καμερούν	20	—
Καναδᾶς	—	32
Κύπρος	—	5
Κολομβία	114	—
Κονγκό	4	—
Κόστα Ρίκα	22	—
Ἀκτή τοῦ Ἐλεφαντοστοῦ	49	—
Δανία	—	23
Δαχομέη	4	—
Ἐλ Σαλβαντόρ	35	—
Ἰσημερινός	16	—
Ἱσπανία	—	29
Ἰαπωνία	—	37
Κένυα	17	—
Λιβερία	4	—
Μαδαγασκάρη	18	—
Μεξικό	32	—
Νικαράγουα	13	—
Νιγηρία	4	—
Νορβηγία	—	16
Νέα Ζηλανδία	—	7
Οὐγκάντα	42	—
Παναμᾶς	4	—
Ἔδαφος Παπούα-Νέα Γουϊνέα	4	—
Παραγουάη	4	—
Κάτω χῶρες	—	47
Περού	16	—

([1]) Συμπεριλαμβανομένου καί τοῦ Λουξεμβούργου.

	Ἐξαγωγεῖς	Εἰσαγωγεῖς
Πορτογαλία	—	12
Κεντρο-Ἀφρικανική Δημοκρατία	7	—
Δομινικανική Δημοκρατία	12	—
Ἡνωμένες Πολιτεῖες Ἀμερικῆς	—	392
Αἰθιοπία	28	—
Φινλανδία	—	22
Γαλλία	—	87
Γκαμπόν	4	—
Γκάνα	4	—
Γουατεμάλα	33	—
Γουϊνέα	6	—
Ἀϊτή	12	—
Ὀνδούρα	11	—
Ἰνδία	11	—
Ἰνδονησία	26	—
Ἰρλανδία	—	6
Ἰαμαϊκή	4	—
Ὁμοσπονδιακή Δημοκρατία τῆς Γερμανίας	—	104
Ἡνωμένο Βασίλειο	—	51
Ρουάντα	6	—
Σιέρα Λεόνε	6	—
Σουηδία	—	37
Ἑλβετία	—	24
Τανζανία	15	—
Τσεχοσλοβακία	—	10
Τιμόρ	4	—
Τόγκο	7	—
Τρίνινταντ καί Τομπάγκο	4	—
Βενεζουέλα	9	—
Γιουγκοσλαβία	—	18
Ζαΐρ	21	—

Ἐνημέρωση σχετική μέ τήν ἔναρξη ἰσχύος τῆς διεθνοῦς συμφωνίας τοῦ 1976 γιά τόν καφέ

Σύμφωνα μέ τήν ἀπόφαση τοῦ Συμβουλίου τῆς 20ῆς Σεπτεμβρίου 1976(1) ἡ Εὐρωπαϊκή Οἰκονομική Κοινότης κατέθεσε τήν 28η Σεπτεμβρίου 1976 στόν Γενικό Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν τά ἔγγραφα κοινοποιήσεως τῆς προσωρινῆς ἐφαρμογῆς τῆς διεθνοῦς συμφωνίας τοῦ 1976 γιά τόν καφέ.

Ἡ ἰσχύς τῆς συμφωνίας αὐτῆς ἄρχεται προσωρινά τήν 1η Ὀκτωβρίου 1976.

---

(1) ΕΕ ἀριθ. Ν 309 τῆς 10.11.1976, σ. 28.

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ (ΕΟΚ) άριθ. 2436/79 ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

τῆς 9ης 'Οκτωβρίου 1979

περί τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ συστήματος τῶν πιστοποιητικῶν καταγωγῆς, πού προβλέπεται στό πλαίσιο τῆς διεθνοῦς συμφωνίας τοῦ 1976 γιά τόν καφέ, ὅταν ἰσχύουν οἱ ποσοστώσεις

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Ἔχοντας ὑπόψη:

τή συνθήκη περί ἱδρύσεως τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος καί ἰδίως τό ἄρθρο 113,

τόν κανονισμό (ΕΟΚ) ἀριθ. 926/79 τοῦ Συμβουλίου τῆς 8ης Μαΐου 1979 περί τοῦ κοινοῦ καθεστῶτος εἰσαγωγῆς([1]), καί ἰδίως τό ἄρθρο 13 παράγραφος 1, περίπτωση 6),

τήν πρόταση τῆς Ἐπιτροπῆς,

Ἐκτιμώντας:

ὅτι βάσει τῆς ἀποφάσεως 76/845/ΕΟΚ ([2]), ἡ Κοινότητα ἐφαρμόζει προσωρινά τή διεθνή συμφωνία τοῦ 1976 γιά τόν καφέ, ἀπό τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος αὐτῆς τῆς συμφωνίας, ἡ ὁποία ἐπῆλθε κατά τρόπο προσωρινό τήν 1η 'Οκτωβρίου 1976 καί κατά τρόπο ὁριστικό τήν 1η Αὐγούστου 1977·

ὅτι ἡ ἐκτελεστική ἐπιτροπή τοῦ Διεθνοῦς 'Οργανισμοῦ Καφέ ἔχει θεσπίσει τούς κανόνες πού ἀφοροῦν τήν ἐφαρμογή ἑνός συστήματος πιστοποιητικῶν καταγωγῆς μέσα στά πλαίσια αὐτῆς τῆς συμφωνίας, ὅταν ἰσχύουν οἱ ποσοστώσεις·

ὅτι ἡ διεθνής συμφωνία τοῦ 1976 γιά τόν καφέ προβλέπει στό ἄρθρο 45 ὅτι, γιά νά ἐμποδιστοῦν χῶρες πού δέν εἶναι μέλη νά αὐξήσουν τίς ἐξαγωγές τους σέ βάρος τῶν χωρῶν μελῶν ἐξαγωγῆς, κάθε μέλος τῆς ἐν λόγω συμφωνίας, ὅταν ἰσχύουν οἱ ποσοστώσεις, περιορίζει τίς ἐτήσιες εἰσαγωγές τοῦ καφέ ἀπό τίς χῶρες πού δέν εἶναι μέλη τῆς συμφωνίας·

ὅτι εἶναι ἀπαραίτητο νά ληφθοῦν τά κατάλληλα μέτρα γιά τό σκοπό τῆς ἐφαρμογῆς αὐτοῦ τοῦ συστήματος τῶν πιστοποιητικῶν μέσα στήν Κοινότητα καί νά προβλεφθεῖ ὥστε αὐτό τό σύστημα νά ἐφαρμοσθεῖ χωρίς διάκριση μεταξύ τῶν εἰσαγωγέων τῆς Κοινότητος·

ὅτι πρέπει νά προβλεφθοῦν τεχνικά μέτρα σχετικά μέ τήν ἐξαγωγή ὥστε νά ἐξασφαλισθεῖ ὁ ἔλεγχος τοῦ καφέ πού θά διέλθει ἀπό τό ἔδαφος δύο Κρατῶν Μελῶν, ἤ περισσοτέρων πρίν νά ἐξέλθει ἀπό τήν Κοινότητα· ὅτι πρέπει ἡ Ἐπιτροπή νά προβεῖ στίς ἀναγκαῖες προσαρμογές τῶν διατυπώσεων ἐλέγχου σύμφωνα μέ τή διαδικασία πού προβλέπεται στό ἄρθρο 57 τοῦ κανονισμοῦ (ΕΟΚ) ἀριθ. 222/77 τοῦ Συμβουλίου τῆς 13 Δεκεμβρίου 1976 περί τῆς κοινοτικῆς διαμετακομίσεως([3])·

ὅτι γιά λόγους καλῆς διοικητικῆς διαχειρίσεως καί γιά νά εἶναι σαφῆ τά χρονικά ὅρια τῆς πραγματικῆς ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος κανονισμοῦ, πρέπει νά προβλεφθεῖ ὅτι ἡ Ἐπιτροπή, σύμφωνα μέ τίς ἀποφάσεις τοῦ Διεθνοῦς 'Οργανισμοῦ Καφέ ἤ τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς του, προσδιορίζει εὐθύς ὡς ἐπιβληθοῦν ἤ ἀνασταλοῦν οἱ ποσοστώσεις, τήν ἡμερομηνία στήν ὁποία τά μέτρα αὐτά ἐφαρμόζονται ἤ παύουν νά ἐφαρμόζονται,

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ:

Ἄρθρο 1

Γιά τήν ἐφαρμογή τῆς διεθνοῦς συμφωνίας γιά τόν καφέ τοῦ 1976, τό σύστημα τῶν πιστοποιητικῶν καταγωγῆς πού προβλέπεται ὅταν ἰσχύουν οἱ ποσοστώσεις, τό ὁποῖο ἐγκρίθηκε ἀπό τήν ἐκτελεστική ἐπιτροπή τοῦ Διεθνοῦς 'Οργανισμοῦ Καφέ καί ἀναφέρεται στό παράρτημα τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ, ἐφαρμόζεται λαμβανομένων ὑπόψη τῶν διατάξεων τῶν κατωτέρω ἄρθρων.

Ἄρθρο 2

1. Ἡ εἰσαγωγή στήν Κοινότητα καφέ καί ἐκχυλισμάτων ἤ συμπεπυκνωμένων ἀποσταγμάτων καφέ πού ἀνήκουν στίς διακρίσεις 09.01 Α καί 21.02 Α τοῦ Κοινοῦ Δασμολογίου, ὑπόκειται στήν προσκόμιση, στό τελωνεῖο ὅπου συμπληρώνονται οἱ τελωνειακές διατυπώσεις εἰσαγωγῆς, τοῦ πιστοποιητικοῦ πού προβλέπεται γι' αὐτό τό σκοπό στούς κανόνες πού ἀναφέρονται στό ἄρθρο 1.

2. Οἱ εἰσαγωγές προελεύσεως ἀπό χῶρες οἱ ὁποῖες δέν εἶναι μέλη τῆς διεθνοῦς συμφωνίας γιά τόν καφέ καί δέν ἀναφέρονται στό παράρτημα 6 τῶν κανόνων

([1]) ΕΕ ἀριθ. Ν 131 τῆς 29.5.1979, σ. 15.
([2]) ΕΕ ἀριθ. Ν 309 τῆς 10.11.1976, σ. 28
([3]) ΕΕ ἀριθ. Ν 38 τῆς 9.2.1977, σ. 1.

πού ἀναφέρονται στό ἄρθρο 1, περιορίζονται γιά τήν Κοινότητα καί γιά κάθε Κράτος Μέλος τῆς κοινότητος, σέ μιά ποσότητα ἴση μέ ἐκείνη πού ἀναφέρεται στό παράρτημα 7 τῶν ἐν λόγω κανόνων.

Ἄρθρο 3

1. Ἡ ἐξαγωγή ἐκτός τῆς Κοινότητος καφέ καί ἐκχυλισμάτων ἤ συμπεπυκνωμένων ἀποσταγμάτων καφέ πού ἀνήκουν στίς διακρίσεις 09.01 Α καί 21.02 Α τοῦ Κοινοῦ Δασμολογίου, ὑπόκειται στήν προσκόμιση στίς τελωνειακές ἀρχές, τοῦ πιστοποιητικοῦ πού προβλέπεται γι' αὐτό τό σκοπό στούς κανόνες τοῦ πρώτου ἄρθρου.

2. Θεωροῦνται ὅτι ἀποτελοῦν ἀντικείμενο μιᾶς ἐξαγωγῆς ἐκτός τῆς Κοινότητος μέ τήν ἔννοια τῆς παραγράφου 1, τά προϊόντα πού ἀναφέρονται στήν παράγραφο αὐτή καί ἐξάγονται ἐκτός τοῦ τελωνειακοῦ ἐδάφους τῆς Κοινότητος.

3. Ὁ τρόπος ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος ἄρθρου προσδιορίζεται σύμφωνα μέ τή διαδικασία πού προβλέπεται στό ἄρθρο 57 τοῦ κανονισμοῦ (ΕΟΚ) ἀριθ. 222/77.

Ἄρθρο 4

Ἡ Ἐπιτροπή καθορίζει τήν ἡμερομηνία ἀπό τήν ὁποία ἐφαρμόζονται ἤ παύουν νά ἐφαρμόζονται οἱ διατάξεις τοῦ παρόντος κανονισμοῦ, καθώς καί τά μέτρα γιά τήν ἐφαρμογή τους.

Ἄρθρο 5

Ὁ κανονισμός αὐτός ἀρχίζει νά ἰσχύει τήν τρίτη ἡμέρα ἀπό τή δημοσίευσή του στήν Ἐπίσημη Ἐφημερίδα τῶν Εὐρωπαϊκῶν Κοινοτήτων.

Ὁ κανονισμός αὐτός εἶναι δεσμευτικός ὡς πρός ὅλα τά μέρη του καί ἰσχύει ἄμεσα σέ κάθε Κράτος Μέλος.

Ἔγινε στό Λουξεμβοῦργο, στίς 9 Ὀκτωβρίου 1979.

Γιά τό Συμβούλιο

Ὁ Πρόεδρος

D. O'MALLEY

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ ΠΕΡΙ ΤΗΣ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΕΝΟΣ ΣΥΣΤΗΜΑΤΟΣ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΤΑΓΩΓΗΣ ΟΤΑΝ ΙΣΧΥΟΥΝ ΟΙ ΠΟΣΟΣΤΩΣΕΙΣ

ΕΙΣΑΓΩΓΗ

Στή συνεδρίασή της τῆς 31ης Ἰουλίου 1978, ἡ ἐκτελεστική ἐπιτροπή, ἐνεργοῦσα δυνάμει τῶν ἐξουσιῶν πού τῆς ἔχουν ἀνατεθεῖ ἀπό τό Συμβούλιο σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 18 (ἁρμοδιότητα τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς) τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τοῦ 1976 γιά τόν καφέ καί τήν ἀπόφαση ἀριθ. 292 ἐνέκρινε τόν παρόντα κανονισμό περί τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ συστήματος πιστοποιητικῶν καταγωγῆς ὅταν ἰσχύουν οἱ ποσοστώσεις.

Κανόνας 1

ΟΡΙΣΜΟΙ

Γιά τούς σκοπούς τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ:

Ἔγκυρο πιστοποιητικό καταγωγῆς γιά τήν ἐξαγωγή πρός τίς χῶρες μέλη σημαίνει ἕνα πιστοποιητικό καταγωγῆς πού ἔχει ἐνταχθεῖ στό ἔντυπο Ο ὅπως αὐτό ἀπεικονίζεται στό παράρτημα 1, ἐκδιδόμενο σύμφωνα πρός τίς διατάξεις τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ ἀπό μιά ὑπηρεσία πιστοποιήσεως τῆς χώρας μέλους παραγωγῆς, ἡ ὁποία ἔχει ἐξαγάγει τόν καφέ πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό, καί στό ὁποιο ἔχουν ἐπικολληθεῖ ἔνσημα ἐξαγωγῆς, τῶν ὁποίων ἡ συνολική ὀνομαστική ἀξία ἀνταποκρίνεται στό καθαρό βάρος τοῦ ἀφρύκτου καφέ, ἤ στό ἀντίστοιχό του, πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό, ὑπό τήν ἐπιφύλαξη τῶν κατωτέρω ὅρων:

α) ὅτι ὁ κωδικός ἀριθμός τῆς χώρας καί ὁ κωδικός ἀριθμός τοῦ καφεπαραγωγοῦ ἔτους πού ἀπεικονίζεται στά ἔνσημα ἐξαγωγῆς ἀνταποκρίνεται στή χώρα ἡ ὁποία ἔχει ἐκδόσει τά πιστοποιητικά καί στό καφεπαραγωγό ἔτος κατά τήν διάρκεια τοῦ ὁποίου ἔχει ἐκδοθεῖ τό πιστοποιητικό·

β) ὅτι ἡ χώρα προορισμοῦ πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό εἶναι χώρα μέλος·

γ) ὅτι τό πιστοποιητικό φέρει τήν ἔνδειξη «ΠΡΩΤΟΤΥΠΟ», καθώς καί τή σφραγίδα τῆς τελωνειακῆς ὑπηρεσίας τοῦ μέλους παραγωγῆς πού ἔχει ἐξαγάγει τόν καφέ πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό·

δ) ὅτι τό πιστοποιητικό δέν ἰσχύει παρά μόνο γιά ἕνα καθαρό βάρος καφέ τό ὁποῖο, στόν τόπο ἐξαγωγῆς, εἶναι ἴσο μέ τή συνολική ὀνομαστική ἀξία τῶν ἐνσήμων ἐξαγωγῆς τά ὁποῖα φέρει ἤ ὑπερβαίνει αὐτή τήν ἀξία κατά 24 χιλιόγραμμα κατά τό ἀνώτατο ὅριο·

ε) ὅτι τό πιστοποιητικό δέν ἰσχύει παρά μόνο γιά νά καλύψει τόν καφέ στόν ὁποῖο ἀναφέρονται κατά τό χρόνο τῆς ἐκδόσεώς του·

ζ) ὅτι ἡ ἰσχύς τοῦ πιστοποιητικοῦ δέν ὑπερβαίνει τούς ἐννέα μῆνες ὑπολογιζομένων ἀπό τό τέλος τοῦ ἡμερολογιακοῦ τριμήνου κατά τή διάρκεια τοῦ ὁποίου ἐξεδόθη·

η) ὅτι τό πιστοποιητικό δέν ἔχει συμπληρωθεῖ στό Β μέρος στό παρελθόν οὔτε ἀκυρωθεῖ ἀπό τόν Ὀργανισμό.

Ἔγκυρο πιστοποιητικό καταγωγῆς γιά ἐξαγωγή πρός τίς χῶρες μή μέλη, σημαίνει ἕνα πιστοποιητικό καταγωγῆς πού ἔχει συνταχθεῖ στό ἔντυπο Χ ὅπως αὐτό ἀπεικονίζεται στό παράρτημα 2 ἐκδιδόμενο σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ ἀπό μιά ὑπηρεσία πιστοποιήσεων τοῦ παραγωγοῦ μέλους πού ἔχει ἐξαγάγει τόν καφέ στόν ὁποῖο ἀναφέρεται τό πιστοποιητικό, ὑπό τήν ἐπιφύλαξη τῶν ἑπομένων ὅρων:

α) ὅτι τό πιστοποιητικό φέρει τήν ἔνδειξη «ΠΡΩΤΟΤΥΠΟ», καθώς καί τήν σφραγίδα τῆς τελωνειακῆς ὑπηρεσίας τῆς χώρας μέλους παραγωγοῦ ἀπό τήν ὁποία ἔχει ἐξαχθεῖ ὁ καφές πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό·

β) ὅτι τό πιστοποιητικό δέν ἰσχύει παρά μόνο γιά νά καλύψει τόν καφέ στόν ὁποῖο ἀναφερόταν κατά τό χρόνο τῆς ἐκδόσεώς του·

γ) ὅτι τό πιστοποιητικό δέν ἰσχύει παρά μόνο γιά νά καλύψει τόν εἰσαγόμενο καφέ ἀπό χῶρες μέλη καί δέν δύναται ἐπίσης νά χρησιμοποιηθεῖ σάν βάση γιά τήν ἔκδοση ἑνός ἄλλου πιστοποιητικοῦ ὁποιου τύπου καί ἄν εἶναι αὐτό.

Ἔγκυρο πιστοποιητικό ἐπανεξαγωγῆς σημαίνει ἕνα πιστοποιητικό ἐπανεξαγωγῆς πού ἔχει συνταχθεῖ στό ἔντυπο R ὅπως αὐτό ἀπεικονίζεται στό παράρτημα 3 καί πού ἐκδίδεται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ ἀπό μιά ὑπηρεσία πιστοποιήσεων τῆς χώρας μέλους ἀπο τήν ὁποία ἐπανεξάγεται ὁ καφες στον ὁποῖον ἀναφέρεται, ὑπό τήν ἐπιφύλαξη τῶν ἑπομένων ὅρων:

α) ὅτι τό πιστοποιητικό φέρει τήν ἔνδειξη «ΠΡΩΤΟΤΥΠΟ» καθώς καί τή σφραγίδα τῆς τελωνειακῆς ὑπηρεσίας τῆς χώρας μέλους ἀπό τήν ὁποία ἐπανεξάγεται ὁ καφές πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό·

β) ὅτι τό πιστοποιητικό δέν ἰσχύει παρά μόνο γιά νά καλύψει τόν καφέ στόν ὁποῖο ἀναφερόταν τή στιγμή τῆς ἐκδόσεώς του·

γ) ὅτι ἡ ἰσχύς τοῦ πιστοποιητικοῦ δέν ὑπερβαίνει

τούς έννέα μήνες ύπολογιζομένων άπό τό τέλος τοῦ ήμερολογιακοῦ τριμήνου κατά τή διάρκεια τοῦ όποίου ἐξεδόθη·

δ) ὅτι τό πιστοποιητικό δέν ἔχει συμπληρωθεῖ στό μέρος-Β στό παρελθόν οὔτε ἀκυρωθεῖ ἀπό τόν Ὀργανισμό.

Ἔγκυρο πιστοποιητικό ἐπαναποστολῆς σημαίνει ἕνα πιστοποιητικό ἐπαναποστολῆς πού ἔχει συνταχθεῖ στό ἔντυπο RS ὅπως αὐτό ἀπεικονίζεται στό παράρτημα 4 καί ἔχει ἐκδοθεῖ σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ ἀπό μιά ὑπηρεσία πιστοποιήσεων τῆς χώρας μέλους ἀπό τήν ὁποία ἔχει ἐπαναποσταλεῖ ὁ καφές στόν ὁποῖον ἀναφέρονται, ὑπό τήν ἐπιφύλαξη τῶν ἑπομένων ὅρων:

α) ὅτι τό πιστοποιητικό φέρει τήν ἔνδειξη «ΠΡΩΤΟΤΥΠΟ» καθώς καί τή σφραγίδα τῆς τελωνειακῆς ὑπηρεσίας τῆς χώρας μέλους ἀπό τήν ὁποία ἔχει ἐπαναποσταλεῖ ὁ καφές πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό·

β) ὅτι τό πιστοποιητικό δέν ἰσχύει παρά μόνο γιά νά καλύψει τόν καφέ στόν ὁποῖο ἀναφερόταν κατά τή στιγμή πού ἐκδόθηκε·

γ) ὅτι ἡ ἰσχύς τοῦ πιστοποιητικοῦ δέν ὑπερβαίνει τούς ἐννέα μῆνες ὑπολογιζομένων ἀπό τό τέλος τοῦ ἡμερολογιακοῦ τριμήνου κατά τή διάρκεια τοῦ ὁποίου ἐκδόθηκε·

δ) ὅτι τό πιστοποιητικό δέν ἔχει συμπληρωθεῖ στό μέρος Β στό παρελθόν οὔτε ἀκυρωθεῖ ἀπό τόν Ὀργανισμό.

Ἔγκυρο πιστοποιητικό διαμετακομίσεως σημαίνει ἕνα πιστοποιητικό διαμετακομίσεως πού ἔχει συνταχθεῖ στό ἔντυπο Τ ὅπως αὐτό ἀπεικονίζεται στό παράρτημα 5, ἐκδιδόμενο σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ ἀπό μιά ὑπηρεσία πιστοποιήσεως καί ἐπάνω στό ὁποῖο ἔχουν ἐπικολληθεῖ ἔνσημα διαμετακομίσεως τῶν ὁποίων ἡ συνολική ὀνομαστική ἀξία ἀνταποκρίνεται στό καθαρό βάρος τοῦ ἀφρύκτου καφέ ἤ στό ἀντίστοιχό του πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό, ὑπό τήν ἐπιφύλαξη τῶν ἑπομένων ὅρων:

α) ὅτι ὁ κωδικός ἀριθμός τῆς χώρας πού ἀναφέρεται στά ἔνσημα διαμετακομίσεως ἀνταποκρίνεται στή χώρα πού ἔχει ἐκδόσει τό πιστοποιητικό·

β) ὅτι τό πιστοποιητικό φέρει τήν ἔνδειξη «ΠΡΩΤΟΤΥΠΟ»·

γ) ὅτι τό πιστοποιητικό δέν ἰσχύει παρά μόνο γιά καθαρό βάρος καφέ ἴσο μέ τή συνολική ὀνομαστική ἀξία τῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως τά ὁποῖα φέρει ἤ ὑπερβαίνει αὐτή τήν ἀξία κατά 4 χιλιόγραμμα κατά ἀνώτατο ὅριο·

δ) ὅτι τό πιστοποιητικό δέν ἰσχύει παρά μόνο γιά νά καλύψει τόν καφέ στόν ὁποῖον ἀναφερόταν τή στιγμή πού ἐκδόθηκε·

ε) ὅτι ἡ ἰσχύς τοῦ πιστοποιητικοῦ δέν ὑπερβαίνει τούς ἐννέα μῆνες ὑπολογιζομένων ἀπό τό τέλος τοῦ ἡμερολογιακοῦ τριμήνου κατά τή διάρκεια τοῦ ὁποίου ἐκδόθηκε·

ζ) ὅτι τό πιστοποιητικό δέν ἔχει συμπληρωθεῖ στό μέρος Β στό παρελθόν οὔτε κηρυχθεῖ ἄκυρο ἀπό τόν Ὀργανισμό.

Ἔγκυρο πιστοποιητικό σημαίνει ἕνα ἔγκυρο πιστοποιητικό καταγωγῆς, ἕνα ἔγκυρο πιστοποιητικό ἐπανεξαγωγῆς, ἕνα ἔγκυρο πιστοποιητικό ἐπαναποστολῆς, καί ἕνα ἔγκυρο πιστοποιητικό διαμετακομίσεως, σύμφωνα μέ τούς ὁρισμούς πού δόθηκαν παραπάνω.

Ἐξαγωγή καφέ σημαίνει κάθε καφέ πού ἐγκαταλείπει τό τελωνειακό ἔδαφος τῆς χώρας στήν ὁποία ἔχει παραχθεῖ.

Εἰσαγωγή καφέ σημαίνει κάθε μερίδα ἀποστολῆς καφέ πού εἰσέρχεται στό τελωνειακό ἔδαφος μιᾶς χώρας ἤ τελωνειακῆς ἑνώσεως καί τοῦ ὁποίου οἱ τελωνειακές ὑπηρεσίες καί, ἐνδεχομένως, ἄλλες ἁρμόδιες ἀρχές ἐπέτρεψαν τή διάθεση ἀφοῦ συμπληρώθηκαν ὅλες οἱ ἀναγκαῖες διατυπώσεις, εἴτε γιά τή μετατροπή ἑνός τύπου καφέ σέ ἕναν ἄλλο εἴτε γιά τήν ἐσωτερική κατανάλωση.

Καφές ὑπό τελωνειακό ἔλεγχο σημαίνει τόν καφέ πού δέν μπορεῖ νά μεταφερθεῖ ἔξω ἀπό τή ζώνη, πού ἀνήκει στή δικαιοδοσία μιᾶς τελωνειακῆς ὑπηρεσίας, χωρίς τή συγκατάθεσή της.

Ἐπανεξαγωγή καφέ σημαίνει κάθε μερίδα ἀποστολῆς καφέ πού ἐγκαταλείπει τό τελωνειακό ἔδαφος μιᾶς χώρας ἤ τελωνειακῆς ἑνώσεως, ἡ ὁποία στό παρελθόν εἶχε εἰσαγάγει τόν καφέ αὐτό.

Ἐπαναποστολή καφέ σημαίνει κάθε μερίδα ἀποστολῆς καφέ πού ἐγκαταλείπει τό ἔδαφος μιᾶς χώρας πού εἶχε θέσει τόν καφέ ὑπό τελωνειακό ἔλεγχο καί ἡ ὁποία δέν εἶχε εἰσαγάγει αὐτόν τόν καφέ.

Τελωνειακή ὑπηρεσία σημαίνει τήν τελωνειακή ὑπηρεσία μιᾶς χώρας ἤ κάθε ἁρμόδια ὑπηρεσία πού ὁρίζεται γι' αὐτό τό σκοπό ἀπό μία χώρα μέλος καί γίνεται ἀποδεκτή ἀπό τόν ἐκτελεστικό διευθυντή.

Σφραγίδα τῆς τελωνειακῆς ὑπηρεσίας σημαίνει μιά σφραγίδα, κατά προτίμηση ἀνάγλυφη, πού συνοδεύεται ἀπό τήν ὑπογραφή, ἤ τό ἀντίστοιχό της, τοῦ ἐξουσιοδοτημένου τελωνειακοῦ ὑπαλλήλου καί τήν ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία τέθηκε.

Ὑπηρεσία πιστοποιήσεως σημαίνει μιά ὑπηρεσία ἡ ὁποία ἔχει ἐγκριθεῖ δυνάμει τῶν παραγράφων 1,2 καί 5 τοῦ ἄρθρου 43 τῆς διεθνοῦς συμφωνίας τοῦ 1976 ἐπί τοῦ καφέ γιά νά ἀσκεῖ καί ἐκπληρώνει τίς λειτουργίες πού καθορίζονται στίς παραγράφους 1 καί 2 τοῦ ἐν λόγω ἄρθρου.

Κανόνας 2

ΤΥΠΟΙ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΙ ΠΡΟΔΙΑΓΡΑΦΕΣ ΠΟΥ ΠΡΕΠΕΙ ΝΑ ΤΗΡΗΘΟΥΝ ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΚΤΥΠΩΣΗ ΤΟΥΣ

Πιστοποιητικά καταγωγῆς

1. Τά πιστοποιητικά καταγωγῆς πού ἐκδίδονται γιά νά καλύψουν τίς ἐξαγωγές πρός τίς χῶρες μέλη ἐκτυ-

πώνονται σύμφωνα μέ τόν τύπο Ο πού ἀπεικονίζεται στό παράρτημα 1 καί συμπληρώνονται καί χορηγοῦνται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ. Οἱ ὁδηγίες γιά τόν πτρόπο συμπληρώσεως αὐτῶν τῶν πιστοποιητικῶν παρέχονται στό παράρτημα 1Β.

2. Τά πιστοποιητικά καταγωγῆς πού ἐκδίδονται γιά νά καλύψουν τίς ἐξαγωγές πρός τίς χῶρες μή μέλη ἐκτυπώνονται σέ ἔντυπο Χ πού ἀπεικονίζεται στό παράρτημα 2 καί συμπληρώνονται καί χορηγοῦνται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ. Οἱ ὁδηγίες γιά τόν τρόπο συμπληρώσεως αὐτῶν τῶν πιστοποιητικῶν παρέχονται στό παράρτημα 2Β.

3. Ἀνεξάρτητα ἀπό τίς διατάξεις τῶν παραγράφων 1 καί 2 τοῦ κανόνα αὐτοῦ ὁ χῶρος 10 τοῦ πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο, καί ὁ χῶρος 11 τοῦ πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Χ μποροῦν νά τροποποιηθοῦν γιά νά εἶναι δυνατόν νά τεθοῦν ἐκεῖ τό ἀνώτατο πέντε σημεῖα ἀναγνωρίσεως τοῦ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ τοῦ Καφέ:

ΠΑΡΑΔΕΙΓΜΑ:

(Πιστοποιητικό Καταγωγῆς στό ἔντυπο Ο)

10. Σῆμα ἀναγνωρίσεως τοῦ Δ.Ο.Κ.	11. Ἀριθμός σάκκων ἤ ἄλλων συσκευασιῶν	12. Περιγραφή τοῦ καφέ	13. Καθαρό βάρος μερίδας ἀποστολῆς
———/————/————		☐ Ἄφρυκτος	....
———/————/————		☐ Πεφρυγμένος	14. Μονάδα βάρους
———/————/————		☐ Διαλυτός	☐ κιλό
———/————/————		☐ Διάφοροι	☐ λίβρα
———/————/————			
15. Ἄλλες πρόσφορες πληροφορίες			

Πιστοποιητικά ἐπανεξαγωγῆς

4. Τά πιστοποιητικά ἐπανεξαγωγῆς ἐκτυπώνονται στό ἔντυπο R πού ἀπεικονίζεται στό παράρτημα 3 καί συμπληρώνονται καί χορηγοῦνται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ. Οἱ κατευθυντήριες ὁδηγίες γιά τόν τρόπο συμπληρώσεως αὐτῶν τῶν πιστοποιητικῶν δίνονται στό παράρτημα 3Β.

Πιστοποιητικά ἐπαναποστολῆς

5. Τά πιστοποιητικά ἐπαναποστολῆς ἐκτυπώνονται στό ἔντυπο RS πού ἀπεικονίζεται στό παράρτημα 4 καί συμπληρώνονται καί χορηγοῦνται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ. Οἱ ὁδηγίες γιά τόν τρόπο συμπληρώσεως αὐτῶν τῶν πιστοποιητικῶν δίνονται στό παράρτημα 4 Β.

Πιστοποιητικά διαμετακομίσεως

6. Τά πιστοποιητικά διαμετακομίσεως ἐκτυπώνονται στόν ἕνα τύπο Τ πού ἀπεικονίζεται στό παράρτημα 5 καί συμπληρώνονται καί χορηγοῦνται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ. Οἱ ὁδηγίες γιά τόν τρόπο συμπληρώσεως αὐτῶν τῶν πιστοποιητικῶν δίνονται στό παράρτημα 5 Β.

Προδιαγραφές πού θά τηρηθοῦν γιά τήν ἐκτύπωση τῶν πιστοποιητικῶν

7. Ὅλα τά πιστοποιητικά ἔχουν τίς διαστάσεις τῆς προδιαγραφῆς 150 Α4 (210 mm × 297 mm, 8 1/3 in × 11 2/3 in). Μιά ἀπόκλιση κατ' ἀνώτατο ὅριο ± 2 χιλιοστ. (1/16 in) εἶναι ἀνεκτή.

8. Ὅλα τά πιστοποιητικά ἐκδίδονται σέ ἕνα πρωτότυπο καί τουλάχιστον δύο ἀντίγραφα. Οἱ ὑπηρεσίες πιστοποιήσεως δύνανται νά ἐκδώσουν τόσα συμπληρωματικά ἀντίγραφα γιά ἐσωτερική χρήση ὅσα θεωροῦν κατάλληλα καί ἀναγκαῖα.

9. Γιά τά πρωτότυπα ὅλων τῶν τύπων πιστοποιητικῶν χρησιμοποιεῖται χαρτί λευκό ἀπό χημικό πολτό βάρους 70 γραμμαρίων τουλάχιστον κατά τετραγωνικό μέτρο. Κάθε πρωτότυπο φέρει καθαρά σημειωμένη τή λέξη «ΠΡΩΤΟΤΥΠΟ».

10. Τό πρῶτο ἀντίγραφο φέρει καθαρά τή σημείωση «ΠΡΩΤΟ ΑΝΤΙΓΡΑΦΟ — γιά χρήση τῆς ΔΟΚ (ICO) στό Λονδῖνο» καί εἶναι τυπωμένο σέ χαρτί διαφορετικοῦ χρώματος κατά τόν τρόπο πού ὑποδεικνύεται κατωτέρω:

α) πιστοποιητικά καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο ἤ Χ: πράσινο·

β) πιστοποιητικά ἐπανεξαγωγῆς: μπλέ·

γ) πιστοποιητικά ἐπαναποστολῆς: κίτρινο·

δ) πιστοποιητικά διαμετακομίσεως: ρόζ.

11. Κάθε συμπληρωματικό ἀντίγραφο τό ὁποῖο ἔχει διαφορετικό χρῶμα ἀπό τό χρῶμα τοῦ πρώτου ἀντιγράφου πού καθορίζεται στήν παράγραφο 10 τοῦ κανόνα αὐτοῦ φέρει καθαρά σημειωμένες τίς λέξεις «ΑΝΤΙΓΡΑΦΟ — μόνο γιά ἐσωτερική χρήση» καί μπορεῖ νά συμπεριλάβει συμπληρωματικές ὁδηγίες πού ἡ ὑπηρεσία πού ἐκδίδει τό πιστοποιητικό θεωρεῖ ἐπιθυμητές.

12. Κάθε μέλος ἐπιφορτίζεται μέ τήν ἔκδοση πιστοποιητικῶν πού χρησιμοποιεῖ κατά τόν τρόπο πού καθορίζεται στά παραρτήματα 1 ἕως 5, ἐκτός ἐάν ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί τό μέλος αὐτό ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά. Γιά νά διασφαλίζεται ὅτι ὅλα τά πιστοποιητικά ἔχουν ἐκτυπωθεῖ σύμφωνα μέ τά ὁμοιόμορφα ὑποδείγματα, τά μέτρα πού θά τηρηθοῦν ἀπό τούς τυπογράφους καθορίζονται στά παραρτήματα 1 Α, 2 Α, 3 Α, 4 Α καί 5 Α.

13. Στό πρῶτο ἀντίγραφο καί στά ἑπόμενα ἀντίγραφα τῶν πιστοποιητικῶν, τό διάστημα πού διατίθεται στό μέρος Β τῶν ἐντύπων τῶν πιστοποιητικῶν πού ἀπεικονίζονται στά παραρτήματα 1 ἕως 5 δύναται νά παραμείνει λευκό ἤ νά χρησιμοποιεῖται εἴτε ἀπό τό ἐνδιαφερόμενο μέλος γιά νά ἀναγράφει πληροφορίες τίς ὁποῖες χρειάζεται, εἴτε ἀπό τόν Ὀργανισμό γιά στατιστικούς σκοπούς.

14. Τά πιστοποιητικά πρέπει νά εἶναι τυπωμένα σέ δύο γλῶσσες ἀπό τίς ὁποῖες ἡ μία, ἐκτός ἄν ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί ἕνα ὁρισμένο μέλος ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, πρέπει νά εἶναι ἡ ἀγγλική. Ὅταν εἶναι τυπωμένα σέ περισσότερες ἀπό μία γλῶσσες, ἡ δεύτερη γλῶσσα εἶναι τυπωμένη, κατά τό δυνατό, μέ πλάγια τυπογραφικά στοιχεῖα.

Κανόνας 3

ΠΕΡΙΟΔΟΣ ΙΣΧΥΟΣ ΤΩΝ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΙ ΠΑΡΑΤΑΣΗ ΑΥΤΗΣ ΤΗΣ ΠΕΡΙΟΔΟΥ

Περίοδος ἰσχύος τῶν πιστοποιητικῶν

1. Τά πιστοποιητικά καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο, τά πιστοποιητικά ἐπανεξαγωγῆς, τά πιστοποιητικά ἐπαναποστολῆς καί τά πιστοποιητικά διαμετακομίσεως δέν ἰσχύουν μετά τήν πάροδο ἐννέα μηνῶν ἀπό τό ἡμερολογιακό τρίμηνο στή διάρκεια τοῦ ὁποίου ἐκδόθηκαν. Τά πιστοποιητικά καταγωγῆς στό ἔντυπο Χ δέν ἔχουν καθορισμένη διάρκεια ἰσχύος.

Ἀπαγόρευση εἰσαγωγῆς καφέ πού καλύπτεται ἀπό πιστοποιητικό τοῦ ὁποίου ἡ ἰσχύς ἔχει λήξει

2. Τά μέλη ἀπαγορεύουν τήν εἰσαγωγή καφέ πού καλύπτεται ἀπό ἕνα πιστοποιητικό τοῦ ὁποίου ἡ ἰσχύς ἔχει λήξει. Δέν φέρουν ἕνα τέτοιο πιστοποιητικό σέ πίστωση τοῦ λογαριασμοῦ τῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανόνα 12, καί δέν χογηγοῦν κανένα πιστοποιητικό γιά τό σκοπό ἀντικαταστάσεως ἤ ἀνταλλαγῆς χωρίς τή ρητή ἐξουσιοδότηση τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντή (βλέπε παράγραφο 3 τοῦ παρόντος κανόνα).

Παράταση τῆς περιόδου ἰσχύος ἑνός πιστοποιητικοῦ

3. Ὁ κάτοχος ἑνός πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο, ἑνός πιστοποιητικοῦ ἐπανεξαγωγῆς, ἑνός πιστοποιητικοῦ ἐπαναποστολῆς καί ἑνός πιστοποιητικοῦ διαμετακομίσεως, τῶν ὁποίων ἔχει λήξει ἡ ἰσχύς πρίν νά ἐπιστραφεῖ στίς ἁρμόδιες ἀρχές, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ παρόντος κανονισμοῦ, διαβιβάζει τό ἐν λόγω πιστοποιητικό στήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεως τῆς χώρας του ζητώντας μιά παράταση ἰσχύος. Στήν αἴτησή του ἐκθέτει τούς λόγους γιά τούς ὁποίους τό πιστοποιητικό δέν χρησιμοποιήθηκε ἤ δέν ἀνταλλάχθηκε πρίν ἀπό τή λήξη του, καί ἀναφέρει τόν τόπο πού βρίσκεται κατά τό χρόνο αὐτό ὁ καφές. Ἄν ὁ καφές βρίσκεται σέ ἀποθήκη, παραδίδει μιά γραπτή δήλωση τοῦ διαχειριστοῦ τῆς ἀποθήκης πού ἐπιτρέπει νά ἐξακριβωθεῖ ἡ ταυτότης τοῦ καφέ καί βεβαιώνει τή διάρκεια τῆς ἀποθηκεύσεως. Ἡ ὑπηρεσία πιστοποιήσεως διαβιβάζει στόν ἐκτελεστικό διευθυντή τήν αἴτηση καί τό σχετικό πιστοποιητικό. Αὐτός προβαίνει σ' ὅλες τίς ἔρευνες πού κρίνει ἀναγκαῖες καί ἐξουσιοδοτεῖ σέ μιά λογική προθεσμία, τήν ἐνδιαφερομένη ὑπηρεσία πιστοποιήσεως, νά χορηγήσει τό κατάλληλο πιστοποιητικό, ἤ διαφορετικά πληροφορεῖ τήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεως γιά τούς λόγους γιά τούς ὁποίους δέν μπορεῖ νά δεχθεῖ τήν αἴτηση.

Κανόνας 4

ΔΙΑΚΡΙΤΙΚΑ ΣΗΜΕΙΑ ΠΟΥ ΑΝΑΓΡΑΦΟΝΤΑΙ ΠΑΝΩ ΣΤΟΥΣ ΣΑΚΚΟΥΣ Η ΑΛΛΕΣ ΣΥΣΚΕΥΑΣΙΕΣ ΠΡΟΟΡΙΣΜΕΝΕΣ ΓΙΑ ΕΞΑΓΩΓΗ

Ἕνα σημεῖο ἀναγνωρίσεως τοῦ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ Καφέ χορηγεῖται σέ κάθε ἐξαγωγή καφέ γιά νά τεθεῖ ἀποκλειστικά σέ μιά ὁρισμένη μερίδα ἀποστολῆς. Τό σημεῖο ἀναγνωρίσεως, τό ὁποῖο ἐκτυπώνεται μέσα σ' ἕνα πλαίσιο πάνω σέ ὅλους τούς σάκκους ἤ τίς ἄλλες συσκευασίες ἤ εἶναι τυπωμένο σέ μιά μεταλλική πλάκα προσαρμοσμένη στούς σάκκους ἤ τίς ἄλλες συσκευασίες καί τό ὁποῖο ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό καταγωγῆς, ἀποτελεῖται ἀπό τόν κωδικό ἀριθμό τῆς χώρας μέλους, (ὁ Ὀργανισμός μπορεῖ νά δώσει μέχρι 3 ψηφία([1])), ἀπό τόν κωδικό ἀριθμό τοῦ παραγωγοῦ ἤ τοῦ ἐξαγωγέα (μιά χώρα μέλος μπορεῖ νά δώσει μέχρι 4 ψηφία σέ κάθε παραγωγό ἐξαγωγέα) καί τόν ἀριθμό σειρᾶς τῆς ποσότητας τοῦ καφέ (ὁ παραγωγός ἤ ἐξαγωγέας μπορεῖ νά δώσει μέχρι 4 ψηφία γιά κάθε μερίδα ἀποστολῆς τοῦ καφέ πού ἐξάγει ἀρχίζοντας ἀπό τόν ἀριθμό 1 γιά τήν πρώτη μερίδα ἀποστολῆς πού ἐξάγεται ἀπό τήν 1η Ὀκτωβρίου κάθε ἔτους καί συνεχίζοντας μέ συνεχῆ σειρά μέχρι τήν 30ή Σεπτεμβρίου τοῦ ἑπομένου ἔτους συμπεριλαμβανομένη).

ΠΑΡΑΔΕΙΓΜΑ:

27 (Κωδικός ἀριθμός τῆς χώρας)	1 (Κωδικός ἀριθμός τοῦ παραγωγοῦ ἤ ἐξαγωγέα)	17 (Ἀριθμός μερίδας ἀποστολῆς)

Γιά νά εἶναι δυνατό νά κάνει τή διαλογή τῶν πιστοποιητικῶν μέ ἠλεκτρονικό ὑπολογιστή τό σημεῖο ἀναγνωρίσεως εἶναι ἀπαραίτητο σέ καμιά περίπτωση νά μήν περιλαμβάνει περισσότερα ἀπό ἕνδεκα ψηφία.

([1]) Βλέπε Παράρτημα 6.

Κανόνας 5

ΕΞΑΓΩΓΕΣ ΚΑΦΕ ΜΕ ΠΡΟΟΡΙΣΜΟ ΧΩΡΕΣ ΜΕΛΗ

1. Μέ ἐπιφύλαξη τίς ἐξαιρέσεις πού ἀναφέρονται στήν παράγραφο 11 τοῦ παρόντος κανόνα, κάθε ἐξαγωγή καφέ προελεύσεως μιᾶς χώρας μέλους μέ προορισμό ἕνα ἄλλο ὁποιοδήποτε μέλος, συνοδεύεται ἀπό ἕνα ἔγκυρο πιστοποιητικό καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο, πού ἔχει συμπληρωθεῖ καί ἐκδοθεῖ σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ παρόντος κανονισμοῦ.

2. Ἕνα σημεῖο ἀναγνωρίσεως τοῦ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ Καφέ ἀναγράφεται πάνω σέ ὅλους τούς σάκκους ἤ τίς ἄλλες συσκευασίες σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανόνα 4.

3. Το πρωτότυπο κάθε πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο ἐπικυρώνεται ἀπό τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς πού εἶναι ἐπικολλημένα σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανόνα 15.

4. Τό πρωτότυπο καί τό πρῶτο ἀντίγραφο κάθε πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο φέρουν τή σφραγίδα τῆς τελωνειακῆς ὑπηρεσίας τῆς χώρας μέλους πού ἐξέδωσε τό πιστοποιητικό. Αὐτή ἡ σφραγίδα τίθεται ἀπό τήν τελωνειακή ὑπηρεσία ὅταν αὐτή ἡ ὑπηρεσία ἔχει τήν ἀπόδειξη ὅτι ἐξαγωγή θά πραγματοποιηθεῖ.

5. Τό πρωτότυπο κάθε πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ τύπο Ο χορηγεῖται στόν ἐξαγωγέα ἤ στόν ἀντιπρόσωπό του, γιά νά συνοδεύει τά ἔγγραφα ἀποστολῆς. Τό σημεῖο ἀναγνωρίσεως τοῦ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ Καφέ καί ὁ ἀριθμός συσχετίσεως τοῦ πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς (πού ἀποτελεῖται ἀπό τόν κωδικό τῆς χώρας, κωδικό τοῦ λιμένα καί τόν αὔξοντα ἀριθμό) ἀναγράφονται, ἐκτός ἄν ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί ἕνα μέλος συμφώνησαν διαφορετικά, πάνω στό τιμολόγιο καί/ἤ στήν ἤ στίς φορτωτικές.

6. Τό πρῶτο ἀντίγραφο κάθε πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο καθώς καί ἕνα ἀντίγραφο τῆς σχετικῆς φορτωτικῆς διαβιβάζονται στόν Ὀργανισμό μέ τό ταχύτερο καί ἀσφαλέστερο μέσο ἀπό τό μέλος πού ἐκδίδει τό πιστοποιητικό, ὅσο τό δυνατό πιό σύντομα καί πάντως μέσα σέ μιά προθεσμία 21 ἡμερῶν ἀπό τήν ἡμερομηνία ἀποστολῆς. Ἄν μιά μερίδα ἀποστολῆς καφέ διεκπεραιώνεται διά ξηρᾶς στόν προορισμό της ἀντί ἀντιγράφου θαλασσίας φορτωτικῆς, ἕνα ἀντίγραφο χερσαίας φορτωτικῆς ἤ ἕνα ἰσοδύναμο ἔγγραφο συνοδεύει τό πρῶτο ἀντίγραφο τοῦ πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ τύπο Ο πού διαβιβάζεται στόν Ὀργανισμό.

7. Τά πρῶτα ἀντίγραφα τῶν πιστοποιητικῶν καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο, καθώς ἐπίσης καί τά ἀντίγραφα τῶν φορτωτικῶν ἤ τῶν ἰσοδυνάμων ἐγγράφων πού διαβιβάζονται στόν Ὀργανισμό σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 6 τοῦ παρόντος κανόνα, ἀποστέλλονται σέ δεσμίδες, στερεά συσκευασμένες τῶν 50 σειρῶν ἐγγράφων τό ἀνώτατο[1]. Κάθε δέμα περιέχει μόνο ἔγγραφα πού χορηγήθηκαν γιά νά συνοδεύσουν τίς ἐξαγωγές πού πραγματοποιήθηκαν κατά τή διάρκεια τοῦ ἰδίου μηνός.

8. Κάθε δέμα πιστοποιητικῶν καί φορτωτικῶν ἤ ἰσοδυνάμων ἐγγράφων συνοδεύεται ἀπό ἕνα ἀναλυτικό σημείωμα πού ἀναφέρει τόν ἀριθμό συσχετίσεως τοῦ καθενός ἐγγράφου πού περιέχει, καθώς ἐπίσης καί τήν καθαρή ποσότητα καφέ πού αὐτό τό ἔγγραφο ἀφορᾶ. Κάθε δέμα ἐγγράφων καί τό δελτίο πού τό συνοδεύει φέρουν ἕνα αὔξοντα ἀριθμό. Ἕνα ἀντίγραφο τοῦ δελτίου διαβιβάζεται παράλληλα στόν Ὀργανισμό μέ χωριστό φάκελλο.

9. Ἐφ' ὅσον ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί τό ἐνδιαφερόμενο μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής βεβαιώνει τή λήψη κάθε δέματος ἐγγράφων ἐπιστρέφοντας τό δελτίο ἀφοῦ θέσει τή σφραγίδα του.

10. Ἀνεξάρτητα ἀπό τίς διατάξεις τῶν παραγράφων 1 καί 6 αὐτοῦ τοῦ κανόνα, ἄν ὁ θαλάσιος λιμένας ἀπό τόν ὁποῖο ἔγινε ἡ ἀποστολή δέν βρίσκεται στή χώρα καταγωγῆς τοῦ καφέ, καί ἄν ἡ χώρα μέλος θεωρεῖ ὅτι εἶναι πρακτικῶς ἀδύνατη ἡ ἔκδοση πιστοποιητικῶν καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο πού νά ἔχουν συμπληρωθεῖ πρίν ἀπό τήν ἐξαγωγή ἀπό τήν χώρα καταγωγῆς, δύναται νά λάβει τά ἀναγκαῖα μέτρα ὥστε τά πιστοποιητικά καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο νά ἐκδόσουν ἐν τῷ συνόλω τους ἤ ἐν μέρει ἀπό ἕνα ὀργανισμό πού εὑρίσκεται στόν θαλάσσιο λιμένα φορτώσεως τά πρῶτα ἀντίγραφα τῶν πιστοποιητικῶν καί τῶν ἀντιστοίχων φορτωτικῶν κατάλληλα συμπληρωμένα νά διαβιβάζονται στόν Ὀργανισμό. Ὅλες αὐτές οἱ ρυθμίσεις μποροῦν νά γίνουν μετά ἀπό κοινή συμφωνία τῆς χώρας παραγωγῆς μέλους καί τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντή.

11. Δέν ἐκδίδονται πιστοποιητικά καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο γιά νά συνοδεύσουν:

α) μικρές ποσότητες καφέ πού προορίζονται γιά κατανάλωση σέ πλοῖο, ἀεροσκάφη καί ὅλα τά ἄλλα διεθνῆ μέσα μεταφορᾶς ἐμπορικοῦ χαρακτῆρα·

б) δείγματα καί μερίδες ἀποστολῆς μέχρις ἀνωτάτου καθαροῦ βάρους 60 χιλιογράμμων ἀφρύκτου καφέ ἤ τό ἰσοδύναμο, δηλαδή:

- i) 120 χιλιόγραμμα ἀπεξηραμένου καρποῦ καφέ·
- ii) 75 χιλιόγραμμα καφέ μή ἀποφλοιωμένου·
- iii) 50,4 χιλιόγραμμα πεφρυγμένου καφέ·
- iv) 20 χιλιόγραμμα διαλυτοῦ ἤ ὑγροῦ καφέ.

---

(1) Μιά δεσμίδα ἐγγράφων ἀποτελεῖται, ἤ ἀπό τό πρῶτο ἀντίγραφο τοῦ πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο καί τό ἀντίγραφο τῆς φορτωτικῆς ἤ τοῦ ἰσοδυνάμου ἐγγράφου, ἤ ἀπό τό πρωτότυπο καί τό πρῶτο ἀντίγραφο τοῦ πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Χ καί τῆς σχετικῆς φορτωτικῆς ἤ τοῦ ἰσοδυνάμου ἐγγράφου.

12. Οἱ ὑπηρεσίες πιστοποιήσεως διατηροῦν ἀρχεῖο ὅλων τῶν πιστοποιητικῶν καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο πού ἐκδίδουν, γιά περίοδο τοὐλάχιστον τεσσάρων ἐτῶν. Τά ἀρχεῖα αὐτά τίθενται στή διάθεση τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντή ἄν τά ζητήσει.

13. Κάθε μέλος ἐξαγωγῆς δίδει στόν ἐκτελεστικό διευθυντή ὅλες τίς πληροφορίες πού δύναται νά ζητήσει σχετικά μέ τίς ἐξαγωγές τοῦ καφέ πού καλύπτονται ἀπό πιστοποιητικά καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο καί πού ἀναφέρονται ἰδίως σέ λιμενικά καί τελωνειακά ἀρχεῖα, σέ συμβόλαια ἤ σέ ἄλλα ἔγγραφα ἐμπορικοῦ χαρακτῆρα. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής δύναται νά ὁρίσει μιά διαδικασία γιά τόν τακτικό ἔλεγχο αὐτῶν τῶν πληροφοριῶν.

Κανόνας 6

ΕΞΑΓΩΓΕΣ ΚΑΦΕ ΜΕ ΠΡΟΟΡΙΣΜΟ ΧΩΡΕΣ ΜΗ ΜΕΛΗ

1. Μέ ἐπιφύλαξη τίς ἐξαιρέσεις πού ἀναφέρονται στήν παράγραφο 10 τοῦ παρόντος κανόνα, κάθε ἐξαγωγή καφέ ἀπό μιά χώρα μέλος μέ προορισμό μιά χώρα μή μέλος καλύπτεται ἀπό ἕνα ἔγκυρο πιστοποιητικό καταγωγῆς σέ ἔντυπο Χ πού ἔχει συμπληρωθεῖ καί χορηγηθεῖ σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ.

2. Ἕνα σημεῖο ἀναγνωρίσεως τοῦ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ Καφέ τίθεται σέ ὅλους τούς σάκκους ἤ τίς ἄλλες συσκευασίες σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανόνα 4.

3. Τά μέλη παραγωγοί βεβαιώνονται ὅτι ὅλοι οἱ σάκκοι ἤ ἄλλες συσκευασίες οἱ ὁποῖες ἀποτελοῦν τήν μερίδα ἀποστολῆς καί προορίζονται ἄμεσα ἤ ἔμμεσα γιά χῶρες μή μέλη φέρουν μέ μεγάλα γράμματα κόκκινα τήν ἔνδειξη «ΧΩΡΑ ΜΗ ΜΕΛΟΣ».

4. Τό πρωτότυπο καί τό πρῶτο ἀντίγραφο κάθε πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Χ φέρουν τή σφραγίδα τῆς τελωνειακῆς ὑπηρεσίας τῆς χώρας μέλους πού τά ἐκδίδει. Ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία θέτει αὐτή τή σφραγίδα ἀφοῦ βεβαιωθεῖ ὅτι ἡ ἐξαγωγή θά πραγματοποιηθεῖ. Τά πρωτότυπα τῶν πιστοποιητικῶν καταγωγῆς σέ ἔντυπο Χ ἀποσύρονται συγχρόνως μέ τό πρῶτο ἀντίγραφο κάθε πιστοποιητικοῦ καί ἕνα ἀντίγραφο τῆς ἀντίστοιχης φορτωτικῆς καί διαβιβάζονται μέ τό πιό γρήγορο καί σίγουρο μέσο στόν Ὀργανισμό ἀπό τό μέλος πού ἐξέδωσε τό πιστοποιητικό, τό συντομότερο δυνατό ὁπωσδήποτε μέ κάθε τρόπο ἐντός προθεσμίας εἴκοσι μιᾶς ἡμερῶν ἀπό τήν ἡμερομηνία ἀποστολῆς. Ἄν μιά μερίδα ἀποστολῆς διεκπεραιώνεται διά ξηρᾶς στόν προορισμό της ἀντί ἀντιγράφου θαλασσίας φορτωτικῆς, ἕνα ἀντίγραφο χερσαίας φορτωτικῆς ἤ ἕνα ἰσοδύναμο ἔγγραφο συνοδεύει τό πρωτότυπο καί τό πρῶτο ἀντίγραφο τοῦ πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Χ πού διαβιβάζονται στόν Ὀργανισμό.

5. Τά πρωτότυπα καί τά πρῶτα ἀντίγραφα τῶν πιστοποιητικῶν καταγωγῆς σέ ἔντυπο Χ ὅπως καί οἱ φορτωτικές ἤ τά ἰσοδύναμα ἔγγραφα ἀποστέλλονται στόν Ὀργανισμό σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 4 τοῦ κανόνα αὐτοῦ σέ δεσμίδες στερεά συσκευασμένες τῶν 50 σειρῶν(1) ἐγγράφων κατά ἀνώτατο ὅριο. Κάθε δέμα περιέχει μόνο τά ἔγγραφα πού χορηγήθηκαν γιά νά καλύψουν τίς ἐξαγωγές πού πραγματοποιήθηκαν κατά τή διάρκεια τοῦ ἰδίου μήνα.

6. Κάθε δέμα πιστοποιητικῶν καί φορτωτικῶν ἤ ἰσοδυνάμων ἐγγράφων συνοδεύεται ἀπό ἀναλυτικό σημείωμα πού ἀναφέρει τόν ἀριθμό συσχετίσεως κάθε ἐγγράφου πού περιλαμβάνει καί τήν καθαρή ποσότητα τοῦ καφέ πού καλύπτεται ἀπό κάθε ἔγγραφο. Κάθε δέμα ἐγγράφων καί τό σημείωμα πού τά συνοδεύει φέρουν αὔξοντα ἀριθμό. Ἕνα ἀντίγραφο τοῦ δελτίου διαβιβάζεται παράλληλα στόν Ὀργανισμό μέ χωριστό φάκελλο.

7. Ἐφ' ὅσον ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί τό ἐνδιαφερόμενο μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής βεβαιώνει τή λήψη κάθε δέματος ἐγγράφων ἐπιστρέφοντας τό δελτίο ἀφοῦ θέσει τή σφραγίδα του.

8. Ἀνεξάρτητα ἀπό τίς διατάξεις τῶν παραγράφων 1 καί 4 τοῦ κανόνα αὐτοῦ ἄν ὁ θαλάσσιος λιμένας ἀπό τόν ὁποῖο γίνεται ἡ ἀποστολή δέν εὑρίσκεται μέσα στή χώρα καταγωγῆς, τοῦ καφέ καί ἄν ἡ χώρα μέλος διαπιστώσει ὅτι εἶναι πρακτικά ἀδύνατη ἡ ἔκδοση πιστοποιητικῶν καταγωγῆς σέ ἔντυπο Χ πού νά ἔχουν συμπληρωθεῖ πρίν ἀπό τήν ἔξοδο τοῦ καφέ ἀπό τή χώρα παραγωγῆς του, τό ἐνδιαφερόμενο μέλος δύναται νά λάβει τά ἀναγκαῖα μέτρα ὥστε τά πιστοποιητικά καταγωγῆς τύπου Χ νά ἐκδίδονται ἐν τῷ συνόλῳ τους ἤ ἐν μέρει ἀπό ἕνα ὀργανισμό πού νά βρίσκεται στό θαλάσσιο λιμένα φορτώσεως οὕτως ὥστε τά πρῶτα ἀντίγραφα τῶν πιστοποιητικῶν καί τῶν σχετικῶν φορτωτικῶν νά διαβιβάζονται στόν Ὀργανισμό. Ὅλοι αὐτοί οἱ διακανονισμοί μποροῦν νά γίνουν μετά ἀπό κοινή συμφωνία τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντή καί τοῦ ἐνδιαφερομένου μέλους.

9. Τό σημεῖο ἀναγνωρίσεως τοῦ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ τοῦ Καφέ καί ὁ ἀριθμός συσχετίσεως τοῦ πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς (πού ἀποτελεῖται ἀπό τόν κωδικό τῆς χώρας, τόν κωδικό τοῦ λιμανιοῦ καί τόν αὔξοντα ἀριθμό) ἀναφέρονται, ἐκτός ἄν ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί τό μέλος ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, πάνω στό τιμολόγιο καί ἤ τήν ἤ τίς φορτωτικές.

10. Τά πιστοποιητικά καταγωγῆς σέ ἔντυπο Χ δέν ἀπαιτοῦνται γιά νά συνοδεύουν:

α) μικρές ποσότητες καφέ πού προορίζονται γιά τήν ἄμεση κατανάλωση σέ πλοῖα ἤ ἀεροσκάφη ἤ σέ

---

(1) Μία σειρά ἐγγράφων ἀποτελεῖται ἤ ἀπό τό πρωτότυπο καί ἀπό τό πρῶτο ἀντίγραφο τοῦ πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Χ καί τό ἀντίγραφο τῆς σχετικῆς φορτωτικῆς ἤ ἕνα ἰσοδύναμο ἔγγραφο, εἴτε ἀπό τό πρῶτο ἀντίγραφο πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο καί ἀπό τό ἀντίγραφο τῆς σχετικῆς φορτωτικῆς ἤ ἀπό ἕνα ἰσοδύναμο ἔγγραφο.

ὅλα τά ἄλλα διεθνῆ μέσα μεταφορᾶς ἐμπορικοῦ χαρακτήρα·

β) δείγματα καί μερίδες ἀποστολῆς μέχρις ἀνωτάτου καθαροῦ βάρους 60 χιλιογράμμων ἀφρύκτου καφέ ἤ τό ἀντίστοιχό του, δηλαδή:

i) 120 χιλιόγραμμα ἀπεξηραμένου καρποῦ καφέ·

ii) 75 χιλιόγραμμα καφέ μή ἀποφλοιωμένου·

iii) 50,4 χιλιόγραμμα καφέ πεφρυγμένου·

iv) 20 χιλιόγραμμα καφέ διαλυτοῦ ἤ ὑγροῦ.

11. Οἱ ὑπηρεσίες πιστοποιήσεως διατηροῦν ἀρχεῖο ὅλων τῶν πιστοποιητικῶν καταγωγῆς σέ ἔντυπο Χ πού ἐκδίδουν γιά διάρκεια τό λιγότερο τεσσάρων ἐτῶν. Αὐτά τά ἀρχεῖα τίθενται στή διάθεση τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντή ἄν τά ζητήσει.

12. Κάθε μέλος ἐξαγωγῆς παρέχει στόν ἐκτελεστικό διευθυντή ὅλες τίς πληροφορίες πού δύναται νά ζητήσει σχετικά μέ τίς ἐξαγωγές τοῦ καφέ πού καλύπτονται ἀπό ἕνα πιστοποιητικό καταγωγῆς σέ ἔντυπο Χ καί πού ἀναφέρονται ἰδίως σέ λιμενικά ἤ τελωνειακά ἀρχεῖα, στά συμβόλαια καί ἄλλα ἔγγραφα ἐμπορικοῦ χαρακτήρα. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής δύναται νά καθιερώσει διαδικασία γιά τόν ἔλεγχο αὐτῶν τῶν πληροφοριῶν.

Κανόνας 7

ΕΙΣΑΓΩΓΕΣ ΚΑΦΕ

1. Μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν ἐξαιρέσεων πού ἀναφέρονται στίς παραγράφους 2 καί 10 τοῦ παρόντος κανόνα, κάθε εἰσαγωγή καφέ καλύπτεται ἀπό ἕνα ἔγκυρο πιστοποιητικό σέ ἔντυπο Ο, R, RS ἤ Τ ἤ ἀπό μιά εἰδική ἐξουσιοδότηση τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντή πού παραχωρεῖται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανόνα 14. Τά μέλη ἀπαγορεύουν τήν εἰσαγωγή κάθε καφέ πού δέν εἶναι καλυμμένος κατ' αὐτό τόν τρόπο.

2. Μέ τήν προϋπόθεση ὅτι ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία ἑνός μέλους θεωρεῖ, βασιζόμενη στίς πληροφορίες πού περιέχονται στό κατάλληλο ἔγκυρο πιστοποιητικό καί σέ ἄλλα ἔγγραφα, ὅτι δέν ὑπάρχει παράβαση ἄλλων διατάξεων τοῦ παρόντος κανονισμοῦ μπορεῖ νά ἐπιτρέψει τήν εἰσαγωγή μιᾶς μερίδας ἀποστολῆς καφέ:

α) παρά τό γεγονός ὅτι μερικοί ἀπό τούς σάκκους (ἤ, στήν περίπτωση τοῦ καφέ πού ἔχει ὑποστεῖ μεταποίηση σέ μιά χώρα εἰσαγωγῆς μέλος καί εἶναι προελεύσεως ἑνός ἄλλου μέλους εἰσαγωγῆς, ὅλοι οἱ σάκκοι) ἤ οἱ διάφορες συσκευασίες δέν φέρουν σημεῖα ἀναγνωρίσεως τοῦ ΔΟΚ ἤ τά σημεῖα ἀναγνωρίσεως τοῦ ΔΟΚ πού ἀναγράφονται στούς σάκκους ἤ τίς ἄλλες συσκευασίες, εἶναι δυσανάγνωστα ἤ ἐλλιπή, ἤ ὅτι τά σημεῖα σέ μερικούς σάκκους τῆς μερίδας ἀποστολῆς δέν συμφωνοῦν σέ ὅλα τά στοιχεῖα μέ αὐτά πού ἀναγράφονται στό σχετικό πιστοποιητικό·

β) παρά τό γεγονός ὅτι τό καθαρό βάρος τῆς μερίδας ἀποστολῆς τοῦ καφέ γιά εἰσαγωγή, δέν εἶναι ταυτόσημο μέ αὐτό πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό, μέ τήν προϋπόθεση ὅτι ὁ ἀριθμός τῶν σάκκων εἶναι ἴσος ἤ κατώτερος πρός ἐκεῖνο πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό καί ὅτι ἡ διαφορά τοῦ βάρους δέν εἶναι ἀνώτερη ἀπό ἕνα στίς ἑκατό τοῦ βάρους πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό·

γ) παρά τό γεγονός ὅτι οἱ πληροφορίες πού περιέχονται στό πιστοποιητικό καί ἀφοροῦν τή χώρα προορισμοῦ δέν εἶναι ἀκριβεῖς ἤ οἱ σχετικές πληροφορίες γιά τόν λιμένα ἤ τόν τόπο προορισμοῦ λείπουν ἤ στεροῦνται ἀκριβείας.

3. Ἄν ἡ εἴσοδος μιᾶς μερίδας ἀποστολῆς καφέ ἐπιτρέπεται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ κανόνα αὐτοῦ, ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία τοῦ ἐνδιαφερομένου μέλους ἀναγράφει, στόν χῶρο πού προβλέπεται γιά τίς παρατηρήσεις στό μέρος Β τοῦ πιστοποιητικοῦ, κατά ποιόν τρόπον ἡ μερίδα ἀποστολῆς τοῦ καφέ διαφέρει ἀπό ἐκείνη πού περιγράφεται στό πιστοποιητικό. Εἰδικώτερα πρέπει:

α) στήν περίπτωση ἀνωμαλιῶν τού τύπου πού ἀναφέρεται στό στοιχεῖο α) τῆς παραγράφου 2 τοῦ κανόνα αὐτοῦ, νά σημειώνει, ἄν γνωρίζει, τά σημεῖα ὅπως ἐμφανίζονται στούς σάκκους ἤ τίς ἄλλες συσκευασίες·

β) νά ἀναφέρει τό καθαρό βάρος τῆς μερίδας ἀποστολῆς ἄν δέν εἶναι τό ἴδιο μέ τό βάρος πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό·

γ) ἄν οἱ πληροφορίες πού ἀφοροῦν τή χώρα, τό λιμένα, ἤ τόν τόπο προορισμοῦ λείπουν ἀπό τό πιστοποιητικό ἤ δέν εἶναι ἀκριβεῖς, νά συμπληρώσει τίς σωστές πληροφορίες στό κατάλληλο χῶρο στό μέρος Α τοῦ πιστοποιητικοῦ καί νά θέσει τή σφραγίδα της.

4. Τά ἔγκυρα πιστοποιητικά ἀποσύρονται ἀπό τή τελωνειακή ὑπηρεσία τήν στιγμή τῆς εἰσαγωγῆς τοῦ καφέ τόν ὁποῖο ἀφοροῦν καί συμπληρώνονται μέ τίς ἀπαιτούμενες πληροφορίες στό ἀριστερό τμῆμα τοῦ μέρους Β.

5. Τά ἔγκυρα πιστοποιητικά πού ἀπεσύρθησαν καί συμπληρώθηκαν σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 4 τοῦ κανόνα αὐτοῦ διαβιβάζονται στόν Ὀργανισμό μέ τά ταχύτερα καί ἀσφαλέστερα μέσα, ὅσο τό δυνατόν πιό σύντομα, καί πάντως μέσα σέ μιά προθεσμία τριάντα ἡμερῶν μετά τή λήξη τοῦ μηνός μέσα στό ὁποῖο συγκεντρώθηκαν.

6. Ἕνα πιστοποιητικό πού ἀποσύρθηκε ἀπό τήν τελωνειακή ὑπηρεσία σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς

παραγράφου 4 τοῦ κανόνα αὐτοῦ δέν μπορεῖ νά χρησιμοποιηθεῖ, ἐν ὅλῳ ἤ ἐν μέρει, γιά τήν ἀπόκτηση πιστώσεως σέ ἔνσημα διαμετακομίσεως, ἐκτός ἄν ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί ἕνα μέρος ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά.

7. Τά ἔγκυρα πιστοποιητικά πού διαβιβάζονται στόν Ὀργανισμό σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 5 τοῦ κανόνα αὐτοῦ ἀποστέλλονται σέ δέματα στερεά συσκευασμένα τῶν 100 πιστοποιητικῶν κατά ἀνώτατο ὅριο.

8. Ἄν ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί τό ἐνδιαφερόμενο μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, κάθε δέμα ἐγκύρων πιστοποιητικῶν συνοδεύεται ἀπό ἕνα ἀναλυτικό σημείωμα πού ἀναφέρει τούς ἀριθμούς συσχετίσεως τῶν πιστοποιητικῶν πού περιέχει, καθώς καί τήν καθαρή ποσότητα τοῦ καφέ πού καλύπτεται ἀπό κάθε πιστοποιητικό. Κάθε δέμα πιστοποιητικῶν καί τό ἀναλυτικό σημείωμα πού τά συνοδεύει φέρουν ἕνα αὔξοντα ἀριθμό. Ἕνα ἀντίγραφο τοῦ ἀναλυτικοῦ σημειώματος διαβιβάζεται παράλληλα στόν Ὀργανισμό μέ χωριστό φάκελλο.

9. Ἄν ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί τό ἐνδιαφερόμενο μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής βεβαιώνει τή λήψη κάθε δέματος τῶν ἐγκύρων πιστοποιητικῶν, ἐπιστρέφοντας τό ἀναλυτικό σημείωμα ἀφοῦ θέσει τή σφραγίδα του.

10. Πιστοποιητικά δέν ἀπαιτοῦνται γιά νά συνοδεύουν τήν εἰσαγωγή δειγμάτων καφέ καί μερίδων ἀποστολῆς ἀνωτάτου καθαροῦ βάρους 60 χιλιογράμμων ἀφρύκτου καφέ ἤ τό ἀντίστοιχό του, δηλαδή:

i) 120 κιλά σέ ἀπεξηραμένο καρπό καφέ·
ii) 75 κιλά καφέ καρποῦ μή ἀποφλοιωμένου·
iii) 50,4 κιλά καφέ πεφρυγμένου·
iv) 20 κιλά καφέ διαλυτοῦ ἤ ὑγροῦ.

Κανόνας 8

ΠΕΡΙΟΡΙΣΜΟΙ ΤΩΝ ΕΙΣΑΓΩΓΩΝ ΚΑΦΕ ΠΡΟΕΛΕΥΣΕΩΣ ΑΠΟ ΧΩΡΕΣ ΜΗ ΜΕΛΗ

1. Κάθε μέλος περιορίζει τίς ἐτήσιες εἰσαγωγές καφέ προελεύσεως ἀπό χῶρες μή μέλη σέ μιά ποσότητα πού δέν θά ὑπερβαίνει τήν ποσότητα πού ἀναφέρεται στό παράρτημα 7. Ἄν ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί τό μέλος εἰσαγωγῶν δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ἡ διαδικασία πού θά ἀκολουθηθεῖ εἶναι αὐτή πού περιγράφεται στίς παραγράφους 2 ἕως 6 τοῦ παρόντος κανόνα.

2. Κάθε εἰσαγωγή τοῦ καφέ προελεύσεως μιᾶς χώρας μή μέλους καλύπτεται ἀπό ἕνα πιστοποιητικό ἔγκυρο τύπου Τ, πού χορηγεῖται ἀπό μιά ὑπηρεσία πιστοποιήσεως σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος κανόνα.

3. Κάθε μέλος εἰσαγωγῆς ὁρίζει μιά ἤ περισσότερες ὑπηρεσίες γιά νά ἀναλάβουν τήν εὐθύνη τοῦ ἐλέγχου τῆς ἐκδόσεως τῶν πιστοποιητικῶν γιά τούς σκοπούς τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος κανόνα καί παίρνει τά μέτρα πού εἶναι ἀποδεκτά ἀπό τόν ἐκτελεστικό διευθυντή, γιά νά ἐξασφαλισθεῖ ἡ τήρηση τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος κανόνα.

4. Ἡ χορήγηση τῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως γιά τό σκοπό τῆς ἐπικυρώσεως τῶν πιστοποιητικῶν πού προορίζονται νά καλύψουν εἰσαγωγή καφέ προελεύσεως χώρας μή μέλους ὑπόκειται στίς διατάξεις τοῦ κανόνα 16 μέ ἐξαίρεση τῶν κατωτέρω:

α) Στήν ἀρχή κάθε ἔτους παραγωγῆς καφέ, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής γνωστοποιεῖ στήν (ἤ στίς) ὑπηρεσία (ἤ ὑπηρεσίες) πού εἶναι ὑπεύθυνες σέ κάθε χώρα μέλος εἰσαγωγέα, τήν ποσότητα τῶν ἐνσήμων γιά τόν καφέ πρός διαμετακόμιση ὁ ὁποῖος μπορεῖ νά παραδοθεῖ κατά τή διάρκεια τοῦ ἐν λόγῳ καφεπαραγωγοῦ ἔτους, γιά νά καλύψει τίς εἰσαγωγές καφέ προελεύσεως χωρῶν μή μελῶν σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος κανόνα·

β) Ἡ (ἤ οἱ) ὑπηρεσία (ες) πού εἶναι ὑπεύθυνη (ες), ὁρίζει τίς ἀπαραίτητες διαδικασίες, ὥστε τά ἔνσημα διαμετακομίσεως πού χρησιμοποιήθηκαν γιά νά ἐπικυρώσουν τά πιστοποιητικά διαμετακομίσεως πού προορίζονται νά καλύψουν εἰσαγωγές καφέ προελεύσεως χωρῶν μή μελῶν, νά ὑπολογισθοῦν χωριστά ἀπό τά ἔνσημα διαμετακομίσεως πού χρησιμοποιήθηκαν σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανόνα 12.

5. Τά πιστοποιητικά διαμετακομίσεως πού ἐκδόθηκαν γιά νά καλύψουν εἰσαγωγή καφέ προελεύσεως χώρας μή μέλους δέν χρησιμοποιοῦνται παρά μόνο γι' αὐτό τό σκοπό καί δέν μποροῦν νά χρησιμοποιηθοῦν στό σύνολό τους ἤ κατά ἕνα μέρος γιά τήν ἀπόκτηση πιστώσεως σέ ἔνσημα διαμετακομίσεως.

6. Πάνω σέ κάθε πιστοποιητικό διαμετακομίσεως πού χορηγεῖται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανόνα αὐτοῦ, ἡ ὑπηρεσία πιστοποιήσεως:

α) ἀναγράφει στό χῶρο 15 τίς ἀκόλουθες λέξεις:

«Καφές προελεύσεως ἀπό (ὄνομα τῆς χώρας μή μέλους) ὁ ὁποῖος ἔχει ὑπολογισθεῖ στήν ποσόστωση τῶν χωρῶν μή μελῶν τῆς (ὄνομα τῆς χώρας μέλους πού ἐκδίδει τό πιστοποιητικό)»·

β) ἀναγράφει καθαρά στό πάνω μέρος τοῦ πιστοποιητικοῦ μέ κεφαλαῖα τίς λέξεις «ΚΑΦΕΣ ΜΗ ΜΕΛΟΥΣ».

Κανόνας 9

ΕΠΑΝΕΞΑΓΩΓΕΣ ΚΑΦΕ

1. Μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν ἐξαιρέσεων πού ἀναφέρονται στήν παράγραφο 9 τοῦ παρόντος κανόνα, κάθε ἐπανεξαγωγή καφέ συνοδεύεται ἀπό ἕνα ἔγκυρο πιστοποιητικό ἐπανεξαγωγῆς σέ ἔντυπο R, πού ἔχει συμπληρωθεῖ καί χορηγηθεῖ σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ παρόντος κανονισμοῦ.

2. Τό πρωτότυπο καί τό πρῶτο ἀντίγραφο κάθε πιστοποιητικοῦ ἐπανεξαγωγῆς φέρουν τή σφραγίδα τῆς τελωνειακῆς ὑπηρεσίας τῆς χώρας πού ἐξέδωσε τό πιστοποιητικό. Αὐτή ἡ σφραγίδα τίθεται ἀπό τήν τελωνειακή ὑπηρεσία ἀφοῦ βεβαιωθεῖ ὅτι ἡ ἐπανεξαγωγή θά πραγματοποιηθεῖ.

3. Στήν περίπτωση ἐπανεξαγωγῆς μέ προορισμό χώρα μέλος, τό πρωτότυπο τοῦ πιστοποιητικοῦ ἐπανεξαγωγῆς χορηγεῖται στόν ἀποστολέα ἤ στόν ἀντιπρόσωπό του γιά νά συνοδεύσει τά ἔγγραφα ἀποστολῆς. Τό πρῶτο ἀντίγραφο τοῦ πιστοποιητικοῦ ἀποστέλλεται μέ τό ταχύτερο καί ἀσφαλέστερο μέσο στόν Ὀργανισμό ἀπό τό μέλος πού ἐξέδωσε τό πιστοποιητικό τό συντομότερο δυνατό, καί πάντως μέσα σέ μιά προθεσμία τριάντα ἡμερῶν ἀπό τήν ἡμερομηνία τῆς ἀποστολῆς.

4. Ἄν ἡ ἐπανεξαγωγή προορίζεται γιά μιά χώρα μή μέλος ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία ἀποσύρει τό πρωτότυπο τοῦ πιστοποιητικοῦ καί τό ἀποστέλλει μαζί μέ τό πρῶτο ἀντίγραφό του μέ τό ταχύτερο καί ἀσφαλέστερο μέσο στόν Ὀργανισμό ἀπό τό μέλος πού ἐξέδωσε τό πιστοποιητικό τό συντομότερο δυνατό, καί πάντως μέσα σέ μιά προθεσμία τριάντα ἡμερῶν ἀπό τήν ἡμερομηνία ἀποστολῆς.

5. Τά πρῶτα ἀντίγραφα τῶν πιστοποιητικῶν ἐπανεξαγωγῆς πού διαβιβάζονται στόν Ὀργανισμό σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ ὅπως καί τά πρωτότυπα καί τά πρῶτα ἀντίγραφα πού διαβιβάσθηκαν βάσει τῆς παραγράφου 4, ἀποστέλλονται σέ δεσμίδες καλά συσκευασμένες τῶν 100 ἀντιγράφων κατ' ἀνώτατο ὅριο.

6. Ἐφ' ὅσον ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί τό ἐνδιαφερόμενο μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, κάθε δέμα πιστοποιητικῶν συνοδεύεται ἀπό ἕνα ἀναλυτικό σημείωμα πού ἀναγράφει τούς ἀριθμούς συσχετίσεως τῶν πιστοποιητικῶν, πού περιέχει, ὅπως καί τήν καθαρή ποσότητα τοῦ καφέ πού καλύπτεται ἀπό κάθε πιστοποιητικό. Κάθε δέμα πιστοποιητικῶν καί τό ἀναλυτικό σημείωμα πού τά συνοδεύει φέρουν ἕνα αὔξοντα ἀριθμό. Ἕνα ἀντίγραφο τοῦ ἀναλυτικοῦ σημειώματος, διαβιβάζεται παράλληλα στόν Ὀργανισμό μέ χωριστό φάκελλο.

7. Ἐφ' ὅσον ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί τό ἐνδιαφερόμενο μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής βεβαιώνει τή λήψη κάθε δέματος ἐγγράφων ἐπιστρέφοντας τό ἀναλυτικό σημείωμα ἀφοῦ θέσει ἐπ' αὐτοῦ τή σφραγίδα του.

8. Καμιά ὑπηρεσία πιστοποιήσεως ἑνός μέλους ἐξαγωγέα δέν δύναται νά χορηγήσει πιστοποιητικό ἐπανεξαγωγῆς ἄν πρῶτα δέν ἀποδείξει γιά κάθε περίπτωση στόν ἐκτελεστικό διευθυντή, ὅτι ὁ καφές γιά τόν ὁποῖο πρόκειται, εἶχε εἰσαχθεῖ στό ἔδαφός του. Οἱ ἀποδείξεις αὐτῆς τῆς εἰσαγωγῆς εἶναι, ἰδίως, ἡ προσαγωγή στόν ἐκτελεστικό διευθυντή τοῦ πρωτοτύπου τοῦ πιστοποιητικοῦ μέ τήν κάλυψη τοῦ ὁποίου ἔγινε ἡ εἰσαγωγή τοῦ καφέ, κατάλληλα συμπληρωμένου σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 4 τοῦ κανόνα 7.

9. Δέν ἀπαιτεῖται πιστοποιητικό ἐπανεξαγωγῆς γιά νά συνοδεύσει:

α) μικρές ποσότητες καφέ πού προορίζονται γιά τήν ἄμεση κατανάλωση σέ πλοῖα, ἀεροσκάφη, καί σέ ὅλα τά ἄλλα διεθνῆ μέσα μεταφορᾶς ἐμπορικοῦ χαρακτήρα·

β) δείγματα καί μερίδες ἀποστολῆς ἀνωτάτου καθαροῦ βάρους 60 χιλιογράμμων ἀφρύκτου καφέ ἤ τό ἀντίστοιχό του, δηλαδή:

i) 120 χιλιόγραμμα ἀπεξηραμένου καρποῦ καφέ·

ii) 75 χιλιόγραμμα καφέ μή ἀποφλοιωμένου·

iii) 50,4 χιλιόγραμμα καφέ πεφρυγμένου·

iv) 20 χιλιόγραμμα καφέ διαλυτοῦ ἤ ὑγροῦ.

10. Οἱ ὑπηρεσίες πιστοποιήσεως διατηροῦν τά ἀρχεῖα ὅπου ἔχουν μεταφερθεῖ ὅλα τά πιστοποιητικά ἐπανεξεγωγῆς πού ἐκδίδουν καί στό μέτρο τοῦ δυνατοῦ, τούς ἀριθμούς συσχετίσεως τῶν πιστοποιητικῶν τά ὁποῖα καλύπτουν τόν ἐξαχθέντα καφέ ὅταν τό πρῶτον ἔγινε ἡ εἰσαγωγή του, γιά περίοδο τουλάχιστο τεσσάρων ἐτῶν. Αὐτά τά ἀρχεῖα εἶναι στή διάθεση τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντή ἄν τά ζητήσει.

Κανόνας 10

ΚΑΦΕΣ ΥΠΟ ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΟ ΕΛΕΓΧΟ

1. Ἐφ' ὅσον ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί ἕνα μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ἕνα ἔγκυρο πιστοποιητικό τοῦ τύπου O, R, RS ἤ T κρατεῖται ἀπό τήν τελωνειακή ὑπηρεσία τή στιγμή πού μερίδα ἀποστολῆς καφέ τίθεται ὑπό τελωνειακό ἔλεγχο ἀλλά δέν προορίζεται γιά ἄμεση εἰσαγωγή. Τά ἔγκυρα πιστοποιητικά γιά τήν τελωνειακή ὑπηρεσία συμπληρώνονται μέ τήν ἀναγραφή τῶν ἀπαιτουμένων πληροφοριῶν στό ἀριστερό τμῆμα τοῦ B μέρους.

2. Μέ τήν προϋπόθεση ὅτι ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία ἑνός μέλους θεωρεῖ, βασιζόμενη στίς πληροφορίες πού περιέχονται στό κατάλληλο ἔγκυρο πιστοποιητικό καί σέ ἄλλα ἔγγραφα, ὅτι δέν ὑπάρχει παράβαση ἄλλων διατάξεων τοῦ παρόντος κανονισμοῦ, μπορεῖ νά ἐπιτρέψει νά τεθεῖ μιά μερίδα ἀποστολῆς καφέ ὑπό τελωνειακό ἔλεγχο:

α) παρά τό γεγονός ὅτι μερικοί ἀπό τούς σάκκους (ἤ στήν περίπτωση καφέ μεταποιημένου σέ μιά χώρα μέλος εἰσαγωγῆς, καί περιερχομένου ἀπό ἕνα ἄλλο μέλος εἰσαγωγῆς, ὅλοι οἱ σάκκοι) ἤ οἱ ἄλλες συσκευασίες δέν φέρουν τά σημεῖα ἀναγνωρίσεως τοῦ ΔΟΚ ἤ ἄν τά σημεῖα ἀναγνωρίσεως τοῦ ΔΟΚ πού ἀναγράφονται πάνω στούς σάκκους ἤ τίς ἄλλες συσκευασίες εἶναι δυσανάγνωστα ἤ ἐλλιπή ἤ ἄν τά σημεῖα μερικῶν σάκκων τῆς μερίδας ἀποστολῆς δέν συμφωνοῦν σέ ὅλα τά στοιχεῖα μέ ἐκεῖνα πού ἀναγράφονται στό σχετικό πιστοποιητικό·

β) παρά τό γεγονός ὅτι τό καθαρό βάρος τῆς μερίδας ἀποστολῆς τοῦ καφέ πού πρόκειται νά τεθεῖ ὑπό τελωνειακό ἔλεγχο δέν εἶναι τό ἴδιο μέ ἐκεῖνο πού ἀναγράφεται στό πιστοποιητικό, μέ τήν προϋπόθεση ὅτι ὁ ἀριθμός τῶν σάκκων εἶναι ἴσος ἤ κατώτερος ἀπό ἐκεῖνο πού ἀναγράφεται στό πιστοποιητικό καί ἡ διαφορά τοῦ βάρους δέν εἶναι ἀνώτερη ἀπό ἕνα τοῖς ἑκατό τοῦ βάρους πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό·

γ) παρά τό γεγονός ὅτι οἱ πληροφορίες πού περιέχονται στό πιστοποιητικό σχετικά μέ τήν χώρα προορισμοῦ εἶναι ἀνακριβεῖς ἤ οἱ πληροφορίες σχετικά μέ τό λιμένα, ἤ τόν τόπο προορισμοῦ λείπουν ἤ στεροῦνται ἀκριβείας.

3. Ἄν μιά μερίδα ἀποστολῆς καφέ ἐπιτραπεῖ νά τεθεῖ ὑπό τελωνειακό ἔλεγχο σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος κανόνα, ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία τοῦ ἐνδιαφερομένου μέλους ἀναγράφει στόν χῶρο πού προβλέπεται γιά τίς παρατηρήσεις στό μέρος B τοῦ πιστοποιητικοῦ μέ ποιό τρόπο ἡ μερίδα ἀποστολῆς τοῦ καφέ διαφέρει ἀπό ἐκείνη πού περιγράφεται στό πιστοποιητικό. Ἰδιαίτερα ὀφείλει:

α) στήν περίπτωση ἀνωμαλιῶν τοῦ τύπου πού περιγράφεται στό στοιχεῖο α) τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος κανόνα, νά ἀναγράψει ἄν τά γνωρίζει, τά σημεῖα ὅπως ἐμφανίζονται πάνω στούς σάκκους ἤ τίς ἄλλες συσκευασίες·

β) νά ἀναγράψει τό καθαρό βάρος τῆς μερίδας ἀποστολῆς ἄν αὐτό δέν εἶναι τό ἴδιο μέ αὐτό πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό·

γ) ἄν οἱ πληροφορίες πού περιέχονται στό πιστοποιητικό σχετικά μέ τή χώρα προορισμοῦ δέν εἶναι ἀκριβεῖς ἤ ἄν οἱ πληροφορίες πού ἀφοροῦν τό λιμένα ἤ τόν τόπο προορισμοῦ λείπουν ἤ εἶναι ἀνακριβεῖς, νά συμπληρώσει τίς σωστές πληροφορίες στόν κατάλληλο χῶρο τοῦ A μέρους τοῦ πιστοποιητικοῦ καί νά θέσει ἐκεῖ τή σφραγίδα της.

4. Τά ἔγκυρα πιστοποιητικά πού ἀποσύρονται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ κανόνα αὐτοῦ διαβιβάζονται στόν Ὀργανισμό μέ τό ταχύτερο καί ἀσφαλέστερο μέσο τό συντομότερο δυνατό, καί πάντως μέσα σέ μιά προθεσμία τριάντα ἡμερῶν ὑπολογιζομένων ἀπό τό τέλος τοῦ μηνός στή διάρκεια τοῦ ὁποίου συγκεντρώθηκαν.

5. Ἕνα πιστοποιητικό πού ἀποσύρθηκε ἀπό τήν τελωνειακή ὑπηρεσία σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ κανόνα αὐτοῦ δέν δύναται νά χρησιμοποιηθεῖ στό σύνολό του ἤ κατά ἕνα μέρος, γιά τήν ἀπόκτηση πιστώσεως σέ ἔνσημα διαμετακομίσεως.

6. Τά ἔγκυρα πιστοποιητικά πού διαβιβάζονται στόν Ὀργανισμό σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 4 τοῦ κανόνα αὐτοῦ, ἀποστέλλονται σέ δέματα καλά συσκευασμένα τῶν 100 πιστοποιητικῶν κατ' ἀνώτατο ὅριο.

7. Ἐφ' ὅσον ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί τό ἐνδιαφερόμενο μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, κάθε δέμα ἐγκύρων πιστοποιητικῶν συνοδεύεται ἀπό ἕνα ἀναλυτικό σημείωμα πού ἀναφέρει τούς ἀριθμούς συσχετίσεως τῶν πιστοποιητικῶν πού περιέχει ὅπως καί τήν καθαρή ποσότητα τοῦ καφέ πού καλύπτεται ἀπό κάθε πιστοποιητικό. Κάθε δέμα πιστοποιητικῶν καί τό ἀναλυτικό σημείωμα πού τά συνοδεύει φέρουν ἕνα αὔξοντα ἀριθμό. Ἕνα ἀντίγραφο τοῦ ἀναλυτικοῦ σημειώματος διαβιβάζεται παράλληλα στόν Ὀργανισμό μέ χωριστό φάκελο.

8. Ἐφ' ὅσον ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί τό ἐνδιαφερόμενο μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής βεβαιώνει τή λήψη κάθε δέματος ἐγκύρων πιστοποιητικῶν ἐπιστρέφοντας τό ἀναλυτικό σημείωμα ἀφοῦ θέσει ἐκεῖ τή σφραγίδα του.

9. Κανένα πιστοποιητικό δέν ἀποσύρεται σύμφωνα μέ τούς ὅρους τῆς παραγράφου 1 τοῦ κανόνα αὐτοῦ γιά νά τεθοῦν σέ τελωνειακό ἔλεγχο δείγματα καί μερίδες ἀποστολῆς μέχρις ἀνωτέρου καθαροῦ βάρους 60 χιλιογράμμων ἀφρύκτου καφέ ἤ τό ἀντίστοιχό του, δηλαδή:

i) 120 χιλιόγραμμα ἀπεξηραμένων κερασιῶν καφέ·

ii) 75 χιλιόγραμμα καφέ μή ἀποφλοιωμένου·

iii) 50,4 χιλιόγραμμα καφέ πεφρυγμένου·

iv) 20 χιλιόγραμμα καφέ διαλυτοῦ ἤ ὑγροῦ·

Κανόνας 11

ΕΠΑΝΑΠΟΣΤΟΛΗ ΤΟΥ ΚΑΦΕ ΠΟΥ ΕΧΕΙ ΤΕΘΕΙ ΥΠΟ ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΟ ΕΛΕΓΧΟ

1. Μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν ἐξαιρέσεων πού ἀναφέρονται στήν παράγραφο 8 τοῦ παρόντος κανόνα, κάθε ἐπαναποστολή καφέ πού ἔχει τεθεῖ ὑπό τελωνειακό ἔλεγχο σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ κανόνα 10 καλύπτεται ἀπό ἕνα ἔγκυρο πιστοποιητικό ἐπαναποστολῆς τοῦ τύπου RS πού ἔχει συμπληρωθεῖ καί χορηγηθεῖ σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ.

2. Τό πρωτότυπο καί τό πρῶτο ἀντίγραφο κάθε πιστοποιητικοῦ ἐπαναποστολῆς φέρουν τή σφραγίδα τῆς τελωνειακῆς ὑπηρεσίας τῆς χώρας πού ἐξέδωσε τό πιστοποιητικό. Αὐτή ἡ σφραγίδα τίθεται ἀπό τήν τελωνειακή ὑπηρεσία ὅταν αὐτή βεβαιώνεται ὅτι ἡ ἐπαναποστολή θά πραγματοποιηθεῖ.

3. Ὅταν γίνεται ἡ ἐπαναποστολή τοῦ καφέ μέ προορισμό χώρα μέλος, τό πρωτότυπο τοῦ πιστοποιητικοῦ ἐπαναποστολῆς δίδεται στόν ἀποστολέα ἤ στόν ἀντιπρόσωπό του γιά νά συνοδεύσει τά ἔγγραφα ἀποστολῆς. Τό πρῶτο ἀντίγραφο τοῦ πιστοποιητικοῦ ἀποστέλλεται μέ τό ταχύτερο καί ἀσφαλέστερο μέσο στόν Ὀργανισμό ἀπό τό μέλος πού χορήγησε τό πιστοποιητικό τό συντομότερο δυνατό καί πάντως μέσα σέ μιά προθεσμία τριάντα ἡμερῶν ὑπολογιζομένων ἀπό τήν ἡμερομηνία ἐπαναποστολῆς.

4. Ἄν ἡ ἐπαναποστολή προορίζεται γιά μιά χώρα μή μέλος, τό πρωτότυπο τοῦ πιστοποιητικοῦ ἐπαναποστολῆς κρατεῖται ἀπό τήν τελωνειακή ὑπηρεσία καί ἀποστέλλεται μέ τό πρῶτο ἀντίγραφο τοῦ πιστοποιητικοῦ μέ τό πιό ταχύτερο καί ἀσφαλέστερο μέσο στόν Ὀργανισμό ἀπό τό μέλος πού ἐξέδωσε τό πιστοποιητικό τό συντομότερο δυνατό, καί πάντως μέσα σέ μιά προθεσμία τριάντα ἡμερῶν ὑπολογιζομένων ἀπό τήν ἡμερομηνία ἐπαναποστολῆς.

5. Τά πρῶτα ἀντίγραφα τῶν πιστοποιητικῶν πού διαβιβάζονται στόν Ὀργανισμό σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος κανόνα ὅπως καί τά πρωτότυπα καί τά πρῶτα ἀντίγραφα πού διαβιβάσθηκαν δυνάμει τῆς παραγράφου 4 ἀποστέλλονται σέ δεσμίδες καλά συσκευασμένες τῶν 100 πιστοποιητικῶν κατ' ἀνώτατο ὅριο.

6. Ἄν ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί τό ἐνδιαφερόμενο μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, κάθε δέμα πιστοποιητικῶν συνοδεύεται ἀπό ἕνα ἀναλυτικό σημείωμα πού ἀναφέρει τούς ἀριθμούς συσχετίσεως τῶν πιστοποιητικῶν πού περιέχει ὅπως καί τήν καθαρή ποσότητα τοῦ καφέ πού καλύπτεται ἀπό κάθε πιστοποιητικό. Κάθε δέμα πιστοποιητικῶν καί τό ἀναλυτικό σημείωμα πού τά συνοδεύει φέρουν ἕνα αὔξοντα ἀριθμό. Ἕνα ἀντίγραφο τοῦ ἀναλυτικοῦ σημειώματος διαβιβάζεται ταυτόχρονα στόν Ὀργανισμό μέ χωριστό φάκελο.

7. Ἐφ' ὅσον ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί τό ἐνδιαφερόμενο μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής βεβαιώνει τή λήψη κάθε δέματος ἐγγράφων, ἐπιστρέφοντας τό ἀναλυτικό σημείωμα ἀφοῦ θέσει ἐκεῖ τή σφραγίδα του.

8. Δέν ἀπαιτεῖται πιστοποιητικό ἐπαναποστολῆς γιά νά καλύψει:

α) μικρές ποσότητες καφέ πού προορίζονται γιά τήν ἄμεση κατανάλωση σέ πλοῖα ἤ τά ἀεροσκάφη καί σέ ὅλα τά ἄλλα διεθνῆ μέσα μεταφορᾶς ἐμπορικοῦ χαρακτήρα,

β) δείγματα καί μερίδες ἀποστολῆς μέχρις ἀνωτάτου καθαροῦ βάρους 60 χιλιογράμμων ἀφρύκτου καφέ ἤ τό ἀντίστοιχό του, δηλαδή:

i) 120 χιλιόγραμμα ἀπεξηραμένου καρποῦ καφέ·

ii) 75 χιλιόγραμμα καφέ μή ἀποφλοιωμένου·

iii) 50,4 καφέ πεφρυγμένου·

iv) 20 χιλιόγραμμα καφέ διαλυτοῦ ἤ ὑγροῦ.

9. Οἱ ὑπηρεσίες πιστοποιήσεως διατηροῦν τά ἀρχεῖα ὅπου ἔχουν μεταφερθεῖ ὅλα τά πιστοποιητικά ἐπαναποστολῆς πού ἐκδίδουν, ὅπως καί τούς ἀριθμούς τῶν πιστοποιητικῶν πού ἀποσύρονται τήν στιγμή πού ὁ ἐπαναποσταλείς καφές εἶχε τεθεῖ ὑπό τελωνειακό ἔλεγχο ἀρχικά γιά μιά περίοδο τουλάχιστον τεσσάρων ἐτῶν. Αὐτά τά ἀρχεῖα τίθενται στή διάθεση τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντῆ ἄν τά ζητήσει.

Κανόνας 12

ΚΑΦΕΣ ΥΠΟ ΔΙΑΜΕΤΑΚΟΜΙΣΗ

Καφές πού βρίσκεται στό ἔδαφος μιᾶς χώρας μέλους

1. Ἐάν ὁ καφές πού βρίσκεται στό ἔδαφος μιᾶς χώρας μέλους ἀλλά δέν ἔχει εἰσαχθεῖ, καλύπτεται ἀπό ἕνα ἔγκυρο πιστοποιητικό τοῦ τύπου O, R, RS ἤ T, ὁ κάτοχος τοῦ πιστοποιητικοῦ μπορεῖ, καταθέτοντας τό πιστοποιητικό σέ μία ὑπηρεσία πιστοποιήσεως, νά ζητήσει σέ ἀντάλλαγμα τή χορήγηση πιστοποιητικῶν διαμετακομίσεως στό ἔντυπο Τ ἤ νά φέρει τό καθαρό βάρος τοῦ ἀφρύκτου καφέ ἤ τό ἰσοδύναμο σέ καφέ ἄφρυκτο τοῦ καφέ πού καλύπτεται ἀπό τό κατατεθέν πιστοποιητικό σέ πίστωση τοῦ λογαριασμοῦ τῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως πού ἔχει ἀνοιχθεῖ στό ὄνομά του, μέ τήν ἐπιφύλαξη ὅτι τά πιστοποιητικά σέ ἔντυπο Τ πού χορηγοῦνται γιά νά καλύψουν εἰσαγωγή καφέ πού προέρχεται ἀπό χῶρες μή μέλη, δέν χρησιμοποιοῦνται, συνολικά ἤ κατά ἕνα μέρος, γιά νά ἐπιτύχουν πίστωση σέ ἔνσημα διαμετακομίσεως. Τά ἔγκυρα πιστοποιητικά πού καταθέτονται σύμφωνα μέ αὐτή τή διάταξη ἤ δυνάμει τῆς παραγράφου 11 τοῦ κανόνα αὐτοῦ, συμπληρώνονται μέ τήν ἀναγραφή τῶν πληροφοριῶν πού ζητοῦνται στό δεξιό τμῆμα τοῦ μέρους Β καί διαβιβάζονται στόν ἐκτελεστικό διευθυντή, τό συντομότερο δυνατόν καί πάντως μέσα στίς τριάντα μέρες πού ἀκολουθοῦν τό κλείσιμο τοῦ μηνός κατά τή διάρκεια τοῦ ὁποίου ἔχουν συγκεντρωθεῖ.

2. Τά πιστοποιητικά διαμετακομίσεως σέ ἔντυπο Τ πού ἐκδίδονται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανόνα αὐτοῦ ἐπικυρώνονται μέ ἔνσημα διαμετακομίσεως πού ἐπικολλοῦνται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανόνα 16.

3. Ὅταν ὁ δικαιοῦχος ἑνός λογαριασμοῦ ἐνσήμων διαμετακομίσεως χρειάζεται ἕνα πιστοποιητικό διαμετακομίσεως ζητεῖ ἀπό τήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεως πού τηρεῖ τό λογαριασμό του νά τοῦ χορηγήσει αὐτό τό ἔγγραφο καί γνωστοποιεῖ στήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεως τόν ἀριθμό συσχετίσεως τοῦ πιστοποιητικοῦ πού εἶχε ἐπιστραφεῖ καί βάσει τοῦ ὁποίου ζητεῖται τό νέο πιστοποιητικό. Ἡ ὑπηρεσία πιστοποιήσεως ἀφοῦ βεβαιωθεῖ ὅτι ὁ ἐνδιαφερόμενος ἔχει ἀρκετή πίστωση μετά τήν ἐπιστροφή τοῦ πιστοποιητικοῦ πού νά ἐπιτρέπει νά χορηγηθεῖ ἕνα νέο πιστοποιητικό, ἐκδίδει τό πιστοποιητικό καί τό ἐπικυρώνει μέ τήν ἐπικόλληση ἐνσήμων διαμετακομίσεως πού καταλογίζονται στόν λογαριασμό «ἔνσημα» τοῦ αἰτοῦντος.

4. Μιά ὑπηρεσία πιστοποιήσεως δύναται νά ἐκδίδει πιστοποιητικά διαμετακομίσεως σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανόνα αὐτοῦ γιά τίς ποσότητες καφέ καί τόν προορισμό, πού ζητοῦνται ἀπό τόν αἰτοῦντα μέ τήν προϋπόθεση ὅτι:

α) ἐπιστράφηκαν ἔγκυρα πιστοποιητικά σέ ἔντυπο Ο, R, RS ἤ Τ·

β) ἡ συνολική ποσότητα τοῦ καφέ πού καλύπτεται ἀπό τά πιστοποιητικά πού ἐκδόθηκαν δέν ὑπερβαίνει τήν ποσότητα πού καλύπτεται ἀπό τά πιστοποιητικά πού ἐπιστράφησαν·

γ) ἡ ὑπηρεσία πιστοποιήσεως βεβαιώνεται ὅτι ὁ καφές βρίσκεται στό σημεῖο πού ἀναφέρεται καί ὅτι πρόκειται γιά τόν καφέ πού περιγράφεται στό πιστοποιητικό πού κατατέθηκε τή στιγμή πού αὐτό χορηγήθηκε.

5. Ὅταν ὁ καφές ἀποστέλλεται μέ προορισμό χώρα μή μέλος, τό πρωτότυπο κάθε πιστοποιητικοῦ διαμετακομίσεως πού ἐκδόθηκε σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανόνα αὐτοῦ, παραδίδεται στόν ἀποστολέα ἤ στόν ἀντιπρόσωπό του γιά νά συνοδεύσει τά ἔγγραφα ἀποστολῆς. Τό πρῶτο ἀντίγραφο τοῦ πιστοποιητικοῦ ἀποστέλλεται μέ τό ἀσφαλέστερο καί ταχύτερο μέσο στόν Ὀργανισμό ἀπό τό μέλος πού ἐξέδωσε τό πιστοποιητικό, τό συντομότερο δυνατό καί πάντως σέ μιά προθεσμία τριάντα ἡμερῶν ὑπολογιζομένων ἀπό τήν ἡμερομηνία ἐκδόσεώς του. Μέσα στό μέτρο τοῦ δυνατοῦ, τά ἀντίγραφα θά προσαρτηθοῦν στά πρωτότυπα τῶν πιστοποιητικῶν στά ὁποῖα βασίζονται.

6. Στήν περίπτωση ἀποστολῆς σέ μιά χώρα μή μέλος, τό πρωτότυπο τοῦ πιστοποιητικοῦ διαμετακομίσεως, καθώς καί τό πρῶτο ἀντίγραφο τοῦ πιστοποιητικοῦ ἀποστέλλονται μέ τό ταχύτερο καί ἀσφαλέστερο μέσο στόν Ὀργανισμό ἀπό τό μέλος τό ὁποῖο ἐξέδωσε τό πιστοποιητικό, τό συντομότερο δυνατό, καί πάντως μέσα σέ μιά προθεσμία τριάντα ἡμερῶν ὑπολογιζομένων ἀπό τήν ἡμερομηνία χορηγήσεώς τους.

7. Τά πρῶτα ἀντίγραφα, καί στήν περίπτωση τῶν ἀποστολῶν πρός χῶρες μή μέλη, τά πρωτότυπα τῶν πιστοποιητικῶν διαμετακομίσεως ὅπως καί τά πρωτότυπα τῶν πιστοποιητικῶν στά ὁποῖα βασίζονται, τά ὁποῖα ἔχουν διαβιβασθεῖ στόν Ὀργανισμό σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῶν παραγράφων 5 καί 6 τοῦ παρόντος κανόνα, ἀποστέλλονται σέ δεσμίδες καλά συσκευασμένα τῶν 50 σειρῶν ἐγγράφων κατ' ἀνώτατο ὅριο(¹).

8. Ἐφ' ὅσον ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί τό ἐνδιαφερόμενο μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, κάθε δέμα πιστοποιητικῶν συνοδεύεται ἀπό ἕνα ἀναλυτικό σημείωμα πού ἀναφέρει τούς ἀριθμούς συσχετίσεως τῶν πιστοποιητικῶν πού περιέχει, καθώς καί τήν καθαρή ποσότητα τοῦ καφέ πού καλύπτεται ἀπό κάθε πιστοποιητικό. Κάθε δέμα καί τό ἀναλυτικό σημείωμα πού τά συνοδεύει φέρουν ἕναν αὔξοντα ἀριθμό. Ἕνα ἀντίγραφο τοῦ ἀναλυτικοῦ σημειώματος διαβιβάζεται ταυτόχρονα στόν Ὀργανισμό μέ χωριστό φάκελο.

9. Ἐφ' ὅσον ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί τό ἐνδιαφερόμενο μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής βεβαιώνει τή λήψη κάθε δέματος πιστοποιητικῶν ἐπιστρέφοντας τό ἀναλυτικό σημείωμα, ἀφοῦ θέσει σ' αὐτό τή σφραγίδα του.

10. Οἱ ὑπηρεσίες πιστοποιήσεως διατηροῦν τά ἀρχεῖα ὅλων τῶν πιστοποιητικῶν διαμετακομίσεως πού ἐκδίδουν, καί ἀναφέρουν τό λόγο γιά τόν ὁποῖο χορηγήθηκαν, κατά τή διάρκεια μιᾶς περιόδου τό λιγότερο τεσσάρων ἐτῶν. Αὐτά τά ἀρχεῖα εἶναι στή διάθεση τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντῆ ἄν τά ζητήσει.

Καφές καθ' ὁδόν

11. Ἄν ὁ κάτοχος ἑνός ἔγκυρου πιστοποιητικοῦ τοῦ τύπου Ο, R, RS, ἤ Τ, πού καλύπτει μιά μερίδα ἀποστολῆς καφέ καθ' ὁδόν ἐπιθυμεῖ νά χωρίσει σέ τμηματικές ἀποστολές αὐτή τή μερίδα, δύναται, καταθέτοντας τό πιστοποιητικό καί ὅλα τά ἀπαραίτητα ἔγγραφα σύμφωνα μέ τό στοιχεῖο γ) τῆς παραγράφου 4 τοῦ παρόντος κανόνα, σέ μιά ὑπηρεσία πιστοποιήσεως τῆς χώρας του, νά ζητήσει σέ ἀντάλλαγμα τή χορήγηση πιστοποιητικῶν διαμετακομίσεως σέ ἔντυπο Τ. Αὐτά τά πιστοποιητικά ἐκδίδονται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῶν παραγράφων 1 μέχρι 10 τοῦ παρόντος κανόνα.

Κανόνας 13

ΑΛΛΑΓΗ ΠΡΟΟΡΙΣΜΟΥ ΑΠΟ ΜΙΑ ΧΩΡΑ ΜΕΛΟΣ ΣΕ ΜΙΑ ΧΩΡΑ ΜΗ ΜΕΛΟΣ

Ἄν ὁ προορισμός τοῦ καφέ πού καλύπτεται ἀπό ἕνα

(¹) Μιά σειρά ἐγγράφων ἀποτελεῖται ἀπό τό πρῶτο ἀντίγραφο, καί στήν περίπτωση μιᾶς ἀποστολῆς σέ μιά χώρα μή μέλος, ἀπό τό πρωτότυπο τοῦ πιστοποιητικοῦ διαμετακομίσεως καί τό πρωτότυπο τοῦ πιστοποιητικοῦ στό ὁποῖο βασίζονται αὐτά τά ἔγγραφα.

ἔγκυρο πιστοποιητικό τοῦ τύπου Ο, R, RS ἤ Τ, ἄλλαξε γιά νά περάσει ἀπό μιά χώρα μέλος σέ μιά χώρα μή μέλος, ὁ κάτοχος καταθέτει τό πιστοποιητικό σέ μιά ὑπηρεσία πιστοποιήσεως ἡ ὁποία ἀποσύρει τό πιστοποιητικό χωρίς νά τό ἀντικαταστήσει καί τό διαβιβάζει ἀμέσως στόν ἐκτελεστικό διευθυντή μέ τήν ἔνδειξη: «Ἀποσυρθέν, ἀλλαγή προορισμοῦ γιά μιά χώρα μή μέλος». Ὅταν αὐτό εἶναι δυνατό, ἡ ὑπηρεσία πιστοποιήσεως προσδιορίζει τό ὄνομα τῆς χώρας μή μέλους στήν ὁποίαν κατευθύνθηκε ἡ μερίδα ἀποστολῆς τοῦ καφέ.

Κανόνας 14

ΑΠΩΛΕΙΑ ΕΓΚΥΡΩΝ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ

1. Οἱ ὑπηρεσίες πιστοποιήσεως, οἱ τελωνειακές ὑπηρεσίες καί οἱ ἰδιῶτες, πού πρόκειται νά χρησιμοποιήσουν τά πιστοποιητικά παίρνουν ὅλα τά μέτρα πού δύνανται λογικά νά πάρουν γιά νά ἐξασφαλισθεῖ ἡ ἀσφάλεια αὐτῶν τῶν πιστοποιητικῶν.

2. Ἄν ἕνα ἔγκυρο πιστοποιητικό τοῦ τύπου Ο, R, RS ἤ Τ χαθεῖ πρίν νά κατατεθεῖ σέ μιά ὑπηρεσία πιστοποιήσεως ἤ πρίν νά ἀποσυρθεῖ ἀπό μιά τελωνειακή ὑπηρεσία σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ, ὁ ἔμπορος πού δικαιοῦται τόν καφέ ὁ ὁποῖος καλύπτεται ἀπό τό πιστοποιητικό πού χάθηκε, πληροφορεῖ γι' αὐτή τήν ἀπώλεια τήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεως τῆς χώρας του, καί τῆς παρέχει τόν μεγαλύτερο δυνατό ἀριθμό πληροφοριῶν, ἀπό αὐτές πού ἀπαριθμοῦνται κατωτέρω στό θέμα τοῦ πιστοποιητικοῦ πού χάθηκε:

α) τόν ἀριθμό καί τήν ἡμερομηνία ἐκδόσεως·

β) τόν τύπο καί τό καθαρό βάρος τοῦ καφέ πού ἀφορᾶ·

γ) τό σημεῖο ἀναγνωρίσεως τοῦ Δ Ο Κ καί τά ἄλλα σημεῖα πού φέρουν οἱ σάκκοι ἤ οἱ ἄλλες συσκευασίες·

δ) τό ὄνομα τοῦ πλοίου ἤ τοῦ ἄλλου μέσου μεταφορᾶς μέ τό ὁποῖο μεταφέρθηκε ὁ καφές ἤ ἔφθασε στό μέρος πού βρίσκεται σήμερα·

ε) τόν προορισμό τοῦ καφέ·

ζ) τό ὄνομα καί τή διεύθυνση τοῦ εἰσαγωγέα (ἀναφέροντας, ἄν εἶναι δυνατό, τόν ἀριθμό telex καί/ἤ τόν ἀριθμό τηλεφώνου του)·

η) τήν γραπτή βεβαίωση ἀπό μέρους τῆς ὑπηρεσίας πιστοποιήσεως ἡ ὁποία ἐξέδωσε τό πιστοποιητικό ὅτι αὐτό ἐκδόθηκε σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ παρόντος κανονισμοῦ·

θ) στήν περίπτωση πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς τοῦ τύπου Ο ἤ πιστοποιητικοῦ διαμετακομίσεως, πού χάθηκαν, τήν γραπτή βεβαίωση τῆς τράπεζας πού ἀνέλαβε τή συναλλαγή, βάσει τῆς ὁποίας ἐπικυρώθηκε τό πιστοποιητικό μέ τήν ἐπικόλληση τῶν ἐνσήμων ἐξαγωγῆς ἤ τῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως ἀνάλογα μέ τήν περίπτωση, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ·

ι) ὅταν ὁ καφές βρίσκεται σέ μιά ἀποθήκη, τή γραπτή δήλωση τοῦ διαχειριστοῦ τῆς ἀποθήκης ἡ ὁποία περιγράφει τόν καφέ καί βεβαιώνει τήν περίοδο ἀποθηκεύσεώς του·

κ) μία γραπτή ἔκθεση σχετικά μέ τήν ἀπώλεια τοῦ πιστοποιητικοῦ καί τά μέτρα πού λήφθηκαν γιά νά ξαναβρεθεῖ.

3. Ἡ ὑπηρεσία πιστοποιήσεως διαβιβάζει στόν ἐκτελεστικό διευθυντή τίς ἀπαραίτητες πληροφορίες. Μέ τίς πληροφορίες πού ἔχουν ληφθεῖ κατ' αὐτόν τόν τρόπο, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής δύναται νά ἀποφασίσει νά ζητήσει ἀπό τίς ἁρμόδιες ἀρχές τῆς χώρας στήν ὁποία ὁ καφές ἔπρεπε νά εἰσαχθεῖ νά ἐπιτρέψουν, κατ' ἐξαίρεση, τήν εἴσοδο τοῦ καφέ χωρίς τήν προσκόμιση τοῦ χαμένου πιστοποιητικοῦ τό ὁποῖο συγχρόνως θά δηλωθεῖ σάν ἄκυρο.

4. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής πληροφορεῖ τά μέλη γιά ὅλα τά ἄκυρα πιστοποιητικά σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ κανόνα αὐτοῦ.

5. Ἄν ἕνα πιστοποιητικό πού δηλώθηκε σάν ἄκυρο δυνάμει τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων 3 τοῦ κανόνα αὐτοῦ ξαναβρεθεῖ, ὁ νέος κάτοχος τό καταθέτει ἀμέσως σέ μιά ὑπηρεσία πιστοποιήσεως, ἡ ὁποία τό διαβιβάζει στόν ἐκτελεστικό διευθυντή μέ μιά ἐπιστολή ἐπεξηγηματική.

6. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής πραγματοποιεῖ περιοδικούς ἐλέγχους, γιά νά βεβαιωθεῖ ὅτι τά πιστοποιητικά τά ὁποῖα δηλώθηκαν σάν χαμένα καί γιά τήν ὁποῖα ἐφαρμόσθηκαν οἱ ἀνωτέρω διαδικασίες, δέν χρησιμοποιήθηκαν στή συνέχεια γιά νά καλύψουν εἰσαγωγές ἄλλων ποσοτήτων καφέ.

Κανόνας 15

ΕΝΣΗΜΑ ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΞΑΓΩΓΗ ΚΑΦΕ

Χορήγηση τῶν ἐνσήμων

1. Μέ τήν ἐπιφύλαξη τῆς καταβολῆς κάθε δικαιώματος τό ὁποῖο μπορεῖ νά ἐπιβληθεῖ σύμφωνα μέ τούς ὅρους τῶν ἄρθρων 47, 50 καί 55 τῆς διεθνοῦς συμφωνίας γιά τόν καφέ τοῦ 1976, ἔνσημα ἐξαγωγῆς χορηγοῦνται σέ κάθε μέλος ἐξαγωγέα (καί στίς Ἡνωμένες Πολιτεῖες Ἀμερικῆς γιά τή Χαβάη), σέ τρίμηνα διαστήματα, κατά τέτοιο τρόπο ὥστε νά εἶναι σέ διάθεση τῶν ἐνδιαφερομένων ὑπηρεσιῶν τό λιγότερο 15 ἡμέρες πρίν ἀπό τήν ἀρχή κάθε τριμήνου.

2. Ἀφοῦ συμβουλευθεῖ τό ἐνδιαφερόμενο μέλος, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ὁρίζει, σέ κάθε χώρα μέλος παραγωγῆς ἤ ὁμάδα μελῶν, μιά τράπεζα ἤ ἕνα χρηματοδοτικό ἵδρυμα (τό ὁποῖο θά ἀποκαλεῖται στό ἑξῆς «ἀντιπρόσωπος») ἀνεξάρτητο ἀπό τήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεως καί ἀπό τήν ἁρμόδια ἀρχή στό θέμα τοῦ καφέ, γιά νά ἐκπληρώνει τά καθήκοντα τοῦ ἀντιπροσώπου τοῦ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ Καφέ ὅσον ἀφορᾶ τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς πού χορηγοῦνται στό ἐν λόγω μέλος. Ὁ ἀντιπρόσωπος πρέπει νά εἶναι ἀποδεκτός

συγχρόνως ἀπό τόν ἐκτελεστικό διευθυντή καί ἀπό τό ἐνδιαφερόμενο μέλος. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής δύναται ὁποτεδήποτε, μέ μιά αἰτιολογημένη ἀπόφαση, νά δηλώσει ὅτι ἕνας ἀντιπρόσωπος δέν εἶναι πιά δεκτός, καί νά ὑποδείξει ἄλλο ἀντιπρόσωπο.

3. Τό λιγότερο δέκα πέντε ἡμέρες πρίν ἀπό τήν ἀρχή κάθε ἑξαμήνου, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καταθέτει στόν ἀντιπρόσωπο μιά ποσότητα ἐνσήμων ἐξαγωγῆς πού ἀντιστοιχεῖ στίς συνολικές ποσότητες τοῦ καφέ πού τό μέλος θά ἔχει τό δικαίωμα νά ἐξάγει ὑπό ποσόστωση κατά τή διάρκεια τοῦ ἑπομένου ἑξαμήνου, καί μιά συμπληρωματική ποσότητα πού θά καθορισθεῖ ἀπό τόν ἐκτελεστικό διευθυντή καί πού προορίζεται γιά τήν ἐξισορρόπηση ἐνδεχομένων αὐξήσεων τῶν ποσοτήτων γιά ἐξαγωγή ὑπό ποσόστωση καί γιά τήν ἀντιμετώπιση ἄλλων ἀπροβλέπτων. Ὅλα τά ἔξοδα πού ἀναφέρονται στήν παροχή αὐτῆς τῆς ὑπηρεσίας ἀπό τόν ἀντιπρόσωπο βαρύνουν τό ἐνδιαφερόμενο μέλος.

4. Ὁ ἀντιπρόσωπος δέν παρέχει ἔνσημα ἐξαγωγῆς στήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεως στή χώρα μέλος παραγωγῆς παρά μόνο μετά ἀπό ὁδηγίες τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντῆ ὁ ὁποῖος καθορίζει τή συνολική ποσότητα τῶν ἐνσήμων ἐξαγωγῆς τά ὁποῖα θά δοθοῦν γιά κάθε τρίμηνο.

5. Ἄν δέν ὁρίσθηκε ἀντιπρόσωπος σύμφωνα μέ τούς ὅρους τῆς παραγράφου 2 τοῦ κανόνα αὐτοῦ, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής παραδίδει σέ τρίμηνα διαστήματα ἔνσημα ἐξαγωγῆς πού ἀντιστοιχοῦν στό σύνολο τῶν ποσοτήτων πού τό ἐνδιαφερόμενο μέλος ἔχει τό δικαίωμα νά ἐξάγει ὑπό ποσόστωση κάθε τρίμηνο. Αὐτές οἱ τρίμηνες ἀποστολές τῶν ἐνσήμων ἐξαγωγῆς ἀπευθύνονται στήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεως τοῦ ἐνδιαφερομένου μέλους ἤ σέ κάθε ἁρμόδια ἀρχή πού τό τελευταῖο αὐτό θά μποροῦσε νά ὑποδείξει γι' αὐτό τό σκοπό.

6. Τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς δέν εἶναι μεταβιβάσιμα καί φέρουν τόν κωδικό ἀριθμό τῆς χώρας ἤ τῆς ὁμάδος μελῶν (OAMCAF) (βλέπε παράρτημα 6) καθώς καί τόν κωδικό ἀριθμό τοῦ καφεπαραγωγοῦ ἔτους κατά τή διάρκεια τοῦ ὁποίου πρέπει νά χρησιμοποιηθοῦν γιά νά εἶναι ἔγκυρα.

7. Τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς εἶναι ὀνομαστικῆς ἀξίας 25, 100, 150, 500, 1 000, 3 000, 10 000, 30 000, 100 000 χιλιογράμμων. Κάθε ὀνομαστική ἀξία ἔχει ἕνα διαφορετικό χρῶμα. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής δύναται νά προσθέσει ὀνομαστικές ἀξίες πού ἡ πρακτική θά ἀποδείξει ἀπαραίτητες, καί νά καταργήσει τίς ὀνομαστικές ἀξίες πού δέν θά ἔχουν πιά χρησιμότητα.

8. Κάθε μέλος παραγωγῆς γνωστοποιεῖ στόν ἐκτελεστικό διευθυντή τό λιγότερο ἐνενήντα ἡμέρες πρίν ἀπό τήν ἀρχή κάθε καφεπαραγωγοῦ ἔτους κάθε ἐνδεχομένη ἀλλαγή στό ποσοστό κάθε ὀνομαστικῆς ἀξίας τήν ὁποία θά ἔχει ἀνάγκη γιά νά ἐξάγει τίς συνολικές ποσότητες πού ἔχουν ἐγκριθεῖ, κατά τή διάρκεια τοῦ ἑπομένου καφεπαραγωγοῦ ἔτους. Ἐλλείψει αὐτῆς τῆς γνωστοποιήσεως ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής χρησιμοποιεῖ, τή στιγμή τῆς ἀποστολῆς τῶν ἐνσήμων ἐξαγωγῆς γιά τό ἑπόμενο καφεπαραγωγό ἔτος, τά ποσοστά πού ἐφαρμόσθηκαν κατά τή διάρκεια τοῦ προηγουμένου ἔτους.

9. Τά μέλη δύνανται, ἀπευθύνοντας μία αἴτηση στόν ἀντιπρόσωπο ἤ στόν ἐκτελεστικό διευθυντή, νά λάβουν ἔνσημα ἐξαγωγῆς ὀνομαστικῆς ἀξίας μικρότερης ἤ μεγαλύτερης σέ ἀντάλλαγμα τῶν ἐνσήμων ἀντιστοίχως συνολικῆς ἀξίας πού ἐπιστράφηκαν στή διάρκεια ἑνός καφεπαραγωγοῦ ἔτους, μέ τήν προϋπόθεση ὅτι τά ἔνσημα πού ἐπιστράφηκαν φέρουν τόν ἴδιο κωδικό ἀριθμό χώρας μέ ἐκεῖνα πού προορίζονται νά τά ἀντικαταστήσουν.

Προσαρμογή τῶν ποσοτήτων γιά ἐξαγωγή ὑπό ποσόστωση

10. Ἄν στή διάρκεια ἑνός τριμήνου ἔλαβε χώρα προσαρμογή πού ἐπιφέρει μιά αὔξηση τῶν ποσοτήτων γιά ἐξαγωγή ὑπό ποσόστωση, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ἐξουσιοδοτεῖ ἀμέσως τόν ἀντιπρόσωπο νά ἀποδεσμεύσει μιά συμπληρωματική ποσότητα ἐνσήμων ἐξαγωγῆς, πού νά ἀντιστοιχεῖ στό μέγεθος αὐτῆς τῆς αὐξήσεως. Ἄν δέν ἔχει ὁρισθεῖ ἀντιπρόσωπος, ἡ κατάλληλη ποσότητα ἀποστέλλεται ἀμέσως στήν ἁρμόδια ἀρχή πού ἀναφέρεται στήν παράγραφο 5 τοῦ κανόνα αὐτοῦ.

11. Ἄν μιά προσαρμογή πού ἐπιφέρει μιά μείωση τῶν ποσοτήτων ἐξαγωγῆς μέ ποσόστωση ἔλαβε χώρα στή διάρκεια τοῦ τριμήνου, γιά τό ὁποῖο τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς εἶχαν ἤδη χορηγηθεῖ, τά ἐνδιαφερόμενα μέλη ἐξαγωγῆς ἐπιστρέφουν καθένα στόν ἀντιπρόσωπο, ἐφ' ὅσον ἔχει ὁρισθεῖ ἀντιπρόσωπος, ἤ στόν ἐκτελεστικό διευθυντή στήν ἀντίθετη περίπτωση, τήν ποσότητα τῶν ἐνσήμων ἐξαγωγῆς πού ἀντιστοιχεῖ στό ποσό στό ὁποῖο μειώθηκαν οἱ ποσότητες ἐξαγωγῆς ὑπό ποσόστωση. Στήν περίπτωση πού ἡ κατάθεση τῆς συνολικῆς ποσότητας τῶν ἐνσήμων δέν εἶναι δυνατή ἐπειδή ὑπάρχουν τρέχοντα συμβόλαια καλῆς πίστεως κατά τή διάρκεια τοῦ ἐν λόγω τριμήνου, τό ἐνδιαφερόμενο μέλος πληροφορεῖ σχετικά τόν ἐκτελεστικό διευθυντή ὁ ὁποῖος προβαίνει στίς ἀπαραίτητες ρυθμίσεις γιά νά κρατήσει τήν ποσότητα πού ἀντιστοιχεῖ στά ἔνσημα πού θά χορηγηθοῦν γιά τό ἑπόμενο τρίμηνο.

Πληρωμή τῶν δικαιωμάτων

12. Εὐθύς ὡς τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς παραδοθοῦν σέ ἕνα μέλος ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής γνωστοποιεῖ σ' αὐτό τό ποσό τῶν δικαιωμάτων πού πρέπει νά καταβληθοῦν γι' αὐτά τά ἔνσημα.

13. Τό ἐνδιαφερόμενο μέλος καταβάλλει στόν ἐκτελεστικό διευθυντή τό συνολικό ποσό αὐτῶν τῶν δικαιωμάτων, σέ δολάρια Η.Π.Α. ἀφοῦ λάβει τήν εἰδοποίηση τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντῆ γιά τό ποσό πού θά καταβάλλει.

14. Ἄν ἕνα μέλος δέν τακτοποίησε ἐξ ὁλοκλήρου τό

όφειλόμενο ποσό, ό έκτελεστικός διευθυντής παρακρατεί έναντι τών ένσήμων τά όποία πρέπει νά χορηγηθούν τήν έπόμενη φορά, τήν ποσότητα πού άντιστοιχεί στό ποσό τών καθυστερημένων δικαιωμάτων.

Παρακράτηση τών ένσήμων άπό τόν έκτελεστικό διευθυντή

15. Όταν προβαίνει σέ ρυθμίσεις γιά νά χορηγήσει τά ένσημα έξαγωγής γιά ένα όποιοδήποτε τρίμηνο, ό έκτελεστικός διευθυντής δέν λαμβάνει ύπόψη μόνο κάθε προσαρμογή, πού τυχόν έγινε στίς έξαγόμενες ποσότητες ύπό τήν ποσόστωση άπό κάθε μέλος, άλλά ένεργεί άκόμη τίς κατάλληλες μειώσεις πού άφορούν:

α) κάθε άνεπαρκή χαρτοσήμανση πιστοποιητικών καταγωγής γιά τήν όποία δέν είσπράχθηκαν τά κατάλληλα ένσημα·

β) κάθε κύρωση ή μείωση πού έφαρμόσθηκε σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τού άρθρου 42 τής διεθνούς συμφωνίας τού καφέ τού 1976·

γ) κάθε καθυστέρηση δικαιωμάτων ή όποία θά πρέπει νά είσπραχθεί έπί τών ένσήμων έξαγωγής πού χορηγήθηκαν προγενέστερα σέ μιά χώρα μέλος.

16. Ό έκτελεστικός διευθυντής δύναται νά παρακρατήσει τό δέκα τοίς έκατό τών ένσήμων έξαγωγής πού πρόκειται νά χορηγηθούν σέ μιά χώρα μέλος γιά τό έπόμενο τρίμηνο άν αύτό τό μέλος δέν έκπληρώνει μιά όποιαδήποτε άπό τίς άκόλουθες προϋποθέσεις:

α) νά διαβιβάζει:

i) τά πρώτα άντίγραφα τών πρωτοτύπων τών πιστοποιητικών καταγωγής σέ έντυπο Ο καί τά άντίγραφα τών φορτωτικών πού άντιστοιχούν μέσα στίς προθεσμίες πού καθορίζονται στήν παράγραφο 6 τού κανόνα 5·

ii) τά πρώτα άντίγραφα καί τά πρωτότυπα τών πιστοποιητικών καταγωγής σέ έντυπο Χ καί τά άντίγραφα τών σχετικών φορτωτικών μέσα στίς προθεσμίες πού καθορίζονται στήν παράγραφο 4 τού κανόνα 6·

β) νά πληροφορεί τόν έκτελεστικό διευθυντή, στίς 15 κάθε μηνός ή πρίν άπό τήν ήμερομηνία αύτή, γιά τή συνολική άξία, σέ χιλιόγραμμα, τών ένσήμων έξαγωγής πού χρησιμοποιήθηκαν κατά τόν προηγούμενο μήνα σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τής παραγράφου 19 τού κανόνα αύτού·

γ) νά έκπληρώνει τίς συμβατικές ύποχρεώσεις σύμφωνα μέ τούς όρους τής παραγράφου 2 τού άρθρου 53 τής διεθνούς συμφωνίας τού καφέ τού 1976.

17. Ό έκτελεστικός διευθυντής πληροφορεί τήν έκτελεστική έπιτροπή γιά κάθε παρακράτηση ένσήμων, πού πραγματοποιήθηκε σέ έφαρμογή τών διατάξεων τών παραγράφων 14 καί 16 τού κανόνα αύτού. Τά ένσημα πού παρακρατήθηκαν μ' αύτό τόν τρόπο θά άπελευθερωθούν μόλις τό έν λόγω μέλος θά έχει έκπληρώσει όλες τίς έκκρεμείς ύποχρεώσεις καί πάντως μέσα σέ μιά προθεσμία τό άργότερο τριάντα ήμερών πρίν άπό τό τέλος τού καφεπαραγωγού έτους. Άν ένα μέλος δέν έχει έκπληρώσει μιά άπό τίς προϋποθέσεις στό τέλος τού καφεπαραγωγού έτους, ό έκτελεστικός διευθυντής παρακρατεί τά άντίστοιχα ένσημα κατά τήν πρώτη τριμηνιαία χορήγηση τού έπομένου έτους στήν ένδιαφερόμενη χώρα μέλος.

Άναφορές καί καταστάσεις λογαριασμών άπό τά μέλη παραγωγούς

18. Κάθε μέλος παραγωγός τό όποίο λαμβάνει μιά ποσότητα ένσήμων έξαγωγής άναλαμβάνει τήν εύθύνη νά έπιβλέπει γιά τήν άσφάλεια τών ένσήμων.

19. Κάθε μέλος πού λαμβάνει ένσημα έξαγωγής γνωστοποιεί στόν έκτελεστικό διευθυντή τό άργότερο στίς δέκα πέντε κάθε μηνός τή συνολική άξία σέ χιλιόγραμμα τών ένσήμων έξαγωγής πού έχουν χρησιμοποιηθεί στή διάρκεια τού προηγουμένου μηνός.

20. Άφού τελειώσει τό καφεπαραγωγό έτος, καί τό άργότερο στίς 30 Όκτωβρίου, κάθε μέλος παραγωγής καταθέτει μιά τελική άναφορά, πού συντάσσεται κατά ένα τύπο πού θά συμφωνηθεί, στόν άντιπρόσωπο, όταν ύπάρχει, ή στόν έκτελεστικό διευθυντή στήν άντίθετη περίπτωση, άναφέροντας τή συνολική άξία σέ χιλιόγραμμα τών ένσήμων έξαγωγής πού χορηγήθηκαν καί χρησιμοποιήθηκαν κατά τή διάρκεια τού προηγουμένου καφεπαραγωγού έτους, καί συγχρόνως μέ αύτή τήν άναφορά καταθέτει ολόκληρο τό ύπόλοιπο τών ένσήμων έξαγωγής τά όποία θά παραμείνουν άχρησιμοποίητα.

Καταστάσεις λογαριασμών τών Τραπεζών ή τών χρηματοδοτικών Ίδρυμάτων πού άσχολούνται μέ τά ένσημα έξαγωγής

21. Κάθε άντιπρόσωπος πού έλαβε ένσημα έξαγωγής σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τής παραγράφου 3 τού κανόνα αύτού, συντάσσει κάθε τρίμηνο καί κάθε έτος μιά κατάσταση όλων τών ένσήμων έξαγωγής πού έλαβε καί χορήγησε σύμφωνα μέ τίς όδηγίες τού έκτελεστικού διευθυντή καί καταθέτει μαζί μέ τήν έτήσια κατάσταση λογαριασμών κάθε τυχόν ύπόλοιπο τών ένσήμων πού δέν χρησιμοποιήθηκαν. Αύτές οί καταστάσεις τών λογαριασμών άποστέλλονται στόν έκτελεστικό διευθυντή τό άργότερο, σαράντα πέντε ήμέρες μετά τό τέλος τού τριμήνου ή τού έτους παραγωγής καφέ, τό όποίο άφορούν.

22. Άν οί καταστάσεις τών όριστικών λογαριασμών καθώς καί τό ύπόλοιπο τών άχρησιμοποιήτων ένσήμων δέν έλήφθησαν σαράντα πέντε ήμέρες μετά τό τέλος τού καφεπαραγωγού έτους τό όποίο άφορούν, ό έκτελεστικός διευθυντής ζητά άπό τόν ένδιαφερόμενο άντιπρόσωπο νά έκθέσει τούς λόγους αύτής τής καθυστερήσεως. Άν μετά τήν λήξη μιάς προθεσμίας (21) είκοσι μιάς ήμερών ύπολογιζομένων άπό τήν ήμερομηνία αύτής τής αίτήσεως, ό άντιπρόσωπος δέν δώσει ίκανοποιητικές έξηγήσεις, ό έκτελεστικός διευθυντής θέτει τό ζήτημα στήν έκτελεστική έπιτροπή.

'Αναφορές καί καταστάσεις λογαριασμῶν σχετικῶν μέ τήν εἴσπραξη τῶν δικαιωμάτων

23. Μετά ἀπό τή λήψη τῶν ὁριστικῶν ἀναφορῶν πού ἀναφέρονται στίς παραγράφους 20 καί 21 τοῦ κανόνα αὐτοῦ, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής συντάσσει καί ὑποβάλλει σέ κάθε μέλος, μέ τήν ἐπιφύλαξη τῆς παραγράφου 1 τοῦ κανόνα αὐτοῦ, μιά κατάσταση πού ἐμφανίζει τό συνολικό ποσό τῶν δικαιωμάτων πού καταβλήθηκαν καί τῶν δικαιωμάτων πού καθυστεροῦνται κατά τό προηγούμενο καφεπαραγωγό ἔτος.

24. Ἄν τό συνολικό ποσό πού καταβλήθηκε ἀπό ἕνα μέλος εἶναι ἀνώτερο ἀπό τό ὀφειλόμενο ποσό, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ἐπιστρέφει τή διαφορά.

Χρησιμοποίηση τῶν ἐνσήμων ἐξαγωγῆς

25. Κάθε πιστοποιητικό καταγωγῆς τοῦ τύπου Ο πού χορηγεῖται γιά νά συνοδεύσει τόν καφέ πού ἐξάγεται σέ μιά χώρα μέλος πρέπει νά φέρει, καλά ἐπικολλημένα (στήν πίσω σελίδα) τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς τῶν ὁποίων ἡ συνολική ὀνομαστική ἀξία ἀντιστοιχεῖ στό καθαρό βάρος τοῦ ἀφρύκτου καφέ, ἤ τό ἰσοδύναμο σέ καφέ ἄφρυκτο τοῦ καφέ πού καλύπτεται ἀπό τό πιστοποιητικό, χωρίς ἐν τούτοις νά ὑπάρχει ἀνάγκη νά καλυφθεῖ τό πλεόνασμα πάνω ἀπό τήν τελευταία ποσότητα τῶν 25 χιλιογράμμων, παρά τό γεγονός ὅτι ἕνα τέτοιο πλεόνασμα θά ὑπολογισθεῖ σάν μέρος τῆς ποσοστώσεως ἐξαγωγῆς (π.χ. μιά μερίδα ἀποστολῆς 399 χιλιογράμμων ἀπαιτεῖ ἔνσημα ἐξαγωγῆς ἀξίας 375 χιλιογράμμων ἐνῶ μιά μερίδα ἀποστολῆς 400 χιλιογράμμων ἀπαιτεῖ ἔνσημα ἀξίας 400 χιλιογράμμων). Σέ καμιά περίπτωση τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς δέν θά ἐπικολλῶνται σέ φύλλα χαρτιοῦ πού προσαρτῶνται στά πιστοποιητικά καταγωγῆς. Κατά τά λοιπά τά πιστοποιητικά καταγωγῆς τύπου Ο συμπληρώνονται καί χορηγοῦνται σύμφωνα μέ τίς ὁδηγίες πού δίδονται στό παράρτημα 1 Β καί στόν κανόνα 5.

26. Στήν περίπτωση ἑνός πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς τοῦ τύπου Ο πού προορίζεται νά καλύψει μιά ἀποστολή καφέ μέ κάποια ἄλλη μορφή ἐκτός ἀπό τόν ἄφρυκτο καφέ, τό ἀντίστοιχο τοῦ καθαροῦ βάρους σέ καφέ ἄφρυκτο ἀναγράφεται στό χῶρο 15. Γιά τόν ὑπολογισμό τοῦ ἀντιστοίχου σέ καφέ ἄφρυκτο ἐφαρμόζονται οἱ κατωτέρω συντελεστές μετατροπῆς:

— ἀπεξηραμένοι καρποί καφέ: πολλαπλασιάζεται τό καθαρό βάρος τῶν ἀπεξηραμένων καρπῶν καφέ μέ τό 0,50,

— καφές μή ἀποφλοιωμένος: πολλαπλασιάζεται τό καθαρό βάρος τοῦ καφέ σέ ἀκέραια τεμάχια μέ τό 0,80,

— καφές πεφρυγμένος: πολλαπλασιάζεται τό καθαρό βάρος τοῦ πεφρυγμένου καφέ μέ τό 1,19,

— καφές ὑγρός: πολλαπλασιάζεται τό καθαρό βάρος τῶν ἀφυδατωμένων στερεῶν τοῦ καφέ πού περιέχονται στόν ὑγρό καφέ μέ τό 3,

— καφές διαλυτός: πολλαπλασιάζεται τό καθαρό βάρος τοῦ διαλυτοῦ καφέ μέ τό 3,

— καφές ἀποκαφεϊνωμένος: πολλαπλασιάζεται τό καθαρό βάρος τοῦ ἀφρύκτου καφέ χωρίς καφεΐνη, πεφρυγμένου ἤ διαλυτοῦ μέ τό 1, 1,19 ἤ 3, ἀντίστοιχα.

27. Πρίν ἀπό τήν ἐξαγωγή μιᾶς μερίδας ἀποστολῆς, τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς πού εἶναι ἐπικολλημένα σέ κάθε πιστοποιητικό καταγωγῆς τύπου Ο σφραγίζονται εἴτε ἀπό τήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεως εἴτε ἀπό τίς τελωνειακές ἀρχές, ὅποιο εἶναι πιό πρακτικό, κατά τέτοιο τρόπο ὥστε τά ἔνσημα νά μήν εἶναι δυνατόν νά χρησιμοποιηθοῦν ἐκ νέου, ἀλλά νά εἶναι δυνατή ἡ ἀνάγνωση τῶν ἀριθμῶν τους χωρίς δυσκολία.

28. Τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς δέν ἰσχύουν παρά μόνον γιά χρήση κατά τή διάρκεια τοῦ καφεπαραγωγοῦ ἔτους στό ὁποῖο ἀναφέρονται σύμφωνα μέ τόν κωδικό ἀριθμό τοῦ ἔτους πού εἶναι τυπωμένος πάνω σ' αὐτά (π.χ. τό πρῶτο καφεπαραγωγό ἔτος, κατά τή διάρκεια τοῦ ὁποίου θά εἶναι σέ ἰσχύ οἱ ποσοστώσεις, θά ἀναγράφεται μέ τόν κωδικό ἀριθμό 1). Γιά τούς σκοπούς τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ, τό ἔτος ἀποστολῆς θά προσδιορισθεῖ ἀπό τήν ἡμερομηνία τῆς τελευταίας σφραγίδας πού ἔχει τεθεῖ ἀπό τήν τελωνειακή ὑπηρεσία τῆς χώρας μέλους παραγωγῆς στό πιστοποιητικό καταγωγῆς ἤ ἀπό τήν ἡμερομηνία ἀποστολῆς τῆς φορτωτικῆς ἤ ἄλλου ἰσοδυνάμου ἐγγράφου σύμφωνα μέ ἐκείνη ἀπό τίς δύο ἡμερομηνίες ἡ ὁποία θά εἶναι ἡ πλησιέστερη καί πάντως μέ τήν προϋπόθεση ὅτι αὐτή ἡ τελευταία ἡμερομηνία δέν θά εἶναι μεταγενέστερη τῆς 5ης Ὀκτωβρίου.

'Αντικατάσταση τῶν ἐνσήμων ἐξαγωγῆς

29. Ἄν ἕνα πιστοποιητικό καταγωγῆς τοῦ τύπου Ο καταστραφεῖ ἤ ἀκυρωθεῖ μετά τήν ἐπικόλληση ἐπ' αὐτοῦ τῶν ἐνσήμων ἐξαγωγῆς, ἡ ἐνδιαφερομένη ὑπηρεσία πιστοποιήσεως δύναται νά ζητήσει, τήν ἀντικατάσταση τῶν ἐνσήμων ἀπό τόν ἀντιπρόσωπο, μέ ἀντάλλαγμα τήν προσκόμιση τοῦ πιστοποιητικοῦ στό ὁποῖο εἶχαν ἐπικολληθεῖ τά ἔνσημα. Ὁ ἀντιπρόσωπος ἀποσύρει τό πιστοποιητικό καί τό διαβιβάζει στόν ἐκτελεστικό διευθυντή ὅσο τό δυνατόν γρηγορότερα. Στήν περίπτωση πού δέν ὑπάρχει ἀντιπρόσωπος ἡ ὑπηρεσία πιστοποιήσεως δύναται νά ζητήσει τήν ἀντικατάσταση διαβιβάζοντας τό πιστοποιητικό κατ' εὐθείαν στόν ἐκτελεστικό διευθυντή. Τά ἔνσημα πού ἔχουν ὑποστεῖ βλάβη μποροῦν νά ἀνταλλαγοῦν κατά τόν ἴδιο τρόπο.

30. Ἡ ἀπώλεια τῶν ἐνσήμων ἐξαγωγῆς πρέπει νά γνωστοποιηθεῖ ἀμέσως στόν ἐκτελεστικό διευθυντή, ὁ ὁποῖος, ἀφοῦ κάνει τίς ἔρευνες πού θεωρεῖ ἀπαραίτητες, δύναται νά ἐγκρίνει τήν ἀντικατάστασή τους.

31. Στήν περίπτωση πού τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς πού εἶναι ἐπικολλημένα ἀπό ἀβλεψία σέ ἕνα πιστοποιητικό καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο καί ὑπερβαίνουν κατά πολύ τό καθαρό βάρος τοῦ ἀφρύκτου καφέ, ἤ τό ἰσοδύναμο σέ ἄφρυκτο καφέ, τοῦ καφέ πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό, καί ἄν τό λάθος αὐτό δέν γίνει ἀντιληπτό παρά μόνον ὅταν δέν εἶναι πλέον δυνατή ἡ

παρακράτηση αὐτοῦ τοῦ πιστοποιητικοῦ, τό ἐνδιαφερόμενο μέλος παραγωγῆς δύναται νά ἀπευθύνει μιά αἴτηση ἡ ὁποία νά περιέχει ὅλες τίς ἀπαραίτητες πληροφορίες στόν ἐκτελεστικό διευθυντή ὁ ὁποῖος τότε θά δυνηθεῖ, ἀφοῦ κάνει τίς ἔρευνες πού θεωρεῖ ἀπαραίτητες, νά ἀντικαταστήσει τά ἐπί πλέον ἔνσημα.

32. Μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 1 τοῦ κανόνα αὐτοῦ, κάθε ἐπιστροφή τῶν δικαιωμάτων πού καταβλήθηκαν ἐξαιτίας τῆς ἀπώλειας τῶν ἐνσήμων ἐξαγωγῆς θά γίνει στό τέλος τοῦ καφεπαραγωγοῦ ἔτους ὅταν καταρτισθεῖ ἡ κατάσταση πού ἀναφέρεται στήν παράγραφο 23.

Ἐπαλήθευση καί δημοσίευση τῶν λογαριασμῶν

33. Τό συντομότερο δυνατό μετά τό κλείσιμο κάθε καφεπαραγωγοῦ ἔτους, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής προετοιμάζει μιά κατάσταση τῶν λογαριασμῶν τῶν ἐνσήμων ἐξαγωγῆς στήν ὁποία θά γίνει ἔλεγχος ἀπό ἐγκεκριμένο ἐμπειρογνώμονα. Οἱ λογαριασμοί καί ἡ σχετική ἀναφορά τοῦ ἐλεγκτοῦ θά ὑποβληθοῦν στήν ἐκτελεστική ἐπιτροπή γιά ἔγκριση καί δημοσίευση.

Κανόνας 16

ΕΝΣΗΜΑ ΓΙΑ ΤΟΝ ΚΑΦΕ ΥΠΟ ΔΙΑΜΕΤΑΚΟΜΙΣΗ

Χορήγηση τῶν ἐνσήμων

1. Ἔνσημα γιά τόν καφέ ὑπό διαμετακόμιση χορηγοῦνται σέ κάθε μέλος εἰσαγωγέα τό ὁποῖο ἀναλαμβάνει τήν εὐθύνη νά ἐπιβλέπει γιά τήν ἀσφάλειά τους.

2. Ἀφοῦ συμβουλευθεῖ τό ἐνδιαφερόμενο μέλος, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ὁρίζει σέ κάθε χώρα μέλος εἰσαγωγέα ἕνα ἀντιπρόσωπο ἐπιφορτισμένο νά δέχεται τά ἔνσημα διαμετακομίσεως τά χορηγηθέντα σ' αὐτό τό μέλος καί νά διοικεῖ τό σύστημα τῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ Καφέ. Αὐτός ὁ ἀντιπρόσωπος πρέπει νά εἶναι ἀποδεκτός ἀπό τόν ἐκτελεστικό διευθυντή καί τήν ἐνδιαφερόμενη χώρα μέλος. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής δύναται σέ κάθε στιγμή, μέ μιά αἰτιολογημένη ἀπόφαση, νά δηλώσει ὅτι ἕνας ἀντιπρόσωπος δέν εἶναι πλέον ἀποδεκτός ἀπό αὐτόν καί νά διορίσει ἕνα ἄλλο ἀντιπρόσωπο γιά νά τόν ἀντικαταστήσει.

3. Τό λιγότερο εἴκοσι μέρες πρίν ἀπό τήν ἀρχή κάθε καφεπαραγωγοῦ ἔτους, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καταθέτει στόν ἀντιπρόσωπο πού ἔχει ὁρισθεῖ νά διαχειρίζεται τό σύστημα τῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως μιά ποσότητα ἐνσήμων διαμετακομίσεως ἴση μέ τίς ἀνάγκες πού ἐκτιμᾶται ὅτι θά ἔχει τό ἐνδιαφερόμενο μέλος κατά τή διάρκεια ἑνός ἔτους, καί ἐπί πλέον μιά συμπληρωματική ποσότητα πού θά προσδιορισθεῖ ἀπό τόν ἐκτελεστικό διευθυντή καί ἡ ὁποία προορίζεται νά ἀντιμετωπίσει τά ἀπρόβλεπτα.

4. Ὁ ἀντιπρόσωπος μπορεῖ νά προκαταβάλλει στίς ὑπηρεσίες πιστοποιητικῶν μιά ἀρχική ποσότητα ἐνσήμων καταγωγῆς ἡ ὁποία δέν θά εἶναι ἀνώτερη ἀπό τό τέταρτο τῶν προϋπολογιζομένων ἀναγκῶν τοῦ ἔτους πού ἀναφέρονται στήν παράγραφο 3 τοῦ κανόνα αὐτοῦ.

5. Τά ἔνσημα διαμετακομίσεως δέν εἶναι μεταβιβάσιμα καί φέρουν τόν κωδικό ἀριθμό τῆς χώρας (βλέπε παράρτημα 6). Φέρουν ἐξ ἄλλου τυπωμένο ἐπάνω τό γράμμα Τ. Τά ἔνσημα διαμετακομίσεως πού θά χρησιμοποιηθοῦν σέ ἐφαρμογή τῶν διατάξεων τοῦ κανόνα 8 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ θά φέρουν τυπωμένα ἐπάνω τά γράμματα ΝΤ.

6. Τά ἔνσημα γιά τόν καφέ ὑπό διαμετακόμιση εἶναι ὀνομαστικῆς ἀξίας τῶν 5, 25, 100, 150, 500, 1 000, 3 000, 10 000, καί 30 000 χιλιογράμμων. Κάθε ὀνομαστική ἀξία ἔχει ἕνα διαφορετικό χρῶμα. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής θά δύναται νά προσθέσει ὀνομαστικές ἀξίες πού ἡ πείρα ἀποδείχνει ἀπαραίτητες καί νά καταργήσει τίς ἀξίες πού δέν θά ἔχουν χρησιμότητα.

Χρησιμοποίηση τῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως

7. Κάθε πιστοποιητικό διαμετακομίσεως φέρει καλά ἐπικολλημένα (στό πίσω μέρος), τά ἔνσημα διαμετακομίσεως τῶν ὁποίων ἡ συνολική ὀνομαστική ἀξία ἀνταποκρίνεται στό καθαρό βάρος τοῦ ἀφρύκτου καφέ, ἤ στό ἰσοδύναμο σέ καφέ ἄφρυκτο τοῦ καφέ πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό, εἶναι εὐνόητο ἐντούτοις ὅτι κάθε ποσότητα πάνω ἀπό τό τελευταῖο πολλαπλάσιο τῶν 5 χιλιογράμμων δέν χρειάζεται νά καλύπτεται, παρά τό γεγονός ὅτι μιά τέτοια ποσότητα (4 χιλιογράμμων ἤ λιγότερο) θά καταλογισθεῖ στό λογαριασμό τῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως τοῦ κατόχου τοῦ πιστοποιητικοῦ. Σέ ὅλες τίς ἄλλες περιπτώσεις, τά πιστοποιητικά διαμετακομίσεως συμπληρώνονται καί χορηγοῦνται σύμφωνα μέ τίς γενικές ὁδηγίες πού δίδονται στό παράρτημα 5 Β καί στόν κανόνα 12.

8. Στήν περίπτωση ἑνός πιστοποιητικοῦ διαμετακομίσεως πού συνοδεύει μιά ἀποστολή καφέ σέ μιά ἄλλη μορφή ἐκτός ἀπό αὐτήν τοῦ ἄφρυκτου καφέ, τό καθαρό βάρος τοῦ ἰσοδύναμου σέ ἄφρυκτο καφέ ἐμφανίζεται στόν χῶρο 15. Γιά νά βρεθεῖ τό ἰσοδύναμο σέ καφέ ἄφρυκτο ἐφαρμόζονται οἱ συντελεστές μετατροπῆς πού ἀναφέρονται στήν παράγραφο 26 τοῦ κανόνα 25.

9. Τά ἔνσημα διαμετακομίσεως πού ἐπικολλῶνται σέ ἕνα πιστοποιητικό διαμετακομίσεως ἀκυρώνονται ἀπό τήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεως μέ τέτοιο τρόπο ὥστε τά ἔνσημα νά μή δύνανται νά χρησιμοποιηθοῦν πάλι, ἀλλά νά εἶναι δυνατή ἡ ἀνάγνωση τῶν ἀριθμῶν τους χωρίς δυσκολία.

Ἀντικατάσταση τῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως

10. Οἱ ἀντιπρόσωποι πού εἶναι ἐπιφορτισμένοι μέ τή διοίκηση τοῦ συστήματος τῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως δύνανται νά ζητήσουν ἀπό τόν ἐκτελεστικό

διευθυντή, σέ διαστήματα πού θά καθορισθοῦν, τήν ἀντικατάσταση τῶν ἐνσήμων. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ἐπιτρέπει τήν ἀντικατάσταση τῶν ἐνσήμων μόνον μέ τή λήψη τῶν ἔγκυρων πιστοποιητικῶν τῶν τύπων O, R, RS ἤ T, πού συγκεντρώνονται καί φέρονται σέ πίστωση τῶν λογαριασμῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως.

Διαδικασίες πού θά ἐφαρμοσθοῦν στόν τομέα τῶν λογιστικῶν βιβλίων ἀπό τούς ἀντιπροσώπους τούς ἐπιφορτισμένους νά διοικοῦν τό σύστημα τῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως

11. Κάθε ἀντιπρόσωπος πού ἔλαβε ἔνσημα διαμετακομίσεως, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ κανόνα αὐτοῦ, ἀποδίδει λογαριασμό κάθε τρίμηνο καί κάθε ἔτος ὅλων τῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως πού ἐλήφθησαν καί διενεμήθησαν μετά ἀπό ἐξουσιοδότηση τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντῆ. Αὐτές οἱ λογιστικές καταστάσεις, οἱ ὁποῖες θά συνταχθοῦν σέ ἕνα τύπο ὁ ὁποῖος θά συμφωνηθεῖ, διαβιβάζονται στόν ἐκτελεστικό διευθυντή τό ἀργότερο σέ τριάντα ἡμέρες μετά τό τέλος τοῦ τριμήνου ἤ τοῦ καφεπαραγωγοῦ ἔτους στό ὁποῖο ἀναφέρονται.

12. Μέ ἐπιφύλαξη τῶν διακανονισμῶν πού ἔχουν συμφωνηθεῖ μεταξύ κάθε ἀντιπροσώπου καί τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντῆ, γίνεται μία ἐτησία ἐπαλήθευση τῶν λογαριασμῶν καί ἡ ἀναφορά τοῦ ἐλεγκτοῦ ὑποβάλλεται στόν ἐκτελεστικό διευθυντή.

Ἀντικατάσταση τῶν ἐνσήμων

13. Μετά ἀπό αἴτηση μιᾶς ὑπηρεσίας πιστοποιήσεως ἕνας ἀντιπρόσωπος πού ἔλαβε ἔνσημα διαμετακομίσεως σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ κανόνα αὐτοῦ δύναται:

α) νά ἀνταλλάξει τά ἔνσημα διαμετακομίσεως μέ ἔνσημα τῶν ὁποίων ἡ ὀνομαστική ἀξία εἶναι μικρότερη ἤ ἀνώτερη πλήν ἔχουν τήν ἴδια συνολική ἀξία, μέ τήν προϋπόθεση ὅτι τά ἐπιστρεφόμενα ἔνσημα φέρουν τόν ἴδιο κωδικό ἀριθμό τῆς χώρας μέ ἐκεῖνα μέ τά ὁποῖα θά ἀντικατασταθοῦν·

β) νά ἀντικαταστήσει τή συνολική ἀξία τῶν ἐνσήμων πού ἔχουν ἐπικολληθεῖ σέ πιστοποιητικά πού ἔχουν ὑποστεῖ βλάβη ἤ σέ πιστοποιητικά τά ὁποῖα, γιά ἄλλους λόγους, πρέπει νά ἐπιστραφοῦν προτοῦ χρησιμοποιηθοῦν. Αὐτά τά πιστοποιητικά θά διαβιβασθοῦν στόν ἐκτελεστικό διευθυντή καί θά ληφθοῦν ὑπόψη τά ἔνσημα τά ὁποῖα ἔφεραν αὐτά στίς τριμηνιαῖες καί ἐτήσιες λογιστικές καταστάσεις πού ἀναφέρονται στήν παράγραφο 11 τοῦ κανόνα αὐτοῦ.

Ἐπαλήθευση καί δημοσίευση τῶν λογαριασμῶν

14. Τό συντομότερο δυνατό, μετά τό κλείσιμο κάθε καφεπαραγωγοῦ ἔτους, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής προετοιμάζει μιά κατάσταση τῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως στήν ὁποία θά γίνει ἐπαλήθευση ἀπό ἕνα ἐγκεκριμένο ἐμπειρογνώμονα. Οἱ λογαριασμοί καί ἡ σχετική ἀναφορά τοῦ ἐλεγκτοῦ θά ὑποβληθοῦν στήν ἐκτελεστική ἐπιτροπή γιά ἔγκριση καί δημοσίευση.

Κανόνας 17

ΕΝΑΡΞΗ ΙΣΧΥΟΣ ΚΑΙ ΑΝΑΣΤΟΛΗ

Ἐφ' ὅσον δέν ὑπάρχουν ἄλλες διατάξεις καί ἐφ' ὅσον τό διεθνές συμβούλιο τοῦ καφέ δέν λάβει διαφορετικές ἀποφάσεις, ὁ παρών κανονισμός ἀρχίζει νά ἰσχύει ἀπό τήν ἡμερομηνία πού ἐπιβάλλονται οἱ ποσοστώσεις καί παύει νά ἐφαρμόζεται ἀπό τήν ἡμερομηνία πού ἀναστέλλονται.

Κανόνας 18

ΜΕΤΑΒΑΤΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

1. Γιά κάθε καφέ πού εἰσάγεται τήν ἡμερομηνία πού ἀρχίζει νά ἰσχύει ὁ κανονισμός αὐτός ἤ μετά ἀπό αὐτή τήν ἡμερομηνία, ὁ εἰσαγωγέας ἔχει τήν εὐθύνη νά ἀποδείξει, κατά ἱκανοποιητικό τρόπο στήν τελωνειακή ὑπηρεσία τῆς χώρας εἰσαγωγῆς, τήν ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία ἔγινε ἡ ἐξαγωγή τοῦ καφέ καί νά ὑποβάλλει σ' αὐτήν τά κατάλληλα δικαιολογητικά.

Καφές πού ἔχει εἰσαχθεῖ κατά τήν ἡμερομηνία πού ἄρχισε νά ἰσχύει ὁ παρών κανονισμός ἤ μετά ἀπό τήν ἡμερομηνία αὐτή

2. Γιά τίς εἰσαγωγές τοῦ καφέ, προελεύσεως χωρῶν μελῶν παραγωγῆς ὁ ὁποῖος ἐξήχθηκε κατά τήν ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ ἤ μετά ἀπό τήν ἡμερομηνία αὐτή, ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία ἀπαιτεῖ νά κατατεθεῖ ἕνα ἔγκυρο πιστοποιητικό τῶν τύπων O, R, RS ἤ T.

3. Οἱ εἰσαγωγές καφέ προελεύσεως χωρῶν μή μελῶν ὑποβάλλονται στίς διατάξεις τοῦ κανόνα 8 τοῦ παρόντος κανονισμοῦ.

Καφές πού ἔχει ἐξαχθεῖ πρίν ἀπό τήν ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος κανονισμοῦ

4. Γιά τίς εἰσαγωγές τοῦ καφέ γιά τίς ὁποῖες οἱ τελωνειακές ὑπηρεσίες βεβαιώνονται ὅτι ὁ καφές ἐξήχθη πρίν ἀπό τήν ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ, ἐφαρμόζονται οἱ κατωτέρω διαδικασίες:

α) *Καφές πού ἔχει εἰσαχθεῖ μέχρι τριάντα ἡμέρες μετά ἀπό τήν ἡμερομηνία ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ*

Οἱ τελωνειακές ὑπηρεσίες ἀπαιτοῦν τήν κατάθεση τοῦ πρωτότυπου πιστοποιητικοῦ τοῦ τύπου O πού ἔχει ἐκδοθεῖ σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανόνα 9 τοῦ κανονισμοῦ πού περιλαμβάνεται στό ἔγγραφο EB-1443/76 REV. 3 καί τά πρόσθετά

του[1] ἤ ἄν ἕνα πιστοποιητικό δέν εἶναι διαθέσιμο, τήν κατάθεση ἑνός ἀποδεικτικοῦ ἐγγράφου εἰσαγωγῆς σέ ἔντυπο Ι πού ἔχει συμπληρωθεῖ σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ ἴδιου κανόνα·

β) *Καφές πού ἔχει εἰσαχθεῖ μεταξύ τριάντα καί ἑξήντα ἡμερῶν μετά ἀπό τήν ἡμερομηνία ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ*

Οἱ τελωνειακές ὑπηρεσίες ἀπαιτοῦν τήν κατάθεση τοῦ πρωτότυπου τοῦ πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς πού χορηγήθηκε σύμφωνα μέ τίς κατάλληλες διατάξεις τοῦ κανονισμοῦ πού προαναφέρθηκε, ἤ ἄν ἕνα πιστοποιητικό δέν εἶναι διαθέσιμο, ἤ ἐφ' ὅσον ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί ἕνα μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ἑνός πιστοποιητικοῦ διαμετακομίσεως πού χορηγήθηκε σέ ἀντικατάσταση τοῦ πιστοποιητικοῦ πού προαναφέρθηκε σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῶν παραγράφων 5 καί 6 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ.

γ) *Καφές πού ἔχει εἰσαχθεῖ μετά ἀπό ἑξήντα ἡμέρες ἀπό τήν ἡμερομηνία ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ*

Ἐφ' ὅσον ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί ἕνα μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ἑξήντα ἡμέρες τό ἀργότερο, μετά ἀπό τήν ἡμερομηνία ἐνάρξεως τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ, οἱ ἔμποροι πού ἔχουν δικαίωμα στόν καφέ ὁ ὁποῖος δέν ἔχει ἀκόμη εἰσαχθεῖ, ζητοῦν ἀπό μιά ὑπηρεσία πιστοποιήσεως νά ἐκδώσει ἕνα πιστοποιητικό διαμετακομίσεως πού προορίζεται νά καλύψει τήν εἰσαγωγή τοῦ καφέ.

5. Ἡ διαδικασία πού θά ἀκολουθηθεῖ γιά τήν ἔκδοση τῶν πιστοποιητικῶν διαμετακομίσεως στίς περιπτώσεις πού περιγράφονται στά στοιχεῖα β) καί γ) τῆς παραγράφου 4 τοῦ κανόνα αὐτοῦ ἀναφέρεται παρακάτω. Ὁ ἔμπορος πού ἔχει δικαίωμα στόν καφέ παρέχει στήν ὑπηρεσία πιστοποιητικῶν τίς ἀκόλουθες πληροφορίες πού ἀφοροῦν κάθε μερίδα ἀποστολῆς τοῦ καφέ:

α) τόν ἀριθμό συσχετίσεως καί τήν ἡμερομηνία ἐκδόσεως τοῦ κατάλληλου πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς (ἄν εἶναι γνωστά)[2]·

β) τή μορφή ὑπό τήν ὁποία βρίσκεται ὁ καφές καθώς καί τό καθαρό βάρος του·

γ) τό σημεῖο ἀναγνωρίσεως καί τά ἄλλα σημεῖα πού ἀναφέρονται πάνω στούς σάκκους ἤ τίς ἄλλες συσκευασίες[3]·

δ) τό ὄνομα τοῦ πλοίου ἤ κάθε ἄλλου μέσου μεταφορᾶς μέ τό ὁποῖο μεταφέρθηκε ὁ καφές ἤ μέ τό ὁποῖο ἔφθασε στή θέση πού βρίσκεται τώρα (ἄν εἶναι γνωστό)·

ε) στήν περίπτωση τοῦ καφέ πού βρίσκεται σέ μιά ἀποθήκη, μιά γραπτή δήλωση τοῦ διαχειριστοῦ τῆς ἀποθήκης ἡ ὁποία νά ἐπιτρέπει τήν ἐξακρίβωση ταυτότητος τοῦ καφέ καί νά βεβαιώνει τό χρόνο ἀποθηκεύσεως.

6. Ἡ ὑπηρεσία πιστοποιήσεως διαβιβάζει στόν ἐκτελεστικό διευθυντή τίς κατάλληλες πληροφορίες. Σύμφωνα μέ τίς πληροφορίες πού διαβιβάσθηκαν κατ' αὐτό τόν τρόπο καί μέ τήν ἐπιφύλαξη συμπληρωματικῶν ἐρευνῶν πού θά ἤθελε νά πραγματοποιήσει, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής μπορεῖ νά ἐξουσιοδοτήσει τίς ὑπηρεσίες πιστοποιήσεων νά ἀναγράψουν τήν ποσότητα τοῦ καφέ σέ πίστωση ἑνός λογαριασμοῦ ἐνσήμων διαμετακομίσεως.

Κανόνας 19

ΕΦΑΡΜΟΓΗ

Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής εἶναι ἁρμόδιος νά προβεῖ σέ ρυθμίσεις πού κρίνει ὅτι εἶναι ἀπαραίτητες γιά νά ἐξασφαλισθεῖ ἡ ἀποτελεσματική ἐφαρμογή τῶν μέτρων ἐλέγχου πού προβλέπονται στή συμφωνία καί στόν κανονισμό αὐτό περιλαμβάνοντας ἰδιαίτερα τήν ἀποστολή ἀπό καιροῦ εἰς καιρόν διοικητικῶν ὁδηγιῶν πού θά κρίνει ὅτι εἶναι χρήσιμες.

Κανόνας 20

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΙΣ

Ἡ ἐκτελεστική ἐπιτροπή ἐπιθεωρεῖ συνεχῶς τίς διατάξεις τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ καί δύναται νά ἐπιφέρει τίς τροποποιήσεις πού νομίζει ὅτι εἶναι ἐπιθυμητές.

---

(1) Κανονισμός τοῦ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ Καφέ περί τῆς ἐφαρμογῆς ἑνός συστήματος πιστοποιητικῶν καταγωγῆς ὅταν δέν ἰσχύουν οἱ ποσοστώσεις.

(2) Δέν ἐφαρμόζονται στήν περίπτωση καφέ προελεύσεως χωρῶν μή μελῶν πού ἔχει ἐπανεξαχθεῖ ἀπό μιά χώρα μέλος εἰσαγωγέα μέ προορισμό ἕνα ἄλλο μέλος εἰσαγωγῆς.

(3) Δέν ἐφαρμόζεται στήν περίπτωση καφέ προελεύσεως χώρας μή μέλους ἤ καφέ πού ἔχει ὑποστεῖ ἐπεξεργασία ἀπό ἕνα μέλος εἰσαγωγῆς καί ἔχει εἰσαχθεῖ μέ προέλευση ἀπό ἕνα ἄλλο μέλος εἰσαγωγῆς.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΚΑΤΑΓΩΓΗΣ ΣΤΟ ΕΝΤΥΠΟ Ο

CERTIFICATE OF ORIGIN FORM O
FOR EXPORTS TO MEMBERS



Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Valid for importation or replacement until

______ / ______ / ______

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Producing country			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			
10. Shipping marks a. ICO identification mark ___/_____/____ b. Other marks	11. Number of bags or other containers __________	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	13. Net weight of shipment __________ 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other relevant information			

It is hereby certified that the coffee described above was grown in the abovementioned producing country

16. Customs stamp of issuing country: __________ Date __________ Signature of authorized Customs Officer	17. Stamp of Certifying Agency: __________ Date of issue __________ Signature of authorized Certifying Officer

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: __________ Observations: __________ Quantity (if different from boxes 11 or 13): __________	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: __________ __________
Place __________ Date __________	Place __________ Date __________
Customs stamp of collecting country __________ Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Stamp of Certifying Agency __________ Signature of authorized Certifying Officer

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1 Α

ΚΑΝΟΝΕΣ ΠΟΥ ΘΑ ΤΗΡΗΘΟΥΝ ΚΑΤΑ ΤΗ ΔΙΑΤΑΞΗ ΤΟΥ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΥ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ Ο

CERTIFICATE OF ORIGIN FORM O
FOR EXPORTS TO MEMBERS

Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

52,5 mm

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

210 mm

____/____/____

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No.
3. Producing country			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank
46 mm	45,5 mm	46 mm	45,5 mm
9. Port or point of destination			
10. Shipping marks a. ICO identification mark ___/___/___ b. Other marks	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee Green (Crude) Roasted Soluble Other	13. Net weight of shipment 14. Unit of weight kg / lb
15. Other relevant information			

8,5 mm 8,5 mm 8 mm 25,5 mm 20 mm 7 mm 8,5 mm 34 mm 103 mm 34,5 mm 8,5 mm 297 mm

It is hereby certified that the coffee described above was grown in the abovementioned producing country

16. Customs stamp of issuing country: Date — Signature of authorized Customs Officer	17. Stamp of Certifying Agency: Date of issue — Signature of authorized Certifying Officer

51 mm

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

8,5 mm

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: .... Observations: .... Quantity (if different from boxes 11 or 13):	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: ....
Place .... Date	Place .... Date ....
Customs stamp of collecting country Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Stamp of Certifying Agency Signature of authorized Certifying Officer

83,5 mm

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1 Β

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΚΑΤΑΓΩΓΗΣ ΠΟΥ ΚΑΛΥΠΤΕΙ ΤΙΣ ΕΞΑΓΩΓΕΣ ΠΡΟΣ ΤΙΣ ΧΩΡΕΣ ΜΕΛΗ

Γενικές ὁδηγίες γιά τόν τρόπο συμπληρώσεως τοῦ πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς τύπου Ο

ΜΕΡΟΣ Α

Πρός συμπλήρωση ἀπό τήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεων καί τήν τελωνειακή ὑπηρεσία τῆς χώρας μέλους πού ἐκδίδει τό πιστοποιητικό

1. Ἀναγράφεται ἡ ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία λήγει ἡ προθεσμία ἰσχύος τοῦ πιστοποιητικοῦ (ἐννέα μῆνες ὑπολογιζόμενοι ἀπό τό τέλος τοῦ τριμήνου κατά τό ὁποῖο ἐκδόθηκε τό πιστοποιητικό).

2. Ὁ ἀριθμός συσχετίσεως περιλαμβάνει τόν κωδικό ἀριθμό τοῦ μέλους πού ἐκδίδει τό πιστοποιητικό (βλέπε παράρτημα 6 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ) καί τόν κωδικό ἀριθμό τοῦ λιμανιοῦ ἤ τοῦ τόπου ἐξαγωγῆς στό ἐσωτερικό (τό ἐν λόγω μέλος πρέπει νά δώσει διψήφιο ἀριθμό). Αὐτό τό πρῶτο συνθετικό πού θά εἶναι δυνατό νά περιλαμβάνει μέχρι πέντε ἀριθμούς θά ἀκολουθεῖται ἀπό τόν αὔξοντα ἀριθμό τοῦ πιστοποιητικοῦ (κάθε ὑπηρεσία πιστοποιήσεων θά βεβαιώνεται ὅτι ἡ ἀρίθμηση κάθε πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο πού ἐκδίδει ἀρχίζει ἀπό τό 1 τήν 1η Ὀκτωβρίου κάθε ἔτους καί συνεχίζεται διαδοχικά μέχρι τίς 30 Σεπτεμβρίου τοῦ ἑπομένου ἔτους).

3. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τῆς χώρας παραγωγῆς τοῦ καφέ.

4. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τῆς χώρας προορισμοῦ.

5. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τοῦ πλοίου μέ τό ὁποῖο μεταφέρεται ὁ καφές. Ἄν ὁ καφές δέν μεταφέρεται μέ πλοῖο, δίδονται οἱ κατάλληλες πληροφορίες γιά τό μέσο μεταφορᾶς πού θά χρησιμοποιηθεῖ. π.χ. φορτηγό, αὐτοκίνητο φορτηγίδα, σιδηρόδρομος.

6. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τοῦ λιμανιοῦ ἤ ἄλλου τόπου ὅπου ὁ καφές πρέπει νά φορτωθεῖ καί τό ὄνομα κάθε λιμανιοῦ ἤ σημείου διαμετακομίσεως ὅπου θά γίνει ἡ ἐκφόρτωση τοῦ καφέ πρίν ἀπό τή νέα ἀποστολή του στόν προορισμό πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό. Ἄν ὁ καφές μεταφέρεται κατευθείαν στόν προορισμό του, ἀναγράφεται ἡ λέξη «κατευθείαν».

7. Ἀναγράφεται ἡ ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία πρέπει νά γίνει ἡ ἀποστολή τοῦ καφέ.

8. Νά μείνει λευκό (πρός συμπλήρωση ἀπό τό Διεθνή Ὀργανισμό τοῦ Καφέ).

9. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τοῦ λιμανιοῦ ἤ ἄλλου τόπου προορισμοῦ πρός τόν ὁποῖο κατευθύνεται ὁ καφές.

10. Οἱ σάκκοι ἤ οἱ συσκευασίες κάθε μερίδας ἀποστολῆς καφέ πού συνοδεύεται ἀπό ἕνα μόνο πιστοποιητικό καταγωγῆς, φέρουν ἕνα μοναδικό σημεῖο ἀναγνωρίσεως τοῦ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ Καφέ, τυπωμένο στό ἐσωτερικό ἑνός πλαισίου ἤ σφραγισμένο σέ μιά μεταλλική σφραγίδα προσαρτημένη στούς σάκκους ἤ στίς ἄλλες συσκευασίες. Ἀναγράφονται τό σημεῖο ἀναγνωρίσεως τοῦ ΔΟΚ καί ὅλα τά συμπληρωματικά σημεῖα ἀποστολῆς ἤ ἄλλα σημεῖα ἀναγνωρίσεως μέσα στά καθοριζόμενα διαστήματα.

Σημείωση:
Ἄν τό μέλος ἔχει ἐπιλέξει ἕνα πιστοποιητικό καταγωγῆς στό ὁποῖο ὁ χῶρος 10 ἔχει τροποποιηθεῖ γιά νά μπορεῖ νά φέρει περισσότερα ἀπό ἕνα σημεῖα ἀναγνωρίσεως τοῦ ΔΟΚ, σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 3 τοῦ κανόνα 2 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ, καί δέν ὑπάρχει ὁ ἀπαραίτητος χῶρος γιά τήν ἀναγραφή τῶν συμπληρωματικῶν σημείων ἀποστολῆς, αὐτά πρέπει νά ἐμφανίζονται στό μέτρο τοῦ δυνατοῦ συνολικά στό χῶρο 15.

11. Ἀναγράφεται ὁ ἀριθμός τῶν σάκκων ἤ τῶν ἄλλων συσκευασιῶν.

12. Σημειώνεται ἕνα Χ στόν κατάλληλο χῶρο. Ἄν πρόκειται γιά καφέ ἄλλης μορφῆς ἀπό αὐτή τοῦ ἀφρύκτου καφέ, τοῦ πεφρυγμένου ἤ διαλυτοῦ, καθορίζεται ἀκριβῶς ἡ μορφή πού ἔχει ὁ καφές στό διάστημα πού προβλέπεται κάτω ἀπό τό σημεῖο 15, (βλέπε τούς ὁρισμούς πού ἀναφέρονται στό ἄρθρο 3 τῆς διεθνοῦς συμφωνίας τοῦ καφέ τοῦ 1976). Ἄν μιά ἐξαγωγή καφέ περιλαμβάνει καφέ διαφόρων μορφῶν, εἶναι ἀπαραίτητο νά ἐκδοθοῦν χωριστά πιστοποιητικά γιά κάθε μορφή καφέ πού περιλαμβάνεται στήν ἀποστολή.

13. Ἀναγράφεται τό καθαρό βάρος, στρογγυλοποιούμενο στήν πλησιέστερη μονάδα (μιά λίβρα εἶναι ἴση μέ 0,4536 τοῦ χιλιογράμμου).

14. Καθορίζεται μέ ἀκρίβεια ἡ μονάδα βάρους μέ τή σημείωση ἑνός Χ στόν κατάλληλο χῶρο.

15. Διατυπώνεται κάθε συμπληρωματική παρατήρηση πού θά μποροῦσε νά εἶναι χρήσιμη σχετικά μέ τήν μερίδα ἀποστολῆς τοῦ καφέ ὁ ὁποῖος περιγράφεται στό πιστοποιητικό.

16. Ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία τοῦ λιμανιοῦ ἤ τοῦ ἄλλου τόπου ἀπό τόν ὁποῖο ἐξάγεται ὁ καφές θέτει τή σφραγίδα της στό πιστοποιητικό γιά νά ἐπιβεβαιώσει ὅτι ἡ ἐξαγωγή θά πραγματοποιηθεῖ. Ὁ ὑπάλληλος πού εἶναι ἐξουσιοδοτημένος νά θέσει τή σφραγίδα, ὑπογράφει καί χρονολογεῖ τό πιστοποιητικό στά διαστήματα πού προβλέπονται γιά τό σκοπό αὐτό.

17. Ὁ ὑπάλληλος τῆς ὑπηρεσίας πιστοποιήσεων θέτει στό πιστοποιητικό τή σφραγίδα τῆς ὑπηρεσίας πιστοποιήσεων, ὑπογράφει καί χρονολογεῖ τό πιστοποιητικό στά καθορισμένα διαστήματα.

ΣΗΜΑΝΤΙΚΟ

Τό πρῶτο ἀντίγραφο κάθε πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο διαβιβάζεται στό Διεθνή Ὀργανισμό Καφέ, καθώς καί ἕνα ἀντίγραφο τῆς σχετικῆς φορτωτικῆς ἤ ἑνός ἰσοδυνάμου ἐγγράφου, μέσα σέ προθεσμία εἴκοσι μιᾶς ἡμερῶν ὑπολογιζομένων ἀπό τήν ἡμερομηνία ἀποστολῆς.

Τό πρωτότυπο κάθε πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο ἐπικυρώνεται μέ τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς πού ἐπικολλοῦνται στήν πίσω ὄψη σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανόνα 15 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ.

ΜΕΡΟΣ Β

Πρός συμπλήρωση ἀπό τήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεων ἤ τήν τελωνειακή ὑπηρεσία πού κρατᾶ τό πιστοποιητικό

18. α) Ἄν ὁ καφές πού καλύπτεται ἀπό τό πιστοποιητικό εἰσάγεται, ἡ ὑπηρεσία πιστοποιητικῶν τῆς χώρας εἰσαγωγῆς:

i) κρατᾶ τό πιστοποιητικό·

ii) ἀναγράφει σ' αὐτό τόν ἀριθμό καταχωρίσεως τοῦ τελωνείου καθώς καί τίς κατάλληλες παρατηρήσεις (πού ἀφοροῦν κυρίως τίς πληροφορίες πού διαβιβάζονται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ κανόνα 7 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ)·

iii) ἀναφέρει τόν τόπο καί τήν ἡμερομηνία εἰσαγωγῆς·

iv) θέτει τή σφραγίδα, τοῦ τελωνείου γιά νά βεβαιώσει ὅτι ὁ καφές ἔχει εἰσαχθεῖ.

β) Ἐφ' ὅσον ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί ἕνα μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ κανόνα 10 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ, ἄν ὁ καφές πού καλύπτεται ἀπό τό πιστοποιητικό ἔχει τεθεῖ ὑπό τελωνειακό ἔλεγχο, ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία στή φύλαξη τῆς ὁποίας βρίσκεται:

i) κρατᾶ τό πιστοποιητικό·

ii) σημειώνει σ' αὐτό τίς κατάλληλες παρατηρήσεις καί ἰδιαίτερα τίς πληροφορίες πού διαβιβάζονται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ κανόνα 10 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ·

iii) καθορίζει τή θέση τοῦ καφέ καί τήν ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία ὁ καφές ἔχει τεθεῖ ὑπό τόν ἔλεγχό της·

iv) θέτει τή σφραγίδα της στό πιστοποιητικό γιά νά ἐπιβεβαιώσει ὅτι ὁ καφές ἔχει τεθεῖ ὑπό τόν ἔλεγχό της.

19. Ἄν τό πιστοποιητικό προσκομίζεται γιά νά τεθεῖ σέ πίστωση ἑνός λογαριασμοῦ ἐνσήμων διαμετακομίσεως, ὁ ὑπάλληλος τῆς ὑπηρεσίας πιστοποιήσεων πού παραλαμβάνει τό πιστοποιητικό, ἀναγράφει σ' αὐτό τόν τόπο καί τήν ἡμερομηνία παραλαβῆς καί θέτει σ' αὐτό τή σφραγίδα τῆς ὑπηρεσίας καί τήν ὑπογραφή του.

ΣΗΜΑΝΤΙΚΟ

Κάθε ἔγκυρο πιστοποιητικό καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο πού ἀποσύρεται ἀπό μιά τελωνειακή ὑπηρεσία ἤ μιά ὑπηρεσία πιστοποιήσεων διαβιβάζεται στό Διεθνή Ὀργανισμό Καφέ μέσα στίς τριάντα ἡμέρες πού ἀκολουθοῦν τό κλείσιμο τοῦ μηνός στό διάστημα τοῦ ὁποίου ἔγινε ἡ παραλαβή του.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΚΑΤΑΓΩΓΗΣ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ Χ

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

CERTIFICATE OF ORIGIN FORM X
FOR EXPORTS TO NON-MEMBERS

Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Name and address of exporter

2. Name and address of importer

3. Reference No

Country Code	Port Code	Serial No.

4. Producing country

5. Country of destination

6. Name of ship/other carrier	7. Port of loading/intermediate ports	8. Date of shipment	9. Leave blank

10. Port or point of destination

11. Shipping marks

a. ICO Identification mark

– – – / – – – / – – –

b. Other marks

12. Number of bags or other containers

13. Description of coffee

- Green (Crude)
- Roasted
- Soluble
- Other

14. Net weight of shipment

15. Unit of weight
- kg
- lb

16. Other relevant information

It is hereby certified that the coffee described above was grown in the abovementioned country

17. Customs stamp of issuing country

Date .... Signature of authorized Customs Officer ....

18. Stamp of Certifying Agency

Date of issue .... Signature of authorized Certifying Officer ....

PART B: FOR USE BY SURVEYING AGENT

19. CERTIFICATION BY SURVEYING AGENT IN THE CASE OF TRANSHIPMENT

First port of transhipment	Transhipment date	Second port of transhipment	Transhipment date
Destination	Name of ship or other carrier	Destination	Name of ship or other carrier

Date .... Signature of surveying agent ....

Date .... Signature of surveying agent ....

20. CERTIFICATION OF IMPORTATION BY SURVEYING AGENT

Country of import	Place of entry	
	Date of entry	Date .... Signature of surveying agent ....

Observations

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2 Α

ΚΑΝΟΝΕΣ ΠΟΥ ΘΑ ΤΗΡΗΘΟΥΝ ΚΑΤΑ ΤΗ ΔΙΑΤΑΞΗ ΤΟΥ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΥ ΚΑΤΑΓΩΓΗΣ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ Χ

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY — 10 mm — 210 mm

CERTIFICATE OF ORIGIN FORM X
FOR EXPORTS TO NON-MEMBERS

Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Name and address of exporter — 25,5 mm

2. Name and address of importer — 25,5 mm — 91,5 mm

3. Reference No

Country Code	Port Code	Serial No

4. Producing country — 8 mm

5. Country of destination — 8,5 mm

6. Name of ship/other carrier	7. Port of loading/intermediate ports	8. Date of shipment	9. Leave blank
46 mm	45,5 mm	46 mm	45,5 mm

20 mm — 25,5 mm — 7 mm

10. Port or point of destination — 8,5 mm

11. Shipping marks

a. ICO Identification mark.

– – – / – – – / – – –

b. Other marks

12. Number of bags or other containers — 34 mm — 103 mm

13. Description of coffee

- ☐ Green (Crude)
- ☐ Roasted
- ☐ Soluble
- ☐ Other

34,5 mm

14. Net weight of shipment

15. Unit of weight ☐ kg ☐ lb

297 mm

16. Other relevant information — 8,5 mm

It is hereby certified that the coffee described above was grown in the abovementioned country

17. Customs stamp of issuing country — 51 mm

Date .... Signature of authorized Customs Officer ....

18. Stamp of Certifying Agency

Date of issue .... Signature of authorized Certifying Officer ....

PART B: FOR USE BY SURVEYING AGENT — 8,5 mm

19. CERTIFICATION BY SURVEYING AGENT IN THE CASE OF TRANSHIPMENT — 8,5 mm

First port of transhipment	Transhipment date	Second port of transhipment	Transhipment date
Destination	Name of ship or other carrier	Destination	Name of ship or other carrier

Date .... Signature of surveying agent ....

Date .... Signature of surveying agent ....

20. CERTIFICATION OF IMPORTATION BY SURVEYING AGENT — 83,5 mm

Country of import	Place of entry
	Date of entry

Date .... Signature of surveying agent ....

Observations

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2 Β

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΚΑΤΑΓΩΓΗΣ ΠΟΥ ΚΑΛΥΠΤΕΙ ΤΙΣ ΕΞΑΓΩΓΕΣ ΠΡΟΣ ΤΙΣ ΧΩΡΕΣ ΜΗ ΜΕΛΗ

Γενικές ὁδηγίες γιά τόν τρόπο συμπληρώσεως τοῦ πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Χ

ΜΕΡΟΣ Α

Πρός συμπλήρωση ἀπό τήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεων καί τήν τελωνειακή ὑπηρεσία τῆς χώρας μέλους πού ἐκδίδει τό πιστοποιητικό

1. Ἀναγράφεται τό ὄνομα καί ἡ διεύθυνση τοῦ ἐξαγωγέα.

2. Ἀναγράφεται τό ὄνομα καί ἡ διεύθυνση τοῦ εἰσαγωγέα ἤ ἐλλείψει τούτων τό ὄνομα καί ἡ διεύθυνση τοῦ ἀγοραστῆ.

3. Ὁ ἀριθμός ἀναφορᾶς περιλαμβάνει τόν κωδικό ἀριθμό τῆς χώρας μέλους πού ἐκδίδει τό πιστοποιητικό (βλέπε παράρτημα 6 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ) καί τόν κωδικό ἀριθμό τοῦ λιμανιοῦ, ἤ τοῦ τόπου ἐξαγωγῆς στό ἐσωτερικό (τό ἐν λόγω μέλος μπορεῖ νά δώσει διψήφιο ἀριθμό). Αὐτό τό πρῶτο συνθετικό, πού μπορεῖ νά περιλαμβάνει μέχρι πέντε ἀριθμούς, θά ἀκολουθεῖται ἀπό τόν αὔξοντα ἀριθμό τοῦ πιστοποιητικοῦ (κάθε ὑπηρεσία πιστοποιήσεων θά βεβαιώνεται ὅτι ἡ ἀρίθμηση τῶν πιστοποιητικῶν καταγωγῆς τύπου Χ τό ὁποῖο χορηγεῖ ἀρχίζει ἀπό τό 1, τήν 1η Ὀκτωβρίου κάθε ἔτους καί συνεχίζεται διαδοχικά μέχρι τίς 30 Σεπτεμβρίου τοῦ ἑπομένου ἔτους).

4. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τῆς χώρας παραγωγῆς τοῦ καφέ.

5. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τῆς χώρας προορισμοῦ.

6. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τοῦ πλοίου μέ τό ὁποῖο μεταφέρεται ὁ καφές. Ἄν ὁ καφές δέν μεταφέρεται μέ πλοῖο, ἀναγράφονται οἱ κατάλληλες πληροφορίες σχετικά μέ τό χρησιμοποιούμενο μέσο μεταφορᾶς, π.χ. φορτηγό αὐτοκίνητο, φορτηγίδα, σιδηρόδρομος.

7. Ἀναγράφεται ὁ λιμένας ἤ ἄλλος τόπος πού θά γίνει ἡ φόρτωση τοῦ καφέ καί τό ὄνομα κάθε λιμένα ἤ σημείου διαμετακομίσεως ὅπου ὁ καφές θά ἐκφορτωθεῖ, πρίν ἀπό τή νέα ἀποστολή του στόν προορισμό πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό. Ἄν ὁ καφές μεταφέρεται κατευθείαν πρός τόν προορισμό του, ἀναγράφεται ἡ λέξη «κατευθείαν».

8. Ἀναγράφεται ἡ ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία θά πρέπει νά γίνει ἡ ἀποστολή τοῦ καφέ.

9. Παραμένει λευκό (γιά νά συμπληρωθεῖ ἀπό τό Διεθνή Ὀργανισμό τοῦ Καφέ).

10. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τοῦ λιμένα ἤ ἄλλου τόπου προορισμοῦ πρός τόν ὁποῖο κατευθύνεται ὁ καφές.

11. Οἱ σάκκοι ἤ οἱ συσκευασίες κάθε μερίδας ἀποστολῆς καφέ πού συνοδεύονται ἀπό ἕνα μόνο πιστοποιητικό καταγωγῆς, φέρουν ἕνα μοναδικό σημεῖο ἀναγνωρίσεως τοῦ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ Καφέ, τυπωμένο στό ἐσωτερικό ἑνός πλαισίου ἤ σφραγισμένο σέ μιά μεταλλική σφραγίδα προσαρτημένη στούς σάκκους ἤ τίς ἄλλες συσκευασίες. Μέσα στό καθορισμένο διάστημα ἀναγράφεται τό σημεῖο ἀναγνωρίσεως τοῦ ΔΟΚ καί ὅλα τά συμπληρωματικά σήματα ἀποστολῆς ἤ ἄλλα σημεῖα ἀναγνωρίσεως.

ΣΗΜΕΙΩΣΗ:

Ἄν ἕνα μέλος ἔχει ἐπιλέξει ἕνα πιστοποιητικό καταγωγῆς στό ὁποῖο ἡ περίπτωση 11 ἔχει τροποποιηθεῖ γιά νά μπορεῖ νά φέρει περισσότερα σημεῖα ἀναγνωρίσεως τοῦ ΔΟΚ, σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 3 τοῦ κανόνα 2 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ, καί δέν ὑπάρχει ὁ ἀπαραίτητος χῶρος γιά τήν ἀναγραφή τῶν συμπληρωματικῶν σημείων ἀποστολῆς, αὐτά πρέπει στό μέτρο τοῦ δυνατοῦ, νά ἐμφανίζονται συνολικά στόν χῶρο 16.

12. Ἀναγράφεται ὁ ἀριθμός τῶν σάκκων ἤ τῶν ἄλλων συσκευασιῶν.

13. Σημειώνεται ἕνα Χ στόν κατάλληλο χῶρο. Ἄν ὁ καφές πού προορίζεται γιά ἐξαγωγή εἶναι σέ ἄλλη μορφή ἀπό αὐτήν τοῦ ἀφρύκτου καφέ, τοῦ πεφρυγμένου ἤ διαλυτοῦ, περιγράφεται ἀκριβῶς ἡ μορφή τοῦ καφέ στό χῶρο 16 (βλέπε τούς ὁρισμούς στό ἄρθρο 3 τῆς διεθνοῦς συμφωνίας τοῦ καφέ τοῦ 1976). Ἄν μιά ἐξαγωγή καφέ περιλαμβάνει καφέ διαφόρων μορφῶν, εἶναι ἀπαραίτητο νά ἐκδοθοῦν χωριστά πιστοποιητικά γιά κάθε μιά ἀπό τίς μορφές τοῦ καφέ πού περιλαμβάνονται στήν ἀποστολή.

14. Ἀναγράφεται τό καθαρό βάρος στρογγυλοποιούμενο στήν πλησιέστερη μονάδα (μιά λίβρα εἶναι ἴση μέ 0,4536 τοῦ κιλοῦ).

15. Ἀναγράφεται ἡ μονάδα βάρους μέ τή σημείωση ἑνός Χ στόν κατάλληλο χῶρο.

16. Διατυπώνεται κάθε συμπληρωματική παρατήρηση πού θά μποροῦσε νά εἶναι χρήσιμη σχετικά μέ τήν παρτίδα τοῦ καφέ ὁ ὁποῖος περιγράφεται στό πιστοποιητικό.

17. Ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία τοῦ λιμένα ἤ ἄλλου τόπου ἀπό τόν ὁποῖο ἐξάγεται ὁ καφές, θέτει τή σφραγίδα της στό πιστοποιητικό γιά νά ἐπιβεβαιώσει ὅτι ἡ ἐξαγωγή θά πραγματοποιηθεῖ. Ὁ ὑπάλληλος πού εἶναι ἐξουσιοδοτημένος γιά νά σφραγίσει τό πιστοποιητικό, τό ὑπογράφει καί τό χρονολογεῖ στά διαστήματα πού προβλέπονται.

18. Ὁ ὑπάλληλος τῆς ὑπηρεσίας πιστοποιήσεων, θέτει στό πιστοποιητικό τή σφραγίδα τῆς ὑπηρεσίας πιστοποιητικῶν, ὑπογράφει καί χρονολογεῖ τό πιστοποιητικό στά καθορισμένα διαστήματα.

ΠΡΟΣΟΧΗ

Τό πρωτότυπο καί τό πρῶτο ἀντίγραφο κάθε πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς τύπου Χ διαβιβάζονται στό Διεθνή Ὀργανισμό τοῦ Καφέ καθώς καί ἕνα ἀντίγραφο τῆς σχετικῆς φορτωτικῆς ἤ ἕνα ἀντίστοιχο ἔγγραφο σέ μιά προθεσμία εἴκοσι μιᾶς ἡμερῶν ὑπολογιζομένων ἀπό τήν ἡμερομηνία ἀποστολῆς.

ΜΕΡΟΣ Β

Συμπληρώνεται ἄν ἐφαρμόζονται τά μέτρα πού ἀφοροῦν τήν ἐπαλήθευση τῶν ἐξαγωγῶν σέ χῶρες μή μέλη

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΕΠΑΝΕΞΑΓΩΓΗΣ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ R

CERTIFICATE OF RE-EXPORT FORM R



Form approved by the: INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

52,5 mm

1. Valid for importation or replacement until ..../........../..........

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

210 mm

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
		8,5 mm	

3. Country of re-export — 8,5 mm

4. Country of destination — 8 mm

5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank
46 mm	45,5 mm	46 mm — 25,5 mm	45,5 mm

← 20 mm → ... ← 7 mm →

9. Port or point of destination — 8,5 mm

10. ICO Identification mark	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee	13. Net weight of shipment
---/----/----		☐ Green (Crude)	
---/----/----	.... Total	☐ Roasted — 34 mm	....
---/----/---- (103 mm)		☐ Soluble — 34,5 mm	14. Unit of weight ☐ kg
---/----/----		☐ Other	☐ lb
---/----/----			

15. Other marks and other relevant information — 17 mm

297 mm

It is hereby certified that the coffee described above is being re-exported from the country issuing this Certificate

16. Customs stamp of issuing country:	17. Stamp of Certifying Agency:
	42,5 mm
Date .... Signature of authorized Customs Officer	Date of issue .... Signature of authorized Certifying Officer ....

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

85 mm

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS
Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control	Certificate collected and credited to Transit Stamp Account
Customs entry number:	Observations: ....
Observations:	....
Quantity (if different from boxes 11 or 13):	
Place .... Date	Place .... Date .... (83,5 mm)
Customs stamp of collecting country	Stamp of Certifying Agency
Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Signature of authorized Certifying Officer

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3 Α

ΚΑΝΟΝΕΣ ΠΟΥ ΘΑ ΤΗΡΗΘΟΥΝ ΚΑΤΑ ΤΗ ΔΙΑΤΑΞΗ ΤΟΥ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΥ ΕΠΑΝΕΞΑΓΩΓΗΣ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ R

CERTIFICATE OF RE-EXPORT FORM **R**



Form approved by the: INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Valid for importation or replacement until

....../....../......

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Country of re-export			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			
10. ICO Identification mark – – – / – – – – / – – – – – – – / – – – – / – – – – – – – / – – – – / – – – – – – – / – – – – / – – – – – – – / – – – – / – – – –	11. Number of bags or other containers .... Total	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	13. Net weight of shipment .... 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other marks and other relevant information			

It is hereby certified that the coffee described above is being re-exported from the country issuing this Certificate

16. Customs stamp of issuing country: .... Date Signature of authorized Customs Officer	17. Stamp of Certifying Agency: .... Date of issue Signature of authorized Certifying Officer

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: .... Observations: .... Quantity (if different from boxes 11 or 13):	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: ....
Place .... Date	Place .... Date ....
Customs stamp of collecting country .... Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Stamp of Certifying Agency .... Signature of authorized Certifying Officer

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3 Β

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΕΠΑΝΕΞΑΓΩΓΗΣ

Γενικές ὁδηγίες γιά τόν τρόπο συμπληρώσεως τοῦ πιστοποιητικοῦ ἐπανεξαγωγῆς σέ ἔντυπο R

ΜΕΡΟΣ Α

Πρός συμπλήρωση ἀπό τήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεων καί τήν τελωνειακή ὑπηρεσία τῆς χώρας μέλους ἡ ὁποία χορηγεῖ τό πιστοποιητικό

1. Ἀναγράφεται ἡ ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία λήγει ἡ περίοδος ἰσχύος τοῦ πιστοποιητικοῦ (ἐννέα μῆνες ἀπό τό τέλος τοῦ τριμήνου κατά τό ὁποῖο χορηγήθηκε τό πιστοποιητικό).

2. Ὁ ἀριθμός συσχετίσεως περιλαμβάνει τόν κωδικό ἀριθμό τῆς χώρας μέλους ἡ ὁποία ἐκδίδει τό πιστοποιητικό (βλέπε παράρτημα 6 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ) καί τόν κωδικό ἀριθμό τοῦ λιμένα ἤ τοῦ τόπου ἐπανεξαγωγῆς στό ἐσωτερικό (τό ἀνώτερο μέλος πρέπει νά δώσει διψήφιο ἀριθμό). Αὐτό τό πρῶτο συνθετικό τό ὁποῖο μπορεῖ νά περιλαμβάνει μέχρι πέντε ἀριθμούς, θά ἀκολουθεῖται ἀπό τόν αὔξοντα ἀριθμό τοῦ πιστοποιητικοῦ (κάθε ὑπηρεσία πιστοποιητικῶν θά βεβαιώνεται ὅτι ἡ ἀρίθμηση τῶν πιστοποιητικῶν ἐπανεξαγωγῆς πού ἐκδίδει ἀρχίζει ἀπό τό 1 τήν 1 Ὀκτωβρίου κάθε ἔτους καί συνεχίζεται διαδοχικά μέχρι τίς 30 Σεπτεμβρίου τοῦ ἐπομένου ἔτους)

3. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τῆς χώρας ἀπό τήν ὁποία θά πρέπει νά ἐπανεξαχθεῖ ὁ καφές.

4. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τῆς χώρας προορισμοῦ.

5. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τοῦ πλοίου μέ τό ὁποῖο θά μεταφερθεῖ ὁ καφές. Ἄν ὁ καφές δέν θά μεταφερθεῖ μέ πλοῖο, δίδονται οἱ κατάλληλες πληροφορίες γιά τό μέσο μεταφορᾶς πού θά χρησιμοποιηθεῖ π.χ. φορτηγό αὐτοκίνητο, φορτηγίδα, σιδηρόδρομος.

6. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τοῦ λιμένα ἤ ἄλλου τόπου πού θά γίνει ἡ φόρτωση τοῦ καφέ καί τό ὄνομα τοῦ λιμένα ἤ τοῦ σημείου διαμετακομίσεως πού θά γίνει ἡ ἐκφόρτωση τοῦ καφέ πρίν νά γίνει ἡ νέα ἀποστολή του πρός τόν προορισμό πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό. Ἄν ὁ καφές μεταφέρεται κατευθείαν στόν προορισμό του, ἀναγράφεται ἡ λέξη «κατευθείαν».

7. Ἀναγράφεται ἡ ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία θά πρέπει νά γίνει ἡ ἀποστολή τοῦ καφέ.

8. Νά μείνει λευκό (θά συμπληρωθεῖ ἀπό τό Διεθνή Ὀργανισμό τοῦ Καφέ).

9. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τοῦ λιμένα ἤ ἄλλου τόπου ὅπου ὁ καφές πρέπει νά φθάσει στόν προορισμό του.

10. Ἀναγράφονται τά σήματα ἀναγνωρίσεως τοῦ ΔΟΚ πού φέρουν οἱ σάκκοι ἤ οἱ ἄλλες συσκευασίες.

11. Παραπλεύρως ἀπό κάθε σημεῖο ἀναγνωρίσεως τοῦ ΔΟΚ πού ἀναφέρεται στόν χῶρο 10 ἀναγράφεται ὁ ἀριθμός τῶν σάκκων ἤ τῶν ἄλλων συσκευασιῶν πού φέρουν αὐτό τό σημεῖο. Ἐπίσης ἀναγράφεται ὁ συνολικός ἀριθμός τῶν σάκκων ἤ τῶν ἄλλων συσκευασιῶν.

12. Σημειώνεται ἕνα Χ στόν κατάλληλο χῶρο. Ἄν πρόκειται γιά καφέ σέ κάποια ἄλλη μορφή ἀπό αὐτήν τοῦ ἀφρύκτου καφέ, τοῦ πεφρυγμένου ἤ τοῦ διαλυτοῦ, περιγράφεται, ἡ μορφή κάθε ἄλλου καφέ στό χῶρο 15 (βλέπε τούς ὁρισμούς πού δίδονται στό ἄρθρο 3 τῆς διεθνοῦς συμφωνίας τοῦ καφέ τοῦ 1976). Ἄν μιά μερίδα ἀποστολῆς τοῦ καφέ πού ἐπανεξάγεται περιλαμβάνει καφέ σέ περισσότερες ἀπό μιά μορφές, ἀπαιτοῦνται χωριστά πιστοποιητικά γιά κάθε μιά μορφή καφέ πού ἀποτελεῖ αὐτή τήν μερίδα ἀποστολῆς.

13. Ἀναγράφεται τό καθαρό βάρος στρογγυλοποιούμενο στήν πλησιέστερη μονάδα βάρους (μιά λίβρα εἶναι ἴση μέ 0,4536 τοῦ χιλιογράμμου).

14. Καθορίζεται ἀκριβῶς ἡ μονάδα βάρους μέ τή σημείωση ἑνός Χ στόν κατάλληλο χῶρο.

15. Αὐτό τό διάστημα δύναται νά χρησιμοποιηθεῖ γιά ἄλλα στοιχεῖα ἀναγνωρίσεως τοῦ καφέ γιά ἐπανεξαγωγή, π.χ. σημεῖα ἀποστολῆς ἤ γιά νά γίνουν παρατηρήσεις πού ἔχουν σχέση μέ τίς πληροφορίες πού ἀναφέρονται στό πιστοποιητικό. Ἀναφέρεται, ἄν εἶναι δυνατό, ὁ (ἤ οἱ) τύπος(οι) καί ὁ(ἤ οἱ) ἀριθμός(οἱ) συσχετίσεως τοῦ ἤ τῶν πιστοποιητικῶν μέ τήν κάλυψη τῶν ὁποίων ὁ καφές πού περιγράφεται στό πιστοποιητικό ἐπανεξαγωγῆς εἶχε εἰσαχθεῖ ἀρχικά.

16. Ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία τοῦ λιμένα ἤ κάθε ἄλλου τόπου ἀπό τόν ὁποῖο ἔγινε ἡ ἐπανεξαγωγή καφέ, θέτει τή σφραγίδα της στό πιστοποιητικό γιά νά ἐπιβεβαιώσει ὅτι ἡ ἐπανεξαγωγή θά πραγματοποιηθεῖ. Ὁ ἐξουσιοδοτημένος ὑπάλληλος τελωνειακῆς ὑπηρεσίας μαζί μέ τή σφραγίδα πού θέτει, ὑπογράφει καί σημειώνει τήν ἡμερομηνία στίς κατάλληλες θέσεις τοῦ πιστοποιητικοῦ.

17. Ὁ ὑπάλληλος τῆς ὑπηρεσίας πιστοποιήσεων θέτει τή σφραγίδα τῆς ὑπηρεσίας πιστοποιήσεων ὑπογράφει καί σημειώνει τήν ἡμερομηνία στίς κατάλληλες θέσεις τοῦ πιστοποιητικοῦ.

ΣΗΜΑΝΤΙΚΟ

Τό πρῶτο ἀντίγραφο κάθε πιστοποιητικοῦ ἐπανεξαγωγῆς διαβιβάζεται στό Διεθνή Ὀργανισμό Καφέ σέ μιά προθεσμία τριάντα ἡμερῶν ὑπολογιζομένων ἀπό τήν ἡμερομηνία ἀποστολῆς.

ΜΕΡΟΣ Β

Πρός συμπλήρωση ἀπό τήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεων ἤ ἀπό τήν τελωνειακή ὑπηρεσία πού κρατᾶ τό πιστοποιητικό

18. α) Ἄν ὁ καφές πού συνοδεύεται ἀπό τό πιστοποιητικό εἰσάγεται, ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία τῆς χώρας εἰσαγωγῆς:

i) κρατᾶ τό πιστοποιητικό·

ii) ἀναγράφει σ' αὐτό τόν ἀριθμό καταχωρίσεως στό τελωνεῖο καθώς καί τίς κατάλληλες πληροφορίες (πού ἀφοροῦν ἰδιαίτερα τίς πληροφορίες πού διαβιβάστηκαν σύμφωνα μέ τις διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ κανόνα 7 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ)·

iii) ἀναφέρει τήν ἡμερομηνία καί τόν τόπο εἰσαγωγῆς·

iv) θέτει τή σφραγίδα της στό πιστοποιητικό γιά νά ἐπιβεβαιώσει ὅτι ὁ καφές ἔχει εἰσαχθεῖ.

β) Ἐφ' ὅσον ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί ἕνα μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ κανόνα 10 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ, ἄν ὁ καφές πού καλύπτεται ἀπό τό πιστοποιητικό ἔχει τεθεῖ ὑπό τελωνειακό ἔλεγχο, ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία στόν ἔλεγχο τῆς ὁποίας βρίσκεται:

i) κρατᾶ τό πιστοποιητικό·

ii) φέρει σ' αὐτό τίς κατάλληλες παρατηρήσεις καί ἰδιαίτερα τίς πληροφορίες πού διαβιβάστηκαν σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ κανόνα 10 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ·

iii) ἀναφέρει τόν τόπο πού βρίσκεται ὁ καφές καί τήν ἡμερομηνία πού ἔχει τεθεῖ στόν ἔλεγχό της·

iv) θέτει τή σφραγίδα της στό πιστοποιητικό γιά νά βεβαιώσει ὅτι ὁ καφές βρίσκεται στόν ἔλεγχό της.

19. Ἄν τό πιστοποιητικό προσκομίζεται γιά νά ὑπολογισθεῖ σέ πίστωση ἑνός λογαριασμοῦ ἐνσήμων διαμετακομίσεως, ὁ ὑπάλληλος τῆς ὑπηρεσίας πιστοποιήσεων ἡ ὁποία συγκεντρώνει τά πιστοποιητικά ἀναγράφει σ' αὐτό τόν τόπο καί τήν ἡμερομηνία παραλαβῆς τοῦ πιστοποιητικοῦ καί θέτει σ' αὐτό τή σφραγίδα τῆς ὑπηρεσίας καί τήν ὑπογραφή του.

ΣΗΜΑΝΤΙΚΟ

Κάθε ἔγκυρο πιστοποιητικό ἐπανεξαγωγῆς πού παρελήφθη ἀπό μιά τελωνειακή ὑπηρεσία ἤ μιά ὑπηρεσία πιστοποιήσεων διαβιβάζεται στό Διεθνή Ὀργανισμό Καφέ μέσα στίς τριάντα ἡμέρες πού ἀκολουθοῦν τό κλείσιμο τοῦ μήνα κατά τή διάρκεια τοῦ ὁποίου παρελήφθη.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 4

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΕΠΑΝΑΠΟΣΤΟΛΗΣ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ RS

CERTIFICATE OF RE-SHIPMENT FORM RS



Form approved by the INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Valid for importation or replacement until ..../........../..........

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Country of re-shipment			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of re-shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			
10. ICO Identification mark – – –/– – – – –/– – – – – – –/– – – – –/– – – – – – –/– – – – –/– – – – – – –/– – – – –/– – – – – – –/– – – – –/– – – –	11. Number of bags or other containers .... Total	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	13. Net weight of shipment .... 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other marks and other relevant information			

It is hereby certified that the coffee described above is being re-shipped from the country issuing this Certificate

16. Customs stamp of issuing country: .... Date Signature of authorized Customs Officer	17. Stamp of Certifying Agency: .... Date of issue Signature of authorized Certifying Officer

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number .... Observations .... Quantity (if different from boxes 11 or 13)	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: ....
Place .... Date	Place .... Date ....
Customs stamp of collecting country .... Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Stamp of Certifying Agency .... Signature of authorized Certifying Officer

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 4 Α

ΚΑΝΟΝΕΣ ΠΟΥ ΘΑ ΤΗΡΗΘΟΥΝ ΚΑΤΑ ΤΗ ΔΙΑΤΑΞΗ ΤΟΥ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΥ ΕΠΑΝΑΠΟΣΤΟΛΗΣ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ RS

CERTIFICATE OF RE-SHIPMENT FORM **RS**



Form approved by the INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

52,5 mm

1. Valid for importation or replacement until .... / .... / ....

210 mm

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code (8,5 mm)	Serial No
3. Country of re-shipment (8,5 mm)			
4. Country of destination (8 mm)			
5. Name of ship/other carrier (46 mm)	6. Port of loading/intermediate ports (45,5 mm)	7. Date of re-shipment (46 mm; 25,5 mm)	8. Leave blank (45,5 mm)
9. Port or point of destination (8,5 mm)			

← 20 mm; 7 mm

10. ICO Identification mark ---/----/---- ---/----/---- ---/----/---- ---/----/---- ---/----/----	11. Number of bags or other containers .... Total .... (103 mm)	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other (34 mm)	13. Net weight of shipment .... (34,5 mm) 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other marks and other relevant information (17 mm)			

297 mm

It is hereby certified that the coffee described above is being re-shipped from the country issuing this Certificate

16. Customs stamp of issuing country: .... Date .... Signature of authorized Customs Officer	17. Stamp of Certifying Agency: 42,5 mm .... Date of issue .... Signature of authorized Certifying Officer

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

8,5 mm

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number .... Observations: .... Quantity (if different from boxes 11 or 13):	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: ....
Place .... Date	Place .... Date .... (83,5 mm)
Customs stamp of collecting country .... Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Stamp of Certifying Agency .... Signature of authorized Certifying Officer

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 4 Β

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΕΠΑΝΑΠΟΣΤΟΛΗΣ

Γενικές όδηγίες γιά τόν τρόπο συμπληρώσεως τοῦ πιστοποιητικοῦ ἐπαναποστολῆς σέ ἔντυπο RS

ΜΕΡΟΣ Α

Πρός συμπλήρωση ἀπό τήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεων καί τήν τελωνειακή ὑπηρεσία τῆς χώρας μέλους πού ἐκδίδει τό πιστοποιητικό

1. Ἀναγράφεται ἡ ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία λήγει ἡ προθεσμία ἰσχύος τοῦ πιστοποιητικοῦ (ἐννέα μῆνες ὑπολογιζόμενοι ἀπό τό τέλος τοῦ τριμήνου κατά τή διάρκεια τοῦ ὁποίου ἐκδόθηκε τό πιστοποιητικό).

2. Ὁ ἀριθμός συσχετίσεως περιλαμβάνει τόν κωδικό ἀριθμό τῆς χώρας μέλους πού ἐκδίδει τό πιστοποιητικό (βλέπε παράρτημα 6 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ) καί τόν κωδικό ἀριθμό τοῦ λιμένα ἤ τοῦ τόπου ἐπαναποστολῆς στό ἐσωτερικό (τό ἐν λόγῳ μέλος ὀφείλει νά δώσει διψήφιο ἀριθμό). Αὐτό τό πρῶτο συνθετικό τό ὁποῖο μπορεῖ νά περιλαμβάνει μέχρι πέντε ἀριθμούς, θά ἀκολουθεῖται ἀπό τόν αὔξοντα ἀριθμό τοῦ πιστοποιητικοῦ (κάθε ὑπηρεσία πιστοποιήσεων θά βεβαιώνεται ὅτι ἡ ἀρίθμηση τῶν πιστοποιητικῶν ἐπαναποστολῆς τά ὁποῖα ἐκδίδει ἀρχίζει μέ τό 1, τήν 1η Ὀκτωβρίου κάθε χρόνου καί συνεχίζεται διαδοχικά μέχρι τίς 30 Σεπτεμβρίου τοῦ ἑπομένου χρόνου).

3. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τῆς χώρας ἀπό τήν ὁποία θά γίνει ἡ ἐπαναποστολή τοῦ καφέ.

4. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τῆς χώρας προορισμοῦ τοῦ καφέ.

5. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τοῦ πλοίου μέ τό ὁποῖο θά γίνει ἡ μεταφορά τοῦ καφέ. Ἄν ἡ μεταφορά τοῦ καφέ δέν γίνει μέ πλοῖο, δίδονται οἱ κατάλληλες πληροφορίες σχετικά μέ τό χρησιμοποιούμενο μέσο μεταφορᾶς π.χ. φορτηγό αὐτοκίνητο, φορτηγίδα, σιδηρόδρομος.

6. Ἀναγράφεται ὁ λιμένας ἤ ἄλλος τόπος ὅπου θά γίνει ἡ φόρτωση τοῦ καφέ καί τό ὄνομα τοῦ λιμένα ἤ τοῦ σημείου διαμετακομίσεως πού θά γίνει ἡ ἐκφόρτωση τοῦ καφέ πρίν νά γίνει ἡ νέα ἀποστολή του στόν προορισμό πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό. Ἄν ὁ καφές μεταφέρεται κατευθείαν στόν προορισμό του ἀναγράφεται ἡ λέξη «κατευθείαν».

7. Ἀναγράφεται ἡ ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία θά γίνει ἡ ἐπαναποστολή τοῦ καφέ.

8. Παραμένει λευκό (γιά συμπλήρωση ἀπό τό Διεθνή Ὀργανισμό Καφέ).

9. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τοῦ λιμένα ἤ ἄλλου τόπου πού πρέπει νά φθάσει ὁ καφές στόν προορισμό του.

10. Ἀναγράφονται τά σημεῖα ἀναγνωρίσεως τοῦ ΔΟΚ πού φέρουν οἱ σάκκοι ἤ οἱ ἄλλες συσκευασίες.

11. Παραπλεύρως σέ κάθε σημεῖο ἀναγνωρίσεως τοῦ ΔΟΚ πού ἀναγράφεται στό χῶρο 10, ἀναφέρεται ὁ ἀριθμός τῶν σάκκων ἤ ἄλλων συσκευασιῶν πού φέρουν αὐτό τό σημεῖο. Ἀναφέρεται ἐπίσης ὁ συνολικός ἀριθμός τῶν σάκκων ἤ ἄλλων συσκευασιῶν.

12. Σημειώνεται ἕνα Χ στόν καθορισμένο χῶρο. Ἄν πρόκειται γιά καφέ ἄλλης μορφῆς ἀπό αὐτήν τοῦ ἀψήκτου καφέ, τοῦ πεφρυγμένου ἤ διαλυτοῦ, ἀναγράφεται ἀκριβῶς ἡ μορφή κάθε ἄλλου καφέ στόν χῶρο 15 (Βλέπε τούς ὁρισμούς στό ἄρθρο 3 τῆς διεθνοῦς συμφωνίας τοῦ καφέ 1976). Ἄν μία μερίδα ἀποστολῆς ἐπαναποστελλομένου καφέ περιλαμβάνει καφέ σέ περισσότερες ἀπό μιά μορφές, ἀπαιτοῦνται χωριστά πιστοποιητικά γιά κάθε μιά μορφή καφέ πού ἀποτελοῦν αὐτή τήν μερίδα ἀποστολῆς.

13. Ἀναγράφεται τό καθαρό βάρος στρογγυλοποιούμενο στήν πλησιέστερη μονάδα βάρους (μιά λίβρα εἶναι ἴση μέ 0,4536 τοῦ χιλιογράμμου).

14. Καθορίζεται μέ ἀκρίβεια ἡ μονάδα βάρους μέ τή σημείωση ἑνός Χ στόν κατάλληλο χῶρο.

15. Αὐτό τό διάστημα μπορεῖ νά χρησιμοποιηθεῖ γιά τήν ἀναγραφή ἄλλων σημείων ἀναγνωρίσεως τοῦ καφέ πού ἐπαναποστέλλεται, π.χ. τά στοιχεῖα ἐπαναποστολῆς ἤ γιά νά γίνουν παρατηρήσεις πού ἔχουν σχέση μέ πληροφορίες πού ὑπάρχουν στό πιστοποιητικό. Ὁ(οἱ) τύπος (τύποι) καί ὁ(οἱ) ἀριθμός (ἀριθμοί) συσχετίσεως τῶν πιστοποιητικῶν πού συγκεντρώθηκαν ὅταν ὁ καφές πού περιγράφεται στά πιστοποιητικά ἐπαναποστολῆς ἔχει τεθεῖ ὑπό τελωνειακό ἔλεγχο, ἀναγράφονται στό διάστημα αὐτό.

16. Ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία τοῦ λιμένα ἤ ἄλλου τόπου ἀπό τόν ὁποῖο γίνεται ἡ ἐπαναποστολή τοῦ καφέ, θέτει τή σφραγίδα της στό πιστοποιητικό γιά νά ἐπιβεβαιώσει ὅτι θά πραγματοποιηθεῖ ἡ ἐπαναποστολή. Ὁ ἐξουσιοδοτημένος τελωνειακός ὑπάλληλος πού θέτει τή σφραγίδα, ὑπογράφει καί χρονολογεῖ τό πιστοποιητικό στά καθορισμένα διαστήματα.

17. Ὁ ὑπάλληλος τῆς ὑπηρεσίας πιστοποιήσεων θέτει τή σφραγίδα τῆς ὑπηρεσίας πιστοποιήσεων, ὑπογράφει καί χρονολογεῖ τό πιστοποιητικό στά καθορισμένα διαστήματα.

ΣΗΜΑΝΤΙΚΟ

Τό πρῶτο ἀντίγραφο κάθε πιστοποιητικοῦ ἐπαναποστολῆς διαβιβάζεται στό Διεθνή Ὀργανισμό Καφέ μέσα σέ μιά προθεσμία τριάντα ἡμερῶν ὑπολογιζομένων ἀπό τήν ἡμερομηνία ἐπαναποστολῆς.

ΜΕΡΟΣ Β

Πρός συμπλήρωση ἀπό τήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεων ἤ τήν τελωνειακή ὑπηρεσία πού κρατᾶ τό πιστοποιητικό

18. α) Ἄν ὁ καφές πού συνοδεύεται ἀπό τό πιστοποιητικό εἰσάγεται, ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία τῆς χώρας εἰσαγωγῆς:

i) κρατᾶ τό πιστοποιητικό·

ii) ἀναγράφει σ' αὐτό τόν ἀριθμό καταχωρίσεως τοῦ τελωνείου καθώς καί τίς κατάλληλες παρατηρήσεις (πού ἀφοροῦν ἰδιαίτερα τίς πληροφορίες πού διαβιβάστηκαν σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ κανόνα 7 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ)·

iii) ἀναγράφει τήν ἡμερομηνία καί τόν τύπο τῆς εἰσαγωγῆς·

iv) θέτει τή σφραγίδα της στό πιστοποιητικό γιά νά ἐπιβεβαιώσει ὅτι ὁ καφές ἔχει εἰσαχθεῖ.

β) Ἐφ' ὅσον ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί ἕνα μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ κανόνα 10 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ, ἄν ὁ καφές πού καλύπτεται ἀπό τό πιστοποιητικό ἔχει τεθεῖ σέ τελωνειακό ἔλεγχο, ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία ὑπό τόν ἔλεγχο τῆς ὁποίας βρίσκεται:

i) κρατᾶ τό πιστοποιητικό·

ii) σημειώνει σ' αὐτό τίς κατάλληλες παρατηρήσεις καί ἰδιαίτερα τίς πληροφορίες πού διαβιβάστηκαν σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ κανόνα 10 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ·

iii) ἀναγράφει τή θέση τοῦ καφέ καί τήν ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία ἔχει τεθεῖ στόν ἔλεγχό της·

iv) θέτει τή σφραγίδα της στό πιστοποιητικό γιά νά ἐπιβεβαιώσει ὅτι ὁ καφές ἔχει τεθεῖ στόν ἔλεγχό της.

19. Ἄν τό πιστοποιητικό προσκομίζεται γιά νά ὑπολογισθεῖ σέ πίστωση ἑνός λογαριασμοῦ ἐνσήμων διαμετακομίσεως, ὁ ὑπάλληλος τῆς ὑπηρεσίας πιστοποιήσεων πού παραλαμβάνει τό πιστοποιητικό ἀναγράφει τόν τόπο καί τήν ἡμερομηνία παραλαβῆς καί θέτει σ' αὐτό τή σφραγίδα τῆς ὑπηρεσίας καί τήν ὑπογραφή του.

ΣΗΜΑΝΤΙΚΟ

Κάθε ἔγκυρο πιστοποιητικό ἐπαναποστολῆς πού παρελήφθη ἀπό μιά τελωνειακή ὑπηρεσία ἤ μιά ὑπηρεσία πιστοποιήσεων διαβιβάζεται στό Διεθνή Ὀργανισμό Καφέ μέσα στίς τριάντα ἡμέρες πού ἀκολουθοῦν τό κλείσιμο τοῦ μηνός στό διάστημα τοῦ ὁποίου παρελήφθη.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 5

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΔΙΑΜΕΤΑΚΟΜΙΣΕΩΣ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ Τ

CERTIFICATE OF TRANSIT FORM T



Form approved by the INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street. London W1P 4DD. England

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Producing country			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			
10. ICO identification mark ---/----/---- ---/----/---- ---/----/---- ---/----/---- ---/----/----	11. Number of bags or other containers .... Total	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	13. Net weight of shipment .... 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other marks and other relevant information			
16. It is hereby certified that this Certificate is issued on the basis of Certificate in Form .... reference number			
17. Stamp of Certifying Agency: .... Date .... Signature of authorized Customs Officer			

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: .... Observations: .... Quantity (if different from boxes 11 or 13):	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: ....
Place .... Date	Place .... Date ....
Customs stamp of collecting country .... Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Stamp of Certifying Agency .... Signature of authorized Certifying Officer

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 5 Α

ΚΑΝΟΝΕΣ ΠΟΥ ΘΑ ΤΗΡΗΘΟΥΝ ΚΑΤΑ ΤΗ ΔΙΑΤΑΞΗ ΤΟΥ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΥ ΔΙΑΜΕΤΑΚΟΜΙΣΕΩΣ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ Τ

CERTIFICATE OF TRANSIT FORM T



Form approved by the: INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

52,5 mm

1. Valid for importation or replacement until .... / .... / ....

210 mm

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code 8,5 mm	Serial No
3. Producing country 8,5 mm			
4. Country of destination 8 mm			
5. Name of ship/other carrier 46 mm	6. Port of loading/intermediate ports 45,5 mm	7. Date of shipment 25,5 mm 46 mm	8. Leave blank 45,5 mm
9. Port or point of destination 8,5 mm			
10. ICO Identification mark ---/-----/---- ---/-----/---- ---/-----/---- ---/-----/---- ---/-----/---- 103 mm	11. Number of bags or other containers .... Total	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) 34 mm ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other 34,5 mm	13. Net weight of shipment .... 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other marks and other relevant information 8,5 mm			
16. It is hereby certified that this Certificate is issued on the basis of Certificate in Form .... reference number .... 14 mm			
17. Stamp of Certifying Agency: 37 mm .... Date .... Signature of authorized Customs Officer			

20 mm · 7 mm · 297 mm

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

8,5 mm

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: .... Observations: .... Quantity (if different from boxes 11 or 13):	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: ....
Place .... Date	83,5 mm Place .... Date ....
Customs stamp of collecting country .... Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Stamp of Certifying Agency .... Signature of authorized Certifying Officer

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 5 Β

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΔΙΑΜΕΤΑΚΟΜΙΣΕΩΣ

Γενικές οδηγίες γιά τόν τρόπο συμπληρώσεως τοῦ πιστοποιητικοῦ διαμετακομίσεως σέ ἔντυπο Τ

ΜΕΡΟΣ Α

Πρός συμπλήρωση ἀπό τήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεων τῆς χώρας μέλους πού ἐκδίδει τό πιστοποιητικό

1. Ἀναγράφεται ἡ ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία λήγει ἡ προθεσμία ἰσχύος τοῦ πιστοποιητικοῦ (ἐννέα μῆνες ὑπολογιζόμενοι ἀπό τό τέλος τοῦ τριμήνου κατά τό ὁποῖο ἐκδόθηκε τό πιστοποιητικό).

2. Ὁ ἀριθμός συσχετίσεως περιλαμβάνει τόν κωδικό ἀριθμό τῆς χώρας μέλους πού ἐκδίδει τό πιστοποιητικό (βλέπε παράρτημα 6 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ) καί τόν κωδικό ἀριθμό τοῦ λιμένα ἤ τοῦ τόπου φορτώσεως στό ἐσωτερικό (τό ἀνωτέρω μέλος πρέπει νά δώσει διψήφιο ἀριθμό). Αὐτό τό πρῶτο συνθετικό τό ὁποῖο δύναται νά περιλαμβάνει μέχρι πέντε ἀριθμούς, θά ἀκολουθεῖται ἀπό τόν αὔξοντα ἀριθμό τοῦ πιστοποιητικοῦ (κάθε ὑπηρεσία πιστοποιήσεων θά βεβαιώνεται ὅτι ἡ ἀρίθμηση κάθε πιστοποιητικοῦ διαμετακομίσεως πού ἐκδίδει ἀρχίζει ἀπό τό 1, τήν 1η Ὀκτωβρίου κάθε ἔτους καί συνεχίζεται διαδοχικά μέχρι τίς 30 Σεπτεμβρίου τοῦ ἑπομένου ἔτους).

3. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τῆς χώρας ἡ ὁποία ἐκδίδει τό πιστοποιητικό.

4. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τῆς χώρας προορισμοῦ.

5. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τοῦ πλοίου μέ τό ὁποῖο θά μεταφερθεῖ ὁ καφές. Ἄν ὁ καφές δέν μεταφέρεται μέ πλοῖο, δίδονται οἱ κατάλληλες πληροφορίες γιά τό μέσο μεταφορᾶς πού χρησιμοποιεῖται π.χ. φορτηγό αὐτοκίνητο, φορτηγίδα ἤ σιδηρόδρομος.

6. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τοῦ λιμένα ἤ ἄλλου τόπου ὅπου θά γίνει ἡ φόρτωση τοῦ καφέ καί τό ὄνομα τοῦ λιμένα ἤ ἄλλου τόπου ὅπου θά γίνει ἡ ἐκφόρτωση, πρίν ἀπό τή νέα ἀποστολή πρός τόν προορισμό πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό. Ἄν ὁ καφές μεταφέρεται κατευθείαν στόν προορισμό του, ἀναγράφεται ἡ λέξη «κατευθείαν».

7. Ἀναγράφεται ἡ ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία πρέπει νά γίνει ἡ ἀποστολή τοῦ καφέ.

8. Νά μείνει λευκό (θά συμπληρωθεῖ ἀπό τό Διεθνή Ὀργανισμό τοῦ Καφέ).

9. Ἀναγράφεται τό ὄνομα τοῦ λιμένα ἤ ἄλλου μέρους πού πρέπει νά φθάσει ὁ καφές στόν προορισμό του.

10. Ἀναγράφονται τά σημεῖα ἀναγνωρίσεως τοῦ ΔΟΚ πού φέρουν οἱ σάκχοι ἤ οἱ ἄλλες συσκευασίες. Ἡ ὑπηρεσία πιστοποιήσεων βεβαιώνεται ὅτι τά σημεῖα ἀναγνωρίσεως τοῦ ΔΟΚ εἶναι ταυτόσημα μέ αὐτά πού ἀναφέρονται στό πιστοποιητικό στό ὁποῖο βασίζεται τό πιστοποιητικό διαμετακομίσεως.

11. Δίπλα ἀπό κάθε σημεῖο ἀναγνωρίσεως τοῦ ΔΟΚ πού ἀναγράφεται στό χῶρο 10, ἀναφέρεται ὁ ἀριθμός τῶν σάκκων ἤ τῶν ἄλλων συσκευασιῶν πού φέρουν αὐτό τό σημεῖο. Ἀναφέρεται ἐπίσης ο συνολικός ἀριθμός τῶν σάκκων ἤ τῶν ἄλλων συσκευασιῶν.

12. Σημειώνεται ἕνα Χ στόν κατάλληλο χῶρο. Ἄν πρόκειται γιά καφέ σέ κάποια ἄλλη μορφή ἀπό αὐτήν τοῦ ἀφρύκτου καφέ, τοῦ πεφρυγμένου ἤ διαλυτοῦ καθορίζεται ἡ μορφή μέ τήν ὁποία παρουσιάζεται, στό χῶρο 15 (βλέπε τούς ὁρισμούς πού δίδονται στό ἄρθρο 3 τῆς διεθνοῦς συμφωνίας τοῦ καφέ τοῦ 1976).

13. Ἀναγράφεται τό καθαρό βάρος στρογγυλοποιούμενο στήν πλησιέστερη μονάδα βάρους (μία λίβρα εἶναι ἴση μέ 0,4536 τοῦ χιλιογράμμου).

14. Καθορίζεται ἀκριβῶς ἡ μονάδα βάρους μέ τή σημείωση ἑνός Χ στόν κατάλληλο χῶρο.

15. Αὐτό τό διάστημα δύναται νά χρησιμοποιηθεῖ γιά νά προστεθοῦν ἄλλα σημεῖα ἀναγνωρίσεως τοῦ καφέ πού μεταφέρεται, π.χ. τά σημεῖα ἀποστολῆς, ἤ γιά νά γίνουν παρατηρήσεις οἱ ὁποῖες ἔχουν σχέση μέ τίς πληροφορίες πού ἀναφέρονται στό πιστοποιητικό. Στήν περίπτωση καφέ προελεύσεως χώρας μή μέλους, οἱ πληροφορίες πού ἀναφέρονται στήν παράγραφο 6 στό α) τοῦ κανόνα 8 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ ἀναφέρονται στό διάστημα αὐτό, καί οἱ λέξεις «ΚΑΦΕΣ ΜΗ ΜΕΛΟΥΣ» ἀναγράφονται μέ κεφαλαῖα στό πάνω μέρος τοῦ πιστοποιητικοῦ.

16. Δίδονται οἱ κατάλληλες πληροφορίες πού ἀφοροῦν τό πιστοποιητικό στό ὁποῖο βασίζεται τό πιστοποιητικό διαμετακομίσεως, δηλαδή ὁ τύπος τοῦ πιστοποιητικοῦ καί ὁ ἀριθμός συσχετίσεως, (δέν ἐφαρμόζεται στήν περίπτωση ἑνός πιστοποιητικοῦ διαμετακομίσεως πού ἐκδόθηκε σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανόνα 8 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ γιά νά καλύψει τόν καφέ προελεύσεως χώρας μή μέλους).

17. Ὁ ὑπάλληλος τῆς ὑπηρεσίας πιστοποιήσεων θέτει τή σφραγίδα τῆς ὑπηρεσίας στό πιστοποιητικό, ὑπογράφει καί θέτει τήν ἡμερομηνία στά κατάλληλα διαστήματα.

ΣΗΜΑΝΤΙΚΟ

Τό πρῶτο ἀντίγραφο κάθε πιστοποιητικοῦ διαμετακομίσεως διαβιβάζεται στό Διεθνή Ὀργανισμό Καφέ μέσα σέ μιά προθεσμία τριάντα ἡμερῶν ἀπό τήν ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία χορηγήθηκε τό πιστοποιητικό.

Τό πρωτότυπο κάθε πιστοποιητικοῦ διαμετακομίσεως ἐπικυρώνεται μέ τά ἔνσημα διαμετακομίσεως πού ἐπικολλοῦνται στό πίσω μέρος τοῦ πιστοποιητικοῦ σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανόνα 16 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ.

ΜΕΡΟΣ Β

Πρός συμπλήρωση ἀπό τήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεων ἤ τήν τελωνειακή ὑπηρεσία ἡ ὁποία κρατᾶ τό πιστοποιητικό

18. α) Ἄν ὁ καφές πού καλύπτεται ἀπό τό πιστοποιητικό ἔχει εἰσαχθεῖ, ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία τῆς χώρας εἰσαγωγῆς:

i) κρατᾶ τό πιστοποιητικό·

ii) ἀναγράφει σ' αὐτό τόν ἀριθμό καταχωρίσεως τοῦ τελωνείου καθώς καί τίς κατάλληλες παρατηρήσεις (πού ἀφοροῦν εἰδικότερα τίς πληροφορίες πού διαβιβάστηκαν σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ κανόνα 7 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ)·

iii) ἀναφέρει τήν ἡμερομηνία καί τόν τόπο εἰσαγωγῆς·

iv) θέτει τή σφραγίδα της στό πιστοποιητικό γιά νά βεβαιώσει ὅτι ὁ καφές ἔχει εἰσαχθεῖ.

β) Ἐφ' ὅσον ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής καί ἕνα μέλος δέν ἔχουν συμφωνήσει διαφορετικά σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ κανόνα 10 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ, ἄν ὁ καφές πού καλύπτεται ἀπό τό πιστοποιητικό ἔχει τεθεῖ ὑπό τελωνειακό ἔλεγχο, ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία στόν ἔλεγχο τῆς ὁποίας βρίσκεται:

i) κρατᾶ τό πιστοποιητικό·

ii) φέρει σ' αὐτό τίς κατάλληλες παρατηρήσεις καί ἰδιαίτερα τίς πληροφορίες πού διαβιβάστηκαν σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ κανόνα 10 τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ·

iii) ἀναφέρει τό μέρος πού βρίσκεται ὁ καφές καί τήν ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία τέθηκε στόν ἔλεγχό της·

iv) θέτει τή σφραγίδα της στό πιστοποιητικό γιά νά βεβαιώσει ὅτι ὁ καφές εἶναι στόν ἔλεγχό της.

19. Ἄν τό πιστοποιητικό προσκομίζεται γιά νά ὑπολογισθεῖ σέ πίστωση ἑνός λογαριασμοῦ ἐνσήμων διαμετακομίσεως, ὁ ὑπάλληλος τῆς ὑπηρεσίας πιστοποιήσεων πού συγκεντρώνει τά πιστοποιητικά, ἀναγράφει τόν τύπο καί τήν ἡμερομηνία παραλαβῆς καί θέτει τή σφραγίδα τῆς ὑπηρεσίας καί τήν ὑπογραφή του.

ΣΗΜΑΝΤΙΚΟ

Κάθε ἔγκυρο πιστοποιητικό διαμετακομίσεως πού συγκεντρώθηκε ἀπό μιά τελωνειακή ὑπηρεσία πιστοποιήσεων διαβιβάζεται στό Διεθνή Ὀργανισμό τοῦ Καφέ μέσα στίς τριάντα ἡμέρες οἱ ὁποῖες ἀκολουθοῦν τό κλείσιμο τοῦ μηνός στή διάρκεια τοῦ ὁποίου συγκεντρώθηκε.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 6

ΚΑΤΑΣΤΑΣΗ ΤΩΝ ΜΕΛΩΝ ΚΑΙ ΚΩΔΙΚΟΙ ΑΡΙΘΜΟΙ ΑΥΤΩΝ

Χῶρες ἐξαγωγῆς

Ἀγκόλα	158
Αἰθιοπία	10
Ἀιτή	12
Ἀκτή Ἐλεφαντοστοῦ	24
Αὐτοκρατορία Κεντρικῆς Ἀφρικῆς	20
Βενεζουέλα	36
Βολιβία	1
Βραζιλία	2
Γκαμπόν	23
Γκάνα	38
Γουατεμάλα	11
Γουϊνέα	92
Δομινικανή Δημοκρατία	7
Ἐκουατόρ	8
Ἐλ Σαλβατόρ	9
Ζαΐρ	4
Ἰαμαϊκή	100
Ἰνδία	14
Ἰνδονησία	15
Καμερούν	19
Κένυα	37
Κογκό	21
Κολομβία	3
Κόστα Ρίκα	5
Λιβερία	107
Μαδαγασκάρη	*25*
Μαλάουϊ	*109*
Μεξικό	*16*
Μπενέν	22
Μπορούντι	27
Νιγερία	18
Νικαράγουα	17
Ὀνδούρα	13
Οὐγκάντα	35
Παπούα - Νέα Γουϊνέα	166
Παναμᾶς	29
Παραγουάη	122
Περοῦ	30
Ρουάντα	28
Σιέρα Λεόνε	32
Τανζανία	33
Τόγκο	26
Τρινιντάντ καί Τομπάγκο	34

Χῶρες εἰσαγωγῆς

Αὐστραλία	51
Αὐστρία	52
Βέλγιο/Λουξεμβοῦργο	53
Γαλλία	58
Γιουγκοσλαβία	148
Δανία	56
Ἑλβετία	65
Ἡνωμένες Πολιτεῖες Ἀμερικῆς	69
Ἡνωμένο Βασίλειο	68
Ἰαπωνία	60
Ἰρλανδία	98
Ἱσπανία	63
Ἰσραήλ	99
Ἰταλία	59
Καναδάς	54
Κύπρος	86
Νέα Ζηλανδία	70
Νορβηγία	62
Ὁλλανδία	61
Ὁμοσπονδιακή Δημοκρατία Γερμανίας	57
Οὐγγαρία	94
Πορτογαλία	31
Σουηδία	64

Σημείωση: Τά μέλη πού ἔχουν τυπωθεῖ μέ πλάγια στοιχεῖα συμμετέχουν στόν OAMCAF. Τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς πού δίδονται στόν OAMCAM θά φέρουν τόν κωδικό ἀριθμό 155.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 7

ΠΕΡΙΟΡΙΣΜΟΣ ΤΩΝ ΕΤΗΣΙΩΝ ΕΙΣΑΓΩΓΩΝ ΚΑΦΕ ΠΡΟΕΛΕΥΣΕΩΣ ΧΩΡΩΝ ΜΗ ΜΕΛΩΝ

(σέ σάκκους τῶν 60 κιλῶν)

Μέλος εἰσαγωγέας	Ἐτήσιο ὅριο
Σύνολο	**509 999**
Ἡνωμένες Πολιτεῖες Ἀμερικῆς	**121 860**
Εὐρωπαϊκή Οἰκονομική Κοινότης	**175 883**
Βέλγιο	64 110
Γαλλία	17 161
Δανία	18 905
Ἡνωμένο Βασίλειο	5 323
Ἰρλανδία	1 217
Ἰταλία	46 804
Ὀλλανδία	15 982
Ὁμοσπονδιακή Δημοκρατία Γερμανίας	6 381
Ἄλλα μέλη	**212 256**
Αὐστραλία	2 590
Αὐστρία	4 708
Γιουγκοσλαβία	6 905
Ἑλβετία	19 243
Ἰαπωνία	25 062
Ἰσραήλ	4 450
Ἱσπανία	99 578
Καναδάς	2 982
Κύπρος	148
Νέα Ζηλανδία	576
Νορβηγία	7 878
Οὐγγαρία	13 282
Πορτογαλία	9 932
Σουηδία	263
Φινλανδία	3 715
Χόνγκ-Κόνγκ	10 944
ΕΛΛΑΣ	1196

Παραγγέλλομεν νά δημοσιευθῆ εἰς τήν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τό κείμενον τοῦ παρόντος καί νά ἐκτελεσθῆ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 10 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ**

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ — **ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ — **ΔΗΜ. ΚΟΥΛΟΥΡΙΑΝΟΣ**

ΕΜΠΟΡΙΟΥ — **ΓΕΩΡΓ. ΜΩΡΑΪΤΗΣ**

Θεωρήθηκε καί τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 12 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ